

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°262

JANVIER 2007

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

Sommaire :

- **VISITE « HISTORIQUE » DU PRÉSIDENT IRAKIEN, JALAL TALABANI, EN SYRIE**
- **LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN IRAKIEN, MASSOUD BARZANI, REÇOIT À SALAHADIN LE GÉNÉRAL JOSEPH RALSTON, COORDINATEUR AMÉRICAIN POUR LA QUESTION DU PKK**
- **LES AUDIENCES DU PROCÈS DE GÉNOCIDE CONTRE LES KURDES CONTINUENT EN PRÉSENCE NOTAMMENT D'ALI LE CHIMIQUE**
- **KIRKOUK : À L'APPROCHE DU RÉFÉRENDUM SUR LE STATUT DE LA VILLE, LES MENACES D'ANKARA S'AMPLIFIENT**
- **ISTANBUL : MEURTRE DU JOURNALISTE ARMÉNIEN HRANT DINK PAR DES NATIONALISTES TURCS**
- **ANKARA : PLAIDOYER POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE DE L'ÉCRIVAIN KURDE YASAR KEMAL**
- **BILAN 2006 : LES CIVILS NOTAMMENT LES CHIITES CONTINUENT D'ÊTRE LES PRINCIPALES VICTIMES DES VIOLENCES EN IRAK**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE : « NOUS SOMMES LES PREMIERS À REFUSER LE CONTRÔLE DE L'ARMÉE TURQUE » DÉCLARE L'ANCIEN VICE-PRÉSIDENT DE CHYPRE DU NORD**

---

### **VISITE « HISTORIQUE » DU PRÉSIDENT IRAKIEN, JALAL TALABANI EN SYRIE**

**R**E président irakien Jalal Talabani a effectué une visite qualifiée d'historique en Syrie car c'est la première du genre depuis près de trois décennies, le président syrien Bachar al-Assad lui a réservé un accueil chaleureux et a, le 14 janvier, affirmé que son pays était prêt à contribuer à la « conciliation

nationale » et la stabilité en Irak. « La Syrie est prête à aider les Irakiens à réaliser la conciliation nationale, ainsi que l'unité, la sécurité et la stabilité » de ce pays voisin, a déclaré M. Assad, lors d'un premier entretien avec son hôte selon l'agence officielle syrienne *Sana*. M. Talabani arrivé à la tête d'une importante délégation pour un séjour de six

jours a déclaré de son côté que « La Syrie nous a aidés dans les jours les plus noirs et nous lui sommes reconnaissants ». « Nous sommes déterminés à établir les meilleures relations politiques, commerciales et pétrolières, et nous voulons briser cet étau qui nous a été imposé et qui a été planifié par les forces colonisatrices pour empêcher toute coopération et tout rapprochement syro-irakien », a ajouté le président irakien cité par *Sana*. Les deux présidents ont tenu ces propos au cours d'une réunion élargie,

à laquelle ont assisté les délégations officielles des deux pays. Outre le ministre irakien de l'Intérieur, Jawad Bolani, le président irakien est accompagné des ministres du Commerce Abdel Falah Hassan al-Soudani, des Ressources hydrauliques Latif Rachid et du conseiller à la sécurité nationale Moaffak al-Roubaïe, ainsi que de plusieurs députés. Des accords de coopération dans le domaine commercial et de la sécurité ont été signés au cours de la visite. Selon son conseiller Fakhri Karim, M. Talabani a été précédé à Damas par une délégation sécuritaire pour des entretiens qui ont abouti à des « résultats positifs pour les deux pays ». Le vice-président syrien Farouk al-Chareh avait, le 10 janvier, affirmé que « le rapprochement entre les deux pays visait à consolider les relations » et « n'intervenait pas pour des raisons extérieures », à savoir le désir de Damas d'améliorer ses relations avec les États-Unis.

La visite de M. Talabani intervient à la suite de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays en novembre, après une rupture de plus de 25 ans. Le prédécesseur de Saddam Hussein, Ahmed Hassan al-Bakr, s'y était rendu en 1979, à l'époque où les deux pays, dirigés par des branches du parti Baas, envisageaient de fusionner en une seule nation. Bien que tous deux dirigés par le parti panarabe Baas, la Syrie et l'Irak de Saddam Hussein entretenaient de mauvaises relations. Elles ont été rétablies à l'occasion de la visite à Bagdad du ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem qui avait promis l'aide de son pays pour rétablir la sécurité en Irak. Fin décembre, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Damas, le mou-

vement du président irakien, avait annoncé que la visite de M. Talabani visait à « régler diverses questions (...) en toute amitié et fraternité ». M. Talabani séjournait régulièrement en Syrie à l'époque de Saddam Hussein et entretenait des liens étroits avec les responsables de Damas qui accueillait alors différents mouvements de l'opposition irakienne. Sa dernière visite en Syrie remonte à juillet 2003, avant son élection comme président en avril 2005 et sa réélection en avril 2006.

Dans une interview publiée le 21 janvier par le quotidien koweïtien *al-Anbaa*, Jalal Talabani a, cependant, appelé à cesser toute intervention dans les affaires intérieures de l'Irak et à aider le pays à restaurer la paix et la stabilité. « Je sais qui intervient dans les affaires internes irakiennes et qui ne le fait pas, mais ce n'est pas dans l'intérêt de l'Irak de citer actuellement des noms des intervenants », a indiqué le président irakien. « Du moins, je ne devrais pas ajouter de l'huile sur le feu », a souligné M. Talabani, dans cette interview accordée lors de sa visite à Damas. Le président Talabani a souhaité que le nouvel Irak puisse jouer « un rôle positif dans le renforcement de la solidarité arabe et la véritable coopération régionale basés sur le respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous ses pays voisins ».

De son côté, le chef de la diplomatie iranienne, Manouchehr Mottaki, a, le 22 janvier, annoncé que l'Iran et la Syrie se sont mis d'accord pour proposer l'organisation d'une conférence régionale sur l'Irak qui se tiendrait à Bagdad. « Nous nous sommes mis d'accord pour demander au gouvernement irakien et aux pays voisins de tenir à

Bagdad une conférence des ministres des Affaires étrangères », a déclaré M. Mottaki, lors d'un point de presse avec son homologue syrien, Walid Mouallem, en visite à Téhéran.

Par ailleurs, le chef radical chiite Moqtada Sadr, qui dirige une importante milice, l'armée du Mahdi, régulièrement accusée d'exactions contre la communauté sunnite et d'attaques contre les forces de la coalition, a, le 21 janvier, décidé de suspendre son boycott du gouvernement renforçant la position du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. « Nous allons participer de nouveau au processus politique », a déclaré un député sadriste, Saleh Hassan Issa al-Ogäili, en expliquant que des demandes formulées par son mouvement avaient été satisfaites. Le président du Parlement, le sunnite Mahmoud al-Machhadani, qui a négocié avec le bloc Sadr son retour au gouvernement, a confirmé cette décision lors d'une conférence de presse. « Une commission de cinq membres, représentant les différents blocs parlementaires, a négocié avec le courant sadriste, et a présenté des recommandations qui ont été acceptées », a-t-il indiqué, estimant que les demandes du courant Sadr étaient « légitimes et servaient l'intérêt national ».

Les partisans de Moqtada Sadr — qui détiennent 32 sièges sur 275 au Parlement et six ministères et secrétaires d'Etat sur 37 au gouvernement — boycottaient ces institutions depuis le 29 novembre, pour protester contre une rencontre entre M. Maliki et le président américain George W. Bush. Leur retour dans le jeu politique devrait conforter la position du Premier ministre, affaibli par son incapacité à juguler les violences. Le soutien

«de Sadr est une bonne chose car il va consolider la position de Maliki, d'autant que les deux parties sont alliées », a estimé le député kurde, Mahmoud Osmane. La décripation politique fait suite à « un accord signé avec le Parlement prévoyant la discussion d'un calendrier de retrait des troupes américaines », a expliqué M. Ogäili, sans en préciser les modalités. « Nous avons également demandé un calendrier pour la

formation des forces de sécurité irakiennes et que le gouvernement s'abstienne de renouveler le mandat des forces d'occupation sans en référer au Parlement », a-t-il ajouté. Aujourd'hui, « le groupe Sadr veut montrer qu'il fait partie du processus politique et qu'il ne va pas recourir à la violence au moment où les forces irakiennes et américaines se sont fixé pour objectif de s'attaquer aux milices », a estimé Mahmoud Osmane.

**LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN IRAKIEN,  
MASSOUD BARZANI, REÇOIT À SALAHADIN LE GÉNÉRAL  
JOSEPH RALSTON, COORDINATEUR AMÉRICAIN  
POUR LA QUESTION DU PKK**

**R**E Président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a, le 19 janvier, reçu à Salahadin le général Joseph Ralston, l'envoyé spécial du président américain et coordinateur pour la question du PKK afin de discuter des questions liées au statut final de Kirkouk et de la situation des Kurdes de Turquie. Le chef de cabinet de la présidence kurde, Dr. Fouad Hussein, a déclaré que le général Ralston a exprimé l'opinion officielle de l'administration américaine et du Département d'Etat en soulignant que Kirkouk était une affaire interne du peuple irakien. Le général Ralston a également visité les camps de réfugiés de Makhmour qui accueillent les réfugiés kurdes de Turquie depuis plus de dix ans.

A la suite de son voyage au Kurdistan irakien, le général Ralston s'est rendu en Turquie pour des entretiens avec son homologue turc Edip Baser et le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül. L'émissaire américain, a, le 30 janvier, promis à Ankara de concourir

à la lutte contre l'organisation kurde alors que la Turquie accuse les Etats-Unis d'inaction. « Nous travaillons à de nombreuses actions possibles pour contrer le PKK », a déclaré M. Ralston « Nous restons très concentrés sur cet effort, avec de nombreuses initiatives, et j'ai bon espoir qu'avec un peu de patience de la part du peuple turc nous remplirons avec succès notre tâche », a-t-il ajouté. Il a notamment émis l'espoir que le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani aiderait à combattre le PKK. « J'estime que je peux le convaincre que le PKK est une menace pour la stabilité dans le nord de l'Irak autant qu'une menace pour le peuple turc, et j'ai demandé son aide pour contrer le PKK », a déclaré le responsable américain. M. Ralston a également rencontré le chef d'état-major turc le général Yasar Büyükanit, avant de quitter la Turquie le 31 janvier. Sa visite faisait suite à des critiques sévères émises par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, qui a accusé les Etats-Unis et l'Irak d'inaction face au PKK. M. Erdogan avait estimé le mois dernier que Washington et

Bagdad n'avaient pas tenu leurs promesses et que la nomination de M. Ralston en août n'avait produit aucun résultat, avant d'évoquer une « tactique » dilatoire des autorités américaines. « Nous avons nommé ensemble des coordinateurs pour lutter contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, illégal) mais ça n'a rien donné (...) Nous attendions des avancées sérieuses mais cela ne n'est pas réalisé », a, le 3 janvier, regretté le Premier ministre. Interrogé par le journal turc *Vatan*, le coordinateur turc M. Baser a de son côté affirmé que sa mission pouvait prendre fin d'ici la fin février au début mars si des « pas concrets n'étaient pas faits » contre le PKK en Irak.

Les Etats-Unis expliquent leur peu d'empressement à aller combattre le PKK par les violences qui les occupent déjà dans de nombreuses régions irakiennes et disent privilégier des approches non militaires, comme des mesures pour couper les financements de l'organisation. Washington a enjoint Ankara de ne pas lancer d'opération transfrontalière unilatérale, estimant qu'une telle action pourrait déstabiliser le Kurdistan irakien et aggraver les tensions entre la Turquie et les Kurdes irakiens. Les dirigeants kurdes irakiens ont, à de nombreuses reprises, appelé à une solution politique de la question kurde en Turquie et affirmé qu'ils s'opposeraient à toute intervention militaire turque dans leur région.

Par ailleurs, la Cour européenne de justice, a, le 18 janvier, décidé que les juges européens devront réexaminer un recours introduit par un des anciens dirigeants du PKK, Osman Öcalan, contre l'inscription de l'organisation kurde sur la liste d'organisations terroristes de l'UE.

En février 2005, le tribunal de première instance avant jugé irrecevable le recours introduit par M. Öcalan, au motif qu'il ne pouvait pas représenter « *une organisation qui n'existe plus* ». « *La Cour annule l'ordonnance du Tribunal dans la mesure où elle rejette le recours d'Osman Öcalan au nom du PKK comme irrecevable* », a-t-elle résumé dans un communiqué de presse. « *Le Tribunal doit maintenant statuer sur le fond du recours introduit par M. Öcalan au nom du PKK* », a-t-elle ajouté. La Cour explique que le tribunal de première instance « *a jugé à tort à l'examen des déclarations de M. Öcalan que le PKK n'existe plus et ne peut donc plus être représenté par celui-ci.* » « *Cette organisation ne peut pas, en même temps, avoir une existence suffisante pour faire l'objet de mesures restrictives (de l'UE) et ne pas en disposer aux fins d'une contestation de ces mesures* », ajoute-t-elle. L'inscription sur la liste des organisations terroristes de l'UE implique essentiellement pour les personnes ou organisations visées un gel des fonds. Le PKK, considéré comme une « *organisation terroriste* » par la Turquie et les Etats-Unis, figure sur la liste de l'UE depuis 2002. A l'appel d'Abdullah Öcalan, leader du PKK, se combattants ont décrété une trêve unilatérale le 1er octobre 2006, rejetée par Ankara. La liste européenne d'organisations terroristes, élaborée dans la foulée des attentats de septembre 2001, est sérieusement critiquée depuis plusieurs semaines. Le juriste en chef des 27 a reconnu en décembre que l'UE avait commencé à revoir la façon dont ils l'élaborent. Suite à un arrêt en décembre dernier de la Cour européenne annulant le gel par l'UE des fonds des Moudjahidines du Peuple, le juriste avait indiqué que l'UE allait mettre au point « *une procédure plus claire et plus*

*transparente* » d'inscription et permettre le cas échéant un réexamen de certaines décisions.

L'agence de presse pro-kurde *Firat News*, a, le 17 janvier, rapporté qu'Abdullah Öcalan a lancé un appel pour la création d'une « *commission vérité* » sur le conflit kurde en Turquie afin de parvenir à une paix entre Turcs et Kurdes. « *Il nous faut nous confesser nos erreurs et découvrir les réalités. Seule une telle démarche peut nous réconcilier* », a déclaré le chef du PKK dans une lettre envoyée la semaine précédente aux parlementaires turcs et à des ONG. Il y propose la création d'une « *commission des vérités* » indépendante composée d'intellectuels, de juristes et d'universitaires notamment pour enquêter sur la question kurde, sans donner d'autres précisions. « *Arrivés au stade de déposer les armes, nous les déposerons seulement à une telle com-*

*mission qui œuvrerait pour la justice*», a-t-il souligné dans sa lettre restée à ce jour sans réponse, selon un responsable de son cabinet d'avocats par lequel il communique avec l'extérieur.

La veille, un soldat turc et trois militants du PKK ont été tués pendant une opération et un second soldat a été blessé pendant les combats, survenus dans une région rurale située près de Diyarbakir. Quatre combattants du PKK avaient été tués le 14 janvier lors de combats. Un premier affrontement avait fait deux morts dans une zone rurale de Lice, province de Diyarbakir. Dans un autre incident, dans une zone reculée de la province de Bingöl, un autre combattant a été abattu dans la soirée, selon le gouvernorat local. Au cours de la même journée un premier combattant avait été tué et un soldat blessé dans la même zone.

---

## LES AUDIENCES DU PROCÈS DE GÉNOCIDE CONTRE LES KURDES CONTINUENT EN PRÉSENCE NOTAMMENT D'ALI LE CHIMIQUE

**L**ORS de la 39e audience du procès Anfal, au cours duquel six anciens responsables irakiens sont jugés devant le Haut tribunal pénal irakien, le cousin de Saddam Hussein, Hassan al-Majid, dit « *Ali le chimique* », accusé de génocide lors des campagnes militaires Anfal au Kurdistan irakien en 1987-1988, a, le 28 janvier, assumé sa responsabilité dans la destruction de villages et affirmé qu'il n'avait pas à s'en excuser. « *C'est moi qui ai donné les ordres à l'armée pour qu'elle détruise les villages et déporte ses habitants* », a déclaré avec assurance « *Ali le chimique* », ainsi surnommé pour

son utilisation des armes chimiques contre la population kurde. « *Je n'ai pas besoin de me défendre pour ce que j'ai fait. Je ne m'excuse pas. Je n'ai commis aucune erreur* », a-t-il ajouté. Une nouvelle fois, « *Ali le chimique* » s'est installé dans la chaise précédemment occupée par l'ancien président irakien Saddam Hussein, qui était jugé dans ce procès, avant d'être pendu le 30 décembre en application du jugement d'une autre affaire, pour l'exécution de 148 chiïtes dans les années 1980. Au cours de l'audience, l'accusation a présenté une vingtaine de lettres et de télégrammes adressés à l'état-major et

aux autorités politiques. Ces documents sont destinés à établir la chaîne des responsabilités dans les bombardements chimiques, la destruction de milliers de villages et la déportation de leurs habitants. « *Nous avons pris les mesures nécessaires pour détruire les villages, comme cela a été ordonné par Ali Hassan al-Majid. Merci de confirmer davantage de villages à démolir* », demande ainsi l'un des télégrammes, envoyé par un responsable du renseignement militaire dans le nord au ministère de la Défense. Une autre lettre signée d'un brigadier général informe: « *Nous avons détruit tous les villages par des chars* ». Dans un autre télégramme, des responsables du renseignement à Souleimaniyeh, préviennent les militaires: « *Vous signalons qu'un groupe de journalistes s'est rendu sur le site des frappes chimiques* », le procureur insistant sur ces deux derniers mots. Des enfants ont été séparés de leurs parents, lorsque les populations kurdes ont été déportées, a souligné le procureur. « *Ces ordres ont été donnés alors que les agents iraniens infestaient la région. Nous devons isoler les saboteurs. L'Iran s'était emparé d'une partie importante de notre territoire, de la taille du Liban* », s'est justifié « *Ali le chimique* ». Pourtant, l'opération militaire Anfal contre les Kurdes s'est poursuivie après la signature d'un cessez-le-feu mettant fin à huit ans de guerre contre l'Iran le 8 août 1988, a relevé le procureur.

Le procureur général Mounqith al-Farou avait, le 24 janvier, présenté de nouveaux documents lors d'une précédente audience. Parmi ces documents écrits figurent des ordres de mission adressés par le pouvoir irakien aux services du renseignement du Kurdistan « *leur*

*demandant de confisquer les terres, d'interdire le voyage des personnes et de rayer de la carte certains villages* ». La veille, « *Ali le Chimique* », avait déclaré devant le Haut tribunal pénal que ses invectives anti-kurdes lors des campagnes à la fin des années 1980, étaient des tactiques visant à intimider les combattants kurdes. Les procureurs avaient soumis de nouvelles cassettes audio. Sur l'une d'entre elles, une voix, présentée comme celle de Ali Hassan al-Majid, crie des insultes anti-kurdes lors de la campagne Anfal.

Ali le chimique avait reconnu au cours de l'audience du 11 janvier d'avoir ordonné l'exécution de villageois qui avaient refusé de quitter leur foyer. « *Oui j'ai donné des instructions pour que ces villages soient décrétés zones interdites et j'ai ordonné aux troupes d'arrêter toute personne qu'elles trouveraient dans ces zones et de les exécuter après les avoir interrogées* », avait-il déclaré. « *Je suis responsable d'expulsions (d'habitants de leurs villages) et j'ai pris seul cette décision, sans m'en référer à la hiérarchie militaire ou aux responsables du parti Baas. Je le reconnais devant le tribunal et devant Dieu* », avait-il ajouté. Mais l'ancien responsable du commandement nord a nié toute responsabilité dans l'exécution de 300 combattants kurdes évoqués par l'accusation. Dans des enregistrements audio présentés par le procureur et entendus durant cette 35e audience du procès, une voix qui semble être celle d'Ali Hassan al-Majid accuse tous les Kurdes d'être des « *saboteurs* » et affirme avoir reçu une lettre de l'actuel président, Jalal Talabani, l'appelant à des négociations et suggérant des concessions en échange de l'arrêt des démolitions des villages kurdes par le gouvernement.

A l'ouverture de la 34e audience du procès le 8 janvier, le juge Mohammed al-Oreibi al-Khalifa avait officiellement annoncé l'abandon des charges contre Saddam Hussein. Cependant, une bande sonore, un enregistrement de la voix de l'ex-dictateur et qui évoque l'utilisation de l'arme chimique contre les Kurdes, a été entendue à l'audience. « *Je prendrai la responsabilité d'utiliser l'arme chimique. Personne ne peut décider d'une frappe chimique sans mon autorisation (...)* Il vaut mieux utiliser cette arme dans un endroit peuplé pour qu'elle fasse le plus de dégâts possibles », affirme Saddam Hussein dans les extraits. « *Nous devons chasser le peuple kurde vers d'autres provinces et d'autres pays (...), mettre fin à la nationalité kurde, faire cesser les actes des saboteurs kurdes. Nous devons faire en sorte qu'ils puissent vivre et travailler à Tikrit, ceci afin qu'ils deviennent des Arabes* », assure Saddam sur un autre enregistrement, non daté. L'accusation diffuse ensuite à la cour une vidéo montrant « *Ali le chimique* » en uniforme de parade, déclarant à deux reprises au cours d'une cérémonie militaire: « *je vais les attaquer avec des armes chimiques. Au diable la communauté internationale* ». De nouvelles images des victimes des bombardements chimiques sont également montrées: les cadavres de familles entières gisent sur le sol. Figées dans la mort, des femmes serrent encore leurs nourrissons dans les bras, comme pour les protéger des vapeurs mortelles. « *Regardez ces enfants, leur peau brûlée. Sont-ils des saboteurs, les agents de l'Iran?* », lance le procureur à l'adresse de « *Ali le chimique* ». Un document signé de Saddam Hussein et daté du 22 mars 1987 donnait « *pleins pouvoirs au camarade Ali Hassan al-Majid dans la région Nord* », tandis

qu'un autre mentionnait l'utilisation de « *l'arme spéciale* » — en référence à l'arme chimique — au Kurdistan. Les accusés risquent la peine de mort si leur responsabilité est prouvée dans les opérations Anfal, menées en 1987 et 1988 au Kurdistan, au cours desquelles 180.000 personnes ont été tuées dans des exécutions de masse ou des bombardements chimiques.

Nombreux sont les Kurdes qui regrettent que Saddam Hussein ne puisse répondre de l'accusation de génocide, chef d'inculpation le plus grave retenu contre lui. Le Premier ministre irakien Nouri al Maliki, issu de la majorité chiite, a souhaité l'exécution sans délai de Saddam Hussein, malgré les appels de Washington en faveur d'un report et des réserves de ses partenaires kurdes au sein du gouvernement d'union nationale, qui tablaient sur une longue procédure d'appel pour faire valoir leurs griefs devant la justice. Déplorant qu'il ne puisse plus en répondre, d'autres Kurdes disent néanmoins pouvoir se satisfaire d'une condamnation des six autres prévenus, en particulier Ali Hassan al Madjid, considéré comme le principal promoteur du massacre. Nombreux sont toutefois ceux qui craignent que l'absence de l'ancien dictateur ne prive le procès d'une bonne part de son intérêt. « *J'ai attendu toutes ces années pour en savoir plus sur leur sort* », souligne Chamsi Khader, dont le mari et un fils ont disparu en 1988. « *A présent j'ai perdu tout espoir* », tranche-t-elle.

Par ailleurs, le demi-frère de Saddam Hussein, Barzan al-Tikriti, ancien patron des services secrets, et Awad al-Bandar, ex-président du tribunal révolutionnaire, ont, le 15 janvier, été pendus dans le plus grand secret, deux semaines après

l'exécution de l'ancien président irakien. Tous deux avaient été condamnés, avec l'ex-dictateur, à la peine capitale pour « crime contre l'humanité » pour leur responsabilité dans le massacre de 148 villageois chiites de Doujaïl, tués en représailles à un attentat manqué contre le convoi présidentiel dans les années 1980. L'exécution a eu lieu à 03H00 locales (00H00 GMT) dans un lieu qui n'a pas été révélé, en présence de témoins rigoureusement sélectionnés pour éviter tout

incident. Aucune annonce préalable n'avait été faite par les autorités. Leurs corps ont été transférés dans un hélicoptère de l'armée américaine à Tikrit, où ils ont été inhumés près de Saddam Hussein, lui-même enterré dans son village natal d'Aouja. L'annonce de la mort des deux anciens dignitaires du régime baassiste n'a suscité aucune réaction notoire à Bagdad. Elle a été saluée par quelques manifestations de joie dans la ville sainte chiite de Najaf (centre).

---

### **KIRKOUK : À L'APPROCHE DU RÉFÉRENDUM SUR LE STATUT DE LA VILLE, LES MENACES D'ANKARA S'AMPLIFIENT**

**R**A Turquie exerce une forte pression sur le gouvernement de Bagdad en vue de « *protéger les intérêts de ses consanguins* » comme elle affectionne appeler les Turcomans. Dans un communiqué, le conseil de la province de Kirkouk a, le 19 janvier, accusé le gouvernement turc d'accroître les violences confessionnelles en Irak. Razgar Ali, qui dirige le Conseil de la province, a notamment dénoncé la tenue les 15 et 16 janvier à Ankara d'une conférence sur l'avenir de Kirkouk. « *Organiser une conférence sur des bases sectaires ne rendra service à aucun groupe ethnique. Cela va accroître les violences confessionnelles initiées par les takfiris (extrémistes sunnites), les partisans de Saddam Hussein et leurs alliés* », a estimé M. Ali, membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « *Cette conférence s'inscrit dans la lignée des efforts continus menés par le gouvernement turc pour perturber le processus engagé en accord avec l'article 140 de la Constitution irakienne* », a-t-il ajouté, en demandant au gouvernement irakien de prendre position.

Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul avait déclaré la veille que son pays ne pouvait rester indifférent au bien-être de la minorité turcomane lors d'un débat houleux au parlement turc. « *La question de l'intégrité de l'Irak est devenue un problème pour l'intégrité de la Turquie* », a déclaré le chef du parti d'opposition de centre-droit Mère Patrie (ANAP), Erkan Mumcu, lors du débat. « *Si l'Irak se désintègre, la Turquie se scindera* », a-t-il ajouté. Ankara est également frustré par la réticence des Etats-Unis et du gouvernement de Bagdad à sévir contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dont les militants ont trouvé refuge au Kurdistan irakien. La principale formation d'opposition turque, le Parti Républicain du Peuple (CHP), a vivement critiqué le gouvernement pour s'être soumis aux Etats-Unis. « *N'allons-nous pas protéger nos frontières tant que les Etats-Unis ne le permettront pas ?* », s'est interrogé un important député du CHP, Onur Oymen, durant le débat. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a, le 27 jan-



vier, déclaré que Kirkouk pourrait être déchiré par une « *grande guerre civile* » si les Kurdes insistent pour vouloir rattacher cette ville riche en pétrole à leur région autonome. « *Il est impératif que Kirkouk dispose d'un statut spécial. Elle appartient à tous les Irakiens et une mainmise d'une ethnie serait erronée* », a indiqué M. Erdogan lors d'une interview à la chaîne privée Kanal7. « *J'ai souligné la sensibilité de la Turquie concernant les efforts pour changer la composition démographique de Kirkouk. Il n'est pas possible pour nous de rester spectateurs des développements en Irak, pays avec lequel nous avons des liens historiques et culturels* », avait, le 16 janvier, déclaré le Premier ministre turc lors d'une réunion de son Parti de la Justice et du Développement (AKP). « *L'exécution de Saddam Hussein et surtout toute tentative de procéder à un référendum qui serait un fait accompli à Kirkouk peuvent provoquer de très dangereux développements tant en Irak que dans les pays voisins* », avait-il déclaré devant les députés de son parti le 9 janvier.

En un siècle, Kirkouk a connu une succession de changements démographique. En 1957, date du dernier recensement irakien avec répartition ethnique, Kirkouk comptait 178.000 Kurdes, 48.000 Turcomans, 43.000 Arabes et 10.000 chrétiens assyro-chaldéens. Puis, en 23 ans de règne, Saddam Hussein a organisé l'arabisation de la ville et la déportation massive des Kurdes. Pour inciter les Arabes à s'installer à Kirkouk, Bagdad n'hésitait pas à leur fournir un gros pécule et un appartement gratuit. Parallèlement, les Kurdes étaient envoyés dans des camps de réfugiés dans les provinces voisines de Suleimaniyeh, Erbil et Dohok. Mais, depuis l'intervention améri-

caine de mars 2003 et le renversement de Saddam, les lignes ethniques se sont à nouveau déplacées: des dizaines de milliers de Kurdes, peut-être jusqu'à 100.000, principalement d'anciens déportés, sont revenus dans leur ville d'origine, selon les estimations des autorités locales. Les responsables s'accordent à dire que les Kurdes sont à nouveau majoritaires, au niveau de la province de Tamim - dont la capitale est Kirkouk-, et que les Turcomans et les Arabes arrivent derrière, à peu près à égalité. Aux élections de décembre 2005, les Kurdes ont obtenu 26 des 41 sièges du Conseil provincial, les Turcomans neuf, les Arabes cinq et les chrétiens assyriens un. Dans son article 140, la nouvelle Constitution irakienne stipule que le statut de Kirkouk devra être réglé avant la fin 2007. Les Kurdes veulent s'en tenir à ce calendrier avec le souhait que la province de Tamim et sa capitale Kirkouk intègrent le Kurdistan irakien. Le gouvernement central irakien -dans lequel le président Jalal Talabani, le vice-Premier ministre Barham Saleh et le ministre des Affaires étrangères Hoshyar Zebari sont kurdes- rejette toute ingérence étrangère, particulièrement de la Turquie.

Une autre controverse a suivi les avertissements d'Ankara concernant le statut de Kirkouk. Les autorités turques ont, le 11 janvier, pris connaissance des lettres de la compagnie nationale irakienne de commercialisation du pétrole (SOMO) envoyées aux entreprises turques les prévenant que les renouvellements de contrats s'effectueraient désormais exclusivement auprès du gouvernement régional du Kurdistan. La Turquie a, le 29 janvier, exigé du gouvernement irakien

qu'il retire une décision désignant les représentants du Kurdistan irakien comme les uniques interlocuteurs des entreprises turques exportant des produits pétroliers vers l'Irak pour le renouvellement de leurs contrats. Le ministre d'Etat turc en charge du Commerce Extérieur, Kürsad Tüzmen, a accusé le gouvernement central irakien d'avoir rompu des accords bilatéraux et prévenu que si la situation ne revenait pas à la normale Ankara devrait « *réviser certaines politiques* » concernant son voisin irakien. « *Une décision unilatérale telle que celle-ci implique un changement de politique (...) Nous attendons une explication* », a déclaré M. Tüzmen à la presse. « *Nous souhaitons que l'Irak respecte sa signature. S'il applique les accords, le problème sera résolu* ». « *Notre patience a des limites* », a ajouté le ministre, dont les remarques ont été retransmises par la chaîne d'information NTV. « *Un échec de l'Irak à appliquer les accords nous conduirait à réviser certaines politiques* ». Une trentaine d'entreprises turques sont impliquées dans la vente de produits pétroliers à l'Irak. La Turquie importe du pétrole irakien qu'elle raffine et réexporte par camions-citernes vers l'Irak.

Par ailleurs, des bombes placées devant neuf maisons habitées surtout par des Kurdes ont explosé le 30 janvier à Kirkouk, blessant 11 personnes dont cinq enfants, selon les services de sécurité. Sept des habitations visées par les bombes appartiennent à des Kurdes et deux à des chiites arabes. La veille, le fils d'un commandant des forces de sécurité kurdes a été tué dans la ville dans l'explosion d'une voiture piégée qui a totalement détruit quatre habitations et endommagé sept.

## ISTANBUL : MEURTRE DU JOURNALISTE ARMÉNIEN HRANT DINK PAR DES NATIONALISTES TURCS

**R**E journaliste arménien Hrant Dink, a, le 19 janvier, été assassiné devant le siège de son journal, l'hebdomadaire bilingue turco-arménien *Agos*, en plein cœur d'Istanbul. Un jeune chômeur Ogün Samast, âgé de 17 ans, a été écroué le 24 janvier avec quatre complices supposés. Le jeune homme a avoué avoir tué par balles le journaliste âgé de 52 ans, qui a toujours défendu sa nationalité turque mais s'était attiré les foudres des cercles nationalistes pour avoir dénoncé le génocide arménien de 1915-1917 que la Turquie nie catégoriquement. L'assassin a expliqué son geste par les « injures » qu'aurait proférées, selon lui, Hrant Dink contre la Turquie dans le cadre de ses prises de position sur le sort des minorités, notamment les Arméniens, et sur la liberté d'expression.

Le meurtre a provoqué une onde de choc en Turquie car c'est la première fois qu'un membre de la minorité arménienne est victime d'un assassinat considéré comme étant de nature politique. Plusieurs quotidiens reproduisent le 22 janvier longuement les aveux de meurtrier et fournissent les détails de l'enquête.

Selon le journal à grand tirage *Hürriyet*, Ogün Samast n'a semblé avoir aucun remords. « *Il n'y a rien à dire. J'y suis allé et je l'ai buté* », a-t-il déclaré à la police. « *J'ai été choisi car je courais vite et je tirais bien* », a déclaré Samast pendant son interrogatoire, assure *Hürriyet*. Toutefois, les autorités turques semblent exclure la piste terroriste et privilégier un acte qui serait

l'affaire d'un petit groupe. Le procureur général d'Istanbul Aykut Cengiz Engin a, le 21 janvier, ainsi affirmé qu'aucun lien avec une « organisation » quelconque n'avait pour l'heure été établi. Soulignant la jeunesse du meurtrier présumé, l'avocat de Hrant Dink, Erdal Dogan, a, quant-à-lui, émis l'hypothèse d'une manipulation. « *Le garçon a pu appuyer sur la gâchette, mais les autorités devraient trouver ceux qui sont derrière lui* », a-t-il estimé. « *Mon client n'a pas agi seul. Il a été poussé par quelqu'un* », a déclaré pour sa part l'avocat du meurtrier, Me Levent Yildirim, commis d'office par le barreau d'Istanbul. Parmi les personnes interpellées figure Erhan Tuncel, un étudiant proche d'un groupe ultra-nationaliste, accusé d'avoir commandité l'attentat et Yasin Hayal, 26 ans, soupçonné lui aussi d'avoir commandité l'attentat, en contact étroit avec Erhan Tuncel. Yasin Hayal a déjà purgé une peine de prison de 11 mois après avoir commis un attentat à la bombe contre un restaurant McDonald's dans la ville de Trabzon pour dénoncer l'occupation américaine de l'Irak. Ce « *grand-frère* » (dixit la presse turque) a appris à une dizaine de jeunes qui fréquentaient tous des cafés internet, dont Ogun Samast, à manier le pistolet dans les bois de cette ville. Le pistolet avec lequel il a abattu Hrant Dink lui aurait été fourni par Yasin Hayal. Les projecteurs ont une nouvelle fois été braqués sur la grande ville portuaire de Trabzon, où, en février 2006, un prêtre catholique italien a été tué par balles à l'entrée de son église par un adolescent de 16 ans, reconnu coupable en octobre.

Dans une rare démonstration d'unité, plus de 100.000 personnes en majorité des Kurdes et des Arméniens, ont, le 23 janvier, assisté à Istanbul aux obsèques de cette personnalité respectée pour son engagement en faveur du dialogue turco-arménien. Les gens portaient de petits panneaux ronds noirs et blancs proclamant « *nous sommes tous Arméniens !* » et « *nous sommes tous Hrant !* », en turc, en arménien et en kurde. « *Pour un pays où le mot arménien est une insulte pour pas mal de gens, c'est un grand pas que de dire aujourd'hui « nous sommes tous Arméniens »* », a indiqué à un journaliste arménien, Raffi Hermonn. Les funérailles ont été marquées par des appels à la réconciliation entre les peuples turc et arménien, profondément divisés sur la question du génocide arménien sous l'empire ottoman. Ainsi, le patriarche arménien de Turquie, Mesrob II, saluant l'engagement de Hrant Dink en faveur du dialogue turco-arménien, a affirmé que sa mort avait, de manière paradoxale, permis de réunir, à l'occasion de ses obsèques, des responsables d'Ankara et d'Erevan.

Le patriarche a également lancé un vibrant appel aux dirigeants turcs, leur demandant d'œuvrer pour l'éradication des sentiments anti-arméniens en Turquie. « *Nous conservons toujours espoir de voir d'urgence l'amorce d'efforts visant à éradiquer l'animosité envers les Arméniens en Turquie, à commencer par (des efforts dans) les manuels scolaires et les écoles* », a-t-il déclaré dans une homélie à l'église de son patriarcat. A la suite de l'office religieux, Hrant Dink a été inhumé sous de très nombreux applaudissements dans un cimetière arménien.

La Turquie, qui a reconnu l'Arménie voisine à son indépendance de l'URSS en 1991 sans toutefois établir de relations diplomatiques, a convié des religieux arméniens à Istanbul. De plus, le vice-ministre arménien des Affaires étrangères, Arman Kirakossian, a représenté Erevan. Khajak Barsamian, Primat du diocèse oriental des Etats-Unis, a fait le déplacement, ainsi que, pour la première fois, une délégation du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France. Le gouvernement turc a été représenté par le vice-Premier ministre, Mehmet Ali Sahin, et le ministre de l'Intérieur, Abdülkadir Aksu.

Les eurodéputés ont, le 31 janvier, observé une minute de silence à la mémoire de Hrant Dink. « *Je voudrais au nom du Parlement européen exprimer notre indignation* », a déclaré le président du Parlement européen Hans-Gert Pöttering, lors d'une session plénière à Bruxelles. La participation de milliers de personnes à son enterrement « *nous fait espérer que cet événement triste sera un prétexte pour les autorités turques pour procéder à de nouvelles réformes pour garantir la liberté* », a-t-il ajouté. L'UE réclame sans arrêt à la Turquie la réforme d'un article du code pénal qui limite la liberté d'expression. L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a, le 25 janvier, demandé également à la Turquie d'abolir l'article 301 de son code pénal. L'article 301, qui qualifie de crime toute insulte à l'identité turque, aux institutions nationales et aux forces de sécurité, a valu des poursuites à des dizaines d'intellectuels turcs dont Hrant Dink. « *L'existence de cette disposition juridique limitant la liberté d'expression ne fait que valider les attaques légales et autres contre les*

*journalistes* », estime l'assemblée des 46 Etats membres du Conseil de l'Europe, dans une résolution sur la liberté de la presse.

Par ailleurs, l'éditeur allemand Hanser du romancier turc Orhan Pamuk, prix Nobel 2006 de littérature, a, le 31 janvier, indiqué que l'auteur avait annulé un voyage prévu début février en Allemagne pour des raisons de sécurité. Orhan Pamuk devait être fait docteur honoris causa par l'Université libre de Berlin, avant de lire des extraits de ses œuvres dans la capitale allemande puis à Hambourg (nord), Cologne (ouest), Stuttgart (sud-ouest) et Munich (sud). Le romancier a été menacé de mort par l'un des suspects dans le meurtre de Hrant Dink. Yasin Hayal avait lancé

« *Orhan Pamuk doit prendre garde* » le 24 janvier à son entrée dans un tribunal. Un porte-parole du ministre de l'Intérieur a indiqué lors d'un point-presse qu'il ne disposait d'aucun élément concret provenant de ses services sur une éventuelle menace pesant contre l'écrivain turc en Allemagne. Cible des milieux nationalistes turcs pour ses prises de positions sur le conflit kurde et la question arménienne, l'auteur de « *Neige* » et du « *Livre Noir* », a été poursuivi pour « *dénigrement de l'identité nationale turque* » après avoir affirmé dans un magazine suisse en février 2005 : « *Un million d'Arméniens et 30.000 Kurdes ont été tués sur ces terres, mais personne d'autre que moi n'ose le dire* ». Les poursuites ont été abandonnées début 2006.

---

## ANKARA : PLAIDOYER POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE DE L'ÉCRIVAIN KURDE YASAR KEMAL



INTELLECTUELS, universitaires et hommes politiques ont, le 13 janvier, entamé à Ankara deux jours de débats sur les moyens de résoudre pacifiquement le conflit kurde en Turquie et appelé à renoncer à la violence qui déchire tout particulièrement le Kurdistan de Turquie. Hôte de marque de la conférence, intitulée « *la Turquie recherche sa paix* », le célèbre écrivain kurde, Yasar Kemal, a lancé un vibrant plaidoyer pour la paix, proclamant lors de son discours : « *une véritable démocratie ou rien* ». Il a dénoncé le fait qu'une « *guerre light* » dans le Kurdistan ait coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes depuis le lancement, en 1984, d'une lutte armée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'auteur de « *Memed le Faucon* » et

de « *Terre de fer, ciel de cuivre* », âgé de 83 ans, a affirmé que les revendications des Kurdes de Turquie restaient à ce jour incomprises à cause notamment de la persistance des autorités à « *ignorer* » l'existence d'un problème et à « *jouer avec l'honneur d'un peuple* » kurde. « *Cette situation ne peut plus durer, il faut qu'elle finisse (...) la guerre pourrit la Turquie. Je ne suis pas un héros mais je suis obligé de dire tout cela* », a souligné le romancier plusieurs fois emprisonné et poursuivi par la justice turque pour ses opinions politiques.

La conférence, fruit de plusieurs colloques régionaux, vise à établir une « *feuille de route* » pour encourager le gouvernement turc à trouver une solution à la question kurde, selon ses organisateurs.

«L'arrêt total des violences est d'une importance vitale pour la paix », a estimé Yusuf Alatas, président de l'Association turque des droits de l'homme. Une cinquantaine d'intellectuels et des journalistes ont pris la parole. Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité d'incorporer le principal parti prokurde, Parti pour une société démocratique (DTP), dans la scène politique nationale. Le politologue Fuat Keyman a ainsi proposé que le seuil des 10% de suffrages nécessaires au plan national pour être représenté au Parlement soit réduit à 5% d'ici les prochaines législatives, prévues en novembre.

Plusieurs soulèvements kurdes ont été réprimés depuis la création de la République turque en 1923. La dernière en date, celle du PKK, a fait 40.000 morts (dont plus de 25.000 combattants kurdes), a, le 12 janvier, déclaré le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. La communauté kurde de Turquie est estimée de 15 à 20 millions de personnes sur 73 millions d'habitants. Le conflit kurde a fait trois millions de déplacés et a conduit à des violations des droits de l'Homme, telles que l'usage systématique de la torture ou l'incendie de villages kurdes par les forces turques.

Le discours de clôture de la conférence devait être prononcé le lendemain par l'écrivain kurde Mehmed Uzun, considéré comme un des fondateurs de la littérature kurde moderne, mais sa longue maladie l'empêchant, son discours a été lu dans la salle.

Voici l'intégralité du discours de Yasar Kemal :

« Le XXème siècle a connu une succession d'événements qui n'assombrirent pas peu la respectabilité de la race

humaine. On y a vécu deux sanglantes guerres mondiales. Des génocides. Ce sont cent années terribles que nous laissons derrière nous. Les rescapés de la première guerre ne furent plus jamais les hommes qu'ils furent avant le conflit : en proie aux peurs, privés de toute confiance en eux-mêmes, de toute créativité, sans espoir avec des personnalités en lambeaux... Ceux qui devaient réchapper de la seconde ne connurent pas sort plus enviable. Surtout si l'on pense à cette « troisième guerre » que fut la guerre froide... Tout cela ne fut que ruine pour l'humanité... Nous ne pouvons pas dire que l'humanité ait complètement réchappé des destructions occasionnées par ces guerres. Et puis cette attente de la bombe atomique et de la boule de feu qu'elle pourrait faire de notre planète... Vivre dans l'attente de la guerre n'est pas autre chose qu'une petite mort.

Vous me direz que je mets tous les maux de l'humanité sur le dos de la guerre. Non bien sûr que je ne suis pas de ceux-là : je n'en reconnais pas moins que les guerres en sont les causes les plus fréquentes. Les guerres sont des arrêts de morts pour les personnes comme pour les terres et la nature où nous vivons. Nous laissons donc ce siècle derrière nous dans les peurs, les souffrances, avec cette rage de la mort. N'en oublions tout de même pas tout ce qui a pu être mis au crédit de l'humanité dans le même temps. Tout ce qui a pu, autant que faire se peut, déposer quelque lueur sur le visage des hommes. L'humanité peut aussi se flatter de certaines de ses réalisations en ce siècle.

### **Le projet européen**

Progressivement, l'Europe travaille à s'extraire des décombres de ces trois grandes guerres. Et elle s'en sortira. Autant d'efforts ne peuvent pas ne pas

aboutir. L'UE n'a pas été fondée pour rien. Elle a été fondée pour des paix sans morts, pour la fertilisation et l'enrichissement réciproque des cultures ; pour un monde sans guerre et heureux. Elle a été fondée au nom de la paix, de la beauté, au nom du respect de la personne, pour dégager les moyens de ne plus rabaisser ou exploiter les hommes. Ce que je dis-là ne relève pas du vœu pieux : ce sont les racines et les causes essentielles de la fondation du projet européen. Voilà ce que l'on pouvait lire en 1973 dans une déclaration de la l'Europe des 9 :

« Fondée dans la perspective de créer une collectivité développée et sur la volonté de garantir les valeurs politiques, légales et spirituelles de tous ceux qui se sentent vaincus, l'Europe est porteuse de l'espoir d'être en mesure de protéger les Droits de l'homme comme de développer vers la forme d'un Etat social la suprématie de la règle de droit, la démocratie représentative et le progrès économique qui participent de ses valeurs fondatrices et de son identité. »

Et voilà la communauté européenne qui embrasse cet espoir après avoir connu trois terrifiants conflits, après être passée par trois guerres portant en elles l'annihilation du genre humain. Les pays n'ayant pas participé à ces conflits n'en ont pas moins été affectés que les belligérants. Ces trois affrontements ont réduit le monde à la misère. Toute guerre fut toujours à travers les siècles la cause de massacres et de lourdes pertes. Les vainqueurs, les vaincus comme les non belligérants ne purent réchapper à son cortège de funestes conséquences.

Et si nous en venons à ce conflit de basse intensité que l'on dit « guerre light » et que nous connaissons depuis 25 ans, on constate que malgré quelques cessez-le-feu unilatéraux, elle ne trouve aucun moyen de prendre fin.

Pourquoi cela ? Comment cela est-il donc possible ? Il doit bien y avoir ici un secret que seuls les dieux sont en mesure de partager. La première guerre mondiale a duré 4 ans. La seconde, 6. Notre guerre de 25 ans, combien de temps durera-t-elle encore ? Personne n'est en mesure de prédire quoi que ce soit.

### Une guerre de 25 ans

Notre pays a beaucoup souffert de ce conflit. 30 000 morts parmi les combattants. Plus de 70 000 combattants civils, les fameux protecteurs de village, se sont mêlés à cette guerre. Plus de 5 000 villages ont été brûlés, des hommes et des femmes ont été envoyés aux quatre coins du pays. Certains brisés par la faim ou la pauvreté. Les assassinats « inexplicables » sont devenus monnaie courante ; une arme de guerre parmi d'autres. On a repéré les élites kurdes pour les livrer à de telles méthodes de crime. C'est toute une partie des institutions d'Etat qui ont connu le virus de la corruption. Cela aurait-il été pire de participer à la seconde guerre mondiale ?

Ce conflit a brisé les reins du pays. Nous sommes entrés en guerre contre notre propre peuple. Et le temps aidant, c'est notre position qui se détériore auprès du reste de l'humanité. On ne nous donne raison en rien.

Le monde nous observe tout autant que notre situation. Nous avons donné à la guérilla le nom de terroristes en attendant secours et soulagement. Les mots changent tout le temps et partout : et il advient qu'un jour ils ne servent plus à rien. Du dehors, les observateurs ne connaissaient pas les raisons pour lesquelles de jeunes gens prenaient le maquis ; ils ont d'abord cru à une aventure de style guérilla. Or une partie de ces jeunes-là étaient des lettrés, des diplômés de l'université. Le

presque totalité d'entre eux savaient lire et écrire. Et la presse européenne n'accordait alors pas trop d'importance à ces faits-là.

Aujourd'hui par contre, la presse du monde entier sait tout de ce qui se passe chez nous. C'est une guerre à mener et à poursuivre en regardant le monde entier droit dans les yeux ; une guerre qui pourrira irrémédiablement le pays. On dit aussi que ce sont quelques 100 milliards de dollars qui sont partis en fumée dans ce conflit. Qu'on dise ce que l'on veut mais tout cela est encore loin de la réalité. Le prix en est encore plus élevé. Quant à de nouvelles pertes encore, il est beaucoup de pays qui ne sauraient s'en relever.

### Des civilisations

Si l'on pose la question des grandes civilisations, nous nous rendons compte que celles-ci n'ont pu prospérer que sur les terres les plus fertiles, sous les climats les plus favorables : l'Egypte, l'Anatolie occidentale, la Mésopotamie... Les terres de l'Est et du Sud anatoliens sont au nombre de ces régions et ont constitué au fil des siècles et des millénaires le berceau de grandes civilisations.

Les terres de l'Est anatolien ont été des appuis au développement des civilisations mésopotamiennes. Ainsi les fleuves qui y prennent source comme le Tigre et l'Euphrate... La Mésopotamie tire d'ailleurs son nom de ces deux fleuves. Ces terres ont vu naître des civilisations comme l'Ourartu ou l'Hurri et bien d'autres encore. Aujourd'hui, les hommes de ces régions se traînent dans la misère. Avant cette guerre, les habitants de ces zones, malgré toutes les difficultés, ne connaissaient pas une telle pauvreté. Les terres des paysans entraînés dans la guerre sont restées incultes. C'en est

fini de l'élevage. Les vergers sont asséchés, les ruches abandonnées. Ce qui pouvait rester des villages évacués a finalement été laissé au pillage des protecteurs de village (payés par l'Etat pour combattre le PKK). Et c'est une inimitié sans nom et sans baume qui est née de cette rivalité entre protecteurs et non protecteurs. Quant aux villageois restés sur place, la vie a été rendue impossible.

Comment une région entière a été réduite à l'abandon : les pâturages verdoyants, les terres les plus fertiles ont été laissées à l'abandon. L'Etat mène sa guerre : déplacer les populations et laisser les terres vides... Et condamner, qu'on le veuille ou non, les enfants délaissés de l'exil, à prendre le maquis... Combien de nos jeunes ont-ils gagné les montagnes ? Le gouvernement en a-t-il la moindre idée ? A-t-on conscience en haut lieu des potentialités destructrices d'une telle attitude ?

Sait-on la nature et la profondeur des pertes ainsi affligées à la Turquie du côté de nos très chers nationalistes « polémophiles » ? Y a-t-il quelqu'un pour penser à la façon dont nous nous épuisons, nous nous épuiserons au fil de ces jours de guerre ? Y en a-t-il pour savoir vers où nous nous dirigeons ?

### Il n'est au Turc d'autre ami que le Turc !

Quoi que vous puissiez faire à un homme ou à un peuple, veillez à ne jamais jouer avec son honneur. Voilà une parole que, depuis ma plus tendre enfance, je n'ai cessé de répéter. Or ceux qui nous dirigent n'ont cessé de faire le contraire. Il n'est plus rien qu'ils n'aient fait subir au peuple : que ce soit eux ou bien ces protecteurs de village agissant indépendamment. Tant de douleurs, d'injustices et

d'oppressions que ma bouche ne saurait dire.

Il est dans notre pays des racistes drapés dans les refrains nationalistes et qui ont pour habitude de se fendre d'un mot fameux : il n'est au Turc pas d'autre ami que le Turc. Je ne pense pas qu'il puisse être proposé au peuple de quelque pays que ce soit, plus terrible parole. Et surtout lorsqu'il s'agit des Kurdes, tu ne dois pas dire de telles choses. Les Kurdes t'en voudraient. Permettez-moi de dire à mes amis nationalistes, qu'ils peuvent tout à fait se détendre et se réjouir. Il est d'autres amis aux Turcs que le Turc. Ils ne sont pas si invisibles que cela. De Mantzikert à nos jours, les Kurdes sont les amis des Turcs. Une amitié qui a perduré jusqu'à la guerre de libération. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à dire et à écrire que sans le soutien des Kurdes, cette guerre aurait été difficile et mal engagée. L'intelligence de Mustafa Kemal Pacha a pu parer à cette difficulté. Après avoir pris pied à Samsun, pourquoi n'a-t-il pas tenu de congrès sur la Mer Noire ? Allez disons que la côte se prêtait mal à telle organisation, pourquoi ne l'a-t-il alors pas tenu à Amasya ou à Ankara ? Pourquoi ?

Ce cerveau devait bien avoir une solide raison pour agir de la sorte. A Erzurum se tenait une armée devant se tenir à la disposition de l'Inspecteur d'armée qu'était Kemal. Le commandant de ce corps d'armée était Kazim Karabekir Pacha : il a répondu à l'appel de son Inspecteur. Et puis aux côtés du Pacha se tenait encore une autre force : les Kurdes. A Erzurum comme représentant des Kurdes, c'est Haci Musa qui est venu et avec qui un accord a été conclu. De cet accord aujourd'hui, il n'est plus aucune trace. Dans les années 50, Nurullah Ataç nous avait invités à dîner, son ami Cevat Dursunoglu et moi-même. Au

cours du repas, nous en sommes venus à parler du seigneur Haci Musa. L'un des convives devait alors demander à Dursunoglu, qui fut en 1919 l'un des membres du Congrès d'Erzurum si Haci Musa et Mustafa Kemal avaient conclu un accord ? Et Dursunoglu de répondre : « Et heureusement que Kemal a passé cet accord. C'est grâce à cette décision qu'a pu prendre fin la révolte des Kocgiri (nom d'une tribu kurde en révolte contre Ankara dans la région de l'anti-Taurus, Sivas, au début de l'année 1920) ».

A cette époque, l'Assemblée nationale comptait 93 députés kurdes. Ces 93 représentants votent une résolution précisant que jusqu'à la fin de la guerre ils resteront sous commandement de Mustafa Kemal. Puis il y a la conférence de Lausanne. Si les Kurdes n'avaient pas soutenu les Turcs mais les Anglais, en serions-nous là aujourd'hui ? Et puis pensez un peu au fait que des Kurdes, au tout début de la révolution bolchévique en Russie, s'étaient alliés aux Kurdes vivant en Russie. La majorité restant fidèle aux Ottomans. Imaginez donc qu'ils aient pris le parti des Russes, les Soviétiques n'en auraient-ils pas fait au final une république kurde soviétique ?

S'il en est ainsi, pourquoi, selon vous, ont-ils accepté tant de souffrances et d'isolement ? Les Kurdes n'étaient-ils pas au courant de ce qui se passait dans le monde ? Si l'on s'en tenait à la politique d'Etat menée aujourd'hui, on les ferait passer pour les rois des ânes.

#### Et l'Irak aujourd'hui ?

Nos dirigeants, nos journalistes font de l'indépendance des Kurdes d'Irak un véritable casus belli. Pourquoi ? Qu'avez-vous à voir avec les Kurdes d'Irak ? Que l'on en pense ce que l'on veut, eh chers nationalo-racistes, mais

s'il nous est en ce monde un seul ami, alors ce sont bien les Kurdes d'Irak qui se tiennent au sud sur de vastes gisements pétrolifères ?

Et tel ami en vaut bien de nombreux autres. Quel dommage que de leurs amis ils aient tant goûté du bâton pour aujourd'hui n'apprécier le yaourt qu'avec l'appréhension de la brûlure!!! Les Kurdes d'Irak ne veulent pas de l'indépendance. Parce qu'elle ne leur serait d'aucun intérêt. C'est à une fédération qu'ils aspirent au plus profond d'eux-mêmes. Vivre dans le cadre d'un Etat fédéré viendrait bien mieux servir leurs intérêts.

Et certaines personnes, l'Etat, la presse, tous comme un seul homme se dressent : « les Kurdes vont diviser la Turquie. » Peut-être savent-ils quelque chose que nous ignorons. Peut-être sont-ils en possession d'une information que tout le monde leur envie. Peut-être encore savent-ils que cette violence ne cessera ni ne s'amoin-dra jamais. Et s'ils ne le savent pas, peut-être le souhaitent-ils. Peut-être enfin que personne ne sait rien.

Une guerre, d'aussi faible intensité soit-elle, n'en reste pas moins une guerre. Et l'Etat qui souhaite que la guerre perdure, aussi puissant soit-il, ne peut pas ne pas connaître de pertes, ne pas être affecté. Nous nous rendons bien compte que les forces de ceux qui veulent poursuivre la guerre en pure perte ne servent pas à grand-chose. La douleur occasionnée par la guerre se loge dans le cœur de tout un chacun.

Les Kurdes veulent la paix. Et si ce désir n'était pas sincère, cela se comprendrait très vite. Il est toujours nos nationalo-racistes à exclure les Kurdes. Ils sont tout à fait libres de discuter de ce qu'ils veulent. Mais ces gens sont restés sans nouvelle du monde. Bien que notre peuple brûle d'un désir de

démocratie, nous n'avons pas été en mesure d'en épouser les formes et les bienfaits. Et si une telle situation venait à perdurer, nous ne la connaîtrons jamais. A notre époque, les noces d'un pays avec la démocratie font le lit de sa respectabilité.

Il y a des années, j'avais dit que la démocratie passerait par la question kurde. Et toi, continue donc d'interdire la langue maternelle de millions de tes concitoyens, de refuser l'ouverture d'écoles où lire et écrire cette langue... Les universités où étudier et développer cette même langue... Les Kurdes ne sont pas une minorité d'après le Traité de Lausanne. Et c'est tant mieux. Parce qu'il ne leur serait rien resté qu'on ne puisse pas interdire.

Comment aurions-nous pu faire une minorité de nos frères depuis Mantizkert, de ceux qui se sont battus à nos côtés durant la guerre d'indépendance ? Les Kurdes ne se sont d'ailleurs jamais vus comme une minorité. Même dans les pires conditions, ils ne se sont jamais considérés comme une minorité. A tous les exils, toutes les vexations, à tous ceux qui tenaient leur langue pour une invention, ils n'ont jamais brandi l'identité de la minorité. Pour la simple et bonne raison qu'ils ne sont pas minorité mais bien des frères. Personne ne peut les arracher à leur fratrie. Il en va d'un passé millénaire.

Si l'on n'avait pas connu ces interdictions pendant 80 ans, si l'on n'avait pas oublié la proximité des Kurdes, si on ne les avait pas étouffés sous des lignes et des lignes d'interdictions, alors aujourd'hui il ne me serait même pas venu à l'esprit de dire de telles choses. Le peuple turc n'a pas oublié son frère. Une farouche propagande a pris les Kurdes pour cible. Ils ont dû endurer des lynchages, des exils puis des exils encore. Certains ont tenté de

nous pousser tous à la guerre civile. Mais voilà, les gens qui vivent ensemble sur ces terres n'ont pas laissé d'espace à ces provocations, à ces incitations à la haine. Voilà, une attitude réjouissante, une réaction chargée d'espoir. Nous sommes passés par tant de tempêtes jusqu'à présent que nous irons dorénavant là où nous devons aller par la voie la plus courte.

### Démocratie et richesses culturelles

Puis il y eut tous ceux qui prétendirent qu'il n'y avait pas de langue kurde, qu'elle n'était qu'une mosaïque de parlers locaux ! Soit ils ne savent pas, soit ils inventent. La langue kurde est une langue riche. Et des langues kurdes procèdent de nombreux parlers selon les régions, selon les villes. La langue kurde est également forte d'une riche littérature. Et les langues dotées d'une littérature écrite savent se perpétuer à travers les siècles. Il est des grandes et anciennes épopées en langue kurde. Les aèdes kurdes continuent aujourd'hui encore d'aller chanter ces épopées de village en village : ils en créent de nouvelles. On parle encore d'anciens auteurs comme Evdalê Zeyniki : à la fois grand poète et grand conteur...

Feqiyé Teyran fut un autre aède. Il vécut au 14<sup>ème</sup> siècle. Fils de Mukus Emiri. On lui connaît des compositions de cette poésie du Divan. Ses textes se colportent encore de conteurs en chanteurs. La plupart de ses poèmes ont les oiseaux pour sujet. Voilà pourquoi on le tient pour le « conteur des oiseaux ». Il a passé toute sa vie avec les oiseaux. Aujourd'hui sur la planète, il est des conteurs et créateurs d'épopée au Kirghizistan. On les appelle Manasdjî. Il y en avait encore en Irlande jusqu'au siècle dernier.

Notre époque traverse une crise de la

culture. Et particulièrement ces dernières années, on mène de nombreux travaux sur les cultures. Les questions culturelles constituent des problèmes de tout premier plan, notamment en Europe...

Il n'est pas anodin que l'on donne de plus en plus d'importance à la culture. Ce qui fait d'un homme un homme c'est bien la culture. Et le monde est un jardin de cultures couvert de milliers de fleurs. Chaque fleur possède une couleur, un parfum particulier. L'humanité se doit de frémir sur chaque culture. Si de toutes ces fleurs nous en coupons une alors c'est un parfum et une couleur dont nous restons orphelins.

Jusqu'aux temps de l'impérialisme, les cultures se sont nourries les unes des autres en toute réciprocité. Il en va ainsi des civilisations... Il n'est aucune culture, aucune civilisation en ce monde qui ait pu se développer seulement par elle-même.

Il est un certain nombre de gens parmi les scientifiques ou les intellectuels qui refusant la pluralité des cultures se déchirent eux-mêmes et notre pays par la même occasion. Ils nous parlent de l'Anatolie comme du berceau de grandes cultures. Mais pour eux, nous n'avons pas le droit à l'expression.

Jusqu'aux temps impérialistes, qu'on le veuille ou non, les cultures se fécondaient l'une l'autre. L'impérialisme, quant à lui, s'est attaché deux notions héritées de la Renaissance : l'homme primitif et l'homme supérieur. Et les impérialistes, sûrs de leur bon droit, se sont mis en tête d'apporter la culture aux hommes primitifs.

Si nous sommes en mesure de créer une véritable démocratie en Anatolie alors les cultures de cette région se remettront à se féconder l'une l'autre.

*Et la Turquie, comme par le passé, renouera avec cette habitude de contribuer de la plus belle manière au patrimoine culturel de l'humanité.*

*Si les hommes de ce pays font le choix de la beauté, du bonheur et de l'humanité, alors cela ne pourra pas passer par autre chose que les Droits universels de l'Homme et la liberté d'une pensée sans borne et universelle.*

*Quant aux citoyens des pays qui s'opposeront à ces valeurs, ils vivront sans respectabilité aucune dans le siècle qui vient, comme des personnes incapables de regarder l'humanité dans les yeux.*

*Il est en notre pouvoir de sauver l'honneur, le pain et la richesse culturelle de notre pays. Une véritable démocratie ou rien. »*

## **BILAN 2006 : LES CIVILS NOTAMMENT LES CHIITES CONTINUENT D'ÊTRE LES PRINCIPALES VICTIMES DES VIOLENCE EN IRAK**

Le Premier ministre Nouri al-Maliki a, le 6 janvier, annoncé le lancement dans les prochains jours d'un nouveau plan de sécurité pour Bagdad. Troisième du genre depuis six mois, ce plan sera mis en œuvre par des troupes irakiennes, avec le soutien de l'armée américaine. Le ministre des Peshmergas, Jaafar al-Cheikh Moustafa, a, le 8 janvier, déclaré, que « *les brigades kurdes de l'armée irakienne participeront aux opérations de sécurité à Bagdad* ». Trois brigades kurdes de l'armée irakienne sont envoyées à Bagdad pour participer au plan de sécurisation de la capitale sans que les Peshmergas ne prennent part aux opérations. Basées à Soulaïmaniyeh, Erbil et Dohouk, les brigades kurdes de l'armée irakienne sont quant à elles sous l'autorité du ministère de la Défense du gouvernement central.

Selon un rapport publié le 16 janvier par l'Onu, plus de 34.000 civils ont été tués dans des violences en Irak en 2006, dont près de la moitié à Bagdad. Les violences ont tué 34.452 civils en Irak en 2006, soit une moyenne de 94 morts par jour, ont annoncé les Nations unies dans leur rapport bimensuel sur la situa-

tion des droits de l'Homme dans le pays. Près de la moitié des violences ont eu lieu à Bagdad, qui dénombre 16.867 tués selon l'institut médico-légal de la capitale, tandis que 17.585 ont été recensés à travers l'Irak, précisent les auteurs du rapport. « *Bagdad est au centre de la violence confessionnelle* », ont-ils constaté: « *les groupes armés sunnites et chiïtes tentent de prendre le contrôle des quartiers mixtes en intimidant et en assassinant les populations civiles, forcées de se réfugier dans les quartiers de la ville habités ou contrôlés par leur propre groupe ethnique* ». Plus de 36.000 Irakiens ont également été blessés en 2006, tandis qu'au moins 470.094 personnes ont été déplacées sous la contrainte, selon l'Onu, depuis l'attentat en février 2006 contre la mosquée chiïte de Samarra (nord de Bagdad) qui avait provoqué une explosion des violences confessionnelles. Les statistiques du rapport ont été établies à partir d'informations du ministère de la Santé, des morgues et des hôpitaux à travers le pays.

Le bilan des violences politiques dans la population civile irakienne établi par le ministère de l'intérieur a atteint un nouveau record en jan-

vier. Les chiffres publiés qui n'apportent qu'un éclairage partiel sur le nombre de morts violentes, font état de 1.992 décès dus au terrorisme en janvier, contre 1.925 en décembre, le précédent record. Ce bilan, qui se fonde sur des informations collectées auprès de différents ministères, n'est pas exhaustif, mais confirme la tendance révélée par d'autres statistiques. Les Nations unies, qui recourent les données du ministère de la Santé et celles de la morgue de Bagdad, évaluent les pertes civiles de décembre à 2.914 morts. Elles avaient recensé 3.462 décès en novembre. Les chiffres obtenus auprès des services de sécurité irakiens incluent les dizaines de corps de personnes non identifiées découverts chaque jour en Irak. Dans le même temps, « 586 terroristes ont été tués et 1.921 arrêtés en janvier, contre 314 tués et 1.034 détenus en décembre », selon la même source. Les pertes des forces de sécurité irakiennes sont en baisse en janvier par rapport à décembre : 95 membres des forces de sécurité ont été tués (55 policiers et 40 soldats), contre 148 en décembre (125 policiers et 23 soldats). Le nombre des blessés est également légèrement inférieur: 220 en janvier (135 policiers et 85 soldats) contre 249 en décembre (211 policiers, 39 soldats).

Les chiïtes continuent d'être les principales victimes de la violence en Irak (77%), selon le président irakien Jalal Talabani. Les commémorations en Irak du deuil chiïte d'Achoura, qui ont drainé cette année près de 1,5 million de pèlerins dans la ville sainte de Kerbala, ont été endeuillées dans plusieurs villes. Au total, au moins 56 personnes ont, le 30 janvier, été tuées dans des attaques en Irak, dont dix habitants du quartier sunnite



d'Adhamiyah, dans le nord-est de Bagdad, tués par des obus de mortier tombés sur leurs maisons, tandis que les corps de huit personnes assassinées ont été découverts dans la capitale.

Au Kurdistan, douze Kurdes chiïtes ont été tués et 38 blessés dans l'explosion d'une bombe près d'un lieu de culte chiïte dans le centre de Khaneqine. L'attentat visait la communauté faylie, au moment où elle commémorait le deuil de l'Achoura, la principale fête religieuse chiïte en mémoire de la mort de l'imam Hussein, en 680 après une défaite face aux armées du calife omeyyade Yazid. Le 18 novembre 2005, des kamikazes avaient frappé les deux principales mosquées de Khanaqin tuant au moins 74 personnes et provoquant des dégâts importants aux deux édifices religieux. Khaneqine ne se trouve pas dans la province autonome du Kurdistan, mais dans la province de Diyala. Elle est aujourd'hui habitée essentiellement par des Faylis.

D'autre part, environ deux millions d'Irakiens ont fui leur pays pour échapper aux attentats quotidiens et aux violences intercommunautaires, provoquant des tensions en Syrie et en Jordanie, deux pays voisins accueillant la plus grande partie des réfugiés. Selon les Nations unies, il s'agit du plus important déplacement de population au Proche-Orient depuis l'exode des Palestiniens au moment de la création d'Israël en 1948. Selon Stéphane Jacquemet, représentant régional du Haut Commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR) « entre un demi-million et un million d'Irakiens se trouvent en Jordanie, un nombre équivalent en Syrie, probablement plus de 100.000 en Egypte, entre

20.000 et 40.000 au Liban, 54.000 en Iran et un nombre indéterminé en Turquie ». De plus, selon l'ONG américaine International Medical Corps (IMC), plus d'un demi million de personnes ont fui l'an dernier leur domicile en Irak en raison des violences intercommunautaires et un million d'autres pourraient aussi y être contraintes d'ici l'été. IMC, qui dispose de plus de 300 employés en Irak, a, le 30 janvier, souligné que le nombre de personnes déplacées augmentait à un rythme très important, en particulier dans la capitale, qui compte environ six millions d'habitants. Selon une étude effectuée par l'ONG, 80% des près de 550 000 civils irakiens qui ont fui leur domicile après l'attentat contre le sanctuaire chiïte de Samarra, en février 2006, se trouvent à Bagdad. Les Nations unies ont estimé à 1,7 million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de l'Irak.

Par ailleurs, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a, le 16 janvier, obtenu à Koweït l'appui des dirigeants arabes au plan Bush pour l'Irak, mais sans engagement précis envers le gouvernement irakien pour contrer l'influence de l'Iran en Irak. Réunis dans la soirée autour de Mme Rice, les chefs de la diplomatie des pays du Golfe, de Jordanie et d'Egypte ont appelé l'Iran à s'abstenir de toute ingérence dans la région et se sont félicités de la décision du président George W. Bush de renforcer le dispositif militaire américain dans le Golfe. Leur communiqué commun, le premier depuis la création en septembre du « CCG+2 » —le Conseil de Coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman), l'Egypte et la Jordanie— ne mentionne pas nommément l'Iran. «Les

participants affirment que les différends entre Etats devraient être réglés par des moyens pacifiques et conformément aux normes internationales, et que les relations entre tous les pays devraient être fondées sur le respect mutuel de la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les Etats, ainsi que sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures », indique le document. Les alliés arabes des Etats-Unis, sur lesquels Mme Rice compte pour contrer la montée de l'influence iranienne dans la région, se sont par ailleurs félicités du nouveau plan américain pour l'Irak. Celui-ci prévoit l'envoi de plus de 20.000 soldats supplémentaires et une augmentation de l'aide à la reconstruction pour l'Irak, ainsi que le déploiement de missiles antimissiles Patriot dans le Golfe pour protéger les alliés de Washington.

Selon un rapport de 130 pages publié le 29 janvier par l'Institution Brookings, un Institut privé de géopolitique proche des démocrates, l'Irak est en train de plonger dans une guerre civile qui va probablement se propager dans les pays voisins, suite à des morts en masse et des afflux de réfugiés. Le rapport prévoit des conséquences désastreuses, dont de graves perturbations dans la production de pétrole et une baisse considérable de l'influence américaine dans la région. Le rapport préconise la création d'un groupe régional pour aider à contenir la guerre civile en prenant contact avec l'Iran et la Syrie, ce que refuse jusqu'à présent l'administration Bush. L'Institution, située à Washington, indique que le rapport se base sur les leçons tirées des autres guerres civiles, notamment en Afghanistan, au Congo, au Liban, en Somalie et en ex- Yougoslavie.

## LU DANS LA PRESSE TURQUE

« **NOUS SOMMES LES PREMIERS À REFUSER LE CONTRÔLE DE L'ARMÉE TURQUE** » **DÉCLARE L'ANCIEN VICE-PRÉSIDENT DE CHYPRE DU NORD.** L'ancien vice-président de Chypre du Nord (ndlr : sous occupation turque depuis 1974, entité reconnue que par Ankara) et président du parti du Mouvement pour la paix et la démocratie, Mustafa Akinci, a accordé une longue interview au quotidien turc *Radikal*. Voici de larges extraits de cet entretien réalisé par Nese Duzel publié le 15 janvier sous le titre de « *Nous sommes les premiers à refuser le contrôle de l'armée turque* »

Musafa Ankinici définit Chypre du Nord en ces termes : « *La République turque de Chypre du Nord (KKTC) est une entité dénommée État mais qui ne peut remplir aucune fonction étatique. C'est une construction sous contrôle de la Turquie. C'est aussi une entité proclamée en 1983, reconnue par aucun État, dont la Turquie même ne remplit pas toutes les conditions requises pour sa reconnaissance.*

(...) « *Les Chypriotes turcs ne veulent être une minorité ni pour la Turquie et ni pour les Chypriotes grecs majoritaires en nombre sur l'île. Mais aujourd'hui on tend à être une minorité de la Turquie. En KKTC, le nombre des Chypriotes turcs se réduit de jour en jour alors que celui des originaires de Turquie augmente (...). Aujourd'hui le parti de la Justice et du Développement (AKP-au pouvoir), c'est-à-dire Recep Tayyip Erdogan, a plus d'influence sur des milliers d'électeurs de Chypre du Nord qu'un politicien local car ils y sont installés par la Tur-*

*que et donc sont tournés en permanence vers Ankara... »*

(...) « *KKTC est en principe indépendante mais concrètement elle est dirigée par la Turquie par l'intermédiaire de la bureaucratie civile et militaire et cela depuis toujours. Des élections ont eu lieu pendant la phase du plan Annan, un nouveau président et un nouveau gouvernement ont été élus, comme si le statu quo en place avait été invalidé. Cette image allait dans le sens de la Turquie mais le statu quo n'a jamais été détruit. On a pu constater que le président d'un État dit indépendant ne pouvait même pas faire démolir un passage (ndlr : pont de passage de Lokmaci) dans la capitale de son pays sans autorisation (turque). La Turquie a essayé depuis des années de faire reconnaître KKTC comme un État indépendant mais avec ce dernier incident tout le monde a pu constater clairement que ce n'est pas un État indépendant en réalité et qu'elle est sous tutelle militaire (turque). De toute façon en KKTC, à côté des militaires, il y a également la domination de la bureaucratie du ministère turc des affaires étrangères. Il faudrait aujourd'hui se préserver de la domination de cette bureaucratie militaire et civile et définir à nouveau les relations entre la Turquie et la KKTC. »*

(...) Bien entendu, il y aura des militaires sur ces terres, mais un président élu par le peuple va-t-il continuer à être en difficulté lors qu'il voudra démolir un simple passage ? Dans ce pays le service des sapeurs-pompiers va-t-il continuer à être sous les ordres des militaires (turcs) ? Le président de la banque centrale ne pourra-t-il pas être issu des Chypriotes turcs ? »

« *Lors de la dernière crise de Lokmaci, la police de la KKTC a empêché l'application des décisions du président même de ce pays. La police de la KKTC est-elle sous les ordres de l'état-major turc? »*, interroge alors Nese Duzel.

Mustafa Akinci répond par l'affirmatif en soulignant que « *des annonces telles que « Ne venez pas détruire ce passage. Celui qui viendrait le détruire sera emprisonné » ont été publiées dans la presse, sans avoir jamais été démenties » (...)*

« *Chez nous la police n'est pas sous les ordres des autorités de la KKTC ni des Chypriotes turcs. Elle n'est pas liée à l'autorité civile c'est-à-dire au ministère de l'intérieur. Dans la KKTC, il n'y a aucune force de sécurité sous les ordres des autorités civiles. La police est liée au Commandement des forces de sécurité dont le commandant en chef n'est autre qu'un général (parachuté) de la Turquie (...). La police agit donc selon la volonté des autorités militaires. De toute façon le pont de passage de Lokmaci n'a pu être détruit qu'après un consensus avec Ankara. Il n'y a en fait aucune évolution depuis la fondation en 1983 de la KKTC. La Turquie n'a jamais accepté que les Chypriotes turcs se régissent par leur propre volonté libre. La bureaucratie civile et militaire turque y est toujours intervenue, sous couvert d'un parti politique, ou par l'intermédiaire des vice-présidents des partis politiques ou encore sous couvert militaire et via des bureaucrates civiles. Des gouvernements sont tombés, d'autres ont été formés, on est intervenu dans les élections. La Turquie est aussi intervenue dans les élections de 1990 de la KKTC (...)* », poursuit Mustafa Akinci.

Vice-Premier ministre de la KKTC en 2000, Mustafa Akinci expose ainsi sa propre expérience gouvernementale : « *Nous faisons partie à*

*l'époque d'une coalition gouvernementale. Nous avons prôné un gouvernement civil et demandé à ne pas fuir des négociations avec les Chypriotes grecs. Ce fut la raison pour laquelle on a renversé notre coalition gouvernementale. Les autorités militaires sont ouvertement intervenues en ce sens. Lors que j'ai dit à notre partenaire gouvernemental, le président du parti de l'Union nationale et Premier ministre de surcroît, Dervis Eroglu, « On a tous besoin de démocratie. Aujourd'hui pour moi et demain ce sera pour toi », il m'a rétorqué « je ne peux pas donner un coup de poing au couteau ». Le Premier ministre a ainsi expliqué qu'il ne pouvait s'opposer aux autorités- autorités militaires clairement- qui renversaient le gouvernement »*

(...)

*« Il y a deux armées dans la KKTC. La première est une armée appelée les forces de sécurité des Chypriotes turcs composée de 2 à 3 milles militaires et la seconde est les forces de paix turques. Les deux armées ont à leurs têtes des commandants parachutés par l'état-major turc à partir d'Ankara. Un Chypriote turc ne peut pas être le chef des armées de la KKTC. L'indépendance de la KKTC n'est qu'un maquillage, il faut arrêter de l'appeler un État indépendant (...) C'est un territoire où la parole de la bureaucratie militaire et civile de la Turquie a toute autorité sur les questions importantes. Il y a quelque temps, il y a eu des rixes dans le casino de Yasar Oz, personnage impliqué dans le scandale de Susurluk (ndlr : accident de voiture en 1996 dans la ville turque de Susurluk mettant en lumière la collusion entre la police, la mafia et les politiciens turcs). Deux personnes ont été tuées et une autre a été gravement blessée. Yasar Oz était un des accusés de cette affaire, et pourtant après cinq*

*ou six jours de garde à vue il a été expulsé par une décision soudaine du Conseil des ministres (de la KKTC). Il est rentré en Turquie et a été libéré. La question est de savoir si cet homme est coupable. Si c'est le cas, pourquoi le libérer ? Sinon pourquoi l'avoir expulsé ? En plus, il était marié avec une fille chypriote turque d'ici. (...) Une force au moins au dessus du Conseil des ministres a pu faire cela. On dit que c'est le Conseil qui a pris la décision mais ce n'est qu'une formalité. Personne ne croit que notre Conseil des ministres ait pu élaborer cette décision de par sa propre volonté... »*

*« On dit toujours que Chypre est une île du crime et qu'elle obtient une importante part de ses revenus de l'argent sale », interpelle Nese Duzel l'ancien vice-président de la KKTC.*

*« Tant que le droit international n'aura pas cours ici, il y aura ce genre d'embarras dans la KKTC. Cela veut dire par exemple ne pas donner la possibilité aux criminels, en infraction dans d'autres pays, venir se balader sans être inquiétés dans la KKTC. Aujourd'hui, ils s'y baladent tranquillement (...) N'étant pas reconnu par d'autres Etats, on ne peut pas signer des traités d'extradition de criminels avec les Etats. Ces gens là peuvent alors venir travailler tranquillement en Chypre du Nord ou alors nous avons des Yasar Oz dans le secteur des casinos (...) Lorsque j'étais ministre du tourisme, j'ai imposé la condition des « 500 lits et 5 étoiles » pour l'ouverture d'un casino afin d'éviter que des casinos ne pullulent, mais par la suite l'autorisation des salles de jeux a été facilitée. En 2000, à mon époque, le nombre des salles de jeux était près de 19, aujourd'hui on atteint les 30 avec les nouvelles constructions sur un tout petit territoire de 3 300 km<sup>2</sup>. Des rapports*

*internationaux indiquent le blanchiment d'argent. Les propriétaires de la plupart de ces casinos sont de Turquie. En Chypre du Nord, outre cela, il y a plus d'une centaine des lieux de paris. On peut faire des paris sur des matchs de foot ou des courses hippiques ou canines. On compte également 45 à 50 boîtes de nuit où travaillent des jeunes filles originaires des pays de l'Est et l'État sait que la prostitution existe dans ces lieux (...) Il n'est pas possible pour la mafia de se développer dans une entité indépendante qui évolue dans le cadre du droit international. Mais si l'indépendance s'effectue en dehors du droit international, dans le cadre d'une île pirate, il peut y avoir aussi bien la mafia, que l'argent sale ou le trafic de drogue. Aujourd'hui il y a aussi le trafic d'êtres humains ici. On enlève des personnes du Nord au Sud. Ce ne sont pas des petites affaires, il y a la mafia des jeux et du trafic de drogue. Nous n'avons pas un panorama brillant »*

(..)

*« La KKTC, ne prétend pas vouloir être un Etat indépendant à part entière au sens politique du terme. Les Chypriotes turcs veulent ce qui est dans les possibilités. Ils veulent composer une fédération avec les Chypriotes grecs. Ils veulent se réunir avec les Chypriotes grecs dans un Etat fédéral avec un Etat fédéré au statut égal. Le plan Annan auquel nous avons répondu par le « oui » à 65% et dont les Chypriotes grecs ont rejeté à 75%, statuait ceci. Ce que nous voulons c'est d'être un Etat européen fédéral proche des exemples comme la Belgique ou la Suisse. Nous n'avons pas dit « oui » au plan Annan que pour des raisons économiques, nous l'avons accepté pour une nouvelle façon de vivre... », conclue Mustafa Akinici.*

## AINSI QUE...

**STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR MAUVAIS TRAITEMENTS ET VIOLATION DU DROIT À LA LIBERTÉ D'UN KURDE DÉTENU SANS PROCÈS DEPUIS SEPT ANS.** La Cour européenne des droits de l'homme a, le 16 janvier, condamné une nouvelle fois la Turquie pour des mauvais traitements infligés par des policiers et des gendarmes à un détenu soupçonné d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les juges de Strasbourg ont accordé 15.000 euros à Veli Tosun, 41 ans, détenu à la prison de Diyarbakir, qui se plaignait d'avoir été roué de coups par les policiers d'Istanbul et les gendarmes à son arrivée à la prison de Diyarbakir en juillet 1999.

Placé en garde à vue le 22 juillet 1999 dans les locaux de la sûreté d'Istanbul, Veli Tosun avait été transféré à Diyarbakir où un examen médical révéla ultérieurement une ecchymose couvrant entièrement le biceps gauche. Suite à sa plainte, une procédure pénale fut ouverte. Une partie des gendarmes mis en cause furent acquittés mais l'affaire est toujours pendante concernant les autres gendarmes impliqués. En l'absence d'explication sur la cause des lésions constatées, la Cour européenne estime que la Turquie porte la responsabilité de ces blessures et conclut que le requérant a subi un traitement inhumain et dégradant, en violation de l'article 3 de la Convention, une violation maintes fois constatée en Turquie par les juges européens. La Cour note aussi dans son arrêt que la détention provisoire du requérant pour appartenance au PKK dure à ce jour depuis plus de sept ans et quatre mois, une durée qui n'est pas justifiée par les circonstances. Les juges européens ont de ce fait conclu à la violation du droit à la liberté du requérant ainsi qu'à son droit à un recours effectif.

**RECONSTRUCTION EN IRAK : UN AUDIT OFFICIEL AMÉRICAIN ÉPINGLE LA GESTION DES 21 MILLIARDS DE DOLLARS CONSACRÉS À LA RECONSTRUCTION.**

Selon un rapport officiel publié le 31 janvier, des dizaines de millions de dollars de l'aide à la reconstruction de l'Irak ont été gaspillés par le gouvernement américain, notamment dans des projets tels qu'une piscine olympique jamais utilisée ou pour du matériel militaire dont on a perdu la trace. La guerre en Irak a déjà coûté aux contribuables américains plus de 300 milliards de dollars (232 mds euros), dont 21 milliards pour la reconstruction, avec « à ce jour un succès limité », estime l'inspecteur général Stuart Bowen Jr dans son audit trimestriel. D'après ce document, le Département d'Etat américain a par exemple payé 43,8 millions de dollars (33,8 millions d'euros) à DynCorp International pour réaliser dans la banlieue de Bagdad des logements pour les formateurs de la police irakienne. Ce complexe résidentiel reste vide depuis des mois. Environ 4,2 millions de dollars (3,2 millions d'euros) ont servi à la construction d'une piscine olympique et à l'acquisition d'un parc de 20 caravanes, censées accueillir les visiteurs de marque. Ces dernières dépenses ont été décidées par le ministère irakien de l'Intérieur sans l'aval des Etats-Unis. Autre irrégularité, de taille: des responsables américains ont dépensé 36,4 millions de dollars (28 millions d'euros) pour des véhicules blindés, armures corporelles et des équipements de communication dont on ne trouve plus de trace. DynCorp aurait aussi émis 18 millions de dollars (14 millions d'euros) de factures qui pourraient être injustifiées, selon l'audit. Le Département d'Etat a assuré avoir mis en place un système de vérification des factures, qui a d'ailleurs rejeté une note de 1,1 million de dollars (850.000 euros) de DynCorp ce mois-ci.

L'audit de Stuart Bowen Jr tombe au

moment où le président américain George W. Bush tente de convaincre le Congrès, désormais à majorité démocrate, d'approuver une enveloppe complémentaire de 1,2 milliard de dollars (930 millions d'euros) pour la reconstruction en Irak. Au cours du trimestre écoulé, le bureau de Stuart Bowen a ouvert 27 nouvelles enquêtes, portant le nombre d'affaires à 78. Vingt-trois devraient faire l'objet de poursuites, la plupart pour corruption. Cependant, « la fraude n'a pas été un élément significatif de l'expérience américaine en Irak », tempère Stuart Bowen. Sur les 21 milliards de dollars (16 milliards d'euros) du Fonds de reconstruction de l'Irak, créé en 2003, la plus grande partie a été allouée à la sécurité et la justice (34%) ainsi qu'à la production et la distribution d'électricité (23%), qui reste cependant inférieure au niveau d'avant-guerre. Douze pour cent des dépenses de reconstruction ont été consacrées à l'eau, autant au développement économique, 9% au pétrole et au gaz, 4% aux transports et communications et 4% encore à la santé. Les auditeurs se déclarent « inquiets » pour la gestion future de la reconstruction par le gouvernement irakien. Ce dernier disposait encore de « milliards de dollars alloués qui restaient inutilisés fin 2006 », écrivent-ils. Et de souligner que « le défi le plus important (en Irak) reste le renforcement de l'Etat de droit -système judiciaire, prisons et police ». « Les Etats-Unis ont dépensé des milliards de dollars dans ce domaine, avec à ce jour un succès limité. »

Par ailleurs, l'ex-directeur du programme « Pétrole contre nourriture » de l'ONU en Irak, le Chypriote Benon Sevan, a, le 16 janvier, été accusé de corruption par un tribunal new-yorkais qui a lancé un mandat d'arrêt international contre lui. Selon le chef d'accusation, M. Sevan aurait reçu 160.000 dollars du gouvernement irakien par l'intermédiaire d'Ephraim Nadler, autre Chypriote également accusé. Benon Sevan, âgé de 69 ans, risque 50 ans de prison. Il avait démissionné de l'ONU en août 2005 après avoir été mis en cause par la commis-

sion d'enquête dirigée par l'ancien banquier américain Paul Volcker. Il avait alors quitté New York pour Chypre. Dans un communiqué, l'avocat américain de Benon Sevan a réfuté les accusations à l'encontre de son client qu'il a qualifiées de « *sans fondement* ». Son co-accusé Ephraïm Nadler est le beau-frère de l'ancien secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, qui n'est pas impliqué dans le scandale. M. Nadler risque une peine de 112 années de prison. La justice américaine a émis des mandats d'arrêt internationaux pour MM. Sevan et Nadler et réclame leur extradition. « *Le programme "Pétrole contre nourriture" a été mis en place pour fournir de l'aide humanitaire au peuple irakien et non pour aller dans les sacs de fonctionnaires corrompus* », a déclaré le juge Robert Morgenthau. La justice américaine a accusé de corruption au total 14 personnes dans cette affaire. Un porte-parole de l'ONU, Farhan Haq, a indiqué que le secrétaire général, Ban Ki-moon, qui se trouvait à Washington pour des entretiens avec le président George W. Bush et des membres du Congrès, « *tient à dire que les Nations unies ont coopéré avec les autorités en ce qui concerne le suivi du rapport Volcker et (...) vont continuer à le faire* ».

Le programme « *Pétrole contre nourriture* » avait été établi par le Conseil de sécurité. Il avait permis à l'Irak de vendre sous contrôle des Nations unies, de 1996 à 2003, des quantités limitées de pétrole et d'acheter en échange des biens pour sa population, alors que le pays était soumis à un embargo international après l'invasion du Koweït. Mais le gouvernement irakien avait perverti le système et plusieurs milliards de dollars avaient été détournés. Le scandale avait été révélé en janvier 2004. Une commission indépendante d'enquête dirigée par l'ancien banquier fédéral américain Paul Volcker avait été mise sur pied. Elle a produit plusieurs rapports d'enquête dans lesquels elle détaillait de nombreuses faiblesses et erreurs dans la gestion du programme par l'ONU, ainsi que des cas de corrup-

tion. Plusieurs gouvernements ont lancé des enquêtes sur certains de leurs ressortissants à la suite de ces rapports.

**LES ÉTATS-UNIS PRENNENT DE NOUVELLES MESURES POUR ISOLER L'IRAN.** Les Etats-Unis ont, le 30 janvier, annoncé un gel des ventes de pièces détachées de F-14 pour éviter qu'ils n'atterrissent dans les mains des Iraniens et prévenant qu'un blocage du Golfe par Téhéran pourrait se retourner contre la République islamique. L'Iran avait acheté 79 F-14 aux Etats-Unis avant la chute du Shah en 1979. Les ventes ont été suspendues le 26 janvier. Jusqu'à ce jour, les Américains proposaient aux enchères des pièces détachées de cet avion. Le président américain George W. Bush a répété lors d'un entretien sur la chaîne ABC que les Etats-Unis n'avaient aucun plan pour envahir l'Iran mais allaient augmenter la pression diplomatique pour convaincre Téhéran de mettre fin à son programme d'enrichissement d'uranium. Le renforcement militaire américain dans le Golfe est également un signe adressé à l'égard de Téhéran. Le président Bush a aussi décidé d'envoyer un deuxième porte-avions, l'USS John C. Stennis avec son groupe naval, dans le Golfe. Cette arrivée renforcera les troupes navales américaines stationnées dans la région à leur plus haut niveau depuis l'intervention en Irak en mars 2003.

Selon la revue spécialisée américaine *Aviation Week*, citant un haut responsable iranien, l'Iran est sur le point de lancer un satellite dans l'espace. Un tel lancement pourrait représenter un nouveau seuil dans les capacités militaires de la République islamique. « *L'Iran a transformé son missile balistique le plus puissant en véhicule lanceur de satellite* », écrit la revue spécialisée dans les questions spatiales sur son site internet le 26 janvier. Le lanceur a été assemblé récemment et décollera bientôt pour mettre en orbite un satellite iranien, affirme la revue citant des propos du président de la commission pour les affaires étrangères et la sécuri-

té nationale du Parlement iranien, Allaeddin Boroudjerdi. Le haut responsable aurait tenu ces propos devant un groupe d'étudiants en théologie chiite et des religieux dans la ville sainte de Qom. C'est près de Qom que l'Iran a déjà réalisé plusieurs de ses essais de missiles balistiques, précise la revue. Les agences américaines de renseignement, citées par le magazine, croient que le lanceur pourrait être une version modifiée du missile balistique Shahab-3. D'une portée de 3000 km, les missiles Shahab-3 sont capables d'atteindre Israël, l'Arabie saoudite, toute la région du Golfe et le sud de la Turquie. Un lanceur avec un rayon d'action plus important donnerait à Téhéran la possibilité de frapper l'Europe centrale, la Russie, l'Inde ou la Chine.

Par ailleurs, la Russie a achevé la livraison du système de défense de missiles Tor-M1 à l'Iran, a rapporté le 23 janvier l'Agence de presse *Itar-Tass*, citant le chef de l'exportateur d'armes géré par l'Etat, Rosoboronexport. La Russie a rempli son contrat et « *totale-ment achevé la livraison du système de défense Tor-M1 à l'Iran à la fin de décembre 2006* », a indiqué le chef de Rosoboronexport Sergueï Chemezov. L'Iran a signé en novembre 2005 un contrat avec la Russie pour l'achat de 29 systèmes de missiles Tor-M1 dans le cadre d'un contrat de 700 millions de dollars (615 millions d'euros). Des responsables russes ont décrit les missiles comme systèmes de défense aérienne qui ne peut que servir à attaquer des avions et des missiles guidés à basse altitude mais ne peuvent pas bombarder les cibles terrestres. « *Nous développons notre coopération militaire et technique avec l'Iran conformément au droit international et nous continueront à le faire* », avait, le 16 janvier, souligné le ministre russe de la Défense, Sergueï Ivanov. L'accord russo-iranien, portant sur des armes conventionnelles, ne viole aucun texte international. Le système Tor-M1 peut identifier jusqu'à 48 cibles et tirer sur deux cibles simultanées à une altitude pouvant atteindre les 6.000 mètres.

Le département d'Etat a, le 5 janvier, annoncé que les Etats-Unis ont imposé des sanctions économiques à des sociétés chinoises, russes et nord-coréennes accusées d'avoir vendu des missiles et des armes à l'Irak et à la Syrie. Les sanctions, qui interdisent pendant deux ans le commerce entre le gouvernement et les entreprises américaines et ces sociétés, ont pris effet le 28 décembre, a indiqué un responsable du département d'Etat. Il n'a pas précisé ce qui avait provoqué ces mesures punitives mais selon le Washington Times, qui a révélé l'existence de ces sanctions, les entreprises visées ont notamment vendu des missiles à la Syrie, et des armes à l'Irak et la Syrie. Les trois sociétés d'Etat chinoises sont Zibo Chemical Equipment, China National Aeronautics and Space Import Export Corp. et China National Electrical Import and Export Co, selon un communiqué du département d'Etat publié au journal officiel. Les trois entreprises russes visées sont la société d'Etat Rosoboroneksport et les entreprises Kolomna Design Bureau et Tula Design Bureau d'Instrument Building. La compagnie minière nord-coréenne est la Korean Mining and Industrial Development Corp. Les sociétés russes ont vivement dénoncé ces mesures, affirmant respecter la législation internationale.

PARIS : UN CONGRES SUR LA LIBERTE DE LA PRESSE EN IRAK A

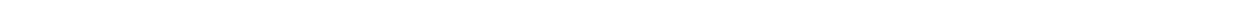
L'UNESCO. Un congrès organisé par le Conseil supérieur de l'Audiovisuel et de la télécommunication irakienne sur la liberté de la presse en Irak s'est, le 8 janvier, ouvert au siège de l'UNESCO à Paris où les participants, dont une centaine de députés et de journalistes irakiens, ont notamment examiné la question de la protection des journalistes dans ce pays qui reste le plus meurtrier pour les professionnels des médias. En grande partie venus d'Irak, les participants ont observé une minute de silence à la mémoire des journalistes tués dans ce pays, à la demande du directeur de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Koïchiro Matsura. L'Irak est resté en 2006, pour la quatrième année consécutive, le pays "le plus dangereux" pour les professionnels des médias avec 64 journalistes et collaborateurs tués et 17 enlevés, selon un bilan annuel publié le 31 décembre par l'organisation Reporters sans frontières (RSF). "La plupart des victimes sont des journalistes locaux qui défendent la liberté d'opinion et encouragent le dialogue", a observé le directeur général de l'UNESCO, confirmant le constat de RSF qui évalue à 90 % le nombre de victimes irakiennes dans les violences contre les médias.

Au total, 139 journalistes ont été tués en Irak depuis le début de la guerre en mars 2003, "soit plus du double du nombre de journalistes tués pendant

les 20 années de la guerre du Vietnam (63 tués entre 1955 et 1975)". Le directeur de l'UNESCO a souhaité qu'il "soit mis fin à cette violence" et que les journalistes puissent travailler "en toute sécurité". Il a aussi plaidé en faveur d'une "stratégie pour la liberté de la presse" dans ce pays où les médias étaient placés sous le contrôle strict de l'ancien régime déchu de Saddam Hussein. "Il faut aider le gouvernement irakien à offrir un environnement propice au libre exercice du métier de journaliste", a-t-il dit, appelant les journalistes irakiens à "ne pas s'impliquer dans le conflit confessionnel" qui déchire leur pays.

L'UNESCO contribue à la mise en œuvre d'un programme international de formation des journalistes irakiens doté d'une enveloppe de trois millions d'euros. Selon un document adopté après trois jours de travaux au siège de l'UNESCO, les congressistes ont recommandé la suppression d'une autorisation administrative préalable à l'exercice du métier de journaliste et à l'édition de journaux. Ils demandent aussi l'abrogation de toutes les lois irakiennes qui entravent la liberté d'expression et empêchent les médias d'exercer "en toute liberté". "Le gouvernement, l'armée américaine et les forces internationales doivent œuvrer à consolider la liberté de la presse".







Le Monde  
2 janvier 2007

**Irak** Une vidéo tournée par un témoin révèle les tensions qui ont accompagné la pendaison du rais déchu

# Des cris de vengeance à la mort de Saddam Hussein

BEYROUTH  
CORRESPONDANTE

L'exécution par pendaison, samedi 30 décembre à l'aube, de l'ancien président irakien Saddam Hussein ne s'est pas déroulée dans le climat de dignité suggéré par les déclarations faites dans la foulée par les responsables officiels irakiens, notamment Mouaffaq Al-Roubai, conseiller à la sécurité nationale. Des images, vraisemblablement prises par l'un des témoins de la scène sur un téléphone cellulaire, trahissent au contraire un esprit de vengeance de la part de certaines des personnes présentes.

Ces images ont circulé quelques heures seulement après l'exécution et ont été diffusées, dimanche, par la télévision satellitaire Al-Jazira, qui a indiqué avoir coupé la scène de « la chute » du corps de Saddam Hussein, « pour ne pas choquer les téléspectateurs ». Elles sont de très piètre qualité. Seul Saddam Hussein paraît à l'image, les témoins de la scène ne se manifestant que par la voix. Le son est audible, bien que de mauvaise qualité.

– Saddam Hussein : « *Ya Allah ! ya Allah !* (Mon Dieu, mon Dieu) »

– Des voix récitent une prière : « *Dieu prie pour Moham-*

*med et les descendants de Mohammed !* »

– Quelques fractions de seconde plus tard, une voix : « *Moqtada, Moqtada, Moqtada* ». C'est le prénom du jeune chef religieux et politique chiite Moqtada Al-Sadr, qui, comme l'ensemble de sa famille, était résolument hostile à l'ancien régime.

– Saddam Hussein : « *Alors c'est cela votre bravoure !* »

– Une voix : « *Vive Mohammed Bagher Al-Sadr* (le dirigeant religieux chiite qui fut l'un des principaux animateurs du mouvement de la renaissance islamique chiite et qui fut assassiné par l'ancien régime en 1980). »

– Une voix : « *(Va) en enfer !* »

– Une autre voix, choquée, tentant de les faire taire : « *S'il vous plaît, non, je vous en conjure, non, l'homme va être exécuté.* »

– Saddam Hussein récite une première fois la *chahada* (l'acte de foi de tout musulman) : « *Je témoigne qu'il n'y a de dieu que Dieu ; je témoigne que Mohammed est son prophète.* » Quelques fractions de seconde et il reprend : « *Je témoigne qu'il n'y a de Dieu que Dieu ; je témoigne...* » Un bruit métallique. La voix s'arrête, l'image est coupée.

Les autorités irakiennes ont annoncé avoir fait filmer l'ensemble de la scène.

Toutefois, par respect pour la dignité du condamné, elles se sont contentées de faire diffuser samedi matin, en différé, par la télévision irakienne une brève séquence – 70 secondes – sans son, des préliminaires de la pendaison. Sur ces images, on peut voir Saddam Hussein introduit pieds et poings liés dans la pièce où la potence est dressée. L'un des gardes encagoulés paraît lui expliquer la procédure, avant de lui mettre la corde au cou. Les traits de l'ancien président ne traduisent aucune émotion. Plus tard, une image fixe de Saddam Hussein enveloppé dans un linceul, la joue droite contre le sol, a également été diffusée.

L'envoyé spécial à Bagdad du quotidien américain *The Washington Post* a recueilli auprès de Mounir Haddad, juge à la cour d'appel du Haut Tribunal pénal irakien, le récit des heures qui ont précédé l'exécution. Selon le magistrat, quatorze témoins, dont lui-même, ainsi que le ministre de la justice et des conseillers du premier ministre Nouri Al-Maliki, ont assisté à la pendaison, qui a eu lieu à l'ancien siège des services de renseignement militaires, à Al-Qadimiya, l'un des faubourgs de Bagdad. Ils y ont été conduits à bord d'un hélicoptère de l'armée américaine tandis qu'un



Image extraite de la vidéo complète de l'exécution de Saddam Hussein, diffusée dès dimanche sur Internet. La corde au cou, l'ancien dictateur, condamné à mort le 5 novembre, récitait la profession de foi musulmane quand le bourreau a ouvert la trappe de la potence. AFP

autre hélicoptère racheminait Saddam Hussein de sa cellule de Camp Cropper près de l'aéroport, jusqu'à la « zone verte » ultra-sécurisée de la capitale où il a été remis aux autorités irakiennes.

Selon la même source, Saddam Hussein, qui tenait un Coran à la main ne manifestait aucune frayeur. Aux cris de « Vive le peuple, vive le djihad, vive la nation », « à

bas les Perses et les Américains », l'ancien président a tenté d'interrompre le rappel du verdict. Il a confié son Coran au juge en lui demandant de le remettre au fils de l'ancien président de l'ex-tribunal révolutionnaire, lui aussi condamné à mort, ou à l'un des membres de sa famille.

Conduit dans la pièce sans fenêtre où était dressé le gibet, il a répliqué à l'un

des hommes encagoulés qui lui reprochait d'avoir « appauvri l'Irak » : « J'ai fait de l'Irak un pays riche, un pays puissant ! » Il a ensuite refusé qu'on lui couvre la tête d'une cagoule. ■

MOUNA NAÏM

LE FIGARO 1<sup>er</sup> janvier 2007

## Le destin shakespearien de Saddam Hussein, dictateur sanguinaire et ambigu

**L**e dictateur qui vient d'être exécuté de façon expéditive, après un procès tronqué, avait davantage de sang sur les mains et était moins médiocre que beaucoup d'autres à travers l'histoire contemporaine. Mégalomane comme la plupart, il avait eu ces débuts difficiles qui durcissent à la fois la volonté et la sensibilité, dans un pays qui, par rapport à d'autres de la région, passait à juste titre pour violent.

En 1975, Saddam Hussein avait renforcé son pouvoir. Non seulement était-il devenu le véritable chef du pays mais grâce aux capitaux de la nationalisation du pétrole et à la hausse des prix, il pouvait se targuer d'être un bâtisseur d'État. Habilement, il venait de consentir des concessions au Shah d'Iran. En échange d'une renonciation à la souveraineté sur la voie d'eau du Chatt al-Arab et à l'abandon de la revendication sur la province arabophone et pétrolière du Khouzistan iranien, il obtenait du Shah que celui-ci cesse tout aide logistique à l'insurrection kurde de M. Barzani qui durait depuis 1961. L'accord conclu, l'insurrection kurde s'effondrait. Saddam Hussein continuait avec succès de développer économiquement le pays tout en renforçant avec l'aide de la France, entre autres, ses capacités militaires en maintenant le pays sous sa poigne de fer. Il se voulait l'héritier de Babylone et de l'Assyrie et, depuis que l'Égypte de Sadate avait choisi la paix avec Israël (1978), comme le champion des Arabes.

Lorsque le Shah fut renversé par la révolution khomeiniste qui remettait en cause le *statu quo* régional et inquiétait l'Occident,

Par  
Gérard Chaliand \*



« La mort de Saddam parachève le destin qu'il s'est choisi en voulant devenir un héros parmi les siens et un bourreau pour ses victimes »

Saddam Hussein crut son heure venue. Sous-estimant l'épaisseur culturelle et le poids démographique du vieil empire il imagina de rééditer la conquête arabe du VII<sup>e</sup> siècle qui mit à genoux celui des Perses, sans oublier d'en appeler au sunnisme. À l'exception du rival baasiste syrien et d'Israël, soucieux du renforcement militaire d'un adversaire arabe, pratiquement tous les États, de l'Union soviétique à l'Occident, soutinrent l'effort de guerre irakien. La guerre fut sans merci, des gaz chimiques furent fournis et utilisés contre les Iraniens. L'un des objectifs des fournisseurs d'armes était que les deux adversaires s'épuisent.

Ce fut le cas après huit années. L'Irak terminait à peine territorialement vainqueur et financièrement ruiné. Les Kurdes d'Irak qui avaient été soutenus par l'Iran subissaient une terrible répression. Halabja était gazé sans grande

protestation internationale. On s'en souviendra plus tard lorsque Saddam Hussein deviendra un adversaire. Les États du Golfe, dont le Koweït qui avait financièrement soutenu l'Irak, réclamaient un remboursement pressant. Saddam Hussein tenta de se refaire en annexant le Koweït. La perspective d'un État disposant d'un tel potentiel pétrolier était inacceptable pour les États-Unis. Tandis que l'URSS était en pleine déliquescence, ce fut la première guerre du Golfe menée avec l'appui des Nations unies. Quatre pays arabes majeurs participaient de la coalition : l'Arabie saoudite, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte dont les dettes avaient été apurées par les États-Unis pour obtenir sa participation.

La victoire de la coalition fut aisée. Le régime ne fut pas abattu, des avis autorisés aux États-Unis comme du côté saoudien ayant mis en garde sur les conséquences de l'effondrement d'un régime fondé sur la suprématie des sunnites depuis le mandat britannique dans un pays où la majorité était chiite, donc non hostile à l'Iran. Kurdes et chiites que les États-Unis appelèrent alors à se révolter tandis qu'ils n'avaient pas l'intention de les soutenir, furent massacrés en masse par la garde républicaine de Saddam Hussein.

**P**uis ce fut l'embargo avec des conséquences dures pour la population plutôt que pour le régime. Les Kurdes, grâce aux images filmées par les télévisions occidentales reçurent par l'intercession de la France puis de l'Angleterre un soutien des alliés garantissant la sécurité de leur région. Les chiites furent bientôt protégés aussi dans le sud du pays.

On connaît mieux la suite. Au lendemain immédiat du 11 septembre, Paul Wolfowitz, le plus en vue des néoconservateurs désignait l'Irak comme l'adversaire à abattre. L'occasion paraissait propice de mener une guerre de choix fondée sur le risque que l'Irak faisait courir à la sécurité de la région et à celle du monde ainsi qu'aux liens que ce pays pouvait avoir avec le terrorisme islamiste. La seconde guerre du Golfe eut lieu sans l'accord cette fois des Nations unies et malgré la réticence affichée de nombreux États. La chute du dictateur fut accueillie avec contentement par les chiites et les Kurdes, soit 80 % de la population irakienne qui n'avait cessé d'être dominée et réprimée. Mais la finalité politique du projet de l'administration de George W. Bush s'est révélée un échec. L'ancien dictateur a vécu assez longtemps pour voir que ceux qui le faisaient juger ne sortiraient pas victorieux d'une entreprise qui paraissait promise à un triomphe.

Pour l'Iran, Israël et George W. Bush comme pour les chiites et les Kurdes, l'exécution de Saddam Hussein est bienvenue. On ne doit cependant pas négliger que pour les sunnites, en Irak comme ailleurs, il est considéré comme celui qui a défié les États-Unis, cherché à renverser un *statu quo* et s'est voulu comme un champion de l'arabisme. Sa mort parachève le destin qu'il s'est choisi en voulant devenir un héros parmi les siens et un bourreau pour ses victimes.

\* Géopolitologue, spécialiste des conflits, familier de l'Irak, auteur avec Sophie Mousset d'un Guide du voyageur autour du monde (Odile Jacob)

# L'inexorable chute d'un dictateur mégalomane

La Croix MARDI 2 JANVIER 2007

Après avoir dirigé l'Irak par la terreur pendant plus de trente ans, Saddam Hussein a été exécuté par pendaison à l'issue d'un procès bâclé

L'histoire gardera de lui l'image d'un homme hagard, hirsute, le visage mangé par une barbe de plusieurs semaines, sorti de son trou à rats par des soldats américains le 13 décembre 2003, huit mois après la chute de son régime. Loin, très loin de l'homme à la belle prestance qui haranguait les foules, conspuait les leaders arabes à la solde de l'Amérique et menaçait le président Bush. Celui qui dirigeait d'une main de fer son pays, faisant régner la terreur chez ses concitoyens, est tombé pour 25 millions de dollars (20 millions d'euros) de prime offerte par les Américains.

Saddam, « le cogneur » en arabe, mais aussi « l'homme qui fait face au danger », est né dans une famille paysanne sunnite d'un village proche de Tikrit (150 km au nord de Bagdad), le 28 avril 1937. Il est élevé à Bagdad dans les milieux nationalistes arabes et il fréquente, dès 18 ans, les cellules, à l'époque clandestines, du parti Baas.

**En 1983, Washington lui fournit des milliards de dollars de crédits et d'équipements, y compris des souches biologiques.**

Le 14 juillet 1958, la monarchie irakienne est renversée par un groupe d'officiers dirigé par le général Abdel Kassem. L'année suivante, Saddam Hussein fait partie d'un commando qui tente en vain de l'assassiner. Il doit s'exiler momentanément au Caire. Il revient et prépare, à la tête d'une milice, le coup d'État de juillet 1968, qui porte au pouvoir son cousin, le président Ahmad Hassan El Bakr, et le parti Baas.

Pendant onze ans, Saddam Hussein organise et contrôle les services de renseignements, qui seront la pierre angulaire de son régime.

Car il n'a pas l'intention de rester un officier du rang. En 1979, il renverse ou pousse à la démission le président El Bakr. Il n'a que 42 ans.

Rapidement, il donne un aperçu de ce dont il est capable pour se maintenir au pouvoir. Le 18 juillet, l'ensemble du parti Baas est réuni à Bagdad. Saddam Hussein prend la parole et dénonce une tentative de coup d'État ourdi par la Syrie avec des complicités irakiennes. Il invite le secrétaire général du conseil de commandement de la révolution, Mohyi Abd El Hussein, à avouer avoir conspiré contre lui et à livrer la liste de ses acolytes. Chaque personne nommée – en tout, une soixantaine – est emmenée hors de la salle. La séance est filmée et les cassettes diffusées dans tout le pays. D'autres arrestations ont lieu. Les « traîtres » sont fusillés par les membres du cercle dirigeant invités à faire partie du peloton d'exécution.

Les éventuels opposants sont avertis. Saddam Hussein règne en despote et n'hésitera devant rien pour se maintenir au pouvoir. Ce qui explique sa longévité malgré ses erreurs politiques, comme la longue et meurtrière guerre contre l'Iran dans laquelle il lance son pays. Ou l'invasion du Koweït, suivie par la riposte américaine de la première guerre du Golfe, d'où son régime sort passablement affaibli. Le pays, soumis à douze ans d'embargo imposé par les Nations unies, en sort exsangue. Le régime est honni par les Kurdes déportés massivement et contre qui Saddam n'hésitera pas à utiliser des gaz toxiques, faisant plus de 5000 morts civils à Halabja.

Les chiites, majoritaires en Irak, sont persécutés. Leurs leaders sont assassinés et leurs sanctuaires de Nadjaf et Kerbala bombardés lors du soulèvement chiite de 1991. « Ce n'est pas que les Irakiens aient peur de parler, ils ont peur de penser », explique l'un d'entre eux. Le



ABD RABBO AMAR/BAL KIS PRESS/ABACA

**Saddam Hussein au sanctuaire d'Al Imam Ali, à Nadjaf, en 1998.**

Le délire de puissance de ce tyran sanguinaire le conduit à sa perte.

régime de Saddam Hussein peut être comparé à celui de Staline. Ce qui n'empêche pas les puissants de la terre de le fréquenter. C'est un pays riche en pétrole que l'on courtise.

En 1983, les États-Unis scellent un accord de coopération militaire avec Saddam Hussein qui est le seul à pouvoir s'opposer à l'Iran des mollahs. Donald Rumsfeld est alors venu en personne rencontrer le leader irakien à qui Washington fournit des milliards de dollars de crédits et d'équipements, y compris des souches biologiques, notam-

ment de la maladie du charbon (anthrax). De même, la France vend deux réacteurs nucléaires à Bagdad, dont celui d'Osirak, détruit par l'aviation israélienne, et fournit des avions Super Étendard très sophistiqués. En 1975, alors qu'il le reçoit à Versailles, Jacques Chirac, premier ministre de l'époque, assure Saddam Hussein de «son estime, sa considération et son affection».

### «Il perd pied avec la réalité dans les années 1990»

Le pouvoir du leader irakien repose sur la tribu de son village d'origine et sur le clan familial. Il place ses fils Oudaï et Koussai à des postes clés: l'un est à la tête des médias, l'autre dirige les nombreux services de sécurité intérieure. Ils

seront tués par les Américains en juillet 2003 à Mossoul. Les règlements de comptes n'épargnent pas la famille. Les deux gendres de Saddam, les frères Hussein et Saddam Kamel Al Madjid, font défection en

août 1995 en Jordanie. Le raïs dit leur pardonner et, à leur retour en Irak, les fait exécuter froidement.

Saddam Hussein est un leader sanguinaire et mégalomane. Il se rêve en héros du monde arabe, en Saladin des temps modernes. Son délire de puissance le conduit à sa perte. En 2003, à l'arrivée des chars américains, son régime s'effondre comme un château de cartes.

Un rapport du Pentagone de plus de 200 pa-

ges, intitulé *Étude sur les perspectives irakiennes, le point de vue du leadership de Saddam sur l'opération Iraqi Freedom*, révèle que le leader irakien était totalement hors du coup, coupé du monde et plongé dans un univers imaginaire. Jusqu'au dernier moment, il n'a pas cru à une attaque américaine, mais plutôt à un soulèvement chiite, ou à une agression de ses voisins iraniens ou turcs. En fait, le leader irakien pensait que Paris et Moscou arriveraient à bloquer les Américains aux Nations unies. Il était persuadé de la supériorité morale de ses troupes. Terrorisé, son entourage

n'osait le contredire ou lui montrer la réalité. De l'avis de son ancien vice-premier ministre, Tarek Aziz, «il a perdu pied avec la réalité dans les années 1990». Et son entourage a contribué à l'isoler en ne lui transmettant plus que de bonnes nouvelles. Son secrétaire donne comme instruction à ceux qui l'approchent: «Vous devez le rendre heureux.»

Jusqu'à la fin, il continue de recevoir des communiqués de triomphe et ses proches lui fournissent des documents tronqués sur des programmes de fabrication d'armements qui n'existent pas. À la veille de l'invasion américaine de mars 2003, Saddam Hussein ignore encore qu'il a déjà perdu la guerre. Le mythe de son invincibilité s'effondrera vite.

AGNÈS ROTIVEL

## Le Monde

Mercredi 3 janvier 2007

# L'exécution de Saddam Hussein est une faute

J'aurais aimé saluer dans le procès de Saddam Hussein une étape marquante de la démocratisation de l'Irak. Malheureusement, l'exécution de l'ex-dictateur irakien jette le trouble sur un événement qui aurait dû être positif pour la reconstruction de ce pays martyrisé. D'abord, il faut reconnaître avec satisfaction que Saddam Hussein a été jugé.

J'observe que le Haut Tribunal pénal est une instance irakienne, formée exclusivement de magistrats irakiens, dont les audiences sont publiques. Les experts et les observateurs disent, certainement à juste titre, que les débats ont été menés de manière brouillonne, dans une atmosphère qui manquait de sérénité. Trois avocats de la défense ont d'ailleurs été assassinés. Le fait que Saddam Hussein ait été jugé par un tribunal irakien est déjà un exploit en soi dans les circonstances dans lesquelles se trouve plongé le pays. Rappelons que l'Irak n'a fait la découverte que depuis quelques mois des élections libres, d'une Constitution librement consentie, d'un gouvernement de coalition, de la délibération parlementaire et d'une justice indépendante, mais surtout qu'il est le lieu d'une guerre civile particulièrement sanglante.

C'est aussi un exploit parce que l'accusé se trouve être celui qui a asservi ses conci-

## Nicolas Sarkozy

Président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP)

toyens par l'assassinat et la terreur pendant plus de trente ans, et dont se revendiquent encore les terroristes (je ne peux pour ma part appeler «résistants» ceux qui posent quotidiennement des bombes au milieu des civils).

J'aurais aimé saluer le fait qu'à travers ce procès hautement symbolique l'Etat irakien se soit approprié des éléments qui contribuent essentiellement à sa souveraineté, comme un système judiciaire indépendant et professionnel ou une police démocratique et intègre.

La condamnation à la peine capitale et l'exécution du condamné m'en empêchent. Je suis opposé à la peine de mort. C'est pour moi une question de principe. Je crois que le monde doit continuer à cheminer vers son abolition totale. Et, en l'occurrence, bien qu'il s'agisse d'un des grands criminels de l'Histoire, j'estime que l'Irak se serait grandi en n'exécutant pas celui qui l'a tant fait souffrir. Je souhaite ardemment la stabilisation de l'Irak. Mais, pour moi, la sta-

bilisation en profondeur de cette région passe par la promotion des valeurs démocratiques. Je déteste l'idée que certains peuples seraient condamnés à la violence au seul motif que cette violence s'inscrirait dans une tradition multiséculaire, voire millénaire. Et je considère comme une étape indispensable du processus de démocratisation de l'Irak l'abolition de la peine de mort.

Enfin, je déplore profondément que Saddam Hussein, le dictateur qui avait plus de sang sur les mains que quiconque au monde, n'ait pas eu à comparaître pour ses autres crimes. Je regrette que justice n'ait pas été rendue aux Kurdes, dont les souffrances ont été indicibles, et dont le massacre au gaz de 5 000 civils dans la bourgade d'Halabja en 1988 n'aura été qu'un événement atroce parmi de nombreux autres. Je regrette que justice n'ait pas été rendue aux chiïtes, qui subirent en 1991 une répression barbare de la part de la garde républicaine irakienne – d'ailleurs sous le regard impassible de la communauté internationale.

Il est difficile de réconcilier les différentes composantes d'un peuple au sortir d'une dictature. Mais cette tâche me paraît d'autant plus malaisée lorsque la lumière n'est pas faite sur le passé.

L'exécution de Saddam Hussein, le pire des hommes, est une faute. ■

# L'exécution de Saddam Hussein, sacrifice fondateur du nouvel Irak

Ils s'appellent Rizgan Amin, Ary Shaheen, Raed Juni. Ils sont magistrats et irakiens. Ils ont jugé Saddam Hussein et, conformément à la loi irakienne, ils l'ont condamné à mort. Ces hommes, quoi que l'on pense du procès et de sa conclusion, ont manifesté un courage physique et intellectuel peu commun ; ils ont affronté Saddam Hussein, sans fléchir, sous le regard des caméras, au péril de leur propre vie et de leur honneur. Longtemps, des tueurs à gages les guetteront, d'autres chercheront à les déshonorer en les qualifiant de laquais des États-Unis. Cependant, si l'on se fie aux images de ces juges entraperçus à la télévision, ils ne semblaient craindre personne et n'être à la solde de personne ; ces magistrats impassibles donnaient le sentiment de fonder un ordre nouveau, un état de droit.

Demain, après-demain plus probablement, les enfants irakiens apprendront-ils, dans leurs manuels scolaires, les noms de ces magistrats parmi les fondateurs d'une nouvelle république ? C'est possible, les guerres ont une fin, le pire n'est pas toujours certain, même en Irak. Le jour venu, les historiens s'attacheront à reconstruire une histoire de l'Irak, cohérente et linéaire : l'Irak comme colonie britannique, puis comme monarchie parlementaire, comme dictature puis comme république enfin. Dans cette histoire à venir, la mort du dictateur apparaîtra comme le sacrifice fondateur de la république nouvelle, comme la mort du roi en 1958 fut le sacrifice fondateur de la dictature. Certainement, les juges irakiens ont-ils songé, par-delà l'état de droit, à ce sang versé qui, dans toutes les civilisations, clôt une époque pour en ouvrir une autre ; par-delà le droit, il faut envisager que la mort de

Saddam fut pour ces juges une nécessité historique. Peut-être même, l'exécution de Saddam était-elle, en Irak, indispensable pour que les soldats de la guerre civile comprennent que les temps avaient vraiment, oui vraiment changé.

Par  
Guy Sorman \*



« Ce sang versé qui, dans toutes les civilisations, clôt une époque pour en ouvrir une autre »

Mais, en dehors de l'Irak, ces circonstances historiques et locales ont rarement ou jamais été prises en considération par les commentateurs. J'insisterai ici sur ceux, nombreux mais pas majoritaires dans l'opinion (d'après les sondages, la mort de Saddam est plutôt approuvée), en Europe et aux États-Unis, qui ont contesté le procès puis réprouvé l'exécution. Donc, le procès aurait été invalide parce que tenu en présence d'une armée étrangère. Le procès aurait été bâclé parce que Saddam n'a pas eu le temps de répondre de tous ses crimes. Le procès aurait dû être celui des gouvernements qui, naguère, ont armé Saddam Hussein, français, allemand, américain, saoudien... Le procès aurait dû se tenir devant une Cour internationale. Le procès a souffert d'imperfections juridiques qui, aux États-Unis, auraient conduit à son annulation, etc.

Eh bien, toutes ces critiques sont fondées. Sans plus. Car, nul ne conteste, les faits reprochés à Saddam

Hussein ; nul ne nie que 148 villageois ont été exécutés à Dujail parce qu'ils étaient chiites. Nul ne nie qu'il s'agissait bien là d'un génocide. Nul ne conteste que Saddam Hussein ait eu tout le loisir de se défendre en pu-

blic et ses avocats aussi.

Nul ne devrait donc contester que la seule tenue de ce procès dans l'Irak en guerre, malgré la présence des troupes étrangères, a été un spectaculaire progrès du droit, sans précédent dans le monde arabe !

Les Irakiens auraient-ils dû rechercher d'abord la perfection juridique ? Ou, malgré les conditions adverses, faire progresser l'état de droit ? C'est bien ainsi, et pas de manière plus théorique, que la question se posait à eux, réellement : le temps à Bagdad n'est pas celui des états d'âme.

Quant aux commentaires idéalistes en Europe et aux États-Unis, ils me font penser à cette citation de Charles Péguy : « *Les moralistes ont les mains blanches parce qu'ils n'ont pas de mains.* »

À vrai dire, tous les contempteurs du procès et de l'exécution de Saddam Hussein sont-ils des moralistes et ont-ils les mains aussi blanches ? Loin s'en faut. On repère dans ce camp quelques-uns chez qui la haine de George W. Bush, ou des États-Unis en général, est si vive que tout événement qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, pourra être accroché à Bush, est en soi condamnable.

Pour ces adversaires de l'intervention américaine en Irak (qui ont le droit de l'être et j'en fus dès le premier jour) et de toute intervention américaine dans les affaires du monde (là, je n'en suis pas), l'exécution de Saddam Hussein simplifie le débat : il ne leur est plus nécessaire de discuter du procès, il suffit de rappeler que, par principe, on est contre la peine de mort. La controverse s'éteint par une victoire du principe, non négociable, un passage en douceur de la réalité complexe vers la symbolique pure. Ainsi, à Paris, *Le Monde* bien-pensant proclame dans son éditorial du jour « *Nous sommes contre la peine de mort par principe* ». Comme un principe ne se négocie pas, oublions - n'est-ce pas - les circonstances en Irak et ces Irakiens compliqués.

À l'autre bout de la planète, dans un registre voisin, je dé-

couvre que le gouvernement de l'Argentine a publié un communiqué qui condamne l'exécution de Saddam Hussein « *au nom des droits de l'homme* », tout en condamnant les crimes commis par Saddam Hussein « *au nom des mêmes droits de l'homme* ».

Pour ce gouvernement qui ne s'était jamais intéressé à l'Irak aupa-

ravant (mais dont l'antiaméricanisme est un fonds de commerce), les droits de l'homme de Saddam Hussein sont donc équivalents à ceux de ses millions de victimes : étrange équivalence morale qui aurait placé sur un même niveau Staline et les victimes du goulag, Hitler et les victimes de l'Holocauste. Il est des cas où l'antiaméricanisme rend bête. (Si je voulais verser dans un argument facile, je rappellerais à ce gouvernement et à tous les adversaires vocaux de la peine de mort « *par principe* », qu'elle frappe au moins dix mille Chinois par an, généralement sans procès, sans avocat et que les exécutions se tiennent dans le silence assourdissant ; je suis bien seul à signer des pétitions sur ce sujet.)

Fallait-il exécuter Saddam Hussein ? Pour ma part, j'aurais préféré qu'il fût condamné à perpétuité à déterrer les morts des fosses communes et à les réinhumer de ses mains, conformément aux rites islamiques dont il se réclamait à la fin de sa vie. Mais je ne suis pas irakien ; ma famille n'a pas été exterminée par Saddam Hussein, je ne suis pas en guerre, je ne peux pas décider à la place des Irakiens. Avant de les juger et jauger depuis notre position confortable, essayons de les comprendre.

\* *Essayiste.*

# La justice des vainqueurs chiites

**S**addam Hussein est mort, mais tous les Irakiens ne s'en réjouissent pas. Au contraire, la manière dont les différents groupes ethniques et religieux ont réagi à son exécution est emblématique de la difficulté à maintenir la cohésion de l'Irak.

Pour la majorité chiite, longtemps violemment opprimée par Saddam Hussein et par tous les précédents régimes irakiens d'obéissance sunnite, la mort de Saddam symbolise leur conquête de l'hégémonie politique. Par ailleurs, leurs manifestations de liesse triomphalistes sont un rappel cruel de la manière dont les opprimés, une fois libérés, peuvent si facilement devenir des oppresseurs à leur tour.

Pour la minorité sunnite, écartée du pouvoir par l'invasion américaine et qui exprime sa frustration par des attaques quotidiennes contre la population chiite et ses lieux saints, Saddam restera un héros pour longtemps. Les Kurdes – qui, comme les chiites, ont subi les sévices de Saddam pendant des décennies – s'accrochent discrètement à leur indépendance de fait, tout en faisant ce qu'il faut pour s'assurer qu'ils ne seront plus jamais soumis à un régime arabe.

Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, qui représente la coalition chiite et kurde au pouvoir, a fait part de son espoir que l'exécution du dictateur permettra de surmonter les divisions sectaires. Mais même si ses paroles semblent sincères, la réalité mène vers la direction opposée, et les échanges verbaux injurieux au moment de l'exécution même n'aideront certainement pas à faire oublier qu'il s'agissait là de la justice des vainqueurs – pas des États-Unis, mais des chiites.

Ces événements n'augurent rien de bon pour l'avenir de ce que nous devrions nous habituer à nommer « l'ex-Irak ». À vrai dire, le débat actuel à Washington sur la stabilisation de l'Irak est déplacé parce qu'on ne peut pas stabiliser quelque chose qui n'existe plus – dans ce cas précis, l'Irak en tant qu'État souverain. Sous le couvert d'amendements constitutionnels inspirés par les États-Unis, la majorité chiite est parvenue à s'arroger un pouvoir quasi absolu.

C'est ainsi que ce qui semblait être pour Washington, il y a quel-

Par  
**Shlomo Avineri\***



« Le débat actuel à Washington sur la stabilisation de l'Irak est déplacé parce qu'on ne peut pas stabiliser quelque chose qui n'existe plus »

qués mois à peine, une transition réussie vers un gouvernement représentatif n'est plus qu'une farce : comme sous Saddam, l'autorité dépend du contrôle des armes. La différence est qu'aujourd'hui le gouvernement n'a plus le monopole de la violence. Chaque milice, chaque ministère, chaque faction politique chiite a ses propres armes, ses gros bras et escadrons de la mort. De leur côté, les sunnites continuent à se servir des stocks d'armes accumulés sous Saddam pour mener un combat d'arrière-garde contre le nouvel ordre, apparemment légitimé par les élections.

À l'exception d'une nouvelle dictature violente, aucune autorité n'est à même de rassembler les chiites, les sunnites et les Kurdes en une seule entité politique. Le rêve chimérique de l'administration américaine – démocratiser en une nuit une société profondément divisée et habituée à la violence et à la coercition – a libéré un terrifiant cortège de démons politiques.

Dans ces circonstances, le débat consécutif au rapport Baker-

Hamilton à Washington n'a que peu d'incidence sur l'avenir de l'Irak, bien qu'il reste essentiel à l'avenir du pouvoir, du prestige et du statut des États-Unis mêmes dans le monde. L'avenir de l'Irak sera décidé par les Irakiens, mais

par des balles et non des bulletins de vote. Les États-Unis et l'ensemble de la communauté internationale sont totalement impréparés à affronter la version moyen-orientale de la Yougoslavie et ses conséquences régionales. Et contrairement aux États issus de la dislocation de la Yougoslavie, qui pouvaient s'inspirer de l'Europe, l'absence d'un modèle démocratique arabe légitime rend plus ardue encore la mise en place d'un ordre démocratique.

Certains Européens, et d'autres, peuvent se gausser de l'échec des États-Unis en Irak, et de l'ineptie – ou pire – de leur politique désespérée suivant l'occupation. Et pourtant les raisons profondes de cet échec remontent bien plus loin, à la création de toutes pièces de l'Irak dans les années 1920 par les autorités impérialistes britanniques, qui rassemblèrent trois provinces disparates de l'Empire ottoman vaincu en un État qui n'a jamais eu d'identité cohérente.

C'est ainsi que la fondation même de l'Irak repose sur la « justice des vainqueurs » : l'Empire

britannique, après avoir vaincu les Ottomans, a donné le pouvoir aux Arabes sunnites dans un pays où ils étaient minoritaires. Aujourd'hui, cet arrangement se délite à la suite d'un nouveau cycle de « justice des vainqueurs ».

Les conséquences de ce réaménagement du pouvoir ne sont pas encore évidentes. Mais il est certain qu'un État irakien cohérent, qu'il soit unifié, fédéral ou confédéral, ne pourra émerger d'une société dont une partie considère à juste titre Saddam Hussein comme un dictateur sanguinaire, et dont une autre partie le révère comme héros et martyr.

Les guerres ont toujours des conséquences inattendues et des ironies cruelles. En Irak, il devient aujourd'hui apparent que certains États ne peuvent être sauvés sans être détruits.

*\* Ancien directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, professeur de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem.*

© Project Syndicate, 2006.

# U.S. death toll in Iraq hits 3,000

## Sophistication of insurgency makes soldiers' tasks riskier

By Lizette Alvarez  
and Andrew Lehren

Jordan Hess was the unlikeliest of soldiers.

He could bench-press 300 pounds, about 135 kilograms, and then go home and write poetry.

He learned the art of glass blowing and built a computer with only a magazine as his guide. Most recently, he fell in love with a woman from Brazil and took up digital photography, letting both sweep his heart away.

Specialist Hess, the seventh of eight children, was never keen on premonitions, but on Christmas Day, 2005, as his tight-knit family gathered on a beach for the weekend, he told each sibling and parent privately that he did not expect to come home from Iraq.

On Nov. 11, Hess, 26, freshly arrived in Iraq, was conducting a mission as the driver of an Abrams tank when an improvised explosive device, or IED, blew up. The blast was so powerful that it penetrated the 67-ton tank, flinging Hess against the top and critically injuring his spine. His four crew mates survived. For three weeks, Hess hung on at Brooke Army Medical Center in San Antonio, Texas, long enough to utter a few words to his loved ones and absorb all their kindness.

On Dec. 4, Hess slipped onto the ever-expanding list of American military fatalities in Iraq, which has increased by an average of more than three a day since Oct. 1, the highest three-month toll in two years. On Sunday, with the announcement of the death in Baghdad of Specialist Dustin Donica, 22, of Spring, Texas, the list reached the milestone of at least 3,000 deaths since the invasion in March 2003.

The number reflects how much more dangerous and muddled a soldier's job in Iraq has become in the face of a growing and increasingly sophisticated insurgency. Violence in the country is at an all-time high, according to a Pentagon report released last month. December was the third-deadliest month for American troops since the start of the war, with insurgents claiming the lives of 111 soldiers. October and November also witnessed a jump in casualties, 106 and 68 respectively, as American forces stepped up combat operations to try to stabilize Baghdad.

"It escalated while I was there," said Captain Scott Stanford, a National Guard officer who was a commander of a company in Ramadi for a year after arriving in June 2005. "When we left this June, it was completely unhinged. There was a huge increase in the suicide car bombs we had. The IEDs were bigger and more complex."

"And it was very tense before we left in terms of snipers," added Stanford, a member of the Iraq and Afghanistan Veterans of America.

"I don't know if there were more of them, or if they were getting better."

This spike in violence, which has been felt most profoundly by Iraqi civilians, has stoked feverish debate about the U.S. military's presence in Iraq. Many Democrats in Congress are urging a phased withdrawal from the country, but the administration of President George W. Bush is leaning toward deploying additional troops in 2007. If the conflict continues into March, the Iraq war will be the third-longest in American history, ranked behind the Vietnam War and the American Revolution.

Bush did not specifically acknowledge reaching the milestone of 3,000 American deaths, but a White House spokesman, Scott Stanzel, said that the president "grieves for each one that is lost" and would ensure that their sacrifice was not made in vain. The war on terror, Stanzel said, will be a long struggle.

Hess had volunteered for his mission to spare another soldier the danger of going outside the wire that day. Like so

from rural areas, soldiers so young they still held fresh memories of high-school football heroics and teenage escapades. Many men and women were in Iraq for the second or third time. Some were going on their fourth, fifth or sixth deployment.

But in other ways, the situation has changed in the past year.

Improvised explosive devices — the kind that killed Hess — have grown deadlier, despite concerted Pentagon efforts and billions of dollars spent trying to counteract them. Insurgents are now more adept at concealing bombs, booby-trapping them and powering them to penetrate well-armored vehicles.

They are also scattering more of them along countless roads, using myriad triggers and hiding spots. At the same time, Iraqis have grown less inclined to tip off soldiers to the presence of these bombs.

The toll of war has fallen most heavily this year on regular army soldiers, at least 544 of whom died in this group of 1,000, compared with 405 in the last group. This increase was the result of fewer National Guard soldiers and reservists being deployed to Iraq in 2006.

Considering the intensity of the violence in Iraq this year, it is remarkable that the casualty rate did not climb higher, analysts and officers say. Long-awaited improvements in body and vehicle armor have helped protect soldiers, and advances in battlefield medicine have saved many lives. New procedures, like leaving wounds open to prevent infection, and relaying soldiers to hospitals faster than ever, have kept more service members alive.

During World War II, 30 percent of all wounded soldiers died of their injuries, a number that dipped to 24 percent during the Vietnam War and then to 9 percent for the Iraq conflict. Though this is a positive development, it also means that more soldiers are coming home with life-changing wounds, including amputations and brain trauma.

More than 22,000 soldiers have been wounded in Iraq.

"There is no question that the number of dead should have been far higher," said Dr. William Winkenwerder, the assistant secretary of defense for health affairs, referring to the Iraqi conflict. "Some of these blast injuries are very powerful."

Bombs and bullets are not the only things that can kill soldiers; nearly 20 percent of those who die in Iraq do so outside of combat operations. Sometimes it is the hazard of driving too fast on badly rutted roads to avoid danger.

### December represented the third-deadliest month for U.S. troops since the start of the war.

many of his fallen comrades, he had become the victim of an inescapably dangerous roadside landscape.

"It was the type of injury you rarely recover from; in past wars you wouldn't have gotten out of theater," said his father, Bill Hess, a Boeing engineer and retired air force man. "So that was a blessing, that he could talk to us. He mouthed words, and we were able to say we loved him. There is a lot to be said for that."

In many ways, the third 1,000 men and women to die in Iraq faced the same unflinching challenge as the second 1,000 soldiers to die there — a dedicated and ruthless Iraqi insurgency that has exploited the power of roadside bombs to chilling effect. These bombs now cause about half of all American combat deaths and injuries in Iraq.

Over all, the casualty rate has remained relatively steady since last year, dipping only slightly. It took 14 months for the death toll to jump to 2,000 soldiers from 1,000. It took about two weeks longer than that for it to rise to 3,000 from 2,000, during the period covering Oct. 25, 2005, to this week.

"It is hugely frustrating, tragic and disappointing that we can't reduce the fatality rate," said Michael O'Hanlon, a military analyst for the Brookings Institution.

The service members who died during this latest period fit an unchanging profile. They were mostly white men

[iht.com/mideast](http://iht.com/mideast)

An interactive feature offers photographs of fallen soldiers, an analysis of casualty numbers and the stories of seven soldiers who were killed, as told by comrades who served with them.

Herald Tribune January 3, 2007

# Iraq to investigate chaos at execution

## Angry demonstrations are spreading after taunting of Saddam on gallows

By John F. Burns

**BAGHDAD:** With angry demonstrations spreading across Iraq's Sunni Arab heartland, the country's Shiite-led government said Tuesday that it had ordered an investigation into the disorderly scenes at the execution of Saddam Hussein, who was mocked and taunted by Shiite witnesses and guards as he stood on the gallows.

Iraqi officials said a three-member committee of the Interior Ministry would investigate scenes that have raised outrage among Saddam's Sunni Arab loyalists and widespread consternation elsewhere as video recordings of the execution have been broadcast around the world.

In Britain, the deputy prime minister said that the taunting and baiting of Saddam had been unacceptable and that the people responsible should be punished.

The Iraqi officials said the government wanted to know how some of those present at the hanging had been allowed to use cellphone cameras to record grainy images of Saddam as he endured the mockery from a group standing in front of the gallows. But the investigation would also ask why the hanging had been allowed to descend into scenes that some Sunni critics have described as a sectarian lynching, the officials said.

The government acted as a groundswell of angry protest spread through centers of Sunni population in central, western and northern Iraq. The protests, sporadic in the first 72 hours after the hanging, appeared to be building in numbers and intensity as Iraqi and U.S. troops relaxed the security cordons that had been thrown around some centers of diehard support for Saddam, including his hometown, Tikrit, and the nearby village of Awja, beside the Tigris River, where he was born.

There were demonstrations in countries outside Iraq as well, including Tunisia, Yemen and Turkey, as well as in the Palestinian territories.

Thousands of mourners flocked to Awja, where Saddam's body has been lying in a reception hall he built for local residents. The body, in a plain wood coffin draped in an Iraqi flag, has become a point of pilgrimage for loyalists, almost all Sunnis, from major centers like Baghdad, Mosul and Kirkuk, but also for Sunni tribesmen from communities far away in Iraq's southern desert. Many of those reaching Awja



Reuters

Protests of the execution were held in many places Tuesday, including Turkey.

have wept as they have filed past the coffin or shouted slogans of fealty of the kind that were universal in Iraq when Saddam was the country's unchallenged dictator.

"Maliki, you coward, you are an American agent!" cried one demonstrator in Tikrit, referring to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, who signed the order that hastened Saddam to the gallows. "Iran, out, out!" another man shouted, echoing the wave of anger among Sunnis at the rise to power in Baghdad of Shiite religious groups backed by Iran, including Maliki's party, Dawaa.

In Ad Dour, where Saddam was captured by U.S. troops in December 2003, townspeople built a three-story-high brick platform at the entry to one of the town's residential areas and adorned it with a portrait of Saddam in colored tiles of the kind that dominated street corners all over Iraq before he was overthrown.

Sami al-Askari, a Shiite who is a member of Parliament and was among those who attended the hanging, said by telephone that the investigation would be thorough and would involve questioning of all those present. At the time, officials said the group included about 25 people, including an official party of about 14 nominated by Maliki and others who included guards and 5 executioners.

"The committee will question everyone who was present at the execution

to ask what they saw there," Askari said. He said the role of those who used their cellphones to record the event would be one focus of the inquiry and the identification of those responsible for the taunts another. He said the worst sectarian taunts appeared to have come from one of the guards, whom he described as a poorly educated man with a thick Arabic accent, and not from the officials who attended the execution.

Controversy has escalated since the hanging was carried out at dawn on Saturday in an execution chamber in the northern Baghdad district of Khadamiya that was previously used for hundreds of hangings by Saddam's military intelligence agency. Anger has centered on the role of Maliki, a Shiite, in short-circuiting constitutional and legal processes to hasten Saddam to the gallows on the day when Iraq's Sunnis were beginning Id al-Adha, the annual four-day Feast of the Sacrifice, when devout Muslims slaughter sheep to honor Abraham's test of faith.

Many of the demonstrators have carried portraits of Saddam, and some fired automatic weapons in the air or slaughtered sheep in his name.

Consternation at the government's haste to carry out the death sentence passed on Saddam in November for crimes against humanity has been compounded among critics by the manner of the execution. Video images recorded

by cellphones have shown Saddam, with the noose around his neck, facing shouts of "Go to hell!" and taunts of "Moktada! Moktada! Moktada!" — in reference to the radical Shiite cleric Moktada al-Sadr, who has become a populist hero among many Shiites.

Askari, the member of Parliament, said the guard he identified as the worst verbal abuser of Saddam had shouted Sadr's name.

While there was much else on the videos that lent a degrading atmosphere to the hanging, including mocking interruptions of Saddam's last prayers as he waited for the trapdoor to open, it was the invocation of Sadr's name, more than anything, that caused fury among Iraqis of various faiths who saw it as emblematic of what they believe are the Maliki government's profoundly sectarian instincts. Death squads acting in Sadr's name have killed thousands of Iraqi Sunnis.

On the videos, which have been posted on numerous Web sites and relayed across Iraq via the country's new cellphone network, Saddam is shown standing solemnly on the gallows with his hands manacled behind his back. The taunts continued to the moment of the hanging and even afterward, as Saddam hung suspended from the rope.

Along with their fury at the treatment of Saddam, many Iraqi Sunni Arabs viewing the videos were pleased that the 69-year-old former ruler managed a sequence of terse ripostes to his tormentors. He told a senior government official who demanded that he express remorse for the suffering he had inflicted that he had nothing to apologize for,



having lived his life, as he put it, in the service of jihad, the Muslim's obligation to struggle against evil. To the chants of "Moktada," he replied, moments before he dropped through the trapdoor, "Is this how real men behave?"

Among those most incensed by what happened to Saddam in his final moments are U.S. officials in Baghdad and Washington, who had hoped that the execution would bring Iraqis to a point of closure over Saddam's role in Iraq's turbulent history. One report circulating among senior Iraqi officials Tuesday, which no U.S. official would confirm, was that the U.S. ambassador, Zalmay Khalilzad, had appealed in the last hours before the execution for a delay of 14 days to provide time for all

the constitutional and legal questions surrounding the hanging to be resolved, and for detailed planning of the execution to take place.

The U.S. concerns about the hanging have a sharply political edge, since the hanging has come to be seen, among Iraqis and others, as a metaphor for all that bedevils the U.S. enterprise in Iraq.

U.S. officials say privately that the Maliki government, by allowing the execution to be conducted as it did, signaled more powerfully than ever that it was unwilling or incapable of surmounting the deep sectarian divisions here.

The Americans have said in recent days that they feared that matters might get out of hand when Maliki, at midnight Friday, chose to rush the hanging

within hours rather than wait until after Id al-Adha.

In the end, these Americans have said, they decided that the U.S. role, once Maliki signed the execution order, should be limited to making sure Saddam was delivered securely to the execution site from the U.S. detention center where he had been held since his capture in December 2003.

According to the account given by the U.S. military command, the U.S. role ended when Saddam stepped off the Black Hawk helicopter that carried him to the Khadamiya prison at about 5:30 a.m. Saturday and was handed over to Iraqi officials. No Americans were present at the execution.

Saddam's execution ■ By Najmaldin Karim

## Justice, but no reckoning

WASHINGTON

**M**y personal battle with Saddam Hussein, which began in 1972 when I abandoned my medical career in Mosul, Iraq, and joined the Kurdish armed resistance, is at an end. To execute such a criminal, a man who reveled in his atrocities, is an act of justice.

The only issue for me is the timing — executing him now is both too late and too early. Too late, because had Saddam Hussein been removed from the scene many years ago, many lives would have been saved.

Killing Saddam now, however, for ordering the massacre at Dujail in 1982, means that he will not face justice for his greatest crimes: the so-called Anfal campaign against the Kurds in the late 1980s, the genocidal assault on the Marsh Arabs in the 1990s, and the slaughtering of the Shiite Arabs and Kurds who rose up against him, with American encouragement, in 1991.

The sight of a tyrant held to account, if only briefly, has been an important precedent for the Middle East. The shabby diplomacy that has allowed dictators to thrive is now discredited.

Sadly, however, we have not had full justice. Saddam Hussein did not confront the full horror of his crimes. Building on previous initiatives by Arab nationalist governments to persecute the Kurds, he turned ethnic engineering and murder into an industry in the 1970s.

Hundreds of thousands were evicted from their homes and murdered. Swaths of Kurdish countryside were emptied of their population, men, women and children taken to shallow graves and shot.

Initially, the United States backed those of us who took to the hills to save our lives and freedom, but in 1975 (and here is an irony) President Gerald Ford agreed to stop financing us in order to settle a border dispute between Iraq and Iran. As so many times since, human rights were no match for a desire to keep the oil flowing.

During the 1980s, entire towns, including Qala Diza in Iraqi Kurdistan and Qasr-i-Shirin in neighboring Iranian Kurdistan, were destroyed. To ensure that survivors would never return to their homes,

the mountains were laced with land mines. The widows and children were detained in settlements lacking fresh water and sewage disposal; these were called "mujammat" in Arabic, which translates, with all the dreadful implications, as "concentration areas."

While I escaped to America, my family was not so lucky. My brother-in-law and nephew were summarily executed. They never had anything remotely approaching a fair trial, never got to write a will, never got to say goodbye to my sister.

Saddam Hussein's trial shed new light on these tragic years. Documents came to light revealing that his regime coordinated with Turkey in its efforts to isolate Kurdish villages in 1988, in which he used

chemical weapons. This should lead to some important soul searching in Turkey.

But the failure to put Saddam Hussein on trial for the Anfal offensive itself will cheat us of learning the full details — of investigating whether the Turks suppressed evidence of Iraq's use of chemical weapons by preventing foreign doctors from seeing Kurdish refugees; of knowing the extent to which Saudi Arabia and Egypt may have aided Saddam Hussein's weapons production.

**K**urds aren't the only ones who will be cheated out of full reckoning. In 1991, as we all know, the retreating Iraqi army massacred Shiite Arabs as well as Kurds who had heeded President George H.W. Bush's call to overthrow the Baathist regime. According to the 2004 report of the Iraq Survey Group, the dictator used chemical weapons against Shiite Arab civilians in 1991. Without putting Saddam Hussein on trial for these offenses, or for his campaigns against the Marsh Arabs of the south, will we ever know what really happened?

For all the mistakes that the United States has made in Iraq — and I feel the betrayal of 1975 was the worst — I am a proud (naturalized) American because this country brought the murderous despot to trial. Still, it is a great shame that he will not be held accountable for all of his crimes, and a far greater tragedy that he was allowed, sometimes with American complicity, to commit them in the first place.

*Najmaldin Karim, a neurosurgeon, is the president of the Washington Kurdish Institute.*

January 2, 2007

Herald Tribune

# A university for Iraq, far from Baghdad's chaos

By Edward Wong

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
January 4, 2007

**SULAIMANIYA, Iraq:** It would be an ambitious project even in a Middle Eastern country not embroiled in war: Build an American-style university where classes are taught in English, teachers come from around the world and graduates compete for lucrative jobs in fields like business and computer science.

Yet some of the leading lights of Iraq's political and intellectual classes are doing exactly that, even as the bloodshed widens.

Their planned American University of Iraq is modeled on the famous private universities in Cairo and Beirut. The project's managers have a board of trustees; a business plan recently completed by McKinsey, the international consulting firm; three candidates for university president; and \$25 million, much of it in pledges from the U.S. government and Kurdish sources. To fulfill their dream, they need much more: \$200 million to \$250 million over 15 years, said Azzam Alwash, the board's executive secretary.

But if it does become a reality, the university will not be built in Baghdad, which for centuries was a beacon of learning in the Arab world.

Instead, it is slated for what is the most non-Iraqi part of Iraq.

The site is on a windswept hilltop along the outskirts of Sulaimaniya, the eastern capital of Iraqi Kurdistan, 240 kilometers, or 150 miles, north of Baghdad and far from the car bombs and death squads that are tearing apart the Arab regions of Iraq. Because of its relative safety so far, Kurdistan can more easily attract aid and reconstruction money.

With doctors, engineers, businesspeople, academics and students among the hundreds of thousands fleeing to neighboring countries or the West, the university raises hopes of stanching the country's enormous brain drain and pushing Iraq forward.

"You really need to develop the political elite of the future, the educated elite of the future," said Barham Salih, the project's Kurdish founder, a deputy prime minister who received a doctorate in statistics and computer modeling from Liverpool University in Britain,

and whose daughter attends Princeton University, in New Jersey. "The focus is also to stimulate reform in the Iraqi education system."

However, some Arab education officials in Baghdad, the capital, have argued that the university should be built there, not in a part of Iraq where secessionist ambitions are well known.

Baghdad first achieved fame for its schools and scholars during the Abbasid caliphate, which reached its height in the eighth century.

Even in the 20th century, before the Iran-Iraq war of the 1980s and international economic sanctions of the 1990s, students from the region flocked to Baghdad.

But because of security threats, many universities in Baghdad have been closed since October. Up to 150 employees of the Ministry of Higher Education were abducted by men in commando uniforms in mid-November. Jihadist groups have threatened to kill students on campuses.

So intellectuals like Kanan Makiya, the prominent former exile and writer who strongly advocated the U.S. invasion, say they plan to move their research projects to the American University. Makiya founded the Iraq Memory Foundation, an organization based in the fortified Green Zone in Baghdad that is documenting Saddam Hussein's atrocities.

"The problem is nobody can thrive in Baghdad anymore," said Makiya, who teaches Middle Eastern studies at Brandeis University, the only nonsectarian Jewish college in the United States, located outside Boston.

Makiya sits on the new university's board of trustees. "The north is much more stable, growing, prosperous," he said. "There is a sadness that we're being driven out of Baghdad."

The planners of the university intend for Makiya's documentary project to form the core of the humanities department. Alwash, an environmental scientist, has also said he will use the university as a base for his research project, which is focused on rejuvenating the southern marshlands.

Other prominent intellectual and political figures, many of whom supported the American invasion, are on the board. They include Fouad Ajami, a professor of Middle Eastern studies at Johns Hopkins University in Washington; and John Agresto, an education adviser in the Coalition Provisional Authority who, as he ended his tenure there in 2004, told a reporter he was "a neoconservative who's been mugged by reality."

The planners have sketched a rough schedule. Construction would start in the spring, and the first 15 to 30 students could begin a six-month intensive English course, to be taught in rented space here in Sulaimaniya, before they start a two-year master's program in business administration. The first class to earn bachelor's degrees would start in autumn 2008; the program would take five years, with the first devoted to the study of English, Alwash said.

Although the university has regional aspirations like its counterparts in Cairo and Beirut, the first undergraduate class would be mostly Iraqis, Alwash said, and a majority probably Kurds.

In the university's first five years, degree programs would focus on subjects that the board judges to be crucial to Iraq's development: business, petroleum engineering and computer science, for example.

"This has to have immediate practical consequences for the economy of



Iraq and the politics of Iraq," said Salih, the founder.

After five years, the university may add humanities degree programs.

"We want them to study the ideas of Locke, the ideas and writings of Paine and Madison," Alwash said. "We want them to understand what democracy is — not only majority rule, but also the rights of minorities. They should be well rounded."

Projected undergraduate enrollment is 1,000 students by 2011 and 5,000 by 2021. The numbers are small compared with the enrollment at Baghdad University, the country's flagship public university, which has 70,000 students. Sulaimaniya University here has about 12,000 students.

In total, about 475,000 Iraqis are pursuing college-level degrees across the country, in 21 public universities or colleges, 18 private ones and about 40 technical institutes, according to the U.S. Embassy.

Tuition at American University would be \$8,500 to \$10,000 a year, Alwash said. That places the university beyond the reach of the average middle-class Iraqi family. But Salih said the school planned to give loans and scholarships.

Zalmay Khalilzad, the U.S. ambassador and an alumnus of the university in Beirut, has promised that U.S. agencies will give the school \$10.5 million, possibly the largest donation by the United States to any single education project in Iraq, if officials approve the plan.

Khalilzad, a native Afghan, helped found the American University of Kabul after the U.S. military removed the Taliban from power in Afghanistan in 2001.

Some Kurds fear the Patriotic Union of Kurdistan, the governing party of eastern Kurdistan that is led by Talabani and Salih, could end up diverting money from the university for its own purposes. Among many Kurds, the main Kurdish parties have a reputation for corruption and authoritarian rule.

"I hope this will not just be party propaganda, because we need a real academic center for this society," said Asos Haddi, the editor in chief of a weekly newspaper here.

# The transformation of Saddam

By Hassan M. Fattah

**BEIRUT:** In the week since Saddam Hussein was hanged in an execution steeped in sectarian overtones, his public image in the Arab world, formerly that of a convicted dictator, has undergone a resurgence of admiration and awe.

On the streets, in newspapers and over the Internet, Saddam has re-emerged as a Sunni Arab hero who stood calm and composed as his Shiite executioners tormented and abused him.

"No one will ever forget the way in which Saddam was executed," remarked President Hosni Mubarak of Egypt in an interview with the Israeli newspaper Yediot Aharonot and re-published by the official Egyptian news agency. "They turned him into a martyr."

In Libya, a government official declared that Libya would erect a statue of Saddam near the site of a monument to Omar al Mukhtar, a Libyan national symbol who resisted the Italian invasion of Libya and was hanged by the Italians in 1931.

Here in Beirut, hundreds of members of Lebanon's Baath party and Palestinian activists marched Friday behind a symbolic coffin representing that of Saddam, praying for his soul. Photographs of Saddam standing up in court, against the backdrop of the Dome of the Rock mosque in Jerusalem were pasted on city walls, praising "Saddam the Martyr."

## Arab world declares his image cleansed

A banner across one major Beirut thoroughfare cursed "America and its spies."

"Our Condolences to the Nation for the Assassination of Saddam and Victory to the Iraqi Resistance," it read.

By standing up to the United States and its client government in Baghdad, and dying with seeming dignity far from the hole where he was captured, Saddam appears to have been virtually cleansed of his murderous past.

Just a month ago, Saddam, who ruled Iraq in a brutal 27-year reign of terror and destruction, was widely dismissed as a criminal who deserved the death penalty, even if his trial was seen as flawed. But shortly after his execution Saturday, when a video apparently filmed with a cellphone showed Shiite guards taunting Saddam and him responding calmly but firmly to them, many across the region began looking at him as a martyr.

"The Arab world has been devoid of pride for a long time," said Ahmad Mazin al-Shugairi, host of a television show on the Middle East Broadcasting Center, which promotes a moderate version of Islam in Saudi Arabia. "The way Saddam acted in court and just before he was executed, with dignity and no fear, struck a chord with Arabs who are desperate for their own leaders to have pride, too."

Ayman Safadi, editor in chief of the independent Jordanian daily Al Ghad, said: "The final scene for many was of Saddam taken out of a hole. That has all changed now."

At the heart of the surprising reversal of opinion is the contrast between the official video aired on Iraqi TV last Saturday, of Saddam taken to the gallows and fitted with a noose round his neck, and the grainy, shaky recording of Shiite militiamen taunting the deposed leader with his hands tied, telling Saddam to go to hell, praising the militant Shiite cleric Muktada al-Sadr and opening the trapdoor before Saddam had completed his prayer.

Far from a solemn proceeding by a dispassionate state, Saddam's execution has been framed as an act of sectarian vengeance shrouded in political theater and overseen by an American occupation that has resulted in little more than humiliation and tragedy for Iraqis.

"If Saddam had media planners he could not have planned it better than 'his,'" said Daoud Kuttab, an Arab media

critic and director of the online radio station Ammannet.net. "Nobody could ever have imagined that Saddam would have gone down with such dignity."

In the days since, writers and commentators have stopped short of eulogizing the dictator but looked right past his bloody history as they compared Iraq's current circumstances with Iraq under Saddam.

In Jordan, long a bastion of support for Saddam, many are lionizing him and decrying the timing of the execution and the taunts as part of a Sunni-Shiite conflict.

"Was it a coincidence that Israel, Iran

and the United States all welcomed Saddam's execution?" Hamadeh Faraneh, a newspaper columnist, wrote in the daily Al Rai. "Was it also a coincidence when Saddam said bravely in front of his tormentors, 'Long live the nation,' and that Palestine is Arab, then uttered the declaration of faith? His last words express his depths and what he died for."

Even the pro-Saudi media, normally critical of Saddam, chimed in.

In the pan-Arab daily Al Hayat, Bilal Khubbaiz, commenting on Iranian and Israeli praise of Saddam's execution, noted, "Saddam, as Iraq's ruler, was an Iron Curtain that prevented the Iranian influence from reaching into the Arab world" as well as "a formidable party in the Arab-Israeli conflict." And Zuhayr Qusaybati, also writing in Al Hayat, noted that Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki or Iraq "gave Saddam what he most wanted; he turned him into a martyr in the eyes of many Iraqis, who can now demand revenge."



Workers putting up a banner and poster in Tunis on Friday before a gathering to pay homage to Saddam Hussein. The banner reads, "Saddam the martyr, we will always follow your principles," and the poster includes an excerpt of the last poem he wrote.

January 4, 2007

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

# Iraq defends Saddam execution

## 'Not an insult,' Maliki aide says; guard at gallows held over video

By James Glanz

**BAGHDAD:** The Iraqi prime minister's office on Wednesday gave its first public defense of the way the government carried out the execution of Saddam Hussein, and said that Iraqi authorities had arrested a guard they believe recorded the moment in a macabre and unauthorized video that has generated a wave of revulsion around the world.

Iraqi officials sought to challenge the impression created by the video that Saddam, for all his brutal crimes, had behaved with far more dignity in his final minutes than his seemingly thuggish executioners.

The Iraqis also defended their decision to resist American pressure to delay the hanging until after a Muslim holiday, when remaining legal issues could be resolved.

"The execution operation has been mischaracterized for political purposes," said Sadiq al-Rikabi, an adviser to Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki who was present at the execution of Saddam. "What has happened is not an insult or degradation."

But even as Maliki's government tried to defend its actions, the U.S. military, which had held Saddam in custody until transferring him to the Iraqi authorities only minutes before he was hanged, sought to distance itself from any responsibility for the scenes revealed in the video.

"You know, if you're asking me, 'Would we have done things differently?' yes, we would have," Major General William Caldwell, an American military spokesman in Baghdad, said at a press briefing on Wednesday.

"But that's not our decision," Caldwell said. "That's an Iraqi government decision."

Caldwell said that the U.S. troops guarding Saddam had no choice but to turn him over to Iraqi officials, since Iraq had "legal custody" of the former dictator.

"We've only had physical custody of him, and so all we did is return physical custody of him back to the Iraqis, who've always had the legal custody of him," Caldwell said. "It's their system. They make those decisions."

He also described a very different scene at Saddam's departure from that at the American-run prison where he had been held. Caldwell said that Sad-



Getty Images-AFP

An image taken from unauthorized video footage shot by a guard using a cellphone and showing Saddam apparently speaking to those present at his execution Saturday.

dam had been "dignified, as always," and had thanked his American military guards for the way he had been treated.

The arrest of one of the guards, probably one of the men seen in the video wearing leather jackets and ski masks, also generated skepticism, with some officials suggesting that Iraq was seeking a low-level scapegoat to blame for the almost Gothic display of intimidation and death that the images depict.

Rikabi refused to name or otherwise characterize the guard who had been arrested other than to say that he was being held in Baghdad after an investigation had determined that he had shot the video with a cellphone camera.

"It is clear that it was only one person doing that filming, and he has been arrested," Rikabi said.

But Munkith al-Faroun, who was the prosecutor at Saddam's trial and present at the execution, has said that two of the 14 Iraqi officials and court representatives flown in by American helicopters to witness the event were openly filming it with cellphones.

When asked about Faroun's statements, Rikabi said, "I do not have this information."

The White House sought to distance President George W. Bush from the growing uproar over the execution.

"The president is focused on the new way forward in Iraq, so these issues are best addressed out of Iraq, out of Baghdad," Scott Stanzel, the deputy White House press secretary, said Wednesday.

Stanzel declined to discuss what role, if any, the White House had had in the

discussions leading up to the execution, but he said the administration had been kept informed of developments beforehand.

Stanzel said the president had not seen the video of Saddam on the gallows. Bush declined to respond when he was asked, after a Cabinet meeting Wednesday morning, whether he thought the execution had been "handled appropriately."

Maliki has made no public comment about the hanging.

On Tuesday, his top aides announced an investigation into the events, saying that a three-man Interior Ministry committee would look into the conduct of the execution.

Also on Tuesday, as the reaction to the unofficial video reached new heights in Iraq, American officials said that they had worked until the last hours of Saddam's life to persuade Maliki to delay the execution.

[Preparations are under way to execute two of Saddam's co-defendants in the next few days, but the details still must be worked out with the U.S. military, Iraqi media and a government official said Wednesday, according to The Associated Press in Baghdad.

[Saddam's half-brother Barzan Ibrahim al-Tikriti, a former intelligence chief, and Awad al-Bandar, the former chief justice of the Revolutionary Court, were originally scheduled to die with Saddam.

[But their execution was delayed until after Islam's Id al-Adha holiday, which ends Wednesday for Iraq's ma-

jority Shiites, marking the end of the annual pilgrimage to Mecca.]

A senior American official earlier said that Maliki had never fully explained his urgency in carrying out the death sentence, which was upheld last

Tuesday in an appeals court ruling that set off a 30-day countdown for executions to be carried out after a final appeal had been turned down.

But the prime minister gave one explanation that appeared to weigh heav-

ily on his mind, the American said, and that was his fear that Saddam might be the subject of an insurgent attempt to free him if the procedural wrangling over the execution were protracted.

## Le Monde

Dimanche 7 - Lundi 8 janvier 2007

# George Bush désigne l'équipe chargée de la « nouvelle stratégie » en Irak

A quelques jours d'un discours attendu sur l'Irak, le président américain a procédé à un vaste remaniement des directions du renseignement, de la diplomatie et de l'armée

NEW YORK  
CORRESPONDANT

**A**vant l'annonce très attendue, mercredi 10 janvier, de sa « nouvelle stratégie de victoire en Irak », le président américain George Bush a procédé à une série de nominations des hommes qui la conduiront. Lors d'une courte cérémonie, vendredi 5 janvier, à la Maison Blanche, il a annoncé que John Negroponte était nommé au poste de numéro deux du département d'Etat. Son remplaçant à la tête des services de renseignement sera le vice-amiral à la retraite Michael McConnell qui a dirigé dans les années 1990 la National Security Agency (NSA), l'agence américaine chargée des écoutes.

Le président a salué « la grande expérience, le jugement sûr et l'expertise sur l'Irak de John Negroponte qui en font un superbe choix comme secrétaire d'Etat adjoint ». Un peu plus tard dans la journée, le Pentago-

ne a confirmé le changement des deux principaux généraux qui dirigent les troupes en Irak.

L'amiral William Fallon, 62 ans, qui commande les forces américaines du Pacifique, va succéder au général John Abizaid, commandant du Commandement central (Centcom) qui a notamment sous sa responsabilité l'Irak et l'Afghanistan. L'amiral Fallon est le premier officier de marine à occuper cette fonction. Cela reflète notamment la volonté de Washington de contrer l'influence grandissante de l'Iran en mettant l'accent sur la puissance navale et aérienne.

### Manuel antiguérilla

Par ailleurs, le commandant sur le terrain des troupes américaines en Irak, le général George Casey, en désaccord avec la nouvelle stratégie de renforcement des effectifs, est remplacé par le général David Petraeus, 54 ans, et revient au département de la défense en tant que chef d'état-major de l'armée de terre.

Autant le départ du général Abizaid était anticipé, autant le remplacement du général Casey plusieurs mois avant la date prévue est clairement un choix politique. Son successeur, David Petraeus, dirige le Centre de l'armée de terre à Fort Lea-

venworth au Kansas. Il a supervisé l'entraînement des forces irakiennes et a commandé en Irak la 101<sup>e</sup> division aéroportée.

Il est surtout le co-auteur du nouveau manuel de 241 pages définissant la doctrine de l'armée américaine pour combattre une insurrection. David Petraeus a la réputation d'être l'un des généraux les plus habiles de l'armée, capable de mener des opérations de combat et dans le même temps de faire beaucoup d'efforts pour améliorer les conditions de vie de la population civile. La doctrine qu'il préconise consiste à « intégrer les opérations civiles et militaires ».

Pour lui, lutter contre une insurrection implique à la fois de reconstruire une société, protéger la population, renforcer la légitimité du gouvernement, entraîner l'armée nationale et combattre la guérilla. « Les insurgés gagnent en répandant le chaos et le désordre. Le gouvernement échoue s'il n'est pas capable de maintenir l'ordre partout. Perdre la légitimité morale revient à perdre la guerre ».

Il souligne dans son manuel qu'« une opération qui tue cinq insurgés est contre-productive si les dommages collatéraux conduisent au recrutement de cinquante autres ». Et d'ajouter : « Essayez de ne pas vous laisser entraîner dans une série de réactions pour tuer et capturer les insurgés. Une défection est mieux qu'une reddition, une reddition mieux qu'une capture et une capture mieux qu'un meurtre. »

Le personnel diplomatique est aussi concerné par la valse des nominations. L'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, Zalmay Khalilzad, devrait succéder à John Bolton comme ambassadeur à l'ONU. Né en Afghanistan, ce musulman sunnite de 55 ans est en poste à Bagdad depuis juin 2005. Son remplaçant devrait être le vétéran Ryan Crocker, aujourd'hui ambassadeur au Pakistan et qui a commencé sa carrière en Irak dans les années 1970. ■

ERIC LESER

### Pour les démocrates, « il est temps que la guerre se termine »

Les démocrates Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, et Harry Reid, chef de la majorité au Sénat, ont mis en garde le président George Bush contre un enlisement en Irak.

« Après près de quatre ans de combat, des milliers de victimes américaines et plus de 300 milliards de dollars, il est temps que la guerre se termine », ont-ils écrit dans une lettre rendue publique vendredi 5 janvier. « Le peuple américain a signifié lors des élections de novembre

[2006] qu'il ne croit pas que votre politique actuelle en Irak conduira au succès et que nous avons besoin d'un changement de direction pour le bien de nos troupes », ajoutent ces responsables. « Augmenter le nombre de soldats est une stratégie que vous avez déjà tentée et qui a déjà échoué (...), augmenter le nombre de troupes de combat va seulement mettre en péril plus d'Américains et demander un effort supplémentaire à notre armée (...) sans gain stratégique. » - (AFP.)

# SADDAM

## PORTRAITS D'UNE VIE DE FEU ET DE SANG

La mise à mort de Saddam Hussein, le 30 décembre 2006, prive l'Irak de l'examen des crimes les plus graves qu'il avait perpétrés tout au long de son règne – et dès même son ascension au pouvoir. Parcours photographique à rebours, des derniers instants de sa vie à sa jeunesse.  
ALAIN FRACHON

**Le Monde**  
6 janvier 2007



L'EXÉCUTION. Séquence de la télévision nationale irakienne Iraqiya montrant l'exécution par pendaison de Saddam Hussein à Bagdad, le 30 décembre 2006. Alors même que débute l'Aïd al-Adha, la fête la plus sacrée du calendrier musulman.

AL IRAQIYA TV / AFP. AL IRAQIYA TV / REUTERS

C'est comme s'ils avaient voulu ajouter encore un peu de violence, télévisée celle-là, à celle que connaissent les Irakiens depuis quarante ans; un peu comme si l'on avait voulu rester dans l'univers de celui que l'on pend ce samedi 30 décembre à l'aube, dans une caserne des renseignements militaires, dans le quartier chiïte d'Al-Qadimiya, au nord de Bagdad – un univers de brutalité absolue. Et la violence fut au rendez-vous de cette mise à mort scénarisée.

A peine diffusées sur cassettes et autres gadgets de l'ère électronique, les images de la pendaison de Saddam Hussein exacerbent le conflit qui ravage l'Irak depuis la chute du tyran le 9 avril 2003 et son arrestation le 13 décembre de la même année: sunnites d'un côté, contre chiïtes et Kurdes de l'autre. Dès qu'il s'empare du pouvoir (vice-président en 1969, président en 1979), Saddam gouverne avec les siens: les sunnites (un cinquième d'une population de quelque 26 millions d'habitants) et, dans une moindre mesure, les chrétiens. Il martyrise les deux autres grandes communautés du pays: les chiïtes (la majorité) et les Kurdes. Ceux-là hurlent leur joie à la scène saisie sur un portable équipé d'une caméra: épaisse corde au cou, bien ajustée par l'un des bourreaux masqués, le dictateur avance sur la trappe, visage décoloré, calme; la trappe s'ouvre dans un grand vacarme métallique. Saddam

tombe dans le vide; gros plan sur la tête du supplicié, pendu à bout de corde, du sang sur une joue, cou brisé, yeux grands ouverts.

Les sunnites voient dans la vidéo de la mise à mort la confirmation d'un «complot» ourdi contre eux. L'annonce de l'exécution de Saddam Hussein est suivie d'une série d'attentats perpétrés par des sunnites dans les quartiers chiïtes: quelque cent personnes vont payer de leur vie celle que l'on vient de prendre à leur héros. Il va falloir les venger, bien sûr; les milices chiïtes s'en chargeront, auxquelles répliqueront les sunnites, etc. Même mort et enterré, le 31 décembre dans son village natal d'Al-Ojah, à 180 km au nord de Bagdad, Saddam sème la terreur.

Il en avait fait l'arme d'un pouvoir exercé par la torture, les disparitions, les exécutions sommaires, les déplacements de populations, enfin le crime de masse. Il fut sans doute l'un des tyrans les plus sanguinaires de l'histoire de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Né le 28 avril 1937, dans une tribu sunnite, il adhère dès l'adolescence au parti Baas clandestin, une formation socialiste, laïque, prônant le nationalisme irakien et arabe. Au pouvoir depuis la fin des années 1960, Saddam Hussein profite du boom pétrolier de 1973 pour moderniser l'Irak, le rapprocher de l'URSS sans en faire un satellite, séduire nombre de pays occidentaux aussi, à commencer par la France, et même les Etats-Unis dans les années 1980.

Mais son règne est d'abord marqué par la guerre: de 1974 à 1975 contre les Kurdes d'Irak en quête d'autonomie sinon d'indépendance; contre l'Iran de l'ayatollah Khomeiny de 1980 à 1988, campagne qui coûte la vie à quelque 300 000 Irakiens et ruine le pays; contre ses Kurdes encore, avec l'opération dite «Al-Anfal» où l'arme chimique est employée et qui se solde par la mort de 180 000 personnes, au bas mot; contre le Koweït, envahi en août 1990 pour s'emparer du pétrole de l'émirat et «payer» sa guerre d'Iran...

Jusqu'à l'invasion du Koweït, en 1990, aucune des entreprises sanglantes de Saddam Hussein, même celles qui relèvent du crime contre l'humanité, ne suscite l'opprobre des Occidentaux. Chassé du Koweït par une coalition militaire menée par les Etats-Unis, Saddam ne s'en remettra pas. Il martyrise encore les Kurdes et les chiïtes, massacrés dans le sud du pays, mais l'Irak est sous souveraineté limitée, sous tutelle onusienne et embargo international. C'est un pays exsangue que les Etats-Unis vont déstabiliser un peu plus en l'envahissant début 2003, au nom d'un double mensonge: un prétendu arsenal d'armes de destruction massive et de supposés liens avec les islamistes d'Al-Qaïda. Le reste de l'histoire est connu et tient en un mot: la violence, toujours la violence, avec ou sans Saddam Hussein. ■

# Les massacres des Kurdes jugés sans Saddam Hussein

IRAK - L'audience consacrée aux massacres de 182 000 Kurdes s'est ouverte sans la présence du principal accusé qui, ainsi, ne témoignera pas du rôle de ses complices occidentaux.

9 JANVIER 2007

L'Humanité

C'est sans le principal accusé, Saddam Hussein, que s'est ouverte hier la 34<sup>e</sup> audience du procès sur l'opération « Anfal » (1987-1988) qui aurait provoqué la mort de 182 000 civils kurdes. Lors de sa première comparution, le 21 août 2006, l'ancien chef d'État irakien a refusé de plaider « coupable ou non coupable », comme le lui avait demandé le président du tribunal, et ce, avant de décider de boycotter les audiences suivantes. « Quand j'ai tenté de faire éclater la vérité, vous ne m'avez pas donné la chance de le faire, je ne peux plus le supporter », écrivait Saddam Hussein à l'intention du juge Mohammed Oreibi Al Khalifa du Haut Tribunal pénal irakien au tout début du mois de décembre. Il ne savait pas encore que la cour irakienne allait confirmer sa condamnation à mort et qu'il allait être exécuté avant la fin de l'année 2006.

## CONTEXTE DE CETTE 35<sup>e</sup> AUDIENCE

L'ouverture de cette 35<sup>e</sup> audience intervient dans un contexte encore marqué par le tollé international provoqué par la manière dont Sad-

dam Hussein a été exécuté. Faisant fi des protestations émises tant par des ONG, dont Human Right Watch, que par des gouvernements, la justice irakienne a ainsi décidé de poursuivre les procès intentés aux anciens dirigeants du régime de Saddam. Pis : Abdelaziz Hakim, dirigeants de l'Alliance unifiée irakienne (chiite) a adressé une lettre au premier ministre Nouri Al Maliki lui demandant « d'accélérer l'exécution des criminels condamnés à mort », en particulier Barzan Al Tikriti, demi-frère de Saddam et Awad Al Bandar, qui devaient être pendus en même temps que l'ex-dictateur irakien et dont l'exécution a été ajournée à une date ultérieure. Et « à continuer à appliquer la justice contre les futurs condamnés ».

Hier, en l'absence de Saddam, seuls donc, Ali Hassan Al Madjid, dit Ali le Chimique, qui avait organisé et commandé l'opération « Anfal », et cinq autres dirigeants du régime baasiste, étaient présents dans le box des accusés pour répondre des massacres perpétrés contre le peuple kurde. Assis, derrière une chaise vide, celle que devait occuper Saddam Hus-

sein, ils ont écouté sans broncher un enregistrement sonore de l'ancien dictateur évoquant l'utilisation de l'arme chimique contre ses adversaires kurdes. « Je prendrai la responsabilité d'utiliser l'arme chimique [...] dans un endroit peuplé pour qu'elle fasse le plus de dégâts possibles », déclarait l'ancien président irakien avant d'ajouter qu'il fallait « chasser le peuple kurde vers d'autres provinces et d'autres pays [...], mettre fin à la nationalité kurde, faire cesser les actes des saboteurs kurdes ».

## UN DOCUMENT SIGNÉ PAR SADDAM HUSSEIN

L'accusation a, de plus, produit un document signé par Saddam Hussein accordant les pleins pouvoirs à Ali le Chimique dans la « région nord » de l'Irak (le Kurdistan). Elle a également diffusé une vidéo montrant Ali le Chimique en uniforme déclarant au cours d'une cérémonie militaire : « Je les attaquerai avec des armes chimiques. » Puis des images des victimes – des femmes et des enfants – des bombarde-

ments à l'arme chimique. « Regardez ces enfants à la peau brûlée. Sont-ils des saboteurs, les agents de l'Iran », s'est écrié le procureur à l'adresse d'Ali Hassan Al Madjid. Autant de preuves accablantes pour les accusés qui risquent la peine de mort.

Reste qu'au cours de ces 35 audiences, l'accusation n'a à aucun moment pointé le doigt sur la responsabilité des pays ayant soutenu, équipé militairement et couvert le régime de Saddam et celle des entreprises, comme

l'américain Bechtel, lui ayant permis de se doter d'armes sophistiquées. L'Irak, alors en guerre contre l'Iran, était soutenu par toutes les puissances occidentales, États-Unis et France en tête. Et en 1988, quand a été révélé le gazage de la population civile de Halabja (5 000 morts), Washington s'est empressé de disculper Bagdad pour accuser Téhéran. Tandis que Paris, Londres et Berlin se distinguaient par un silence complice. Aujourd'hui, pour se donner bonne conscience, il est de bon ton d'accuser leur ancien protégé irakien et de lui faire endosser tous les crimes.

Hassane Zerrouky

## Ali, « le chimiste » du régime

Proche de Saddam, il est l'un des chefs d'orchestre de l'opération « Anfal » qui a coûté la vie à des milliers de Kurdes. Portrait.

Né en 1941 à Tikrit, Ali Hassan Al Madjid, cousin de Saddam Hussein, figurait en cinquième position sur la liste des 55 dirigeants irakiens recherchés par les forces d'occupation américaines après la chute de Bagdad en avril 2003. Arrêté le 21 août 2003, il est accusé d'avoir mis au point l'opération « Anfal » (1987-1988) dirigée contre l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, alors allié à l'Iran en guerre contre l'Irak de Saddam.

Doté des pleins pouvoirs par Saddam Hussein, il a dirigé l'opération

« Anfal » (du nom d'un verset du Coran autorisant le pillage des biens des infidèles) qui a vu près de 2 000 villages kurdes bombardés par l'aviation irakienne et au cours de laquelle il a ordonné le gazage de la localité de Halabja, alors que les forces iraniennes s'en étaient retirées.

En dépit de ce crime qui a provoqué la mort de 5 000 civils, les Occidentaux, Washington en tête, alliés alors de l'Irak, ne souhaitaient pas une condamnation de Bagdad. Ce n'est qu'après la fin de la guerre contre l'Iran, après que Saddam eut fait le sale boulot, que son régime fut

ouvertement accusé de crimes contre l'humanité.

Avant cela Ali Hassan Al Madjid avait été promu ministre de la Défense, avant d'être nommé en 1991 par Saddam « gouverneur de la 19<sup>e</sup> province », à savoir le Koweït occupé par l'Irak. Quelques années plus tard, en 1999, il a fait fusiller des milliers de chiites – on évoque le chiffre de 120 000 personnes passées par les armes dans le Sud irakien – après les révoltes provoquées par l'assassinat de l'ayatollah Sadek Al Sadr, père de Moktada Sadr, chef de l'armée du Mahdi.

H.Z.

# Iran actually is short of oil

BALTIMORE

Iran has ensnared itself in a petroleum crisis that could drive its oil exports to zero by 2015. While Iran has the third-largest oil reserves in the world, its exports may be shrinking by 10 to 12 percent per year. How can this be happening?

Heavy industry infrastructure must be maintained to remain productive. This is especially so for oil, because each oil well's output declines slightly every year. If new wells are not drilled to offset natural decline, production will fall.

This is what is happening in Iran, which has failed to reinvest in new production. Why?

For the mullahs, the short-run political return on investment in oil production is zero. They are reluctant to wait the 4 to 6 years it takes for a drilling investment to yield revenue. So rather than reinvest to refresh production, the Islamic Republic starves its petroleum sector, diverting oil profits to a vast, inefficient welfare state.

Employment in the loss-making state-supported firms of this welfare state is essential to the regime's political survival.

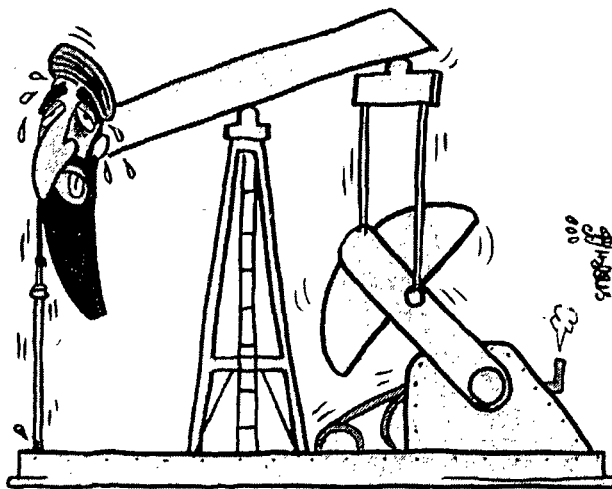
Another threat to exports is the growth in domestic demand. Iranian oil demand is not just growing, it's exploding, driven by a subsidized gasoline price of about 9 cents a liter. This has created a 6 percent growth in demand, the highest in the world.

So Iran burns its candle at both ends, producing less and less while consuming more and more.

Absent some change in Iranian policy, a rapid decline in exports seems likely. Policy gridlock and a Soviet-style command economy make practical problem-solving almost impossible.

The regime could help itself by making it easier for foreign firms to invest in new production. Remarkably, it has not done this even though the decline in exports, which provide more than 70 percent of state revenue, directly threatens its survival.

While signs of a petroleum crisis in Iran, are numerous, neither the Bush administration nor its critics have recognized them.



Even Iran's nuclear power program, dismissed by the U.S. administration as a foil for weapons development, is a symptom of petro-collapse.

The U.S. administration claims that a state as petroleum-rich as Iran cannot need nuclear power to meet its energy needs. Yet while Iran is guilty of deception about its nuclear program, it should not be inferred that all Iranian claims are false. Iran may need nuclear power as badly as it claims.

Most Iranian electric power generation is by oil or gas. Cheaper power from Iran's new Russian reactor will leave more oil for export. Rebuilding Iran's aging gas-powered generators may not be much cheaper than building a new nuclear reactor. But Russia sells reactors to Iran on the cheap in an indirect subsidy to the regime.

Investment in Iran has become so unattractive that even energy-desperate states have quit trying. Japan's Inpex, for example, just abandoned a seven-

year negotiation for the Azadegan field. Had Iran been a better negotiating partner, Azadegan oil would be flowing today.

Refinery leakage exemplifies all that is wrong with the Iranian petroleum sector. According to the state-run Iran Daily, leaks account for 6 percent of total production, yet go unattended.

This colossal revenue loss persists due to the Soviet-style logic of Iran's state-planned economy. Subsidized energy prices force the state oil firm to sell at a loss to the domestic market. Therefore, while Iran could gain billions by fixing the leaks, the state oil firm would be worse off because the maintenance would generate no new revenue. Thus oil and money simply seep into the ground.

For a world rattled by President Mahmoud Ahmadinejad's bellicosity, Iran's petroleum problems sound like good news. The UN Security Council's newfound willingness to confront Iran over weapons development also seems a welcome sign.

Yet the economic damage Iran inflicts on itself is far worse than anything the meaningless UN sanctions could accomplish. Sanctions might actually worsen the position of Iran's adversaries if Tehran were to succeed in portraying them as the cause of its economic woes.

The mullahs are doing a good job of destroying Iran's economy. They should be left alone to complete their work. Attacking Iran would allow the regime to escape responsibility for the economic disaster it created. Worse, an attack could unite Iran behind the clerical terror-sponsors whose grasp on power may be slipping. For these reasons, the best policy towards Iran may be to do nothing at all.

Roger Stern is an economic geographer and national security analyst in the Department of Geography and Environmental Engineering at Johns Hopkins University. This column is adapted from his recent article, "The Iranian petroleum crisis and United States national security," published in the Proceedings of the National Academy of Sciences.

## Le Monde

Mardi 9 janvier 2007

### IRAK

## Nouri Al-Maliki condamne les critiques sur l'exécution de Saddam Hussein

ALORS que le procès pour « génocide » contre les Kurdes a repris, lundi 8 janvier à Bagdad, en l'absence de son principal accusé, Saddam Hussein, les circonstances de l'exécution par pendaison, le 30 décembre, de l'ancien dictateur irakien continuent d'attiser la polémique. La diffusion, sur Internet, d'une vidéo pirate révélant que l'un des gardes a insulté le condamné à mort, tout en clamant le nom du leader chiïte Moqtada Al-Sadr, a déclenché l'indignation de la communauté internationale, et notamment des pays arabes.

Face au tollé, le président américain, George Bush, a lui-même estimé que l'exécution aurait dû être menée de « manière plus digne ». Critiqué pour son silence, le premier ministre britannique, Tony Blair, est finalement sorti de sa réserve, dimanche, jugeant les conditions de l'exécution « totalement inadéquates ». Quelques heures plus tôt, son principal rival et probable successeur, le ministre des finances, Gordon Brown, avait condamné sans détours les circonstances « déplorables » de la pendaison de Saddam Hussein. « Même ceux qui sont, comme moi, favorable à la peine de mort ont trouvé [cette exécution] totalement inacceptable, a-t-il déclaré sur la chaîne de télévision BBC. Elle n'a rien fait pour atténuer les tensions communautaires entre chiïtes et sunnites. »

### « Un juste procès »

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à suspendre l'exécution

du demi-frère de Saddam Hussein et ancien chef des services secret, Barzan Al-Tikriti, ainsi que de l'ancien président du tribunal révolutionnaire Awad Al-Bander, condamnés à mort avec l'ancien raïs pour la tuerie de 148 chiïtes du village de Doujaïl en 1982. Leur exécution, annoncée comme imminente après celle de Saddam Hussein, a été retardée sans plus de précision de la part des autorités irakiennes. « Le secrétaire général a fortement pressé le gouvernement irakien à suspendre [leurs] exécutions », a indiqué, samedi, un communiqué de l'ONU. Le chef de cabinet de M. Ban, Vijay Nambiar, a envoyé une lettre au représentant irakien aux Nations unies évoquant « les positions du secrétaire général selon lesquelles tous les membres de la communauté internationale doivent respecter tous les aspects du droit humanitaire international et des droits de l'homme ».

A Bagdad, le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a rejeté en bloc ces criti-



ques. Au cours d'une cérémonie officielle, dans sa première réaction publique à l'exécution de Saddam Hussein, il a souligné, samedi, que « l'exécution du despote n'était pas une décision politique, comme l'affirment les ennemis du peuple irakien ». Cette décision, a estimé M. Maliki, « a été

appliquée après un juste procès, que le dictateur ne méritait pas ». Le premier ministre irakien a violemment « rejeté et condamné les réactions, officielles ou à travers les médias, de certains gouvernements ». L'Irak pourrait « revoir » ses relations avec les Etats qui ont « fait un affront aux

familles des victimes », a-t-il menacé, en ajoutant : « Nous continuerons à appliquer la justice contre ceux qui ont abusé du peuple irakien et qui ont le sang d'innocents sur les mains. » - (AFP, Reuters.) ■

THE  TIMES

January 9 2007

# Saddam speaks from beyond grave to give orders on genocide

► Chemical attacks ordered on crowds

► Hanging may play into defence's hands

Ned Parker  
Baghdad

Saddam Hussein spoke from beyond the grave yesterday as prosecutors played a purported audiotape of his voice during the stalled genocide trial of Iraqi Kurds, which resumed in the absence of the hanged dictator.

The seat occupied by Saddam for 15 months remained empty, as six other defendants took their place in the courtroom.

At the opening of the session, Judge Muhammad al-Oreibi al-Khalifa announced that the court had dropped all charges against Saddam over the 1987-88 military campaign against the Kurds.

Saddam was on trial for genocide, war crimes and crimes against humanity over his offensive, named Anfal (the spoils of war), which prosecutors claimed killed 182,000 people. But his execution on December 30 for ordering the deaths of 148 Shias from the village of Dujail in the 1980s brought an end to the case against Saddam over Anfal.

The charges were dropped under a 1971 Iraqi law that terminated cases against a person who had died, said Ahmed Shames, an official from the office of the Prime Minister, Nouri al-Maliki. Two co-defendants in the Dujail case are still awaiting their trip to the gallows. Yesterday the

chief prosecutor, Munqith al-Faroon, a witness to Saddam's death, played an audiotape in which, he said, the dictator gave approval for using chemical weapons in places crowded with Kurds.

"I will take responsibility for using the chemical weapons. No one can direct the strike without my approval," the purported voice of Saddam was heard saying. "It is better to use this weapon in crowded places to be effective on as many people as possible.

"We have to remove the Kurdish people to other governorates and countries, to end the Kurdish nationality and to stop saboteurs' acts. We have to allow them to live and work in Tikrit so that they will become Arabs."

Mr al-Faroon said the tape demonstrated that Saddam's regime was carrying out a campaign to annihilate the Kurds.

## 50,000 to 100,000

killed in the Anfal campaign  
Source: Human Rights Watch

He did not reveal when the tape was recorded or to whom Saddam was speaking.

The attention in the Anfal trial now shifts to Saddam's first cousin, Ali Hassan al-Majid, who earned the name "Chemical Ali" for using chemical weapons as he led the 1987-88 campaign against the Kurds. Al-Majid, like Saddam, has also been charged with genocide, while the five remaining co-accused are being prosecuted for war crimes and crimes

against humanity. During yesterday's session Mr al-Faroon presented a video clip that he claimed showed al-Majid plotting chemical attacks.

"I will attack them with chemical weapons," al-Majid was heard shouting twice in the video, which also showed pictures of children and women killed by chemical weapons.

In the footage al-Majid, in military uniform, expressed disdain for world reaction to Iraq's brutal offensive against the Kurds. "To hell with the international community," he shouted. When the video was played, al-Majid, now a frail, ageing man who walks with a cane, stayed silent.

Some worry that Saddam's speedy death will knock holes in the prosecution's case against the remaining defendants. On issues such as responsibility for mass executions and the use of chemical weapons, the defendants can now refer all questions to Saddam.

"If I were Ali Hassan al-Majid, I'd say I had nothing to do with that, go ask Saddam Hussein," said Joost Hiltermann, of the think-tank International Crisis Group.

Kurds seemed to have lost interest yesterday in the trial that had been their passion when Saddam was alive.

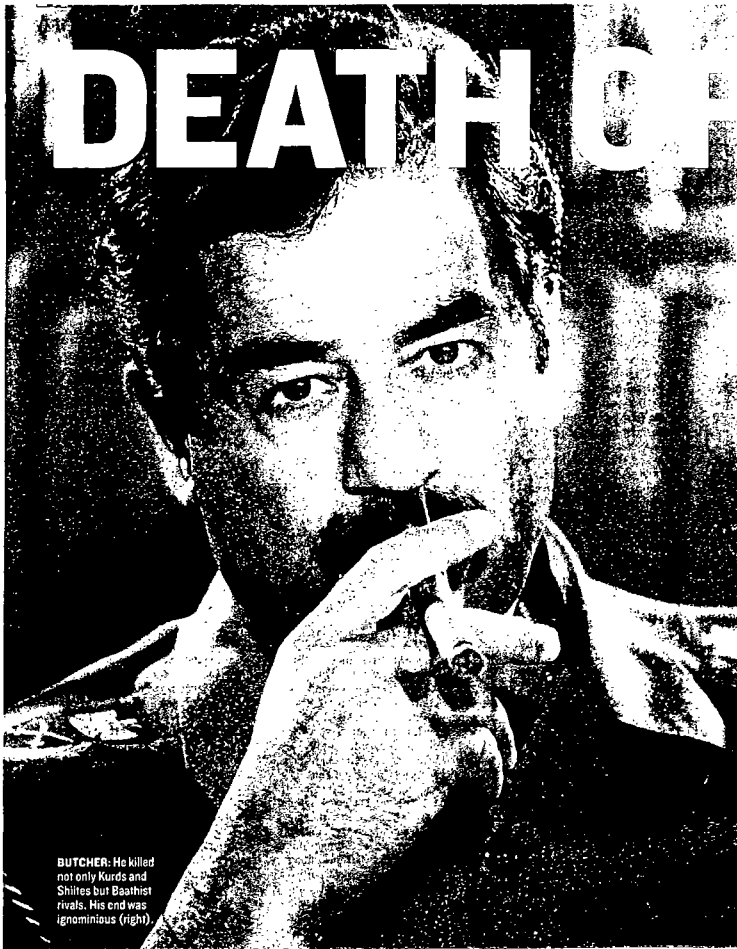
"I lost my brother in Anfal. I was watching the trial, but I wanted to see Saddam die at the end of Anfal trial. Now I don't want to watch it," said Nasireen Ahmed, 43, in the northern city of Kirkuk.



Ali Hassan al-Majid led the 1987-88 campaign against Kurds

**Newsweek**

JANUARY 8, 2007



**BUTCHER:** He killed not only Kurds and Shiites but Baathist rivals. His end was ignominious (right)

# DEATH OF A TYRANT

BY CHRISTOPHER DICKEY

PRESIDENT GEORGE W. BUSH WAS SLEEPING at 9 p.m. at his ranch in Crawford, Texas, when Saddam Hussein's body plunged through the trapdoor of a gallows in Kadhimiya Prison on the outskirts of Baghdad. It was dawn in the Iraqi capital, and the 69-year-old Butcher of Baghdad wore no blindfold. He had carried a Qur'an for the last few steps before his death, looking uncertain, even afraid, according to one of the witnesses close to him, hut mouthing words of defiance. He sneered at Shiite guards—the warlord Moqtada al-Sadr's men, by one account. He praised God and, as he neared the gallows, proclaimed, "Iraq without me is nothing."





Like the war that overthrew him in 2003, the hanging of Saddam Hussein did not turn out as planned. Instead of a study in modern justice, the tyrant's end looked more like the result of a sectarian show trial. From Crawford, the only comment was a muted, written statement: no proclamation of "mission accomplished," just of "an important milestone" after "a difficult year for the Iraqi people and for our troops." The best that could be said was that the trial was fairer than those Saddam gave his many enemies.

Saddam Hussein's savage totalitarian rule lasted more than three decades. Torture and murder were his métiers, both practiced without evident remorse or the slightest regret. (Telling a joke about Saddam was a capital crime in his Iraq.) His arrogance led him to disastrous misjudgments. He launched a war against Iran that lasted eight years, and one against Kuwait that ended with his humiliating defeat in Desert Storm. He dreamed of imposing himself on the region with weapons of mass destruction, and acted as though he had them even when he didn't. He kept his distance from Al Qaeda, but aided and abetted many other terrorist groups. And he annihilated would-be rebels—along with their extended families—killing tens of thousands of Shiites and Kurds with guns, bombs, chemical weapons: whatever worked. If the evil that men do lives after them,

**LICENSE TO KILL:** With America's blessings for his war against Iran, he could shrug off critics at a 1980 Arab summit. In 1998 he celebrated his 61st birthday with a bang.

then Saddam Hussein will long endure.

But the much more complicated question for now and for the future concerns the "good" he achieved, which may well have been interred with his regime. At a terrible cost, but with ruthless efficacy, he kept Iraq unified and provided a critical balance of power against Iran. If the Middle East is to be stabilized, and American long-term interests protected, those goals are still critically important.

So as Bush searches for ways to extricate

rent Iraqi government so it can sustain itself without the backing of 140,000 U.S. troops. According to a senior Bush aide who declined to be named while discussing internal deliberations, the administration's new strategy for doing so, likely to be announced next week, will involve three pillars: a temporary surge of more troops, more money for jobs and reconstruction, and an attempt to broaden political support for plodding Prime Minister Nuri al-Maliki.

But the confusion that surrounded Saddam's execution suggests just how complicated the task will be, and how little care Maliki takes to disguise the sectarian leanings of his Shiite-dominated government. After Saddam's last appeal was rejected, Maliki reportedly told the families of some of his victims that any hesitation about hanging him would be insulting. "Our respect for human rights requires us to execute

him," Maliki said, "and there will be no review or delay in carrying out the sentence." As one of Maliki's top aides told NEWSWEEK privately, the prime minister's "vision for reconciliation doesn't include those who would support Saddam Hussein in any way."

Instead of working for the broad sense of healing other societies emerging from repression and war have sought, the Maliki government took a proprietary view of the suffering Saddam inflicted—as if only its supporters had felt his cruelty. During a deeply flawed trial, judges deemed too lenient were fired or pressured to resign, and three of Saddam's defense lawyers were murdered. He was finally hanged for order-

## At a Baath Party congress, he charged dozens of rivals with treason. One by one they were led to execution.

the United States from the increasingly unpopular war in Iraq, which has now cost almost 3,000 American lives and drains more than \$2 billion a week from U.S. coffers, little is gained from Saddam's demise. The challenge was not how to eliminate him: he ceased to be a factor when he was dragged out of a "spider hole" three years ago. The problem remains how to replace him.

Bush and his national-security team no longer talk about transforming the Middle East, merely about strengthening the cur-

ing the killing of 148 Shiite men and boys in the town of Dujail in 1982 after members of Maliki's Dawa Party, which was then a clandestine terrorist organization, tried to assassinate him. The Kurds still want their day in court: Saddam massacred tens of thousands of them in a genocidal campaign that included an infamous poison-gas attack on the town of Halabjah in 1988. His fellow Sunnis and Baath Party rivals, slaughtered on his orders and even by his own hand, are not even the subject of a court case.



Washington has never had a very deep understanding of Iraq's leaders. The Bush administration was so focused on the threat that Saddam's weapons of mass destruction might pose that it brushed aside the idea he might be bluffing. (Saddam's motivation? The threat of poison gas and biological agents could deter rebels and keep Iran at bay.) The Americans vastly overestimated the support exiled politicians would receive after returning to Iraq. They also underestimated the influence of religious leaders like Ayatollah Ali al-Sistani, and failed to understand how sectarian Iraq's politics would become once elections were held.

After Saddam's brutally effective tyranny, any democracy might look feckless. But there has been such chaos since the dictator's fall that it's now common to hear Iraqis yearn for the order imposed by his strong-arm rule. Even some Americans share that sentiment. "I feel like we should let Saddam out of jail and say, 'Sorry, we didn't realize you were so brutal because you had to be,'" a member of a U.S. Special Operations unit told NEWSWEEK after a hard day's fighting in Fallujah in 2004. (The soldier said he was under orders not to give his name.) "It's going to take someone either exceptionally cruel or exceptionally intelligent to rule this country."

That's a little too facile. While the U.S.-

**CORNERED KILLER:** He was a sorry sight in December 2003 when he was hauled out of a 'spider hole,' but the arrogance was back two years later as he angrily lectured his judge

led invasion was the catalyst, the core problems in Iraq are ones Saddam helped to create. He violently despised and suppressed all authority but his own; it's little wonder that the leaders who followed could not approach his stature. Born to an impoverished mother in a rural village near the town of Tikrit in 1937, he never knew his father and was raised by an uncle who served

## **Saddam so dominated Iraq that it was much easier to sell the threat by putting his sinister face on it.**

in the Iraqi Army. He was rejected by the military academy, and slipped into the violent and conspiratorial politics of the Arab-nationalist Baath Party. At the age of 22, he took part in a failed attempt to murder the then President Abdel Karim Kasseem in the streets of Baghdad. By the time the Baath Party seized power in 1968, Saddam was its rising star, effectively ruling the country from his position as vice president.

In 1979, at the age of 42, he took the top job for himself and quickly moved to eliminate all opposition. At a Baath Party con-

gress, he charged dozens of rivals with treason. One by one they were forced to leave the hall and face immediate execution. They screamed and shouted, pleaded and cried. Slightly bored, he sat behind a desk on the stage sipping a glass of water and smoking Cuban cigars. Then he had a video of the meeting distributed throughout the Arab world to show what happened to anyone who might even think about challenging his rule.

The 1979 Iranian revolution led by Ayatollah Khomeini gave Saddam an opening to the West. Few U.S. officials had illusions about his murderous regime, but Washington was fixated on the threat posed by Tehran. U.S. diplomats were being held hostage. Khomeini was preaching jihad, and "Shiite fundamentalism" seemed to threaten the whole region. So, few objections were raised when Saddam set about murdering Shiite leaders inside Iraq who might, or might not,

sympathize with the mullahs in Iran. Then his decision to invade the Islamic Republic looked like a good way to weaken Tehran.

In 1983, President Ronald Reagan sent Donald Rumsfeld as a special envoy to Baghdad to forge a working alliance with Saddam. By the mid-1980s, U.S. satellite intelligence was helping the Iraqis focus chemical-weapon attacks on Iranian troops. So strong was Washington's "tilt" toward Saddam that in 1987, when one of his jet fighters launched a missile strike on a U.S. frigate in the Persian Gulf, killing 37 sailors, the United States accepted his ex-

cuses and responded by stepping up pressure on his enemies in Iran.

Though the Iran-Iraq War ended in stalemate in 1988, the West's support emboldened Saddam. He asserted his power and influence all over the region, convinced that the United States would back his play. He hunted down enemies in neighboring states. He stepped up support for Palestinian leader Yasir Arafat, who was often resident in Baghdad. As Saddam pressed his secret program to develop atomic weapons, he publicly threatened to incinerate Israel.



Still, by 1990, high-level U.S. delegations coveting lucrative commercial agreements were regular visitors to Baghdad.

His mistake was to invade the oil-rich emirate of Kuwait, which he claimed should have been part of Iraq all along. His envoys said he'd gotten the nod from Washington. But his new conquest put Saddam in a position to threaten Saudi Arabia and dominate the world oil market. When he refused to pull back, the administration of President George H.W. Bush forged an international coalition of Western powers and Arab countries to de-

**DASHED HOPES:** Because so many Iraqis hated Saddam, Washington wrongly figured they would welcome invading Americans

molish his forces in 1991's Desert Storm.

Inside Iraq, however, neither the hundreds of thousands killed fighting Iran nor the crushing defeat in Kuwait fazed Saddam. When the Kurds rose up against him in the late 1980s, he used chemical weapons against them. When they tried to revolt again in 1991, just the threat that such horrors would be unleashed sent them fleeing from their homes by the hundreds of thou-

sands. In southern Iraq, Shiites encouraged by the Bush 41 administration and helped by Iran attacked the remnants of Saddam's armed forces after Desert Storm. Saddam's response: mass murder. The U.S.-led coalition stood back. Saddam hung on.

But the foundations of the modern nation he had tried to build began to crumble under the pressure of sanctions and international isolation. By the time the United States invaded in 2003, Iraq's economy and institutions, including its armed forces, were fragile shells of what they'd been 15 years before. Shia and Kurdish leaders, many of them already in exile, started cultivating policymakers in Washington, even as they lost touch with Iraqis on the ground. In Baghdad, Saddam adopted a new religiosity, playing to Sunni fundamentalists. The already poor Shia grew poorer and more disenfranchised; the political culture grew more corrupt.

When George W. Bush decided to eliminate Saddam once and for all in 2003, Bush personalized the war, and for understandable reasons. Saddam was a useful symbol—a seeming madman. Hadn't he tried to kill Bush's retired father on a visit to Kuwait in 1993? And Saddam so dominated Iraq that it was much easier to sell the threat when you could put his sinister face on it. But that also led to the misconception that removing him would solve all problems—the notion that all Iraqis wanted was “freedom,” even though for generations under totalitarian rule they had no clear idea what that meant. Because so many Iraqis hated Saddam, Washington wrongly figured they would welcome invading Americans. Instead, the U.S.-led occupation opened the way for multiple insurgencies.

The moment when Saddam Hussein's capture could be hailed as a turning point in the conflict is long past. Having focused the world's attention on the evil of this one man, the Bush administration treated him as a kind of totem, declaring new victories when his statue was pulled down by U.S. Marines in Baghdad, when he was dragged out of the hole where he was hiding several months later, when he was put on trial and when he was convicted. But the execution? A “milestone” on a long and dangerous road.

Here, then, is the tragedy of America's involvement in Iraq, now and in the future: what Saddam achieved for his country came at a terrible cost, and of the countless problems he created and perpetuated, his death solves none.

With MICHAEL HASTINGS and SCOTT JOHNSON in Baghdad, RICHARD WOLFFE in Washington and BABAK DEGHANPISHEH

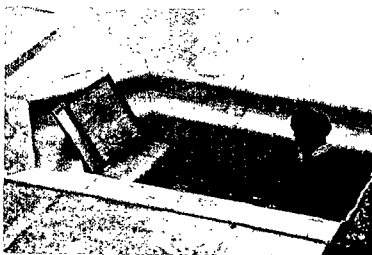
# Sunnites-chiites :

## Adeptes de la sunna...

La majorité des musulmans acceptent comme critère de foi la tradition (sunna) du Prophète et de ses compagnons. Le sunnisme compte quatre grandes écoles plus ou moins ouvertes ou rigoristes selon la place qu'elles font à l'*ijtihad*, l'interprétation des textes.

## ... et partisans du calife Ali

Principale dissidence de l'islam, le chiisme vient d'un désaccord sur la succession du Prophète. Les chiites sont les partisans d'Ali (*chi'at Ali*), le quatrième calife, gendre du Prophète, dont ils refusent, en 661, la déposition par Mou'awiya, le fondateur de la dynastie des Omeyyades. Les chiites duodécimains reconnaissent une chaîne



L'ayatollah Ali Khamenei.

de 12 imams jusqu'au dernier, Mohammed, disparu en 874, imam « caché » qui devrait, comme le Messie, revenir à la fin des temps. Contrairement au clergé sunnite, le clergé chiite est très hiérarchisé. ●

*L'Irak est-il le creuset d'un affrontement communautaire entre les deux grandes familles de l'islam ? Le révélateur, plutôt, d'une lutte d'influence entre l'Iran et l'Arabie saoudite*



Manifestation à la mémoire de Saddam, le 1<sup>er</sup> janvier.

Une semaine après sa mort, les partisans de l'ex-dictateur irakien étaient encore nombreux à venir prier sur sa tombe, dans son village natal d'Aouja, près de Tikrit. Saddam Hussein était un tyran, assurément, mais il était sunnite, comme ceux qui le pleurent aujourd'hui. Cette communauté, minoritaire en Irak, avait, tant qu'il dirigeait le pays, le sentiment d'être aux commandes. Elle détenait l'essentiel du pouvoir, au sein du parti Baas comme dans l'armée. La majorité chiite était écrasée, et toute tentative de révolte, impitoyablement réprimée dans le sang. En 2003, après avoir renversé le dictateur, les Américains ont décrété la démocratie. Les baasistes ont été chassés des allées du pouvoir. Et les chiites ont pris les rênes du pays. C'était la loi du nombre... Pour les sunnites d'Irak, cependant, c'est la justice des vainqueurs qui est passée, au petit matin du 30 décembre, dans ce pénitencier de Bagdad où le raïs a été exécuté. Les images volées montrant Saddam, la corde au cou, invectivé par des gardes scandant le nom de Moqtada al-Sadr – le chef d'une milice chiite – illustrent la division d'un pays qui, chaque jour, s'enfonce un peu plus dans la guerre civile.

Faut-il voir, dans les violences inter-irakiennes, les prémices d'un nouvel affrontement entre chiites et sunnites, qui embraserait tout le Moyen-Orient ? Certains analystes sont convaincus que le conflit a déjà commencé – à Bagdad, mais aussi à Beyrouth, où une coalition conduite par les partis chiites exige, avec le soutien de Téhéran et de Damas, le départ du Premier ministre sunnite, Fouad Siniora, pro-occidental et prosaoudien. Le roi Abdallah de Jordanie n'évoquait-il pas, il y a quelques mois déjà, le danger que représenterait, pour le monde arabe sunnite, l'émergence d'un « arc chiite » reliant l'Iran au Liban en passant par l'Irak ?

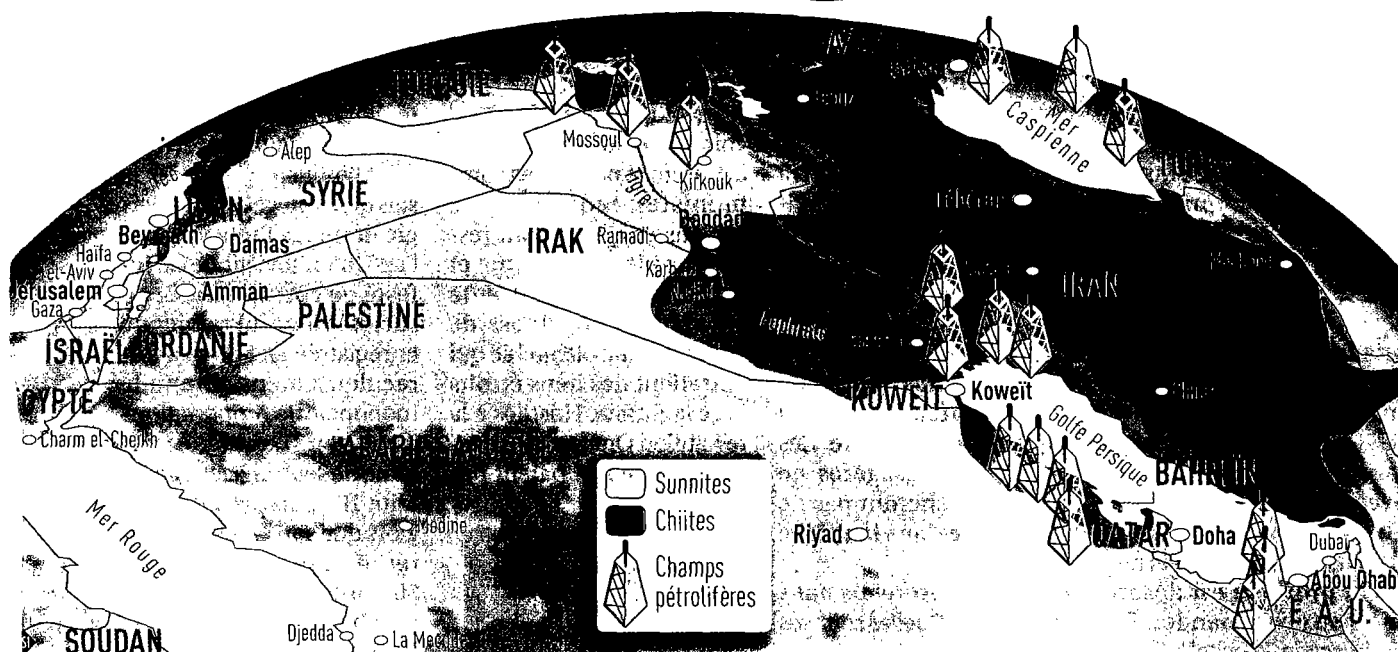
Si la guerre civile irakienne est bien un conflit sectaire – elle pose, en cela, la question du devenir de l'Irak, nation improbable inventée par les Britanniques au lendemain de la Première Guerre mondiale – la rivalité qu'elle nourrit à l'échelle de la région relève pourtant plus d'une lutte d'influence entre puissances que d'une guerre communautaire. Et l'idée d'une solidarité chiite, ou sunnite, qui transcenderait les frontières des Etats est à tout le moins simplificatrice.

Tous les chiites sont loin d'être iraniens. Dans les monarchies du Golfe, la plupart d'entre eux récusent le magistère religieux du Guide de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei. Et la popularité de Hassan Nasrallah, le chef de la milice chiite du Hezbollah, dans les pays arabes sunnites – où il fut parfois comparé à Gamal Abdel Nasser – exprime une dynamique radicale qui dépasse les clivages entre les communautés.

Ce qui émerge aujourd'hui au Moyen-Orient, c'est l'affrontement de deux ambitions et de deux logiques : celle de l'Iran, qui entend devenir un acteur majeur dans la région en fédérant un front du refus anti-occidental, et celle des grands Etats arabes sunnites conservateurs, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, qui s'estiment menacés par l'activisme de Téhéran.

Aussi paradoxal que cela soit, les mollahs iraniens sont les principaux bénéficiaires de la politique américaine en Irak. En chassant Saddam du pouvoir, les Amé-

# nouvelle guerre?



Minoritaires en Arabie saoudite, les chiites représentent cependant 60 % de la population dans la province pétrolière du Hasa, dans l'est du pays.

ricains les ont débarrassés de leur principal ennemi. En outre, les leaders des partis chiites au pouvoir à Bagdad sont tous, peu ou prou, leurs obligés : à l'époque de Saddam, ils vivaient pour la plupart en exil en Iran.

## Les Saoudiens redoutent surtout l'éclatement de l'Irak

Mais la volonté de puissance de Téhéran ne se limite pas à la constitution d'un axe chiite ni à la défense des minorités chiites opprimées. Le discours du président Mahmoud Ahmadinejad, totalement dans la ligne de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, père de la révolution islamique, est résolument panislamique. Ses relais sont parfois chiites – le Hezbollah, au Liban – mais parfois aussi sunnites – le Hamas et le Djihad islamique, en Palestine. Bref, Téhéran joue sur les deux tableaux. Avec un objectif très pragmatique : devenir le leader de la région.

Les Saoudiens sont certainement ceux que préoccupent le plus les ambitions de l'Iran, qu'il s'agisse de sa diplomatie régionale ou de son volontarisme nucléaire. Ils redoutent par-dessus tout l'éclatement de l'Irak : aucune zone tampon ne les pro-

tégerait plus alors des Iraniens, et l'enclave sunnite qui subsisterait entre le Nord kurde et le Sud chiite risquerait fort de devenir un fief d'Al-Qaeda.

Le régime saoudien est-il pour autant prêt à intervenir, en soutenant ouvertement les sunnites d'Irak face aux milices chiites pro-iraniennes ? Cette hypothèse était évoquée, le 29 novembre 2006, dans les colonnes du *Washington Post* par un conseiller du prince Turki al-Fayçal, alors ambassadeur de Riyad à Washington. Depuis, l'auteur de la tribune a été limogé et le prince a quitté précipitamment son poste d'ambassadeur. On sait peu de chose des débats internes dans ce régime opaque. Mais il semble bien que des chefs de tribus, cousines de celles d'Irak, ainsi que certains religieux, plaident pour une politique de soutien aux sunnites irakiens. Cette revendication aurait trouvé des avocats au sein de la famille royale, notamment dans la jeune génération. Déjà, les journaux du royaume évoquent la « menace iranienne », voire la « menace perse » ou un « complot chiito-chrétien ». Allusion au double parrainage, iranien et américain, dont bénéficie le gouvernement de Bagdad. ●

Dominique Lagarde

## La mosaïque chiite

Environ 15 % des musulmans, soit un peu plus de 200 millions, sont chiites. C'est en Iran, seul pays où le chiisme est religion d'Etat, qu'ils sont le plus nombreux (62 millions). Viennent ensuite le Pakistan (33 millions) et l'Inde (31 millions).

Les chiites arabes ne représentent que 18 % du total.

- Ils sont majoritaires en Irak (60 %) et à Bahreïn (70 %).

- Ils sont une forte minorité au Liban (30 %), au Yémen (42 %) et au Koweït (40 %).

- Ils sont présents également en Arabie saoudite (15 %), aux Emirats arabes unis et au Qatar.

# U.S. allies see a 'nightmare' case if Iraq situation worsens, spreads

**As Bush readies a new strategy, Arab leaders fret that Sunni-Shiite rift could breach borders**

By Neil King Jr. and Greg Jaffe in Washington

**A**S U.S. PRESIDENT George W. Bush prepares to unveil his latest Iraq strategy, Arab allies are worried about what might happen if the plan fails: that worsening strife could engulf the entire region, sparking a wider war in the middle of the world's largest oil patch.

The potential of a much larger regional conflict that pits Sunnis against Shiites is increasingly on the minds of both Arab leaders and U.S. military planners, according to regional diplomats and U.S. officials. Some are calling such a possible outcome the "nightmare scenario." A wider conflict appears more plausible now because, even as Iraq is separating along sectarian lines, regional dynamics are shoving neighboring nations into two rival camps.

On one side is a Shiite-led arc running from Iran into central Iraq, through Syria and into Lebanon. On the other side lie American allies Saudi Arabia, Jordan and Egypt, along with Persian Gulf states such as Qatar and the United Arab Emirates. These Sunni regimes are horrified at the emerging, increasingly radicalized Shiite bloc, largely financed and inspired by Iran, Arab diplomats say.

In the middle is Iraq, which looks less and less like a buffer between these two axes of Middle East power, and more of a no-man's land that is bringing them into conflict. Arab officials fear that if the U.S. withdraws from there, or diminishes its troop numbers in ways that Iraq's own weak military can't fill, the two sides could come into direct and bloody conflict.

The U.S. is eager to tamp down these rising jitters over a wider clash within the Arab world. Mr. Bush, in a televised speech tonight, will detail plans for reconstruction aid and a temporary surge in the number of U.S. troops in Iraq. The troop boost is meant in part to calm regional fears of a U.S. pullout. Mr. Bush is expected to send Secretary of State Condoleezza Rice to the region soon to help explain his new Iraq strategy in what could be her most comprehensive trip there in more than a year.

The U.S. also is pushing a wide-ranging strategy to persuade its Sunni allies that it is serious about counteracting the rise of Iran—in exchange for Arab help in Iraq and the Palestinian territories.

Key to the effort is the continued promise to keep U.S. forces in Iraq for as long as necessary. The U.S. also is beefing up U.S. forces in the Persian Gulf and plans to deepen security cooperation with Gulf allies. The Pentagon has proposed sending a second carrier battle

group to the Gulf region. There also are advanced plans under way to knit together the air-defense systems of the six smaller Gulf states, including Qatar, Oman and the United Arab Emirates, and to build a U.S.-administered missile-defense system. Similarly, the U.S. Air Force is laying plans to step up exercises with Arab allies in the region. One proposal calls for the U.S. to hold combined air exercises with Oman and the UAE.

Arab governments are putting in place their own contingency plans in case Iraq begins to fall apart.

The Saudis have warned the Bush administration that they are prepared to aid the Sunni militias in Iraq if the Sunni population there becomes imperiled, a Saudi diplomat said. Jordanian officials have told the Pentagon that they may move troops into Iraq's uninhabited western desert as a buffer if events there spiral out of control, according to U.S. military officials. Turkish officials, who are grappling with a separatist Kurdish movement in their country, say they would oppose the creation of an independent Kurdistan in northern Iraq. They also say they are pre-

pared to defend Iraq's Turkmen population, who share a common ethnicity with Turkey's majority population, should it come under attack. Even Syria, which the U.S. alleges has been abetting the conflict, is expressing alarm over the potential fracturing of Iraq.

"Can you imagine the effect of Iraq breaking apart and each group looking for a regional or international power to support their territorial claims or their ethnic claims?" asks Imad Moustapha, Syria's ambassador to Washington. "The repercussions will be terrible, not just for Iraq but for all the countries."

An all-out civil war in Iraq that drags in bordering countries would send shock waves through the global oil market, potentially pushing oil prices to more than \$100 a barrel, oil analysts predict. Iraq, Kuwait, Saudi Arabia and Iran together hold about two-thirds of the world's proven oil reserves.

Two scholars, Kenneth Pollack at the Brookings Institution and Daniel Byman of the Rand Corp., have worked for months on a study that lays out possible consequences in a worst-case scenario, from skyrocketing oil prices to huge, destabilizing refugee flows. They argue that Iraq could become the world's premier sanctuary for terrorism and that strife there could spark minority uprisings in Saudi Arabia, Iran, Syria—and even among Turkey's sizable Kurdish population.

Iraq's neighbors fear the increasing reach of Shiite Iran, whose expansion has been held in check for centuries by the Sunnis of Iraq. Among all of Iraq's neighbors, Iran is the one country that could clearly benefit from a possible breakup of Iraq along sectarian lines. The emergence of a large, oil-rich and devoutly Shiite Arab state carved from Iraq's southern half, with a government closely tied to Iran, would radically alter the face of the Middle East and grant more leverage to Shiite leaders in Tehran.

Another core fear is that a sectarian blood-

bath in Iraq could draw in neighboring states, which would feel pressed to defend their own interests or to protect their brethren in Iraq.

Last month's bipartisan Iraq Study Group report sketched out such a potential sequence of events, based on interviews of senior Arab diplomats by the panel's top advisers. In one of the bleakest public assessments to date of what it called the "consequences of continued decline in Iraq," the report describes a potential cauldron of ethnic cleansing in Iraq that could draw in the country's main neighbors: Turkey from the north to prevent the Iraqi Kurds from declaring independence; Iran from the east to secure the country's south and gain control over oil fields in that region.

"Ambassadors from neighboring countries told us that they fear the distinct possibility of Sunni-Shia clashes across the Islamic world," the report notes. "Such a broader sectarian conflict could open a Pandora's box of problems—including the radicalization of populations, mass movements of populations, and regime changes—that might take decades to play out."

Some of the study group's top advisers contend that the process of ethnic cleansing, particularly by Iraqi Shiites trying to rid cities and regions of their Sunni populations, is already under way. "We may be about one-third through the process, with little ability to do anything about it," says Wayne White, a former Middle East intelligence official at the State Department.

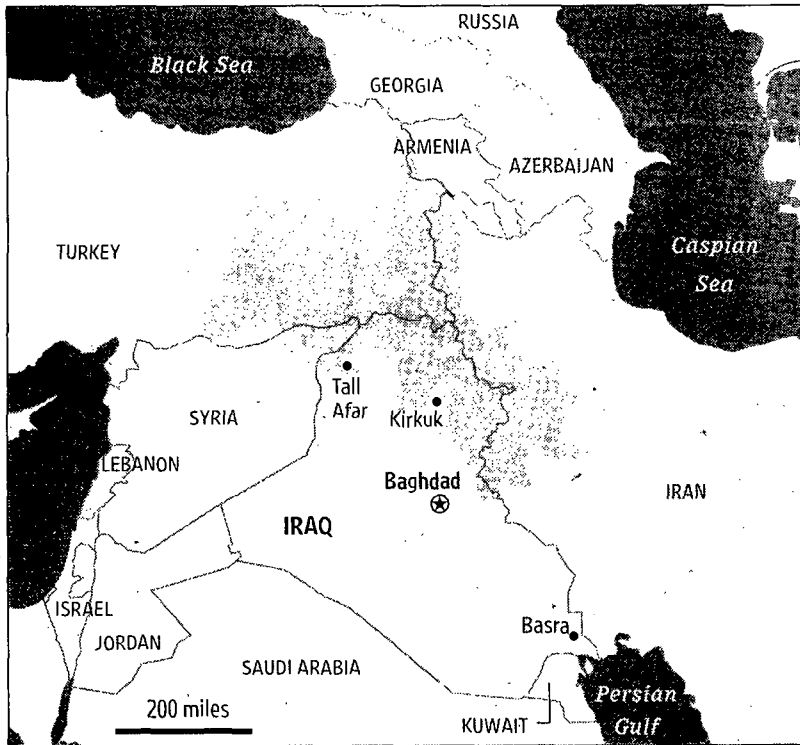
Critics of the panel's core recommendation—that the U.S. begin a rapid drawdown of American combat forces in Iraq that would culminate in a full withdrawal of combat troops by early 2008—say such a move would leave a military vacuum in Iraq that could open the way for an upsurge in Shiite violence against the Sunnis in Iraq.

The Sunni-Shiite split goes back to the early days of Islam, when a bloody feud broke out over which of the Prophet Muhammad's descendants should lead the Muslim faithful. Sunnis now predominate throughout the Middle East, with the exception of Iran. Shiites have recently experienced a resurgence in influence in the region, not just



## Powder keg

Iraq's neighbors, fearing the possibility of an all-out civil war in Iraq if the U.S. strategy there fails, have varying interests and contingencies that could pull the region into a much larger conflict.



### Religious majority

- Shiite Muslim
- Kurds
- Sunni Muslim

**SAUDI ARABIA:** Fearing upheaval if Iraq's Shiites begin to rout the Sunnis, has told the U.S. it would help arm and equip Sunni militias in Iraq

**JORDAN:** Already swelling with Iraqi refugees, says it could move its armed forces into the Iraqi desert to stem a much bigger flow

**SYRIA:** Insists it won't intervene militarily, but fears huge internal upheaval if Iraq begins to splinter

**TURKEY:** Could move to cut off Iraqi oil exports across its border if Iraq's Kurds declare independence or could move in troops if the Turkmen of Kirkuk come under attack

**IRAN:** Already offering significant support for Iraq's Shiites, is the one neighbor that could gain from Iraq's breakup

with the rise of Iran but also with the Shiite ascendancy in Iraq and Hezbollah's success in fighting Israel in Lebanon last summer.

High-level Arab officials have been warning for months that if left unchecked, the current slide into chaos in Iraq could spark a regional sectarian clash, according to U.S. and Arab diplomats. They have begun to share their contingency plans with top U.S. officials, in part because they hope to jolt the Bush administration into taking stronger action in Iraq and to secure the continued presence of U.S. troops there.

Jordanian officials have suggested that if Iraq were to fall into a full-out civil war, Jordan would push troops to the border, and possibly across it, as far as Rutbah about 130 kilometers inside Iraq, to stem an expected flow of Sunni refugees, says a U.S. military planner who recently met with leaders in the region.

"The danger is that if the Jordanians carve out a security zone or buffer zone inside Iraq, that the Syrians, Saudis and Turks will all follow," says the military planner. The Syrians could move into western Nineveh province, while the Turks could send troops to protect the Sunni Turkmen population in the north, he says.

Jordanian officials say they are driven by two main concerns. The first is that Sunnis fleeing Shiite oppression could turn Amman into the center of Sunni resistance against the Shiite-dominated government in Baghdad.

Already the Jordanian capital is home to about 900,000 Iraqis, who constitute as much as 15% of the population. The Jordanians worry that Iraq's Shiite militias could send small teams of militants to Amman to launch assassination campaigns or terror attacks

against the Sunni insurgency.

"We have quite enough instability in Jordan as it is," says a senior Jordanian official.

Jordan's other big fear is shared by the U.S.'s other Sunni allies throughout the region—that an Iraqi Shiite government closely allied with Iran could dominate the region. Jordan is one of the most uniformly Sunni countries in the Gulf. But when U.S. military officials visited the region recently, their Jordanian counterparts described with alarm how 200 of their Sunni citizens had converted to Shia Islam in recent months. The Jordanians said the converts were motivated by the Shiite-dominated Hezbollah's tough stand against Israel over the summer and by the growing power of radical cleric Moqtada al-Sadr in Iraq.

"It seems preposterous, but it shows how hyper-reactive they are to it," says the U.S. military planner.

Saudi Arabia, which has a Sunni-majority population but significant pockets of Shiites in many of its oil-rich provinces, also has voiced alarm over the growing popularity of both Hezbollah and the Sadr movement in its own eastern expanses. "The Shiites in those provinces love Sadr and Nasrallah," Hezbollah's leader, the U.S. military planner says. Saudi officials also fret over the prospect of a deepening civil war in Iraq.

A huge challenge for the U.S. is that many of its Sunni allies in the region already view the current situation in Iraq as a defeat for their cause and a near-complete victory for Iran. "They refer to the Shiite Islamic parties in Iraq as the Persians," the military planner says, using the historical term for Persian-speaking Iranians.

In recent weeks, some of the U.S. allies in the Gulf have quietly advocated breaking up the Iraqi government in favor of a military dictatorship, governed by a secular Shiite, a Sunni and a Kurd, according to the military planner. The military dictatorship would rule until the country could be stabilized and new elections held. Religious parties, like those that currently dominate Iraqi politics, would be banned from participating in future elections.

U.S. officials have ruled out such an option, saying that it runs contrary to their desire to bring democracy to Iraq and that it would never be accepted by Iraq's Shiites, who are already largely in control.

Some Middle East analysts dismiss the possibility of intervention in Iraq by its Sunni-led neighbors, saying these fragile regimes are interested foremost in their own survival. U.S. officials say the paranoia surrounding Iran and the rise of Shiite influence could lead them to conclude that their survival depends on intervening on behalf of Iraq's Sunni minority. Some of the war-gaming, both within the Bush administration and among outside experts, focuses on such potential scenarios.

Under one scenario, sketched by Mr. White of the Iraq Study Group, Iraq's Shiites would launch an extensive campaign to drive the Sunnis out of large areas of central Iraq. Fearing a rout of the Sunni population, Saudi Arabia would finance a large-scale counteroffensive, funneling aid to former Iraqi military officers through Jordan, which has longstanding ties to Iraq's Sunni military class. Egypt would do its part by providing guns, munitions, artillery and vehicles.

"What people forget is that the Sunnis comprise nearly the entire top brass of the former Iraqi army and nearly all of the old Republican Guard," says Mr. White. "You give them the guns and proper equipment and they will become a formidable force against the Shiite militias."

The possibility of a full-blown civil war in Iraq dissolving into a regional conflict "is a scenario that nearly everyone was rejecting just a few months ago," he says. "Not anymore."



L'ex-dictateur irakien a été pendu pour le moins massif de ses crimes contre l'humanité.

# Saddam, le procès inachevé

**L'**exécution de Saddam Hussein marque la fin d'un chapitre particulièrement tragique de l'histoire agitée de l'Irak. Ce tyran, qui a détruit des centaines de milliers de vies innocentes, terrorisé pendant plus de trois décennies tout un peuple, apporté tant de malheurs à son pays et à ses voisins, a fini ses jours au bout d'une corde dans une salle où sa Gestapo avait coutume de mettre à mort ses victimes.

Les circonstances et le calendrier de son exécution, critiqués à l'étranger, divisent aussi les Irakiens. Pour la grande majorité des chiïtes, justice a été faite et le tyran a payé pour ses crimes. Ils se sentent enfin vengés, libérés d'un long cauchemar, débarrassés du spectre d'un retour éventuel du dictateur honni. La pendaison intervenue la veille de la grande fête musulmane du sacrifice est considérée par eux comme un cadeau du ciel et non pas comme une entorse à l'observance d'une trêve pendant cette période «sainte» de pardon et de clémence.

Les sunnites irakiens, qui ne sont pas tous des inconditionnels de Saddam Hussein, considèrent, eux, cette exécution précipitée comme un acte de vengeance sectaire des chiïtes, qui veulent proclamer ainsi qu'ils sont dorénavant les nouveaux maîtres du pays. Les Kurdes, martyrisés sous le régime baasiste, ne pleurent évidemment pas sur le sort du tyran, mais le sentiment dominant est celui d'un déni de justice.

Saddam Hussein devait être jugé avec ses complices pour la campagne génocidaire Anfal («butin de guerre») de 1987-1988 qui s'est soldée par la mort de 182 000 civils kurdes et la destruction de plus de 4 500 villages du Kurdistan; pour le gaza-

ge de 5 000 civils en mars 1988 à Halabja; pour la déportation et le massacre de 8 000 adolescents et hommes de la tribu Barzani en 1983. Des tonnes d'archives de la police et de l'armée saisies par la résistance kurde dès 1991, des documents vidéo tournés par une bureaucratie irakienne tatillonne et soucieuse de rendre compte à ses supérieurs de la bonne exécution des ordres, des témoignages des survivants établissant la réalité de ces crimes de masse et la chaîne de commandement de leurs commanditaires sont rassemblés pour faire toute la lumière sur cette période et pour rendre justice aux victimes. Ces procès vont devoir se pour-

**Par KENDAL NEZAN**  
président de  
l'Institut kurde  
de Paris.

suivre, sans Saddam Hussein, avec ses subordonnés, dont son cousin Ali Hassan al-Majid, dit «Ali le Chimique», à l'époque

proconsul au Kurdistan. En l'absence du principal accusé, ils seront malheureusement incomplets et tronqués.

Pour la plupart des Kurdes, Saddam Hussein aurait dû finir ses jours au fond d'une cellule. Lui qui, avec l'argent volé à son peuple, menait une vie fastueuse, aurait ainsi eu tout le loisir de réfléchir à la vanité de sa mégalomanie et aux malheurs causés à son peuple. En refusant de répondre à la barbarie par l'acte barbare de la peine capitale, l'Irak nouveau aurait pu frapper les esprits et inaugurer pour la région une ère fondée sur l'Etat de droit.

Eprouvée, frappée quotidiennement par des attentats, la société irakienne demande à ses dirigeants d'assurer l'ordre et la sécurité. Le Premier ministre Nouri al-Maliki a cru faire preuve de détermination en apportant à son électorat la tête de son tyran et en promettant de punir avec

ultime diffusée sur l'Internet et sur CD vers des millions de destinataires a pour but de convaincre les chiïtes irakiens, mais aussi les Iraniens, que cette fois-ci

leur ennemi commun est bien mort, que le diable qui les obsédait depuis tant d'années est bien exorcisé.

Ce détournement de la justice à des fins partisans est choquant. Mais les Irakiens d'aujourd'hui sont les produits d'une histoire sanglante, où l'exhibition en boucle sur les écrans de télévision des corps mutilés, criblés de balles de «traîtres à la nation arabe» ou à la «révolution» était pratique courante. Avec un tel héritage et le climat de violence quotidienne, les Irakiens ne sont pas près d'abolir la peine de mort, même si un bon quart des membres du gouvernement, avec à leur tête le président kurde Talabani, sont des abolitionnistes convaincus.

Même dans un pays paisible et démocratique comme la France, «la patrie des droits de l'homme», la peine de mort n'a été abolie qu'en 1981, contre les vœux de la majorité des citoyens. Les dirigeants

occidentaux devraient donc être prudents dans leurs critiques de l'exécution

**Les Kurdes, martyrisés sous le régime baasiste, ne pleurent évidemment pas sur le sort du tyran, mais le sentiment dominant est celui d'un déni de justice.**

vigueur tous les autres criminels. Sa décision d'agir vite s'expliquerait aussi par la crainte d'enlèvements de personnalités proches du pouvoir par les partisans de Saddam Hussein, afin d'obtenir sa libération. On parle également de tractations secrètes entre Américains et insurgés baasistes, visant à obtenir de ces derniers qu'ils déposent les armes et intègrent le processus politique en échange de la vie sauve pour leur leader.

Le pouvoir chiïte a sans doute voulu couper court à ces rumeurs. Les images pirates de la pendaison, les propos échangés à cette occasion entre le condamné et quelques personnes de l'assistance, n'ont sans doute rien d'accidentel. Cette scène

de Saddam Hussein. D'autant qu'aucun d'entre eux n'a eu le courage de protester publiquement contre les massacres perpétrés par le boucher de Bagdad, y compris lorsqu'il gazait ses populations kurdes et que les images faisaient le tour du monde. L'Union européenne, l'ONU et même le Vatican s'étaient alors réfugiés dans un silence assourdissant. Grâce à l'argent du pétrole, Saddam Hussein avait su monnayer le soutien des uns et acheter le silence des autres dans la classé dirigeante de nombreux pays occidentaux et arabes ainsi qu'en Russie et en Inde. On comprendra que nul n'avait intérêt à un procès devant un tribunal international indépendant pour faire la lumière sur cet-

te période honteuse de l'Histoire. Imaginez un instant que ses avocats appellent à la barre comme témoins des personnalités politiques de premier plan allant de Donald Rumsfeld à Jacques Chirac en passant par de nombreux émirs et rois arabes, d'ex-ministres russes, français, allemands et indiens. La tâche de juger l'ex-maître de Bagdad a donc été laissée à la justice balbutiante de

l'Irak. Celle-ci a fait ce qu'elle a pu avec les moyens dont elle pouvait disposer dans un pays encore en guerre. Malgré les erreurs et imperfections de procédure, critiquées à juste titre par les ONG, elle a eu le mérite d'organiser un procès public contradictoire, retransmis à la télévision (ce qui est sans précédent dans le monde arabe), d'établir les faits et de démontrer que l'ordre de l'exécution des 148 civils chiïtes en 1982 émanait bien de Saddam

Hussein.

Celui-ci aura donc été pendu pour le moins massif de ses crimes contre l'humanité. Son procès demeure inachevé. Il restera aussi à instruire le procès de ses complices à l'étranger pour le nécessaire assainissement de nos mœurs politiques et la bonne santé de nos démocraties, pour que les citoyens puissent retrouver confiance dans leurs institutions. ◀

---

Herald INTERNATIONAL Tribune January 11, 2007

Iraqi Kurds and the U.S. ■ By Diane E. King

## A 16-year cycle of treachery

PULLMAN, Washington

The United States abandoned the Kurds in 1975 and again in 1991. Sixteen years separated these first two betrayals. Another 16 years have elapsed, and America may be on the verge of another betrayal, however unintended and inadvertent, of the residents of Iraqi Kurdistan.

Iraqi Kurds (and members of other ethnic groups in the Kurdistan region) have been unflinching allies of the U.S. forces in Iraq. Some of their support has entailed acting under a Kurdish banner, like when Kurdish fighters, the peshmerga, provided logistical support and hospitality to paratroopers landing in the north as the war began.

But much more of their support has been under an Iraqi rubric. On my several trips to Iraq since 2003, I have observed that at least in the northern part of the country, Iraqi troop composition is very heavily Kurdish. I also saw strong evidence of a warm, cooperative relationship between Kurdish Iraqi and U.S. soldiers. Statistics on the makeup of the Iraqi Army released in late 2005 also suggest that ethnic Kurds are probably the heaviest participants, proportionally, in the Iraqi military.

Such close Kurdish-American cooperation in Iraq is potentially dangerous for the Kurdish people in Iraq, and it puts a moral onus on the United States to protect them.

Iraqi society has as its sociopolitical bedrock a patron-client system. A rich patron provides for, protects

and lends identity to clients, who pledge loyalty in exchange. By participating vigorously in the American project in Iraq, many Kurds may have initially thought they were hitching their wagon to a star patron.

But Kurdish leaders' grumbings of discontent over their relationship with the United States began long before their terse responses to the Iraq Study Group's report. Some wondered aloud whether overt displays of allegiance have been worth it, and what they will yield in the long run.

Since the great powers denied the Kurds a state in which they were the majority after World War I, Kurds have sought patrons outside the boundaries of their own states. With Iraq's Shiites turning to Iran, and Sunni Arab Iraq turn-

ing to the Sunni Arab world outside Iraq, to whom will Iraqi Kurds turn when the United States scales down its presence in Iraq? Turkey?

Although Turkey and Iraqi Kurdistan have long cooperated economically and even militarily (against PKK guerrillas), their relationship is fraught and unpredictable. No other realistic regional partners exist for the Iraqi Kurds.

Iraqi Kurds will badly need a friend. Their strong participation in the Iraqi military has not gone unnoticed by the many Arab Iraqis who see them as doing America's bidding. When America scales down its presence or leaves entirely, retribution will follow.

The victims will not so much be Kurdish fighters, who by virtue of their membership in the peshmerga

or Iraqi Army will be able to protect themselves, but civilian Kurds living in areas with large non-Kurdish populations. This has already happened on a small scale.

In 1975, Henry Kissinger uttered his famous rebuttal — "Covert action should not be confused with missionary work" — after the United States first supported then withdrew its support for Iraqi Kurds in their conflict with Baghdad. A bloodbath followed and the Kurdish resistance movement collapsed.

Sixteen years later, President George H.W. Bush encouraged Iraqis to rise up against Saddam Hussein. Kurds and Shiites took this to heart, revolting with the expectation that the United States would go the rest of the way and unseat their oppressor. But it did not, and the Iraqi Army began another bloodbath (especially in Shiite areas).

The United States and its allies' response of a humanitarian effort in the north and no-fly zones over the northern and southern portions of the country fell far short of the dreams of the uprisers.

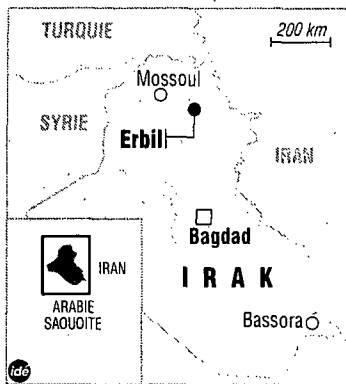
Sixteen years later, America must not repeat these mistakes. It must recognize the responsibility it has taken in depending so heavily on the people of Iraqi Kurdistan for its mission in Iraq, and consider what will happen to them when it significantly scales back its military presence.

---

Diane E. King, a cultural anthropologist whose research focuses on the Kurdistan region of Iraq, is currently a fellow with the Howard Foundation of Brown University and a researcher at Washington State University.

# Des combattants kurdes pourraient aider à pacifier Bagdad

Trois brigades de peshmergas devraient rallier la capitale irakienne pour essayer de s'interposer dans les affrontements entre sunnites et chiïtes.



De notre envoyé spécial à Erbil

LA FANFARE joue l'Hayrakibe, l'hymne des Kurdes. De jeunes recrues défilent sur le terrain d'entraînement du quartier général des peshmergas à Erbil, siège des institutions de la région autonome du nord de l'Irak. Le général major Aziz Weysi, commandant en chef de la garde, tient à démontrer le caractère académique de la formation de ses trou-

pès. « Vous voyez bien que ce ne sont pas des miliciens ! » lance-t-il. L'absence des couleurs de l'Irak dans la caserne est, selon lui, « normale ». « Nous ne voulons pas du drapeau de Saddam et nous n'avons pas encore reçu celui

des Irakiens », commente ce militaire dont le grade est symbolisé par une épaulette barrée d'un aigle, d'un poignard et d'un épi de blé.

Les peshmergas ont acquis une réputation de bravoure lors des combats en montagne contre les soldats de Saddam. Ils se sont, depuis, reconvertis en forces anti-terroristes en milieu urbain. C'est à ce titre que trois brigades, soit environ 600 hommes, devraient être envoyées à Bagdad pour participer à des opérations de sécurité sous les ordres du gouvernement central irakien. « Les responsables gouvernementaux irakiens et les forces coalisées sont convaincus que nous pouvons jouer un rôle à Bagdad, où se déroule une guerre confessionnelle opposant les chiïtes aux sunnites. Notre mission serait d'aider, grâce à notre position de neutralité, à séparer les protagonistes », précise le général Weysi.

Recommandé par le nouveau plan de sécurité de Bagdad, l'appel aux peshmergas doit encore être avalisé par les autorités régionales kurdes. Cet obstacle franchi, l'entrée en scène des Kurdes dans la capitale irakienne signera un indéniable changement de cap. Jusque-là, les milices kurdes étaient en effet tenues à l'écart des champs d'affrontements entre chiïtes et sunnites. Les peshmergas se contentaient d'intervenir sur leurs frontières, à Kirkouk - la cité pétrolière qu'ils convoitent -, et pour des missions de défense des quartiers kurdes à Mossoul, une ville multiethnique livrée au chaos.

## Rêve d'indépendance

Lancé par le premier ministre Nouri al-Maliki, le plan pour Bagdad est le pendant irakien des mesures américaines annoncées cette nuit par le président Bush. Il a en ligne de mire les insurgés sunnites ainsi que les milices chiïtes qui ont infiltré les services irakiens de sécurité. L'introduction d'un nouvel acteur issu d'une communauté ethnique dans la bataille de Bagdad traduit le

désarroi du gouvernement d'union nationale. Car les forces kurdes sont, au-delà de leurs intentions, marquées par leur histoire.

Les combattants rêvent tous que leur peuple pourra accéder un jour, même lointain, à l'indépendance. Aguerris, ils cultivent leurs particularismes, au point d'être séparés en deux branches rivales. Une partie des peshmergas dépend de Massoud Barzani, président de région et chef du

Parti démocratique du Kurdistan (PDK) tandis qu'une autre est sous la coupe de Jalal Talabani, président de l'Irak et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Les deux entités se sont livrées une féroce guerre civile de 1992 à 1998. Un gouvernement unifié a enfin vu le jour en mai 2006, avec dans sa feuille de route la réunification des peshmergas. « Les hommes s'entendent bien, mais il faut du temps pour installer les mécanismes d'intégration », assure le général Weysi qui est lié

au PDK. Comme la plupart des Kurdes, le général est partisan d'une nouvelle impulsion américaine en Irak. « Ce serait une erreur historique d'entamer dans les prochains mois un retrait, dit-il. Il n'est pas forcément nécessaire d'envoyer des troupes supplémentaires car elles pèseraient peu sur le cours des événements. Il faudrait en revanche revoir les options stratégiques de fond en comble pour rectifier les erreurs qui ont conduit une armée de libération à devenir une armée d'occupation ! »

THIERRY OBERLÉ



De miliciens combattant les soldats de Saddam, les peshmergas se sont transformés en une véritable armée professionnelle. Gamma.

**Etats-Unis** Le président réaffirme l'engagement dans « l'affrontement idéologique décisif de notre temps »

Le Monde  
12 janvier 2007

# La stratégie de George Bush : 20 000 soldats en renfort en Irak

VERBATIM

## « Un échec serait désastreux pour les Etats-Unis »

Voici les principaux passages de l'allocution prononcée par George Bush, mercredi 10 janvier, à la télévision.

« La situation en Irak est inacceptable pour les Américains et elle est inacceptable pour moi. Nos troupes ont combattu courageusement. Elles ont fait tout ce que nous leur avons demandé de faire. J'assume la responsabilité des erreurs commises.

Il est clair que nous devons changer de stratégie en Irak. (...) Un échec serait désastreux pour les Etats-Unis. (...) Le 11 septembre 2001, nous avons vu ce qu'un refuge pour les extrémistes à l'autre bout du monde pouvait produire dans les rues de nos propres villes. Pour la sécurité de notre peuple, l'Amérique doit réussir en Irak. (...)

La priorité la plus urgente est la sécurité, spécialement à Bagdad. (...) Le gouvernement irakien va nommer un commandant et deux adjoints pour la capitale. [Il] va déployer des brigades de l'armée irakienne et de la police nationale dans les neuf quartiers de Bagdad. (...) Nous allons changer de stratégie afin d'aider les Irakiens dans leur campagne pour en finir avec la violence communautaire et assurer la sécurité des habitants de Bagdad. Il faudra augmenter le niveau des forces américaines. Aussi ai-je assigné à l'Irak un effectif supplémentaire de vingt mille hommes. La grande majorité d'entre eux – cinq brigades – seront affectés à Bagdad. (...)

J'ai dit clairement au premier ministre et aux autres responsables irakiens que l'engagement américain n'est pas illimi-

té. Si le gouvernement irakien ne remplit pas ses promesses, il perdra le soutien du peuple américain – et aussi celui du peuple irakien. (...)

Cette nouvelle stratégie ne va pas mettre fin immédiatement aux attentats-suicides, aux assassinats ni aux attaques à l'explosif. Nos ennemis vont faire tout ce qu'ils pourront pour que nos écrans de télévision soient remplis d'images de mort et de souffrance. Cependant, avec le temps, nous pouvons escompter que les troupes irakiennes traqueront les meurtriers, que les actes de terrorisme diminueront et que les habitants de Bagdad auront confiance et coopéreront. (...)

Pour établir son autorité, le gouvernement irakien prévoit de prendre la responsabilité de la sécurité dans toutes les provinces d'ici à novembre. Pour que chaque citoyen irakien ait un intérêt dans l'économie du pays, l'Irak va adopter une législation assurant la répartition des revenus du pétrole parmi tous les Irakiens. Afin de montrer qu'il s'engage à procurer à chacun une vie meilleure, le gouvernement irakien va affecter 10 milliards de dollars, sur son propre budget, à des projets de reconstruction et d'infrastructures qui vont créer de nouveaux emplois. Pour donner du pouvoir aux dirigeants locaux, il prévoit des élections provinciales cette année. Pour permettre à davantage d'Irakiens de reprendre part à la vie politique de leur pays, il va réformer les lois sur la débaasisation et mettre en place une procédure juste pour examiner des amendements à la Constitution. (...) La secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, va bientôt nommer, à Bagdad, un coordinateur

chargé de la reconstruction, pour faire en sorte que l'aide économique dépensée en Irak donne de meilleurs résultats. (...)

Parallèlement, nous allons continuer à pourchasser les combattants d'Al-Qaida et les combattants étrangers. (...) Al-Qaida a contribué à faire de la province d'Anbar la zone la plus violente

en dehors de la capitale. (...) J'ai donné l'ordre d'[y] augmenter de quatre mille hommes les forces américaines. (...)

Le succès en Irak consistera aussi à défendre son intégrité territoriale et à stabiliser la région face aux défis extrémistes. Cela suppose de régler les problèmes créés par l'Iran et la Syrie (...), qui autorisent les terroristes et les insurgés à utiliser leurs territoires pour entrer en Irak et en sortir. (...)

Nous allons mettre fin [aux] attaques, empêcher l'arrivée des aides en provenance d'Iran et de Syrie, rechercher et détruire les réseaux qui fournissent des armes avancées et un entraînement à nos ennemis. (...)

J'ai récemment ordonné le déploiement d'un groupe aéronaval supplémentaire dans la région. (...) Nous allons étendre l'échange de renseignements et déployer des missiles antimissiles Patriot pour rassurer nos amis et alliés. Nous allons aider les gouvernements turc et irakien à résoudre les problèmes à leurs frontières. Et nous allons travailler, avec d'autres, pour empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires et de dominer la région.

Nous allons employer toutes les ressources de la diplomatie américaine pour susciter un soutien à l'Irak à travers tout le Moyen-Orient. Des pays comme l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Jordanie et les Etats du Golfe doivent comprendre qu'une défaite américaine en Irak ferait naître un nouveau sanctuaire pour les extrémistes et une menace stratégique sur leur survie. (...) Nous soutenons l'appel du gouvernement irakien à la mise au point d'un accord international lui fournissant

une nouvelle aide en échange de plus amples réformes économiques. M<sup>me</sup> Rice va partir vendredi [12 janvier] pour la région, afin de mettre en place un soutien pour l'Irak et de poursuivre les efforts diplomatiques urgents, nécessai-

res pour aider à amener la paix au Moyen-Orient.

Le défi en cours à travers le Moyen-Orient élargi est davantage qu'un conflit militaire. C'est l'affrontement idéologique décisif de notre temps. D'un côté, il y a ceux qui croient à la liberté et à la modération ; de l'autre, des extrémistes qui tuent les innocents et qui ont annoncé leur intention de détruire notre mode de vie. (...) De l'Afghanistan au Liban et aux territoires palestiniens, des millions de gens ordinaires en ont assez de la violence et veulent un avenir de paix et de développement pour leurs enfants. Ils observent l'Irak et ils veulent savoir : l'Amérique va-t-elle se retirer et abandonner l'avenir de ce pays aux extrémistes ou allons-nous rester aux côtés des Irakiens qui ont choisi la liberté ? (...)

[La solution proposée par beaucoup, au Congrès] est de réduire l'engagement de l'Amérique en Irak ou d'annoncer le retrait programmé de nos forces. Nous avons examiné attentivement ces propositions et conclu que faire marche arrière provoquerait l'effondrement du gouvernement irakien, la division du pays et des massacres de masse, à une échelle inimaginable. Un tel scénario aurait pour conséquence d'obliger nos troupes à rester encore plus longtemps et à affronter un ennemi encore plus dangereux. Si nous augmentons notre soutien à ce moment crucial et aidons les Irakiens à briser le cycle de violence en cours, nous pouvons hâter le jour où nos troupes commenceront à rentrer à la maison. (...) L'année qui vient va demander encore de la patience, des sacrifices et de la détermination. (...) Nous pouvons et nous allons l'emporter.





12 JANVIER 2007

# «Ali le Chimique» signe ses massacres à la barre du tribunal

Le cousin de Saddam Hussein reconnaît avoir donné l'ordre d'exécuter des milliers de Kurdes en 1988.

**M**algré la pendaison de Saddam Hussein le 30 décembre, le procès pour le génocide kurde continue à Bagdad devant le Tribunal spécial irakien. Le principal accusé est désormais son cousin, Ali Hassan al-Majid, surnommé «Ali le Chimique» pour son recours systématique aux gaz de combat contre les populations civiles notamment lors de l'opération Anfal («butin de guerre») qui, en 1988, fit 180 000 victimes kurdes. L'armée irakienne avait alors rasé des centaines de villages. «Oui, j'ai donné comme instruction de considérer ces villages comme des zones interdites et j'ai donné l'ordre d'arrêter les personnes qui y seraient trouvées et de les exécuter après avoir enquêté sur elles», a reconnu Ali Hassan al-Majid qui comparait

**«Il est mieux d'utiliser cette arme [chimique] dans un endroit peuplé pour qu'elle fasse le plus de dégâts possible.»**

Saddam Hussein, dans un document sonore

avec cinq autres responsables du parti Baas irakien.

L'accusation a passé un enregistrement d'une voix présentée comme étant celle d'Ali-Majid, qui y parle de la nécessité de se débarrasser des «saboteurs kurdes». Il a néanmoins affirmé «avoir pris seul la décision des déplacements de population sans en référer au haut commandement militaire ou au parti Baas». Les prévenus ont affirmé

qu'ils ont prévenu que la campagne Anfal avait une légitimité militaire car elle visait la guérilla du nord du Kurdistan qui

s'est rangé du côté des Iraniens pendant la guerre Iran-Irak. Ali Hassan al-Majid et les cinq autres accusés, d'anciens hauts responsables, risquent tous la peine de mort.

L'ex-responsable du nord de l'Irak, désigné par Saddam lui-même, a toutefois nié toute responsabilité dans la mort de 300 combattants kurdes évoqués par l'accusation. «J'ai même écrit à Saddam le martyr, que Dieu ait son âme, qui les avait graciés», a-t-il assuré au cours du procès à Bagdad. Pour la deuxième audience depuis la mort de Saddam Hussein, le tribunal avait disposé différemment les chaises dans le box des accusés et Ali le chimique s'est retrouvé au premier rang sur la chaise qu'occupait le défunt dictateur.

Lundi, l'accusation avait présenté un enregistrement sonore de Saddam Hussein dans lequel l'ex-dictateur déclarait: «Je prendrai la responsabilité d'utiliser l'arme chimique. Personne ne peut décider d'une frappe chimique sans mon autorisation.» Il y ajoutait: «Il est mieux d'utiliser cette arme dans un endroit peuplé pour qu'elle fasse le plus de dégâts possible.» L'accusation avait diffusé ensuite à la cour une vidéo montrant Ali le chimique en uniforme de parade, déclarant à deux reprises au cours d'une cérémonie militaire: «Je vais les attaquer avec des armes chimiques. Au diable la communauté internationale.»

AFP, Reuters

LE FIGARO 14 janvier 2007

## Face à Téhéran, l'US Navy déploie un deuxième porte-avions dans le Golfe

En dépêchant un deuxième groupe aéronaval, Washington envoie un signal clair à l'Iran.

ON A COUTUME que dire qu'un porte-avions représente «80 000 tonnes de diplomatie». Eh bien, dans le Golfe, Washington double le tonnage, ce qui en dit long sur l'évolution du bras de fer avec l'Iran. Des sources du Pentagone ont révélé hier que les États-Unis envisageaient de déployer un deuxième groupe aéronaval dans ces eaux sensibles, pendant plusieurs mois.

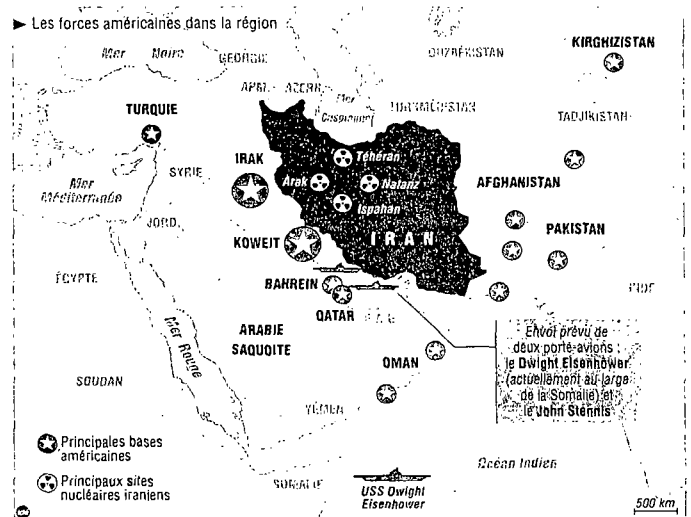
Le porte-avions *USS Stennis*

irait rejoindre l'*Eisenhower*, temporairement déployé au large de la Somalie. Dans quel dessein? «Le second groupe aéronaval ne sera pas seulement déployé pour montrer notre force, mais il sera impliqué dans des opérations de combat», a déclaré un haut responsable militaire américain. Depuis mars 2003, les Américains déploient presque en permanence un porte-avions

dans le Golfe, d'où sont menées des opérations au-dessus de l'Irak. De manière plus elliptique, la même source a déclaré que cette force musclée sera «un outil souple et utile dans toute la région».

Et l'on pense inévitablement à un autre riverain du Golfe, l'Iran, aux troubles menés atomiques. D'autant qu'en sus de ce renfort aéronaval, un bataillon de défense aérienne équipé de missiles antimissiles Patriot serait aussi envoyé dans la région. Et là, ce n'est pas la menace des insurgés irakiens qui est ciblée, mais celle des missiles balistiques iraniens.

Le signal est clair, puisque ce sera la première fois depuis 2003 que deux groupes aéronavals seront déployés dans le Golfe. Et il intervient alors que le ton monte entre Washington et Téhéran, sur la question nucléaire comme sur les «activités» iraniennes en Irak. L'opération américaine de jeudi contre le consulat iranien au Kurdistan irakien est une autre partie



du message.

### Bombes atomiques tactiques

Sur le registre militaire, la pression a été entretenue par les dernières informations de l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*, quant à l'existence d'un plan d'attaque israélien contre l'Iran. Des

«rumeurs», pour les autorités israéliennes, qui ont pourtant amené Téhéran à avertir qu'une

attaque «ne resterait pas sans réponse». Selon l'hebdomadaire, ces plans seraient hardis puisqu'ils prévoiraient l'emploi de bombes atomiques tactiques pour détruire

les installations nucléaires enter-  
rées de l'Iran. Deux escadrilles  
s'entraîneraient pour ces raids, qui  
viseraient l'usine d'enrichissement  
de Natanz, un site proche d'Is-  
pahan, et le réacteur à eau lourde  
d'Arak, près de Téhéran. Un plan  
qui ressemble à celui qu'auraient

envisagé les États-Unis, selon un  
article publié en avril par le *New  
Yorker*. La Maison-Blanche avait  
qualifié l'article de « *mal informé* ».

Son porte-parole, Tony Snow, l'a  
redit hier, qualifiant de « *rumeurs* »  
les informations selon lesquelles les

États-Unis prépareraient une atta-  
que contre l'Iran ou la Syrie.

Même s'il s'agit plus de gesticu-  
lation militaire que de préparatifs  
de guerre, ces renforts font craindre  
l'escalade. « *Une attaque soudaine  
contre l'Iran paraît peu plausible,*

confie un observateur européen,  
*mais on peut craindre un jeu de pro-  
vocation militaire qui pousserait  
l'Iran à la faute – une agression  
contre un pétrolier, par exemple – et  
lancerait le conflit.* »

ARNAUD DE LA GRANGE

LE FIGARO 14 janvier 2007

## Ahmadinejad en tournée dans l'Amérique latine « anti-impérialiste »

Le président iranien va  
rencontrer Hugo Chavez et  
les autres dirigeants  
antilibéraux du continent.

C'EST UNE bataille diplomatique  
par pays tiers interposés que l'Iran  
et les États-Unis vont se mener à  
partir d'aujourd'hui. Alors que la  
secrétaire d'État américaine Con-  
doleezza Rice s'envolait hier pour  
le Proche-Orient, le président irani-  
en Mahmoud Ahmadinejad  
arrive à Caracas, pour une tournée  
au caractère anti-américain  
affirmé. Le dirigeant iranien rend  
visite à son « frère » Hugo Chavez,  
après une première rencontre en  
septembre. Demain, Mahmoud  
Ahmadinejad se rendra au Nicara-  
gua pour saluer une autre tête de  
turc de Washington, le dirigeant  
sandiniste Daniel Ortega, élu en  
novembre et qui vient d'entrer en  
fonction. Il clôturera son périple  
par un séjour en Équateur, afin  
d'assister à l'investiture du prési-  
dent Rafael Correa, honni par la  
Maison-Blanche pour ses projets  
de reprise en main de l'industrie  
pétrolière et sa volonté de fermer  
la base militaire américaine instal-

lée dans son pays. Cerise sur le  
gâteau, l'agenda d'Ahmadinejad  
prévoit une rencontre à Quito avec  
le chef d'État bolivien Evo Mora-  
les, autre critique acerbe des  
États-Unis.

### Oculter les problèmes domestiques

De toutes les étapes, la plus  
importante est celle de Caracas.  
Hugo Chavez est le seul chef d'État  
de la région à avoir pris fait et  
cause pour son homologue irani-  
en dans la bataille qui l'oppose  
aux Occidentaux sur le dossier  
nucléaire. Le Venezuela s'est pro-  
noncé contre la résolution de  
l'Agence internationale de l'éner-  
gie atomique (AIEA) exigeant de  
Téhéran de mettre fin à son pro-  
gramme d'enrichissement de  
l'uranium. Respectivement qua-  
trième et cinquième pays exporta-  
teur de pétrole, et membres de  
l'Organisation des pays exporta-  
teurs de pétrole (Opep), l'Iran et le  
Venezuela ont annoncé plusieurs  
programmes de collaboration  
entre leurs compagnies d'hydro-  
carbures. Se targuant d'incarner à  
l'Est comme à l'Ouest la résistance

aux États-Unis, les deux hommes  
sont passés maîtres dans l'art  
d'occuper bruyamment la scène  
internationale pour occulter des  
problèmes domestiques, en parti-  
culier d'ordre social. Ils n'hésitent  
pas à jouer des inquiétudes que  
provoque leur rapprochement  
pour effrayer le marché du pétrole  
et faire remonter les cours. À  
52 dollars, le baril de Brent est au  
plus bas depuis 19 mois, un niveau  
dangereux pour les équilibres  
financiers de leurs pays. D'ailleurs  
l'Iran et le Venezuela sont les prin-  
cipaux partisans d'une réduction  
des quotas pétroliers au sein de  
l'Opep pour maintenir les cours.

Le jeu des deux chefs d'États  
trouve d'autant plus d'échos en

Amérique latine que la politique de  
Washington dans la région est reje-  
tée par une bonne partie des opi-  
nions publiques, et qu'elle donne  
peu de signes de changement. La  
récente nomination de John Negro-  
ponte, l'ex-patron des renseigne-  
ments américains, comme numéro  
deux de Condoleezza Rice au  
département d'État, a été mal reçue  
par les capitales du sous-continent.



Mahmoud Ahmadinejad doit  
se rendre successivement  
au Venezuela, au Nicaragua  
et en Équateur. Reuters.

Le passage de John Negroponte  
dans plusieurs ambassades latino-  
américaines a laissé de mauvais  
souvenirs, notamment en Hondu-  
ras, où il est soupçonné d'avoir  
couvert de nombreuses violations  
de droits de l'homme au début des  
années 1980.

LAMIA OUALALOU

## L'insécurité paralyse l'économie irakienne

LES AUTORITÉS irakiennes disposent-  
elles de marges de manœuvre financiè-  
res qui leur permettent de s'engager  
dans la restauration de leur économie à  
la hauteur des espérances formulées mer-  
credi 10 janvier par George Bush ? Elles  
dépendent presque exclusivement de la  
production pétrolière, qui assure environ  
95 % de leurs ressources financières  
mais qui n'emploie, selon la Banque mon-  
diale, que 1 % de la population active.

Près de quatre ans après l'interven-  
tion américaine, cette production reste  
pourtant inférieure aux résultats obtenus  
auparavant. L'Irak a produit, en 2006,  
une moyenne de 2,2 millions de barils  
par jour, au lieu d'un peu plus de 3 mil-

lions en 2000. Sur ces 2,2 millions,  
1,5 est exporté.

Les causes en sont connues : après la  
guerre contre l'Iran et douze années d'em-  
bargo qui ont limité l'approvisionnement  
en pièces de rechange, les installations iraki-  
ennes sont particulièrement vétustes.  
La stagnation de la production a été mas-  
quée, en 2006, par la hausse des prix,  
mais les freins à la remise en état de ces  
installations restent les mêmes depuis  
trois ans : la corruption, et surtout l'insé-  
curité, d'autant qu'une partie de la pro-  
duction – entre 150 000 et 200 000 barils  
par jour, selon l'estimation de la commis-  
sion américaine Baker-Hamilton – est  
détournée à des fins de contrebande. Le

ministère irakien du pétrole lui-même est  
incapable de consommer plus de 15 % de  
son budget annuel.

### Sanctuarisation hors de portée

La sanctuarisation de l'ensemble de la  
filiale pétrolière reste pour l'instant hors  
de portée des autorités. Les investisseurs  
privés étrangers rechignent à s'engager  
compte tenu du contexte de guerre civile.  
La Banque mondiale a estimé en 2006 que  
les coûts liés à la sécurité ont absorbé plus  
du quart de l'aide internationale prévue ini-  
tialement pour la reconstruction de l'Irak.

L'incertitude demeure en outre sur le  
statut des puits qui pourront être creusés  
dans les gisements du sud et du nord de

l'Irak. En l'état, la Constitution irakienne dispose que le pétrole extrait aujourd'hui doit bénéficier à l'ensemble des Irakiens. Rien n'est assuré, en revanche, pour l'avenir et l'attribution de nouvelles recettes devra faire l'objet de tractations laborieuses entre chiïtes, Kurdes et sunnites.

Dans son allocution, le président américain a également invité les pays voisins à s'engager financièrement aux côtés des

autorités irakiennes. Jusqu'à présent, en dépit des profits générés en 2006 par la hausse des cours du pétrole, les monarchies du Golfe sont restées plutôt réticentes. Contrairement aux pays rassemblés dans le Club de Paris (dont la France et la Russie), qui ont prévu, dès 2004, l'annulation en trois tranches de leur part de la dette irakienne (la dernière prévue en 2008), ces monarchies (principalement l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes

unis) se sont gardées de faire de même.

La monopolisation du pouvoir à Bagdad par la majorité chiïte n'est pas de nature à pousser ces dirigeants sunnites à un soutien enthousiaste, alors que des voix iconoclastes réclament déjà, en Arabie saoudite, un soutien à la minorité sunnite en cas de retrait américain. ■

GILLES PARIS

## Les États-Unis ne se résignent pas à la partition ethnique de Bagdad

LE FIGARO 12 janvier 2007

Le long du Tigre, la capitale irakienne est de plus en plus divisée en deux zones, l'une chiïte, l'autre sunnite. Les derniers quartiers mixtes, soumis à une purification ethnique, sont les symboles d'un Irak unitaire.

FUIR à l'étranger, ou se replier au nord dans une région plus sûre ? Face aux violences interconfessionnelles, cet habitant d'al-Wathak, dans le centre de Bagdad, ne sait trop que faire. « Nous n'avons pas encore reçu de lettre d'avertissement avec une balle à l'intérieur », se rassure-t-il. Ici, les chiïtes ont toujours été majoritaires. « Mais depuis un an, ajoute cet intellectuel qui veut rester anonyme, les milices chiïtes accentuent leur pression, beaucoup de familles sunnites sont parties, et les autres rasent les murs. »

Depuis l'attentat anti chiïte de Samarra en février dernier, le nombre de déplacés dans la capitale a augmenté de façon « alarmante », selon l'Organisation internationale des migrations. Plus de 160 000 Bagdadiens ont été obligés de fuir leur maison par peur des violences. La guerre civile a fini par redessiner la géographie humaine de la capitale. Comités d'autodéfense par quartier, contrôles des allées et venues, faux barrages policiers : un nouveau Bagdad, marqué par la ségrégation, émerge des affrontements. À l'ouest du Tigre (al-Kharkh), une zone encore dominée par les sunnites. Et à l'est (al-Rusafa), un secteur essentiellement chiïte.

### Éviter une guerre civile totale

Autrefois majoritaires à 70 %, les sunnites quittent Bagdad en masse. Farouk ne reconnaissait plus son quartier d'al-Ghadrah, un fief sunnite désormais encerclé par huit barrages tenus par la milice chiïte de l'Armée du Mahdi, la hantise des sunnites. Il a mis sa famille à l'abri en Jordanie. Dans

un autre bastion sunnite voisin, Mansour, les miliciens chiïtes avancent également. « Ils tiennent des rues et sont parvenus à expulser des familles sunnites », s'inquiète Safia Taleb al-Souhail, un député. L'avenue commerçante du 14-Ramadan est vide désormais. « Si vous restez ouvert, vous serez tués », ont menacé les groupes armés chiïtes qui traquent les anciens bassistes. Les sunnites accusent les miliciens du Mahdi de cibler systématiquement des hommes d'affaires sunnites, pour les forcer à partir ou stopper leur soutien financier aux insurgés. Les pressions paient. Les milices chiïtes contrôlent 50 % d'al-Kharkh, assure Falah Zedan, un député sunnite.

« Quand les familles sunnites

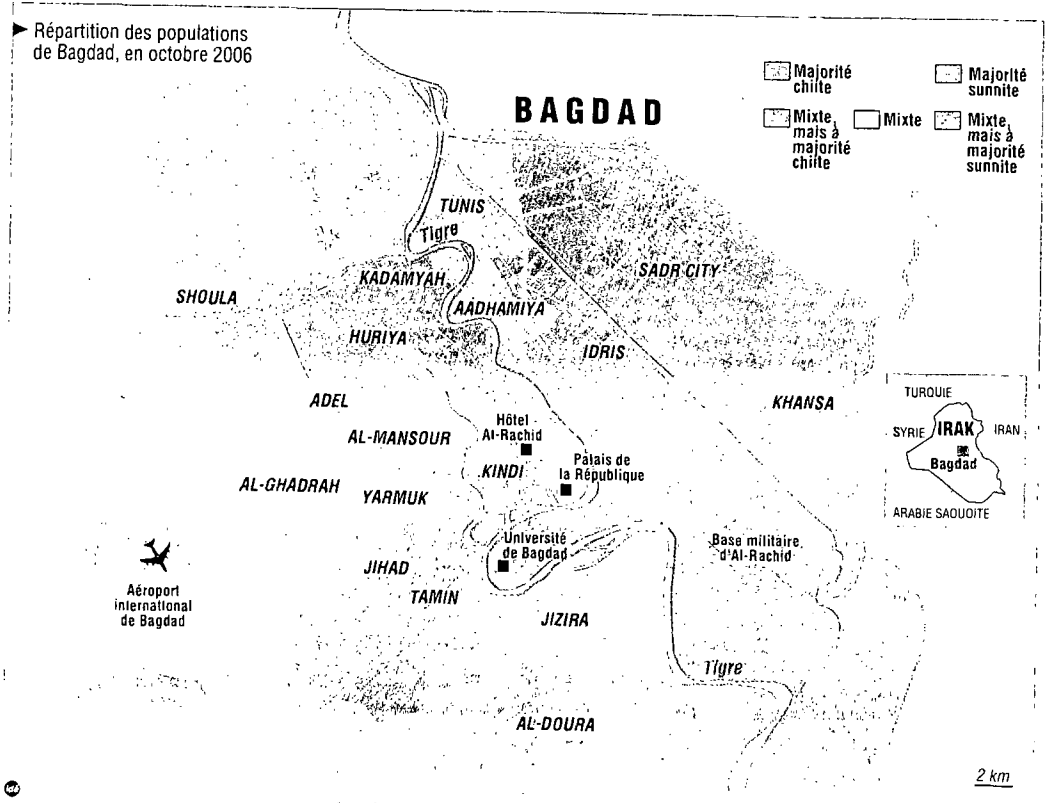
sont menacées, elles vont voir les Américains au lieu de se plaindre auprès du gouvernement », répond, au Figaro, Sami al-Askari. Selon ce conseiller du premier ministre chiïte Nouri al-Maliki, « les Américains ne répondent pas à leurs requêtes, alors les sunnites vont se venger contre des chiïtes dans les quartiers où ces derniers sont en minorité », comme Shoula, Hai al-Jamah ou Adel, où les disciples d'Ali sont à leur tour victimes d'une épuración ethnique.

Ainsi, dans l'ancien quartier mixte d'al-Doura, plus aucun chiïte ne s'aventure dans un secteur, devenu « homogène ». « Lorsqu'un secteur a été purifié, déclare un responsable d'une ONG, les attaques se font alors à la roquette et non plus à l'arme automati-

que. » La retenue n'a alors plus cours. Les déplacés sont utilisés par les groupes armés pour les renseigner sur les cibles à frapper dans leur ancien quartier. Avec leur cortège de cadavres, les transferts forcés de populations aggravent les préjugés. Ali, le chiïte est assimilé à un « Iranien ». Et pour se protéger aux barrages de l'Armée du Mahdi, Omar le sunnite exhibe sa seconde carte d'identité, qui le définit comme Amai, le chiïte.

Certains assurent qu'un partage confessionnel stabilisera, in fine, la situation dans la capitale. « C'est impossible d'avoir des zones complètement homogènes », constate Sami al-Askari. En effet, de larges enclaves chiïtes et sunni-

Répartition des populations de Bagdad, en octobre 2006





tes restent dans des quartiers rivaux. Ce sont les points les plus sensibles, Adhamiyah (sunnite) sur la rive chiïte du Tigre, et en face, de l'autre côté du pont, Kadhimiyah (chiïte), sur la rive sun-

nite. « Nous vivons un enfer, les tirs durent toute la nuit », raconte un habitant de Kadamyah. Les renforts américains, annoncés par George Bush, vont être déployés dans ces points chauds. Objectif :

éviter à tout prix que la séparation ethnique n'aille à son terme, et que l'Irak sombre dans une guerre civile totale. Il y a urgence. « Les groupes armés de chaque camp se préparent à la bataille finale pour

le contrôle de Bagdad », écrit le centre de recherche international Crisis Group dans un récent rapport.

GEORGES MALBRUNOT

# Iraqis see little use in adding U.S. forces

From news reports

**BAGHDAD:** Iraqis weary of death squads and bombs nearly four years after U.S. forces swept into Baghdad asked Thursday what difference 21,500 more troops would make now under President George W. Bush's new plan.

"The government has promised us a lot but nothing has changed," Ali Abdul Razzak, a Baghdad resident in his 20s, said as he waited to catch a bus in the morning rush hour. "The Americans will just come and sit in one place and do nothing."

Admitting "mistakes" in a war that has cost more than 3,000 U.S. soldiers' lives and killed tens of thousands of Iraqis, Bush said Wednesday that he was adding 17,500 troops in Baghdad and 4,000 in Anbar Province to tackle the nation's sectarian violence.

Some among the Sunni Arab minority who mistrust the Shiite-led government appeared reassured by the U.S. presence. American commanders have made it clear they want Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite, to crack down on Shiite militias, which are blamed for targeting Sunnis in Baghdad and elsewhere.

"If they withdraw, it will not be good

for Iraq," said Abu Ahmed, a 60-year-old man stuck in Baghdad's traffic. "I will welcome the new strategy if it brings security."

Abdul Rahman Mohammed, a 30-year-old civil servant in Falluja, which is mainly Sunni Arab, said he saw nothing new in Bush's plans. "It's the same as previous promises and plans," he said.

He said it was wrong to focus on the military when the real problem was politics. What was needed, Mohammed said, was "a new policy with one condition — that the Americans don't interfere in making it, because the people will see it as an agent of the Americans."

Mezrael Hussein, president of a sports club in the Shiite stronghold of Sadr City in Baghdad, was also skeptical. "Any strategy that comes from a foreign country will not help the Iraqi people," he said. "This strategy is like the previous ones."

Some feared that more U.S. troops and a security plan for Baghdad promised by the Iraqi government could even fuel the violence.

"The U.S. troop hike will spark a reaction from the resistance which will increase violence in the streets, and cracking down on militias will also spark a

reaction," said Bilal Fadhil, 29, an engineer in the southern city of Basra. I don't expect that the U.S. forces will hand over security at the end of the year."

Bush's decision to increase the U.S. troop level in Iraq to around 150,000 drew criticism from political support-

ers of the radical Shiite cleric Moktada al-Sadr, whose Mahdi Army militias are said by the Pentagon to be the greatest threat to security in Iraq.

"Sending more troops to Iraq is a wrong decision, and it is against the will of Iraqis and the American people," said Nassar al-Rubaie, spokesman for Sadr's parliamentary group.

"We consider it a dictator's decision to use force toward the Iraqi people, and a nondemocratic decision toward the American people because it is against the American majority represented by the Democratic Party, which condemned and disagreed with sending troops to Iraq."

On the other side of the sectarian divide, an official of Iraq's leading Sunni religious gathering, the Muslim Clerics' Association, said in remarks typically critical of the U.S. presence that sending more troops would not solve problems as long as Sunnis were disenfranchised from the political process.

"Bush is a prisoner of his own dreams," said the official, Mohammad Bashar al-Fhaidi. "The American president is ignoring the dangerous political reality in Iraq. Those who are on the ruling side today have taken the path of exclusion, of marginalization and pursuit of others. There are no links between the Sunnis and those participating in the political process."

One Kurdish lawmaker, Mahmoud Othman, said the plan would fail. "Sending more troops and financial support will not help if there is no sectarian and political solution," he said.

Osama Ahmed, a 50-year-old Sunni who works in the Ministry of Higher Education, said he got up early to watch Bush's speech, which was broadcast live at 5 a.m. Thursday on Iraqi state television.

"More U.S. troops will mean more wasted blood and more people killed," Ahmed said. "The violence will surge unless the U.S. administration decides to curb militiamen who are part of the Iraqi government."

Abdel-Karim Jassim, a 44-year-old Shiite trader, said he had hoped Bush would come up with something other than the troop increase.

"Sending more troops will not solve the problem," he said. But he did acknowledge that "Iraqis cannot handle the security issue on their own because of the sectarian divisions and the strong militias and insurgents."

January 12, 2007  
INTERNATIONAL  
Herald Tribune



A group of men in Basra in southern Iraq watched President George W. Bush delivering his speech to the United States.

LE FIGARO 12 janvier 2007

## Le consulat iranien au Kurdistan pris d'assaut par les forces américaines

L'attaque, par une centaine de soldats américains, de la représentation diplomatique iranienne à Erbil, hier, est un véritable coup de semonce à Téhéran.

L'Irak a demandé hier à l'Irak d'agir rapidement en faveur de la libération de ses employés consulaires arrêtés par les forces américaines au Kurdistan irakien, au cours d'un raid qualifié de « provocation américaine » par Téhéran. Le Pentagone a démenti que le bâtiment visé ait été « un consulat ou un bâtiment gouvernemental ».

De notre envoyé spécial à Erbil

IL EST UNE HEURE du matin à Erbil lorsque débute le raid contre la représentation diplomatique de la république islamique d'Irak. À Washington, George Bush n'a pas encore commencé son discours sur sa nouvelle stratégie en Irak. Une centaine de soldats américains encerclent un quar-

tier résidentiel de la capitale du Kurdistan autonome irakien. Les hommes se glissent dans les rues bouclées par des chars et montent sur le toit des maisons entourant la villa qui abrite la légation iranienne. Au moins quatre hélicoptères survolent le secteur de basse altitude. Un appareil inonde de lumière la scène. À trois heures, c'est l'attaque : les assaillants tirent en l'air des rafales d'arme automatique. Le portail du bâtiment est ouvert à la grenade. Les sept gardes iraniens se rendent sans résistance. Ils sont menottés. Les cinq diplomates présents sur les lieux subissent le même sort. Le drapeau iranien est descendu de son mât. Du matériel informatique et des documents sont saisis. Le quartier retrouve sa quiétude au lever du jour. Des peshmergas, les combattants kurdes, et des policiers en civil éconduisent les curieux.

### Nouvelle escalade

Selon des sources kurdes, les gardes iraniens ont été libérés plus tard

tandis que les diplomates étaient transférés vers une destination inconnue. « Il s'agit de fonctionnaires subalternes munis de passeports diplomatiques qui, comme l'ensemble des représentants iraniens, dorment dans leur résidence. Hadji Abbas, le chargé d'affaires, ne figure pas parmi eux car il était en Iran depuis un mois », précise le Dr Abdullah, le représentant kurde du bureau de liaison irano-kurde, qui déplore « la mise à sac des locaux ».

Par un étrange hasard de calendrier, l'adjoint du chargé d'affaires avait, pour sa part, quitté Erbil avant-hier avec une délégation dirigée par Ara el Jaafari, le vice-président du Conseil pour la haute sécurité iranienne, après une entrevue à Salahdine avec Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien. Rapporté par *el-Khabat*, l'organe du Parti du Kurdistan démocratique (PKD), l'entretien n'a pas été couronné de succès puisqu'il portait sur la « consolidation » des relations bilatérales...

« Le gouvernement n'a pas été prévenu et nous ne savons pas ce que les Américains reprochent à ces personnes », jure le Dr Abdullah dans la cour du bureau de liaison, désormais désert. « Nous n'avions pas eu de problèmes avec les Iraniens depuis l'ouverture de leur bureau consulaire en 1991. Il est à craindre qu'ils prennent, selon le principe de réciprocité, des méthodes de rétorsion contre nos intérêts en Iran, où nous avons des représentants », commente-t-il. S'agit-il d'une affaire d'espionnage ? Le Dr Abdullah n'en sait rien. Selon

les forces américaines, l'opération visait à « cibler des individus impliqués dans des activités visant à tuer des citoyens et des soldats américains ». « Les informations rassemblées par les services de renseignements américains étaient peut-être erronées », rétorque le Kurde.

L'assaut sonne comme un coup de semonce à l'Irak. Car, à l'heure où les soldats américains dévastaient la représentation diplomatique, George Bush s'engageait à « contrer tout soutien » de l'Irak mais aussi de la Syrie à « ses ennemis en Irak ». Prenant le contre-pied du rapport Baker, le président veut accroître la pression sur les pays accusés de soutenir les mouvements de guérilla impliqués dans le conflit irakien. Le raid du consulat iranien est, dans cette optique, un signe adressé à Téhéran. Il pourrait marquer le début d'une nouvelle escalade entre les deux pays.

Les Iraniens ont des accointances en Irak avec des milices chiïtes qu'ils auraient infiltrées. Leurs liens avec Abdel Aziz el-Hakim, l'homme fort du régime irakien, sont de notoriété publique. Ce dernier peut compter pour contrôler ses fiefs sur les brigades Badr, très actives dans le sud du pays. Certains groupes parmi les gardiens de la révolution accorderaient une aide aux miliciens de Moqtada Sadr, qui règnent en maître dans les rues d'une partie de Bagdad et de Kerbala. Ces fers au feu permettraient à Téhéran de peser au moins indirectement sur un niveau de violence qui n'a jamais été aussi élevé.

THIERRY OBERLÉ

January 13-14, 2007

Metald Tribune

## Bush ordered raids on Iranians

By David E. Sanger and Thom Shanker

**WASHINGTON:** A recent series of American raids against Iranians in Iraq are the result of an order President George W. Bush secretly issued several months ago to start a broad military offensive against Iranian operatives in the country, Secretary of State Condoleezza Rice said Friday.

"There has been a decision to go after these networks," Rice said in an interview with The New York Times in her office on Friday afternoon.

Rice was vague on the question of when Bush issued the orders, but she made it clear he did so months ago.

Those orders appear to be the first by Bush to authorize direct military action to counter Iranian ambitions in Iraq or the broader Middle East, though Rice characterized them as chiefly a move for "force protection," because of evidence that Iran was providing sophisticated explosive devices for use against American troops.

Rice's comments came just a day after the new chairman of the Senate

### 'Networks' in Iraq targeted, Rice says

Foreign Relations Committee, Senator Joseph Biden, Democrat of Delaware, issued a sharp warning to the administration about the recent raids against Iranians in Iraq, including one in Erbil early Thursday.

Biden said that the vote to authorize the president to order the use of force to depose Saddam Hussein should not be used as a vehicle for mounting attacks networks assisting insurgents or sectarian militias.

Rice gave no indication that the president's orders extended to action inside Iran.

Biden said: "I just want the record to show — and I would like to have a legal response from the State Department if they think they have authority to pursue networks or anything else across the border into Iran and Iraq — that will generate a constitutional confron-

tation here in the Senate, I predict to you."

### ■ Iraq describes Iranian office

The Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, said Friday that five Iranians detained by U.S. forces in Kurdish-controlled northern Iraq on Thursday were working in a liaison office that had government approval and was in the process of being approved as a consulate.

Zebari, a Kurd, also said that U.S. forces had tried to seize more people at the airport in Erbil, 350 kilometers, or 220 miles, north of Baghdad, prompting a confrontation with Kurdish troops who were guarding the facility. The standoff was resolved without casualties.

The United States said that the building where the Iranians were detained had no official diplomatic status.

LE FIGARO 12 janvier 2007

## Visite historique du président irakien à Damas

Jalal Talabani devrait sceller la réconciliation entre les deux frères ennemis, après une brouille de vingt-six ans.

LES SYRIENS, assure un diplomate, « ont mis les petits plats dans les grands » pour recevoir le président irakien. Initialement prévue aujourd'hui, la visite de Jalal Talabani devrait avoir lieu dans les prochains jours. La date exacte est tenue secrète pour des raisons de sécurité. Un événement : c'est le premier voyage à Damas d'un chef d'État irakien depuis la rupture des relations diplomatiques, en 1980. Elles ont repris fin novembre 2006, après le voyage surprise du ministre des Affaires étrangères syrien, Walid Mouallem, à Bagdad.

L'accueil du président irakien marque le couronnement du réchauffement entre les frères ennemis baasistes, tous deux issus de ce parti laïque panarabe. Les deux pays n'en campent pas moins dans des camps opposés. Jalal Talabani préside le gouvernement mis en place grâce à l'assaut américain de 2003, tandis que son homologue Bachar el-Assad est isolé par Washing-



Jalal Talabani devrait notamment évoquer avec Bachar el-Assad les questions de sécurité à la frontière syrienne. Chip East/Reuters.

ton. Condoleezza Rice accuse ouvertement la Syrie d'aider les insurgés sunnites qui font régner la terreur dans tout le pays.

Pour ajouter au paradoxe, la Syrie et l'Irak sont tous deux alliés de l'Iran. De source diplomatique, on estime que Jalal Talabani a sans doute reçu un feu vert officieux de Washington avant de se rendre à Damas, malgré le rejet par George Bush de suivre les recommandations du rapport de l'ancien secrétaire d'État James Baker, qui lui conseille de parler avec la Syrie et l'Iran. Le président irakien, estime un observateur syrien, voit aussi midi à sa porte : « Les États-Unis seront partis dans un ou deux ans. Son gouvernement est faible. Il doit tenir compte des acteurs régionaux. »

### La question du Kurdistan

Les questions de sécurité seront au cœur des entretiens. Walid Mouallem avait déjà en novembre condamné « toutes les actions terroristes » en Irak. Le gouvernement irakien est néanmoins préoccupé par le transit de combattants et d'armes à travers la frontière syrienne, longue de 600 km. Un mémorandum pourrait être signé, entérinant

une coopération bilatérale dans la lutte contre le terrorisme et l'échange d'informations. Les officiels syriens assurent ouvertement être en mesure d'exercer leur influence sur des mouvements sunnites irakiens et même sur les hommes de Moqtada Sadr, le chef militaire chiite.

Cette influence reste à démontrer, mais les deux présidents pourraient discuter d'une réunion à Damas de toutes les factions irakiennes, déjà évoquée par Bachar el-Assad devant le sénateur américain Arlen Specter, un républicain qui s'était rendu à Damas, malgré l'avis contraire de son gouvernement...

À Damas, Talabani sera en pays de connaissance. Sous Saddam, qu'il combattait, le fondateur de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) pouvait trouver refuge en Syrie, où il possède toujours une maison, et bénéficiait même d'un passeport syrien. Il l'a solennellement rendu avant son retour en Irak, après la destitution de Saddam. Enfin, derrière le président se profilera le chef kurde. Si un Kurdistan indépendant naît un jour, il aura besoin d'amis.

PIERRE PRIER

LE FIGARO 16 janvier 2007

## Robert Gates met en garde l'Iran

**OTAN**  
Le nouveau secrétaire américain à la Défense s'est rendu au siège de l'organisation hier à Bruxelles.

De notre correspondante à Bruxelles

À L'OCCASION d'une visite au siège de l'Otan, hier, à Bruxelles, le nouveau secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a mis en garde l'Iran, en annonçant une présence militaire « forte » et « durable » des États-Unis dans la région du Golfe. Alors que Washington accroît sa présence au sol en Irak, avec 20 000 hommes en renfort, déploie un

porte-avions supplémentaire et des missiles antimissiles Patriot dans le Golfe, le successeur de Ronald Rumsfeld accuse l'Iran de semer le trouble en Irak. « Les Iraniens ont une attitude très négative en ce moment » a estimé Robert Gates, excluant toute reprise du dialogue avec le régime des mollahs, tel qu'il est préconisé dans le dernier rapport bipartisan sur l'Irak. « Ils croient de toute évidence que nous sommes ligotés en Irak, et qu'ils ont l'initiative », a indiqué le secrétaire à la Défense, visiblement irrité. « Mais les Iraniens ne font rien de constructif en Irak ; ils ont également soutenu le Hezbollah pour déclencher un nouveau conflit au Liban », a-t-il ajouté. Téhéran a toujours rejeté ces accusa-

tions, affirmant que la violence en Irak est entretenue par la présence militaire américaine, que Washington n'a pas l'intention d'affaiblir. À l'unisson avec le chef de diplomatie américaine, Condoleezza Rice, pour condamner l'attitude de l'Iran, Robert Gates reste très prudent sur les intentions militaires des États-Unis à l'égard de Téhéran.

Depuis l'annonce par George W. Bush du renforcement de l'arsenal antimissiles américain dans le Golfe, les spéculations ont repris à Washington et dans les capitales européennes sur les intentions cachées de la Maison-Blanche dans la région. D'après Robert Gates, les Iraniens n'auraient rien à craindre.

Ce déploiement ne serait qu'un investissement défensif à long terme et non un signe de préparatifs guerriers. « Nous ne faisons que réaffirmer l'importance vitale et stratégique de cette région pour les États-Unis, et notre détermination à maintenir une présence forte dans cette région et cela pour très longtemps », a affirmé le secrétaire à la Défense. Aussi ferme soit-il, le successeur de Ronald Rumsfeld laisse une porte entre-ouverte avec Téhéran. « Lorsque les Iraniens seront prêts à jouer un rôle constructif dans le traitement de certains problèmes, a-t-il conclu, il y aura, peut-être, une chance d'agir ensemble. »

ALEXANDRINE BOUILHET

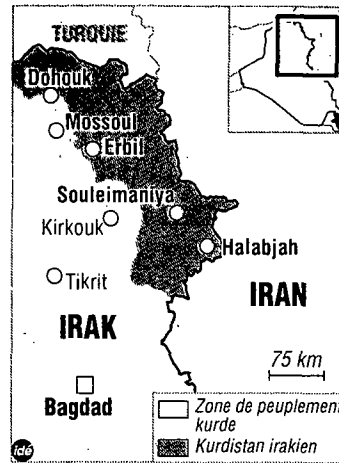
LE FIGARO 15 janvier 2007

# Le Kurdistan irakien, terre d'asile pour les réfugiés sunnites

**C**hassés par les violences interethniques qui secouent la ville de Bagdad et ses environs, les sunnites arrivent en masse au Kurdistan irakien, où ils tentent de s'installer dans cette oasis de paix. L'arrivée parmi les Kurdes, maltraités par Saddam Hussein, de ces réfugiés qui sont souvent d'anciens baasistes, n'est pas toujours facile. D'autant que les jeunes Kurdes ne parlent plus l'arabe.

confessionnelles de Bagdad pour se réfugier au Kurdistan irakien. Hassan a emmené avec lui son fils aîné car celui-ci était menacé de mort en raison de son patronyme. Othman est, selon le Coran, l'un des premiers califes. Successeur du prophète, il s'est opposé à Ali, le calife vénéré des chiïtes. « Mon autre fils Hussein n'a pas d'ennuis tout simplement parce que son prénom est apprécié des chiïtes. La fitna (la guerre entre musulmans, NDLR) est aussi cruelle qu'absurde », commente-t-il.

À Bagdad, Hassan donnait des cours de physique dans un collège public de son quartier, un secteur dominé par les chiïtes. « Les miliciens sont venus à l'école pour me prévenir que j'étais interdit de travail. Ils avaient déjà tué deux de mes collègues et posé des pains d'explosifs dans l'enceinte scolaire. Il était temps de partir », explique-t-il.



L'homme demeure sous l'emprise de la peur. Prudent, il refuse de donner son identité. « Les miliciens détruisent les fondements pédagogiques de ce pays. Ils ont des idées bizarres qui plongent Bagdad dans l'anarchie », s'indigne le professeur.

Hassan a obtenu un contrat d'instituteur dans un établissement scolaire kurde. Il attend son premier salaire pour faire venir les autres membres de sa famille bloqués dans la capitale irakienne. Sans argent, il est venu quémander une aide à l'antenne locale du Croissant rouge.

Depuis l'attentat en mars de la mosquée d'or de Samarra qui a donné le signal de l'épuration ethnique en Irak, les déplacés sunnites se pressent dans les locaux de l'organisation de charité. « Le mouvement s'est encore accentué ses dernières semaines. Ils demandent des tuyaux pour trouver des logements, des meubles, des tickets de ration, de la nourriture. Cinq mille familles sunnites sont passées ici en dix mois. Nous en avons

## Une histoire mouvementée

**L'Irak** compte environ 22 % de Kurdes, 18 % d'Arabes sunnites, 55 % de chiïtes et 3 % de chrétiens.  
**1970** : Bagdad accorde une autonomie partielle aux Kurdes.  
**1988** : l'aviation irakienne bombarde à l'arme chimique le village d'Halabjah (5 000 morts).  
**1991** : 1,5 million de Kurdes se réfugient dans les montagnes.  
**1992** : le Kurdistan devient une région autonome.  
**2003** : chute du régime baasiste.  
**2006** : le Kurdistan se dote d'un gouvernement réuni.

recensé à 11 000 à Souleimaniya et 4 000 à Dohouk, les deux autres grandes villes du Kurdistan », précise un responsable de l'aide aux déplacés du Croissant rouge d'Erbil. La majorité des familles qui fuient Mossoul et Bagdad est d'origine kurde mais plusieurs milliers de déplacés sont des Arabes irakiens.

## Une oasis de paix

Le phénomène résulte d'une absence d'alternative : alors que les chiïtes trouvent refuge dans leur communauté à Najaf ou dans le sud du pays, les Arabes sunnites n'ont pas d'asile. Leurs enclaves sont des zones de guerre où l'armée américaine affronte la guérilla. Les déplacés doivent, s'ils veulent trouver la sécurité sans sortir des frontières de l'Irak, prendre la route du Kurdistan autonome. Là, ils découvrent une oasis de paix qui offre l'avantage, outre sa tranquillité, d'être peu encline au fanatisme religieux. Souvent très hostiles aux forces d'occupation américaine, les voilà à l'abri chez les meilleurs alliés de ceux qu'ils considèrent comme les responsables de leur malheur. Les voilà dans un pays décrit dans les conversations de bazar de Bagdad comme une contrée peuplée de sauvages. Avec l'irruption de la barbarie au cœur de la capitale irakienne, les préjugés commencent à s'estomper...

De leur côté, les autorités kurdes font preuve de tolérance. « Ces gens ont la mort aux trousses. Nous sommes bien obligés de les accepter chez nous et de les aider pour des raisons humanitaires », assure le gouverneur d'Erbil, Nawzad Hadi Mawlood. C'est que les responsables de la région commencent à

Erbil.  
De notre envoyé spécial

HASSAN, 45 ans, dort avec son fils Othman, 17 ans, dans un sous-sol non chauffé d'un immeuble du centre d'Erbil. Cet Arabe sunnite a fui en septembre les violences



Sans emploi, ces trois réfugiés arabes sunnites partagent un frugal repas dans un jardin public de Souleimaniya, au Kurdistan irakien. L'arrivée massive des déplacés dans la ville suscite l'inquiétude de la population. Ceerwan Aziz/Reuters.

tourner la page de Saddam et des atrocités commises durant des décennies contre la population par un régime contrôlé par les Arabes sunnites.

Les Kurdes suivent bien sûr toujours avec attention le procès Anfal, cette campagne militaire menée en 1988 contre les Kurdes. Ouvertes en août, les audiences revisitent un épisode particulièrement sanglant de la répression de l'irrédentisme kurde. En quelques mois, les forces irakiennes tuèrent plus de 50 000 civils, usèrent de gaz chimique, détruisirent plus de 2 000 villages et pratiquèrent des déplacements massifs de population. Six hauts dirigeants arabes sunnites dont Ali Hassan al-Majid, dit Ali-le-chimique, figurent sur le banc des prévenus. Ils sont accusés de génocide et de crimes contre l'humanité. Mais la place de Saddam, l'inculpé vedette, est inoccupée pour cause de pendaison. Son absence ôte de son intérêt au procès. Elle ouvre aussi un nouveau cycle. « *Nous voulons la justice mais non la vengeance. Il faut maintenant aller de l'avant* », résume le général Aziz Weyzi, le commandant des Peshmergas, les forces kurdes. Sans pour autant baisser la garde.

L'appareil sécuritaire suit de près l'afflux des déplacés arabes. Il est hanté par la crainte de voir arriver des kamikazes dans le sillage des sunnites de Bagdad. Des procédures de sécurité très strictes sont appliquées pour éviter les « *infiltrations terroristes* ». Chaque arrivant doit être parrainé par un habitant de la région puis une enquête de police le passe au crible.

#### Le souvenir douloureux de la politique d'arabisation

Plus ouverte sur l'Irak pour des raisons géographiques, la ville de Souleimaniya accueille en ronchonnant le gros du contingent arabe. Empreinte de mentalité

montagnarde, Erbil suit le mouvement avec encore plus de réticence. Les déplacés sont accusés d'accroître la flambée des prix des loyers, d'augmenter le chômage, d'être – ce qui est souvent exact – d'anciens baasistes et de remettre en cause les équilibres ethniques. Leur présence réveille le souvenir douloureux de la politique d'arabisation imposée par Saddam dans les années 1970 pour modifier la carte démographique des communautés autour des champs pétroliers de Kirkouk. Chassés de leurs maisons, les Kurdes avaient dû se replier dans l'arrière-pays.

Au Parlement, les députés s'énervent. Ils réclament le regroupement pour des raisons sécuritaires des nouveaux venus dans des zones réservées. « *Ces gens nous inquiètent, ils n'ont rien à faire chez nous. Le gouvernement a été pris de vitesse, il doit réagir d'urgence* », prévient Khamen Zerar, député de l'Union patriotique kurde (UPK), le parti du président irakien Jalal Talabani.

Les premiers réfugiés étaient issus des classes aisées. Ils sont médecins, hommes d'affaires, universitaires. Les praticiens réputés n'ont pas de mal à se créer une clientèle huppée dans un Kurdistan où les élites profitent de la paix pour s'enrichir. Les hommes d'affaires prospèrent. Les professeurs décrochent des postes au compte-gouttes grâce au piston de collègues kurdes côtoyés dans des colloques et des séminaires ou par d'anciens élèves dont ils ont dirigé les thèses.

« *Nous devons privilégier l'accès à l'emploi à notre population. Notre université a déjà son équipe et son budget. Nous sommes obligés d'éconduire les professeurs arabes qui viennent chaque jour proposer leurs services* », explique dans son bureau le Dr Nasser, vice-doyen de la faculté de droit

de Salahaddin. L'un des rares heureux élus de l'institut l'écoute les bras croisés. « *Nous sommes accueillis chaleureusement par les Kurdes. Ils ne font pas de différence entre nous et eux* », déclare-t-il sur un ton réservé. Les années de dictature puis le basculement de Bagdad dans la fureur lui ont appris la méfiance. Il applique les règles de la survie dans l'Irak d'avant et d'après Saddam : en dire le moins possible, être sur ses gardes, ne pas attirer l'attention.

#### Beaucoup ne trouvent pas de travail

Tous n'ont pas sa chance. La barrière de la langue rend difficile la quête d'un emploi. Depuis la conquête du statut d'autonomie en 1992, l'arabe n'est plus utilisé dans la vie quotidienne et professionnelle. Et il n'est plus maîtrisé par les moins de trente ans.

Chez les Nahab, les hommes sont tous au chômage. Composée de 38 membres, la famille a débarqué à Erbil en juin en provenance du quartier Chaab de Bagdad, une

zone située près de Sadr City, le fief des miliciens de Moqtada Sadr. La smala loue une maison de 100 m<sup>2</sup> pour un loyer mensuel de 200 dollars. Elle a connu dans la capitale une descente en enfer. « *Tout a commencé un matin lorsque les miliciens ont enlevé mon frère, Tarik, alors qu'il se rendait à son travail. Les kidnappeurs nous ont appelés avec son téléphone portable pour nous dire qu'ils voulaient aussi me capturer. Le corps de Tarik est arrivé à la morgue trois jours plus tard.* »

#### Torturé par les chiïtes

Sunnite, la famille n'a pas osé se rendre à l'institut médico-légal chiïte pour récupérer la dépouille. « *Nous avons des voisins qui ont été enlevés à la morgue dans des circonstances semblables. Des*

*amis chiïtes sont allés chercher le cadavre à notre place* », indique Youssef. Il poursuit : « *Son visage était déformé. Nous ne l'avons pas reconnu tellement il avait été torturé. Sa cage thoracique avait été retournée. C'est l'armée du Mahdi qui l'a tué. Ils veulent faire de Bagdad une capitale chiïte. Nous connaissons son assassin : c'est l'un des pires criminels du quartier. Nous n'avons pas célébré le deuil. Nous sommes montés dans un bus pour Erbil sans même prendre de vêtements de rechange.* »

Youssef laisse derrière lui son restaurant et ses deux hammams. Le premier étage de sa nouvelle maison est un dortoir où règne la promiscuité. Des enfants engourdis par le froid sont recroquevillés sous des couvertures. D'autres jouent dans la rue boueuse.

Youssef s'est installé à Erbil avec l'appui de Massoud, son vieil ami de trente ans, un camarade de service militaire qui tient un petit commerce. Il n'avait jamais imaginé s'installer un jour au Kurdistan. L'idée lui semblait « *inconcevable* » même si « *les haines entre Arabes et Kurdes* » lui semblent « *artificielles* ». « *Nous sommes d'abord sunnites* » dit-il.

THIERRY OBERLÉ

### Victimes d'assassinats et d'enlèvements, les chrétiens d'Irak prennent le chemin de l'exode

■ Mohzen, un chauffeur de taxi de 43 ans, vient de passer une semaine les yeux bandés, attaché à une chaise sous un escalier dans une maison. Il a été capturé en décembre dans la rue à Dorah, un quartier sunnite de Bagdad. Ses agresseurs l'ont assommé, puis jeté dans le coffre d'une voiture. Ils ont ensuite téléphoné à sa femme. Elle

raconte : « *Ils ont réclamé un grand sac d'argent de 240 000 dollars. Ils ont menacé, si on ne payait pas, de jeter la tête de mon mari dans le jardin. On a réussi à réunir grâce à des emprunts 30 000 dollars. J'ai remis la rançon à un motard.* » Assyrochaldéen, Mohzen ignore qui l'a enlevé. « *Mes geôliers m'accusaient d'être un mécréant. Ils vou-*

*laient que je me convertisse à l'islam. En me libérant, ils m'ont dit que je devais disparaître du quartier* », précise-t-il. Mohzen a quitté Bagdad pour Erbil. Sa famille devait l'y rejoindre. Leur camion de déménagement a été attaqué. Les braqueurs se sont emparés de la cargaison, des économies des voyageurs et de leurs chaussures.

Le beau-père de Mohzen a voulu remercier un bandit de lui avoir épargné la vie. Il s'est baissé pour lui baiser la main. L'homme l'a éconduit en le traitant de « *chien d'infidèle* ». « *À Dorah, les chiïtes sont tous partis. Quant aux chrétiens, il en reste une poignée* », commente Mohzen.

T.O.

# Congress must help Bush pick up the pieces in Iraq

It was surreal how disconnected President George W. Bush was the other night, both from Iraq's horrifying reality and America's anguish over this unnecessary, mismanaged and now unwinnable war. Indeed, most Americans seem far ahead of the president. They understand that what the United States urgently needs is for Bush to chart a way out of Iraq that also limits the chaos that will be left behind.

The president's disconnect goes far to explain the harshly critical reaction of Congress and the public to his plan to further bleed America's overstretched forces by sending 20,000 additional troops in an attempt to impose peace on Baghdad's vengeful streets. He proposes to do that without any enforceable commitments from the Iraqi government that it will take the necessary political steps that are the only hope for tamping down a spiraling civil war.

There are no really satisfying answers in Iraq, since all of the remaining options are bad. Still, some are notably worse than others, and Bush has come up with possibly the worst. He would mortgage thousands more American lives and what remains of Washington's credibility in the region to a destructively sectarian Shiite government that he seems unwilling or unable to influence or restrain.

Unlike Bush's views on the American military presence in Iraq, our views have evolved as the evident realities on the ground have changed. At the outset, although we opposed Bush's invasion, we hoped the U.S. military could provide enough security to allow an elected government to build the foundations of national unity and eventual democracy.

As it became increasingly clear that Iraqi political leaders had other, less noble intentions, we still hoped that a substantial American military presence could be used to shield innocent civilians from the growing violence, train reliable and professional Iraqi security forces to take over that task, and exert leverage on Iraqi leaders to follow a less divisive and destructive course.

Now, with Bush unwilling or unable to persuade Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki to take the minimum steps necessary to justify any deeper American commitment, we recognize that even that has become unrealistic. Maliki gave the latest White House plan an even chillier reception than it received in the U.S. Congress, boycotting a news conference Thursday in Baghdad announcing it. He apparently would

have preferred to see American forces sent to fight Sunni insurgents in western Anbar Province, leaving Baghdad as a free-fire zone for his Shiite militia partners.

But even knowing all that, America cannot simply wash its hands of Iraq and go home. The region's problems, many of them made worse by this war, are unavoidably America's problems as well. For starters, Iraq is in imminent danger of violently breaking apart, driving millions of refugees across its borders — who will bring with them their ethnic grievances, and in some cases their weapons — and potentially unleashing a chain reaction of regional conflicts that could draw in Turkey, Saudi Arabia, Iran and perhaps others as well.

Whatever else happens, Iran has already become more formidable and dangerous. Where it once had a hostile Saddam Hussein on its western border, it now has a friendly Shiite fundamentalist government. Its other longtime enemy, the United States, has had its diplomatic and military clout severely diminished by this war.

The expanding power of a revolutionary, Shiite Iran is profoundly unsettling to the conservative Sunni-led governments in most of the Arab Middle East, which have been America's traditional allies in the region. If the United States is to recoup any of its standing and influence there, it will have to find a way to contain the chaos in Iraq. And it will have to do a lot more to address other concerns of these governments and their people, starting with a genuine and sustained effort to mediate a peace agreement between Israel and the Palestinians.

If Bush does persist in sending more American troops to Baghdad, despite Congress's amply justified opposition, he will have to establish clear lines of command that assure that those troops can enter the strongholds of the Shiite militias responsible for much of the violence without militia leaders' being tipped off by allies in the Iraqi government.

And so long as any American troops remain in Iraq, Bush must put serious pressure on Maliki to support the troops' efforts with a genuine program of national reconciliation. That must include, at a minimum, ridding the police and other security services of killers, torturers and criminals and disarming all sectarian militias.

The government must also assure that Iraqi oil revenues are fairly shared out among the entire Iraqi population. And it must move quickly to offer an amnesty to Sunni insurgents willing to put down their weapons, and narrow the legal restrictions on former Baath Party members so that Sunni professionals can once again fully participate in Iraqi national life.

These benchmarks should be accompanied by fixed timelines. And they must be accompanied with a clear message that the United States is prepared to withdraw its troops if the Iraqis continue to refuse to take responsibility for their own future. Bush and other American officials need to make clear that as much as the United States will suffer from a complete collapse in Iraq, Iraq's leaders will suffer far worse from the loss of their American protectors.

Bush should reinforce that message by convening a conference of all of Iraq's neighbors to discuss how they can help stabilize Iraq — and what they can do to contain the wider chaos should it come. With nearly two million Iraqis already seeking refuge, mainly in Syria and Jordan, it is far past time for American officials to begin their own planning and relief efforts.

If Bush refuses to deliver this ultimatum to Maliki, Congress will have to do so in his stead. That's not the usual division of labor between the executive and legislative branches, but it is one that Bush has made necessary by his refusal to face realities. The potential consequences of his failed leadership are so serious that neither the new Democratic majorities in Congress, nor the public at large, can afford the luxury of merely criticizing from the sidelines.

So far, Congress is off to an encouraging start, holding substantive oversight hearings and asking probing questions of administration officials for the first time in too many years. Similarly encouraging has been the bipartisan character of this reinvigorated oversight. Congress should continue asking hard questions. And it must insist on real answers before acting on any new requests for money to support Bush's plans to send more troops to Baghdad. Congress has the authority to attach conditions to that money, imposing benchmarks and timetables on Bush, who then would be forced to impose them on the Iraqi government.

It's now up to Congress to force the president to live up to his constitutional responsibilities and rescue America from the consequences of one of its worst strategic blunders in modern times.

History will surely blame Bush for leading America into Iraq, but it will blame Congress if it does not act to push him onto a more realistic path.

# Bush opens 3rd front in Iraq — against Iran

By David E. Sanger



The building in Erbil, Iraq, on Sunday, where five Iranians were held. Washington is taking a hard line on Iranian activities in Iraq.

January 15, 2007

Herald Tribune

**WASHINGTON:** For more than two years after Saddam Hussein's fall, the war in Iraq was about chasing down insurgents and Al Qaeda in Iraq. Last year it expanded to tamping down sectarian warfare.

But over the past three weeks, in two sets of raids and newly revealed orders issued by President George W. Bush, a third front has opened — against Iran.

For now, administration officials say, that effort has a limited goal: preventing Iranians from aiding in attacks on American and Iraqi forces inside Iraq. But in recent interviews and public statements, senior members of the Bush administration have made clear that their real agenda goes significantly further, toward a goal of containing Iran's ability to exploit America's troubles and realizing its dream of re-emerging as the greatest power in the Middle East.

In an interview in her office Friday, before she left on her latest Mideast trip, Secretary of State Condoleezza Rice described what she called an "evolving" administration strategy to confront "destabilizing behavior" by Iran across the region. Bush's national security adviser, Stephen

**News Analysis** Hadley, went further Sunday, when he said on NBC's "Meet the Press" that the United States was resisting an Iranian effort "to basically establish hegemony" throughout the region.

Even some of Bush's fiercest critics do not question that the administration's diagnosis is correct. Some of them argued in 2003 that Iran was a far more potent threat than Saddam Hussein ever had been, and questioned whether the president had taken on Iraq first simply because it seemed, at the time, like an easier confrontation to resolve. But nearly four years later, with American

forces stretched thin, confronting Iran raises strategic questions that the White House is not eager to answer.

In many ways, the new focus on Iran represents another way in which the American mission in Iraq has backfired. In the lead-up to the 2003 invasion of Iraq, administration officials argued that successfully deposing Saddam Hussein would send a powerful signal to other nations seeking to challenge Washington and racing for nuclear weapons. Iran and North Korea, the two other countries that Bush

identified in his 2002 State of the Union address as part of an "axis of evil," would take note of the costs of defiance and rein in their ambitions.

"You heard this argument in meetings all the time," a senior official on the National Security Council, who has since left the administration, said recently. "Iraq would make the harder problems of Iran and North Korea easier."

But the opposite happened. North Korea tested a nuclear device in October. And Iran has sped ahead with a uranium enrichment program in defiance of United Nations Security Council demands. Now, Rice confirms, Washington is moving to what amounts to a Plan B: stationing more naval, air and anti-missile batteries off Iran's coast; cracking down on its international financial transactions in an effort to squeeze its ability to pump oil; and hunting down suspected members of the Revolutionary Guard and other Iranian operatives inside Iraqi territory.

The strategy, officials say, is to raise the cost for Iranians so much that they question the hard-line tactics of the country's current leadership, especially that of President Mahmoud Ahmadinejad. To the administration's critics, though, the result could be the opposite

— that Washington's hard line could give Ahmadinejad's movement new life.

"The administration does have Iran on the brain, and I think they are exaggerating the amount of Iranian activities in Iraq," Kenneth Pollack, the director of research at the Saban Center at the Brookings Institution, said on Sunday. "There's a good chance that this is going to be counterproductive."

Administration officials say that ignoring Iran's activities will lead only to escalation. "There's no question that everything that has gone wrong in Iraq has made life easier for the Iranians," one senior White House official said recently. "The question is what you do about that."

The answer, shaped in the National

Security Council, is for the American military to make targets of Iranians who they believe are fueling attacks, a decision that Bush made months ago that was disclosed only last week. It is a strategy that raises many questions.

First is whether the confrontation will be limited to Iraqi territory. In testimony in recent days, the new secretary of defense, Robert Gates, has argued that he sees no need to enter into Iranian territory.

Yet American officials have been careful not to shut off the possibility of American actions inside Iran, and they have been cagey about what kind of orders, including secret presidential findings, Bush may have signed in recent months. Pressed on ABC's "This Week" on Sunday about excluding the option of going after Iranians inside Iran's own borders, Hadley said that for now, Iraq was "the best place" for the United States to take on the Iranians.

"So, you don't believe you have the authority to go into Iran?" the host of the show, George Stephanopoulos, asked Hadley. "I didn't say that," he responded. "This is another issue. Any time you have questions about crossing international borders, there are legal issues."

The second question is whether Bush is now determined to step up covert as well as overt efforts to halt Iran's nuclear program. So far, the evidence collected by the International Atomic Energy Agency suggests that Tehran's nuclear efforts have run into considerable technical obstacles. But concerns remain that inspectors are missing secret facilities, bigger and more advanced than those that they discovered a few years ago, acting on tips from Iranian exiles.

And the third question is what Wash-

ington would do if the Iranians looked for ways to strike back. Until now, the conventional wisdom in Washington has been that Bush has his hands full and is not eager to add to America's challenges in the Middle East.

# Sunni anger over conduct of execution

By Steve Negus, Iraq Correspondent

Iraq yesterday executed Saddam Hussein's co-defendants, eliciting fresh controversy after it was revealed that one of the executions was bungled.

Barzan al-Tikriti, Saddam's half brother, and Awadh al-Bandar, a revolu-

tionary court judge, were hanged before dawn.

The pair were convicted alongside the deposed Iraqi leader on November 5 on charges related to reprisals against a Shia village where Saddam suffered a 1982 assassination attempt. Scores of villagers were executed and many more tortured and imprisoned.

The official video of the executions has not been released, but was screened for reporters. It reportedly shows Mr Bandar's body dangling from a rope, and Mr Tikriti's lying on the floor with his severed head a short distance away.

Iraqi government officials claimed there were no "violations" of procedure in yesterday's executions, but admitted that Mr Tikriti's head was ripped from his body as he was hanged.

Such incidents can reportedly occur when a hangman misjudges the length of rope required, but Iraqi Sunni have already accused the government of deliberately mutilating Mr Tikriti's body.

In an example of the

potential sectarian backlash, Mr Tikriti's son-in-law said in an interview on pan-Arab al-Jazeera television that "ripping off his head [was] the grudge of the Safavids". He was referring to an Iranian dynasty that some Sunni use as a general insult for Shia, because it emphasises their Iran ties.

Condoleezza Rice, US secretary of state, yesterday issued a muted criticism of the execution. "We were disappointed that there was not greater dignity given to the accused..."

"I think that passions run high after years of turmoil, under dictatorship, and that is apparently what happened. But it shouldn't have happened and I think that it did not reflect well on the

Iraqi government."

The United Nations yesterday condemned the decision to go ahead with the executions. Yesterday's events came after widespread criticism over the execution of Saddam two weeks ago, and are likely to strain Iraq's relations with its neighbours and with its own Sunni Arab population.

Saddam's execution sparked accusations that the Iraqi government had ignored elements of due process in order to rush him to the gallows. Those criticisms were compounded by mobile phone footage showing executioners taunting Saddam.

Additional reporting by Andrew England in Cairo

## Iranian leaders speak out as the US steps up pressure on Tehran

By Gareth Smyth in Tehran, Fidelius Schmid in Brussels and Andrew England in Cairo

Akbar Hashemi Rafsanjani, the influential former Iranian president, yesterday accused the US of "seeking new adventurism" as Washington stepped up pressure on Tehran over its nuclear programme and Iraq.

Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader, also expressed concern that the US was fostering sectarianism. Meeting Sunni and Shia clerics he stressed that unity between Islam's two sects was needed to prevent "these governments" - a reference to Sunni Arab regimes - "taking refuge" with the US and Britain.

Iranian warnings came as Ali Larijani, the country's top security official, held meetings in Riyadh, in an apparent attempt to gauge the level of Saudi support for Washington's tougher policy towards Tehran.

The trip came a day before Condoleezza Rice, the US secretary of state, is due in Saudi Arabia - the most powerful Sunni country - for talks on President George W. Bush's new Iraq plan.

The so-called "way forward" for Iraq includes a surge of 20,000 extra troops to pacify Baghdad and increased pressure on Iran, which Washington accuses of fomenting unrest in Iraq through its support for Shia armed groups.

Ms Rice's regional tour seems partly designed to cement a regional front



Kurdish troops of the Iraqi army depart for Baghdad yesterday where they will help extra US forces try to overcome sectarian violence AFP

against Shia Iran at a time when Sunni Arab states are expressing rising alarm over Iranian influence in the region. Last month, Gulf Arab states ordered a study into a possible civilian nuclear programme, a move that was seen as a warning to western governments to deal with Iran's programme or face a regional arms race.

In Cairo yesterday Ms Rice appeared to have won backing for the Iraq strategy from Ahmed Aboul Gheit,

the Egyptian foreign minister, who said Egypt "hopes it is put into force in order to achieve stability in Iraq". Referring to Iran, Mr Aboul Gheit said "regional forces should refrain from interfering within the Iraqi domestic front".

Robert Gates, the new US secretary of defence, said yesterday that the US was increasing military activity in the Gulf in response to what he called Tehran's "very negative behaviour".

"The Iranians clearly believe we are tied down in Iraq, that they have the initiative, that they're in a position to press us in many ways," he told reporters at Nato's Brussels headquarters. The US is planning to send Patriot missile units to the Gulf, to guard against possible Iranian rocket attacks, as well as a second aircraft carrier and support ships. "The Iranians are acting in a very negative way in many respects," Mr Gates

said. "They are doing nothing to be constructive in Iraq at this point."

But he did not exclude the possibility of future negotiations with Tehran. "My view is that when the Iranians are prepared to play a constructive role in dealing with some of these problems, then there might be opportunities for engagement."

As part of its containment efforts, the US is tightening financial sanctions against Iran and asking its allies to



go beyond the limited sanctions agreed in a UN resolution last month.

"We would encourage other countries - European countries, the EU, Japan - to consider stronger sanctions than were in the Security Council resolution," Nicholas Burns, US undersecretary of state, told Reuters at

the weekend. "There are billions of euros of export credits available to European countries from their governments to encourage trade with Iran" that could be curtailed, he said.

Tehran, however, yesterday indicated it would not heed UN Security Council calls for a suspension by the

end of February of its uranium enrichment programme, the most sensitive part of its nuclear experiments. Gbolam-Hossein Elham, the Iranian government spokesman, claimed Iran would soon increase from 330 to 3,000 the number of centrifuges it uses to enrich uranium.

Tehran also rejected US claims that five nationals seized by US forces in northern Iraq last week were part of a Revolutionary Guard group providing weapons to Iraqi armed organisations.

Hoshyar Zebari, the Iraq foreign minister, cast doubt on the US assertions. He said the individuals arrested

were members of a liaison bureau and had been working from an office in Irbil, northern Iraq, for 10 years, providing consular services. *Additional reporting by Steve Negus*

LE FIGARO MARDI 16 JANVIER 2007

## Irak : protestations après deux autres exécutions



L'ex-président du tribunal révolutionnaire, Awad al-Bandar, et le demi-frère de Saddam Hussein, Barzan al-Tikriti, pendant leur procès. Selon

un porte-parole du gouvernement, la mise à mort « s'est déroulée dans la dignité ». Furst/AFP, De Castro/Reuters.

### GOLFE

Les pendaisons du demi-frère de Saddam Hussein, Barzan, et d'un ancien chef de tribunal révolutionnaire ont été filmées, quitte à nourrir une nouvelle polémique.

SOURDES aux appels à la clémence, les autorités irakiennes ont exécuté hier deux proches de Saddam Hussein. Son demi-frère, Barzan al-Tikriti, ancien chef des services secrets, et Awad al-Bandar, ex-président du tribunal révolutionnaire, ont été pendus à trois heures locales à Bagdad. Tous deux avaient été condamnés, avec l'ex-dictateur, à la peine capitale pour « crime contre l'humanité » pour leur responsabilité dans le massacre de 148 villageois chiites de Doujaïl, dans les années 1980.

Le lieu de l'exécution a été tenu secret, faisait savoir après la pendaison le porte-parole du premier ministre. Elle « s'est déroulée dans la dignité. Il n'y a eu aucune violation », expliquait Ali al-Dabagh, qui assurait que les témoins s'étaient engagés par écrit à respecter les suppliciés. Le 30 décembre, une vidéo pirate de la pendaison de Saddam Hussein, montrant l'ex-dictateur se faire insulter par plusieurs témoins à ses derniers instants, avait

suscité l'indignation de la communauté internationale. Malgré les dégâts causés par la diffusion de cette cassette, le gouvernement irakien n'a pas hésité à montrer à des journalistes le film de la pendaison des coaccusés de Saddam, hier.

On y voit Barzan et Bandar, tremblant de peur, et plus tard, le demi-frère de l'ancien tyran, décapité par le nœud coulant de la corde. Les deux hommes sont côte à côte, apparemment sur le même gibet que l'ancien président irakien, mais contrairement à Saddam, qui portait un costume, ils sont revêtus d'un survêtement orange et coiffés de cagoules. Lorsque la trappe

s'ouvre, la tête de Barzan est arrachée et retombe dans une mare de sang, tandis que le corps de l'ancien juge Bandar se balance à côté, au bout de la corde. Il n'y a eu aucun cri hostile, contrairement à l'exécution de Saddam.

### Méthodes expéditives

Les autorités ont assuré qu'elles n'avaient pas l'intention de rendre le film public. Mais aussitôt ces exécutions connues, la suspicion s'est propagée. Du Maroc au Yémen, en passant par la minorité sunnite d'Irak, la version officielle a été mise en doute. « Cette exécution fait partie d'un plan de vengeance.

La façon dont Barzan a été tué respire la haine », tonne un commerçant yéménite. Khaled Charakaoui, le président marocain du Centre des droits de l'homme, dénonce « une méthode barbare », « probablement commanditée de l'extérieur par l'Iran et les États-Unis ». « Nous n'avons jamais vu qu'une tête se détache du corps d'un pendu », s'étonne Charakaoui. Quant à la famille de Barzan al-Tikriti, elle s'insurge contre le fait de ne pas avoir été informée de la date de son exécution. « Nous l'avons appris à la télévision, c'est choquant », déclare son beau-frère, Azzam Saleh Abdullah.

Les chiites et les kurdes d'Irak, sévèrement réprimés par l'ancien chef de la police secrète de Saddam, se félicitent au contraire de ces disparitions. « Barzan n'a que ce qu'il mérite », s'est écrié Moussa Jbor, un habitant de Sadr City, le bidonville chiite de Bagdad. « Il aurait dû être livré aux Irakiens dans une cage. » Washington et Londres, qui avaient critiqué les méthodes expéditives de la pendaison de Saddam Hussein, mettent en avant la souveraineté irakienne pour se dédouaner de toute responsabilité dans les exécutions de ses deux coaccusés. « Ce fut une affaire irakienne et la décision fut

irakienne », a souligné Zalman Khalilzad, l'ambassadeur américain en Irak.

En revanche, ces nouvelles pendaisons ont été condamnées par de nombreux pays européens, ainsi que par Amnesty International. Pour José Barroso, le président de la Commission européenne, « aucun être humain n'a le droit de retirer la vie à un autre être humain », a-t-il déclaré à l'issue d'une rencontre à Rome avec le président du Conseil italien, Romano Prodi, qui a lui aussi dénoncé l'exécution des deux proches de Saddam Hussein. Pour la commissaire européenne aux Relations extérieures, la manière dont ont été exécutés les deux hommes va porter atteinte aux efforts de réconciliation nationale en Irak, a souligné Benita Ferrero-Waldner. La France a également rappelé son opposition à la peine de mort, tout en ajoutant que les responsables des « exactions commises en Irak » devaient « répondre de leurs actes ». Les corps de Barzan et de Bandar ont été transférés à Tikrit, au nord de Bagdad. Les deux hommes ont été inhumés aux côtés de Saddam Hussein dans le village d'al-Awda, dans le fief tribal de l'ancien clan au pouvoir en Irak.

GEORGES MALBRUNOT  
(AVEC AFP ET REUTERS)

# Turkey Ponders Cross-border Operation

16 01, 2007

Today Zaman ERCAN YAVUZ, ALİ ASLAN KILIÇ ANKARA

**Turkey is ready to implement a newly developed foreign policy strategy on Iraq and the disputed Kirkuk region.**

It is adapting a pro-active policy line on issues pertinent to combating the separatist terror organization Kurdistan Workers' Party (PKK) and Iraqi Kurds' attempts to change the demographic fabric of Kirkuk. Turkey may initiate a limited cross-border military operation in spring. Main opposition Republican People's Party (CHP) leader Deniz Baykal expressed his support of Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan, who said Turkey might conduct a military operation against the PKK if necessary. CHP Deputy Chairman Onur Öymen, speaking at the 'Kirkuk 2007' meeting in Ankara on Monday, recalled that if the US or domestic authorities proved themselves unable to maintain the security and stability in northern Iraq, Turkey's involvement in the matter would be inevitable.

Last week, in a statement on developments in Kirkuk, Foreign Minister Abdullah Gül underlined that a fait accompli in the city could result in the spread of the regional conflict. Gül and Chief of General Staff Gen. Yaşar Büyükanıt will pay separate visits to Washington in February. Combating terrorism and Iraq will be the main topic of both visits. The recent shift in Turkey's strategy on Iraq has triggered military activities in the region. Turkey began reinforcing its military presence at Bamemi Base in Dohuk. Fifteen additional heavily armed tanks were transported to the base. Combat forces in Beytüşşebap and Çukurca towns were deployed at ground zero. Meanwhile, the US, for the first time in three years, brought sixteen F-16 warplanes to the İncirlik base.

According to British daily The Guardian, the recent activity at İncirlik is more related to the US' new Iran policy rather than easing of Turkey's concerns over northern Iraq-caused insecurity and instability.

Turkish foreign policy expert Associate Professor Ali Tekin from Bilkent University, while agreeing that Turkey has recently changed its Iraq policy, asserts that the US will not consider Turkey's warnings and determination to address the issue. Meanwhile, the PKK does not expect a cross-border military operation. Inside reports indicate that while pursuing a general strategy change, the PKK does not consider leaving the camps in Northern Iraq because of a prospective Turkish military operation.

Even before United States President George W. Bush announced his new Iraq strategy, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan issued hints at a change in his Iraqi policy. The US ambassador to Iraq, Zalmay Khalilzad, was the first to be informed of Erdoğan's change. "Kirkuk is an Iraqi internal matter. Foreign powers should not intervene," Khalilzad said. But Erdogan replied saying the United States itself was intervening in Iraq.

The new Turkish policy comes after four years of watching from the sidelines. The United States has remained reluctant to approve Turkey's efforts to launch an operation against the PKK, leading Turkey to doubt the US government's sincerity about its fight against terror. When the US told Turkey that there was nothing it could do about the extradition of PKK leader Murat Karayılan and Cemil Bayık, Turkey decided to take matters into its own hands.

Days before Erdoğan revealed his new plan, the National Intelligence Organization (MİT) Undersecretary Emre Taner warned that the recent developments in Iraq posed a strong danger to the Turkish state. Taner's announcement and Erdoğan's change of plan were not independent decisions. Ankara's change had been referred to in the MİT's 2006 report entitled: "Iraq, terror, Kirkuk and PKK". A previous report (2002) says that PKK military activities increased each year,

especially during the months of June and July. According to the MİT, the PKK committed 1,927 terrorist acts in 2002, mostly between June and July. In the first half of 2006, it committed 1,946 acts of terrorism. The MİT warns that the figures show the PKK's increasing power, and it poses a great danger to the Turkish nation.

The PKK spends the winter season in camps in Northern Iraq and launches activities in spring, the report says. It seems odd that EU diplomats usually bring up the PKK issue during the winter season, when the PKK is hibernating and there are no imminent signs of danger. Ankara is aware of the situation and is stepping up efforts to review EU policies. Ankara has already communicated to the US that if necessary it would take matters into its own hands and launch an operation to prevent the PKK from using Northern Iraq as a base or for logistic support.

The referendum to be held in Kirkuk has created extreme concern in Turkey. The Turkish government would like the referendum to be postponed. Since the US intervention in Iraq, in order to change the demographic characteristics of the city Kurds have started to burn deed registries and birth certificates in Kirkuk. Despite warnings from Turkey regarding the status of Kirkuk, Northern Iraq's Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani told the London-based Dar-ul Hayat newspaper that Kirkuk belonged to Kurdistan. His statements infuriated Ankara. Before the US intervention in Iraq, the Turkish government declared that some sensitive political issues should be regarded as priorities, so as not to cross over Ankara's "red lines." These were: protecting Iraq's unity, leaving control of all natural resources to the Iraqi federal government, and ensuring equal representation of all groups. According to Ankara, the US has failed to honor these guidelines and Ankara has the right to protect its own interests, even if it means a cross-border operation in Iraq against the PKK.

The US distanced itself from Turkey's efforts to launch an operation in Iraq because of Talabani's and Barzani's opposition to such a move by Turkey. However, last week the US Ambassador to Ankara Ross Wilson said, "Every country has the right to protect itself, as long as there is cooperation," hinting that the Bush administration had softened its stance on a cross border operation. Deputy Assistant Secretary for European and Eurasian Affairs Matt Bryza also affirmed US support for Turkey by saying, "We need to do more to eliminate the PKK presence in Iraq."

When US President George Bush announced his new strategy for Iraq, he also said his administration would help the Turkish and Iraqi governments resolve the problems at their borders. The shift in the US strategy by the new US Defense Minister Robert Gates was interpreted as an acknowledgment that if the new Iraqi strategy was not successful, Turkey would eventually intervene and instigate more chaos in the country, widening the gap between Turks and Kurds. Ankara interpreted this as a green light for a cross border operation to prevent more chaos in the future.

Turkey has been waiting to launch a cross border operation for four years and is keeping its brigades ready at Silopi. The Kayseri Air Brigadiers and Bolu, Eğridir and Foca commandos are ready to go. Experts question whether stationing soldiers before an operation is launched is logical and whether Turkey will push 30 to 60 kilometers beyond its border as it did during the Saddam period. While PKK militants initially built camps at the border, in the last four years they have carried their camps into the very heart of Iraq. According to Turkish intelligence, the PKK has over 5,000 militants in over a dozen camps in Iraq.

Turkey launched the 1992 "Harkur," 1994 "Zeli," 1995 "Steel," 1997 "Hammer," and 1999 "Sandwich" operations, all with the support of Washington, as well as Talabani and Barzani.

Today, Iraqi President Barzani and all the Kurdish groups are strictly against a Turkish operation in the region. They would consider such an action a cause for war. According to the Global Strategy Research Institute, a hawkish Turkish foreign policy think-tank based in Ankara, Turkey has undertaken most of its cross border operations in the spring or fall. To date, Turkey has carried out only one operation in January and four during the summer. This would seem to suggest that Turkey will not launch an operation during the winter, but it might be possible in the spring.

# Kurds put Iraq's safety first

The Kurdish Globe January 16, 2007



Aso Karim  
Globe Senior Writer

**Kurds have made continuous efforts to participate in Maliki's cabinet to a great extent. They have tried to maintain balance between the Shiites and the Sunnis, and to avoid being part of the sectarian violence that exists between the two.**

Kurds have also exerted efforts to make the current government an effective one by helping it install stability and security, and to provide basic public services and confront terrorists. However, Maliki's administration still, after eight months of being in office, has not been able to achieve these goals. This has led the United States, along with many others, to criticize this not-so-successful government. Some are accusing it of being

nothing but a supporter of the Shiites in the ongoing Shiite-Sunni conflict.

The US government, however, still seems to be somewhat hopeful and optimistic about Maliki's government – or any other government for that matter that may, in the future, be able to run Iraqi affairs. It is confident that this government, or another, will finally be able to control security, confront terrorists, annihilate militias, and to bring about national reconciliation and equal services to the population. What is crucial here, however, is that the United States wants practical results from Maliki, with security across Baghdad being one of the conditions set for Maliki and his government to meet. This means American support for Maliki is infinite and with no limits. And according to Rice, the United States will oblige Maliki to abide by the promises he and his cabinet have made to the US.

As mentioned earlier – being part of the current government of Maliki, the Kurds have been, and still are, making efforts to help the Iraqi government to achieve these goals, but

also to protect their interests. This was made clear when the President of Kurdistan stayed in Baghdad for a number of weeks to hold serious talks for finding a solution and escaping the current crises.

As witnessed, security plans have started between Iraq and the multi-national forces against terrorists and militiamen. Among these plans, the Peshmarga forces of Kurdistan and their active participation have also been discussed.

It must not be forgotten that since the establishment of the Iraqi Ministry of Defence, Kurds have held numerous high-ranking positions in the ministry. A number of Peshmargas, including some lieutenants, have been involved and organized within the ING to play an active role as part of the Iraqi forces. Therefore, whether their offices and duties are in Kurdistan, in Mosul, in Kirkuk or in Tikrit or anywhere else, the Peshmargas are still related to Iraq's Defence Ministry. In this regard, seeing these lieutenants, who were previously with the Peshmarga Forces in Kurdistan, now being part of ING is something normal. Since the lieutenants

perform their duties under the jurisdiction of the Ministry of Defence, and partake in its operations, it does not make a difference whether they are stationed in Baghdad or anywhere else for that matter. At the same time, these Peshmarga-lieutenants are aware of the sectarian tensions within Iraq. They know their tasks and responsibilities very well, which makes me believe that

they will not, under any circumstances, partake in a sectarian war, or a conflict that may be caused by one sect against another.

Regarding this decision, first of all, neither the Shiites nor the Sunnis have shown any resistance against these lieutenants going to Baghdad. This is at a time when most of the lieutenants are Kurds.

Secondly, this participation will prove wrong all allegations and the propaganda that these Kurdish lieutenants will not follow any orders given to them by Iraqi leaders, but those given to them by their own parties and agendas. These accusations were made in attempts to try and called these Kurdish lieutenants "militia" as well.

Thirdly, Kurds consider confronting terrorists and militia as one of their responsibilities to perform. This nullifies all rumours that Kurds will not stand behind other parts and regions of Iraq, as long as their own region, Kurdistan, is safe. This is despite the fact that the Kurdish leadership has repeatedly made clear and said, "This violence, torture, and insecurity that exists in the rest of Iraq really upset us." As stated earlier, however, this participation is not without rules and regulations, and some conditions. It is participation in achieving a common goal.



GLOBE PHOTO/Safin Hamed

Kurdish soldiers with the Iraqi army train in Kani Grzhala, 15kms west of Arbil, northern Iraq, 11 January 2007. Three brigades of Kurdish soldiers from the Iraqi army stationed in northern Kurdistan will soon be dispatched to Baghdad, as part of the new security plan to stabilize the violent Iraq capital.

# Fièvres posthumes pour Saddam Hussein

Le Monde

Mardi 16 janvier 2007

**D**e la Palestine au Cachemire, des populations musulmanes ont défilé dans les rues pour protester contre l'exécution de Saddam Hussein. De Bahreïn au Liban, des rassemblements de condoléances ont été organisés en la mémoire de l'ancien président irakien. De Riyad à Alger, des oulémas ont joint leurs voix aux protestations. Plusieurs dirigeants de pas musulmans, où la peine de mort est pourtant presque partout la règle, ont déploré la pendaison de leur ancien pair irakien. Faut de l'avoir suffisamment sanctifié de son vivant, d'aucuns l'ont fait post-mortem.

L'ancien président irakien n'a pourtant jamais été l'icône transfrontalière que furent à un moment ou un autre, en leur temps, feu les anciens présidents égyptien Gamal Abdel Nasser et palestinien Yasser Arafat. Aussi, bien plus qu'une réhabilitation de l'ancien dictateur irakien et du bilan de son long règne, l'hommage qui lui a été rendu après sa mort – « *il a vécu en homme et est mort en héros* » – traduisait-il un sentiment de colère contre un état des lieux arabe et musulman perçu comme désormais soumis aux diktats des Etats-Unis. Jamais bien loin, même s'ils n'ont pas toujours été montrés du doigt, une kyrielle de dirigeants arabes et musulmans n'ont pas été épargnés, jugés au mieux pusillanimes, au pis inféodés à l'hyperpuissance américaine.

D'après une enquête d'opinion diffusée le 6 janvier par la télévision satellitaire arabe Al-Arabiya, la majorité des plus de 3 000 sondés placent Israël et les Etats-Unis en tête des pays « *les plus dangereux* » à leurs yeux. L'organisation djihadiste Al-Qaida et l'Iran n'occupent respectivement

que les troisième et quatrième places. L'administration américaine est de fait tenue pour la principale responsable du chaos qui règne en Irak et de l'apparition de ce que Joseph Samaha, éditeur du quotidien libanais *Al-Akhbar* qualifie de « *monstre indomptable* », et né d'une « *césarienne prématurée* » effectuée par les Etats-Unis de manière arbitraire. Comme si, ajoutait M. Samaha, une démocratie pouvait automatiquement succéder à une dictature, « *de la même manière que le mardi succède au lundi* ». Et de dénoncer la manœuvre américaine qui consiste, selon lui, à s'abriter derrière le climat de vengeance et de haine communautaire dans lequel a eu lieu la pendaison de Saddam Hussein, pour feindre la surprise et le dégoût, et faire oublier les horreurs commises par des militaires américains dans la prison d'Abou Ghraïb et leurs exactions dans l'ensemble de l'Irak qu'ils occupent depuis trois ans.

Toutefois, comme toutes celles qui secouent épisodiquement le monde arabe et musulman contre ce qui est perçu comme une injustice le visant comme tel, les dénonciations de l'exécution de Saddam Hussein semblent ne devoir être qu'autant de poussées de révolte éphémères, que ravivera éventuellement un nouveau motif d'indignation. D'aucuns ont voulu y voir

## Analyse

### Mouna Naïm

l'expression de la solidarité de musulmans majoritairement sunnites avec un coreligionnaire jugé et exécuté par le nouveau pouvoir irakien, majoritairement chiite.

Une telle explication extrapole à l'ensemble du monde musulman les germes de la *fitna*, c'est-à-dire la discorde entre sunnites et chiïtes, déjà avérés à l'intérieur des frontières de l'Irak. Cette thèse est néanmoins contredite par une autre poussée de fièvre toute récente dont a bénéficié au sein de ce même monde majoritairement sunnite le Hezbollah libanais (chiite). C'était lors de la guerre de l'été 2006 qui avait opposé les combattants du Parti de Dieu à l'armée israélienne. Cette empathie, certes ancrée de longue date, était dictée par l'hostilité envers l'Etat juif et les Etats-Unis, son principal soutien.

Cela n'a toutefois pas empêché la fièvre pro-Hezbollah de retomber depuis la fin des hostilités avec Israël. La popularité de son secrétaire général, Seyyed Hassan Nasrallah, aurait même chuté de vingt points (54 % au lieu de 74 % à l'été 2006), d'après le sondage effectué par Al-Arabiya, qu'il convient certes de lire avec les précautions d'usage. L'enfoncement du Hezbollah dans les problèmes interlibanais en serait la cause.

### Des manifestations limitées

Quoi qu'il en soit, pour l'heure, la mémoire de Saddam Hussein a été honorée en plusieurs endroits. Ces manifestations sont cependant demeurées limitées. Alors que, en 2003, des centaines de milliers de personnes avaient défilé dans les rues des grandes villes de tout le monde musulman pour dénoncer la guerre menée par les Etats-Unis contre l'ancien régime irakien, ils n'ont été qu'une poignée à s'exprimer bruyamment contre l'exécution de Saddam Hussein. Alors que les musulmans sont plus d'un milliard à travers le monde, seuls quelques centaines ou

quelques milliers de personnes ont défilé ici et là.

Des formations politiques, notamment les branches de l'ancien Baas irakien dans les pays arabes, ont organisé des condoléances ou des obsèques symboliques. Sans craindre l'abus de langage, la centrale syndicale algérienne a qualifié sa pendaison de « *crime contre l'humanité* ». Le gouvernement libyen a décidé de lui ériger une statue. Des appels à la solidarité avec « *la résistance irakienne* » ont été lancés au Maroc.

En Jordanie, des manifestants ont mis en accusation la République islamique d'Iran, attendant du Hezbollah libanais (chiite) et du Hamas palestinien (sunnite) qu'ils rompent avec Téhéran. Et vingt-huit députés ont demandé la rupture des relations avec l'Iran à cause, selon eux, de son ingérence en Irak. A Tunis, des protestataires ont confondu dans un même rejet « *les intérêts américains* » et l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, le père de la révolution islamique. Celle-ci est supposée être le principal soutien régional des chiïtes irakiens aujourd'hui au pouvoir. Au Cachemire, des accrochages ont fait des blessés.

Le timing de la pendaison – à l'aube du premier jour de la fête d'Al-Adha – a suscité partout une vague d'indignation, y compris de la part des gouvernements. Mais certains oulémas, tout en déplorant le choix de ce moment, ont fait valoir qu'aucun texte sacré n'interdit la mise en application de la peine de mort à pareille occasion. Partout, les images volées de l'exécution – « *sauvages et répugnantes* », selon les termes du président égyptien Hosni Moubarak – ont choqué, tant elles reflétaient un climat de haine et de vengeance perçues davantage comme étant intermusulmanes (chiite envers l'ancien président sunnite) que dirigées contre l'ancien tyran. ■

But a newer argument is coming to the fore: that America's allies in the region, from Israel to Saudi Arabia, need evidence that Bush has not been so weakened that Iran will emerge as the beneficiary of all that has gone wrong.

"If you go and talk with the Gulf states or if you talk with the Saudis or if

you talk about the Israelis or the Jordanians, the entire region is worried," Vice President Dick Cheney said on Fox News on Sunday. He described how the Iranians "sit astride the Straits of Hormuz" and its oil-shipping channels, how they support Hamas and Hezbollah.

"So the threat that Iran represents is

growing," he said, in words reminiscent of how he once built a case against Saddam Hussein. "It's multidimensional, and it is, in fact, of concern to everyone in the region."

16 JANVIER 2007

Libération

## Colère sunnite contre la «barbarie» chiite

Les pendaisons, et la décapitation d'hier, exacerbent les critiques du monde arabe, notamment contre l'Iran.

Si la pendaison de Saddam Hussein, le jour de la Fête du sacrifice, avait déjà été ressentie comme un outrage par la majorité des pays arabes – très majoritairement sunnites, à l'exception de l'Irak et de certains pays du Golfe –, la manière dont a été exécuté, hier à Bagdad, son demi-frère Barzan al-Tikriti a représenté pour elle un autre affront. D'Amman à Alger, en passant par Riyad et Le Caire, la nouvelle de sa décapitation – provoquée par le choc de la pendaison – a été aussitôt amplement commentée et décrite comme une preuve supplémentaire de la «vengeance» et de la «barbarie» chiïtes. Beaucoup estiment même que la décapitation a été déshabillée, d'autant que son avocat jordanien, Issam al-Ghazaoui, a fait aussitôt savoir que la tête du supplicié avait été coupée après la pendaison pour mutiler le corps et qu'il s'agissait d'une «justice de représailles exercée par une bande de voyous». Le fait qu'un porte-parole irakien se soit félicité de l'incident, évoquant la «volonté de Dieu», a amplifié l'injure.

L'onde de choc a été ressentie jusqu'au Maroc, où le président du Centre des droits de l'homme, Khaled Charkaoui, a lui aussi dénoncé un acte barbare et vindicatif perpétré sous la pression probable des Etats-Unis et de l'Iran. Désormais, comme le soulignait le récent rapport de la commission Baker, il n'y a pas d'événement survenant en Irak qui n'ait un impact immédiat

dans le monde arabe, à commencer par les territoires palestiniens, à l'heure où le Fatah et le Hamas sont quasiment en guerre ouverte.

**Taire.** On l'a vu dernièrement à Ramallah lors d'un récent meeting du Fatah pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de la révolution palestinienne, où, chaque fois que le nom du Hamas était prononcé par Mahmoud Abbas, les cadres du parti criaient aussitôt «chiïte, chiïte», refusant même d'obéir au président palestinien qui leur demandait de se taire. Le mouvement islamiste, qui est la branche palestinienne de la confrérie des Frères musulmans, n'a évidemment pas la moindre empathie pour la religion chiïte. S'il a été ainsi identifié de façon aussi dépré-

ciative aux chiïtes, c'est d'une part à cause de l'argent donné par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad à son leader Ismail Haniyeh, et



Manifestation de 400 Marocains contre l'exécution des deux bras droits de Saddam Hussein, le 5 janvier à Rabat.

**Les querelles qui animent le monde arabe sont analysées à travers le prisme du conflit intercommunautaire irakien et de l'Iran.**

d'autre part en référence aux événements d'Irak, Saddam Hussein étant considéré comme le champion de la lutte palestinienne et l'un de ses principaux financiers.

On pourrait s'étonner de cette hostilité anti-chiïte de la part d'une partie des Palestiniens: en effet, depuis la révolution islamique, les chiïtes ont toujours été favorables à la cause palestinienne. Mais la guerre civile irakienne a changé la donne. «Alors que le Hezbollah (libanais) est salué pour son héroïsme à travers le monde arabe, il apparaît que la guerre en Irak et l'alliance supposée entre l'Iran et le Hamas ont pris le pas sur l'amour en apparence inconditionnel que les Palestiniens portent à Hassan Nasrallah [le chef du Hezbollah, ndlr]», soulignait hier Akram Baker, un analyste politique palestinien basé à Ramallah.

**Coups bas.** Les querelles qui animent le monde arabe sont analysées à travers le prisme du conflit intercommunautaire irakien et de l'Iran, supposé être derrière les intrigues et les coups bas. Parmi les sunnites, même ceux qui désertaient Saddam Hussein en viennent aujourd'hui à le défendre. De leur côté, les chiïtes se refusent, en général, à critiquer l'actuel cabinet irakien, considéré pourtant par les laïcs comme incarnant le sectarisme le plus absolu. ◆

JEAN-PIERRE PERRIN

# Irak: Washington semonce Téhéran

La tension est exacerbée depuis un raid de l'US Army contre un consulat iranien à Arbil.

17 JANVIER 2007



La commission Baker prônait l'ouverture d'un dialogue entre Washington et Téhéran. George W. Bush a pris le contre-pied de son rapport, choisissant de montrer ses muscles et privilégiant une politique de tensions avec le régime islamique. Elle s'est fortement accrue depuis jeudi, après l'arrestation de cinq Iraniens par l'US Army en Irak lors d'un raid contre le consulat iranien d'Arbil, dans le Kurdistan irakien. Selon Washington, les cinq hommes appréhendés ne sont pas des diplomates mais des pasdarans (gardiens de la Révolution, l'armée idéologique du régime) de la force Al-Qods, l'unité chargée des opérations extérieures.

«Inacceptable». Ce raid a été mené comme une opération militaire d'envergure, avec tanks et hélicoptères. Le portail du bâtiment a été ouvert à la grenade, les locaux dévastés et du matériel informatique saisi. Il apparaît comme un coup de semonce à Téhéran, faisant suite aux accusations lancées par le président américain contre le régime pour son rôle en Irak. «Ce que disent [les officiers américains], c'est que les Iraniens fournissent du matériel qui tue des Américains et cela, c'est inacceptable. Un échec en Irak renforcerait la position de l'Iran, qui représente une menace significative pour la paix mondiale», a déclaré Bush à la télévision. Hier, les cinq prisonniers n'avaient toujours pas été relâchés, malgré l'intervention du gouvernement irakien, et la tension persiste à ce sujet entre Bagdad et Washington.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis, qui ont leur propre agenda avec Téhéran sur la question nucléaire, avaient feint d'ignorer les ingérences iraniennes. Elles ne sont pourtant pas nouvelles, d'ailleurs régulièrement dénoncées par certains dirigeants irakiens, kurdes et sunnites principalement. Hier encore, le vice-président Tareq al-Hachémi, en visite à Londres, a dénoncé leur persistance: «Nous avons de nombreuses preuves qui nous montrent que l'Iran est en train de devenir, malheureusement, le principal acteur en Irak, les Iraniens ont vraiment une lourde influence sur tout [ce qui se passe] en Irak. Où que vous alliez [...] vous voyez leurs empreintes sur tout.»

A ce sujet, la politique du régime iranien est en apparence paradoxale. En tout cas, elle a plusieurs fers au feu. D'une part, le régime de Téhéran s'emploie à conforter le gouvernement (majoritairement



A Bagdad, fin décembre. Avec tanks et hélicoptères, les Américains n'ont pas lésiné sur les moyens pour l'opération d'Arbil.

chiite) de Nouri al-Maliki, conscient qu'il est largement sous son influence. D'autre part, il appuie les milices chiïtes, comme les Brigades al-Badr (créées et formées en Iran sous le régime de Saddam Hussein) et l'Armée du Mehdi, du jeune religieux radical Moqtada al-Sadr, lesquelles contribuent à plonger l'Irak dans le chaos. Derrière cette politique ambiguë, ce sont les Etats-Unis qui sont visés. Téhéran semble vouloir que les forces américaines demeurent en Irak pour empêcher la guerre civile de se développer et, en même temps, les voir enlisées. «Pour une première raison: ils veulent garder les Américains occupés afin qu'ils ne soient pas en mesure d'attaquer l'Iran, souligne une source diplomatique. Pour une seconde, peut-être plus importante: ils ne veulent en aucun cas que l'Irak, un pays majoritairement chiïte, devienne ne serait-ce qu'une semi-démocratie; cela leur semble un exemple dangereux. Pour cette raison, le régime iranien aide aussi l'insurrection sunnite.»

Dans un article paru hier, le quotidien de Londres Daily Telegraph citait des témoignages d'officiers des services de renseignements britanniques sur le rôle déstabilisateur de l'Iran dans le sud de l'Irak. Selon le lieutenant-colonel Justin Macie-

jewski, «des éléments extrémistes à Bassora reçoivent soutien et assistance de l'Iran et obtiennent des armes et de la technologie pour concevoir des engins explosifs afin de tenter de déstabiliser cette partie du pays». Signal. Lundi, le nouveau secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a lancé à son tour, de Bruxelles, une mise en garde à peine voilée à l'Iran, en présentant le renforcement de la présence militaire américaine dans le Golfe comme un signal adressé à la République islamique. La semaine dernière,

les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils allaient déployer pendant des mois dans le golfe Persique deux porte-avions avec leurs groupes aéronavals, ainsi qu'un bataillon de défense aérienne équipé de missiles antimissiles Patriot. Dès lors, pour nombre d'experts, une attaque de l'Iran, que semblent annoncer les récentes déclarations du vice-président Dick Cheney, pour lequel «la menace grandit», ne peut plus être exclue. Faisant fi de toutes ces accusations, Téhéran garde imperturbablement le cap. Et s'est dit déterminé à poursuivre ses ambitions nucléaires et à installer au moins 3000 nouvelles centrifugeuses. ◆

## 94 morts par jour en 2006

L'ONU a publié hier un accablant bilan des violences en Irak: 34452 civils tués en 2006, soit une moyenne de 94 morts par jour. Selon ce rapport bimensuel fondé sur les chiffres du ministère de la Santé, des morgues et des hôpitaux, le nombre des blessés dépasse 36000. Bagdad, où 16867 Irakiens ont péri l'an dernier de mort violente, reste l'épicentre des affrontements interconfessionnels. Hier, la capitale a été secouée par une série d'attentats particulièrement meurtriers, qui ont fait une centaine de morts. Une voiture piégée et un kamikaze qui s'est fait sauter devant l'université de Moustansiriya ont ainsi tué 70 étudiants et professeurs. Un autre double attentat, contre une mosquée sunnite, a fait quinze morts. Enfin, vingt habitants ont péri dans trois autres attaques.

JEAN-PIERRE PERRIN

# UN puts '06 Iraq toll of civilians at 34,000

## Report comes on day 3 bomb attacks kill 90 more in Baghdad

By Damien Cave and John O'Neil

**BAGHDAD:** About 90 people were killed in three attacks here Tuesday, while United Nations officials were releasing a report estimating that more than 34,000 civilians were killed in Iraq last year and warning that the violence was "likely to continue" in the absence of a functioning justice system.

The violence Tuesday and the UN report's chilling portrait of civilian deaths underscored the depth of the security problem facing American military officials and the Iraqi government as they prepare a new strategy that for the first time makes the protection of civilians the war effort's highest priority.

Two bombs exploded in quick succession at Baghdad University as students left classes, killing at least 60 people and wounding at least 110, the Interior Ministry said. One bomb was detonated by a suicide attacker and one was placed in a car, but it was not clear in which order they were detonated.

[President George W. Bush, meanwhile, said in an interview Tuesday that the chaotic execution of Saddam Hussein looked like "kind of a revenge killing" and showed that the government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki "has still got some maturation to do," The Associated Press reported from Washington.]

As more U.S. forces began arriving in Iraq, America's allies in the Gulf expressed support Tuesday for the goals of Bush's new Iraq strategy. But Saudi Arabia, one of Washington's most significant partners in the region, told Secretary of State Condoleezza Rice that it was concerned about whether the Shiite-led government in Baghdad had the ability and the will to halt sectarian violence and protect Sunni interests.

In Kuwait, Sheik Mohammed Sabah al-Salem al-Sabah, the foreign minister, said at a news conference with Rice that the plan could help to stabilize Baghdad and "prevent Iraq from sliding" into wholesale sectarian conflict.

The civilian-death report, by the United Nations Assistance Mission for Iraq, was based on figures from the Medico-Legal Institute in Baghdad and Iraqi hospitals. It estimated that 34,452 civilians were killed in violence in 2006

— an average of 94 people a day — and that an additional 36,685 were wounded.

The report said the level of violence appeared to have declined toward the end of the year — 3,462 violent deaths were recorded for November, it said, and 2,914 for December, compared with 3,345 in September and 3,702 in October. It noted, however, that some provinces had not yet reported December figures.

The head of the UN mission, Gianni Magazzeni, said a cycle of revenge killings and reprisals had escalated in the absence of an effective and impartial justice system.

"If people don't have a sense that justice is done, unfortunately this sectarian violence is likely to continue," he said. "Ensuring accountability would go a long way to help turning the tide."

The report described a "growing sense of impunity for on-going human rights violations," a development that it said "leads people to take the law into their hands and rely on actions by militias or criminal gangs."

The report also confirmed widespread assumptions that law-enforcement agencies are ineffective and that militias and criminal gangs work in collusion with or have infiltrated the official security forces. It was also critical of U.S. and other international troops, whose operations it said "cause severe suffering to the local population."

Saying that limits on freedom of movement and lack of access to basic services affect a large part of the population, it called on coalition troops to "refrain from any excessive use of force."

There is no official Iraqi estimate of civilian deaths. In an estimate during a visit to Vienna in November, the Iraqi health minister, Ali al-Shimari, said 150,000 Iraqis had been killed in violence since the war began in 2003.

The highest estimates of the civilian toll come from a team of researchers from the Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health. In a study published in *The Lancet*, a British medical journal, they estimated that 600,000 Iraqis died from violence from March 2003 to July 2006, basing their analysis on a survey of 1,849 households in 47 neighborhoods across Iraq.

Around Iraq, the UN report described a deteriorating situation for women and minorities, including Palestinians and Christians, and said attacks on professional groups "continued unabated."

In the violence on Tuesday, at least 15 other people were killed and 70 were wounded by another pair of bombs in central Baghdad in a market devoted to motorcycle and stereo shops, not far

from a Sunni mosque, officials said. The mosque was not believed to have been the target. In addition, two members of a police bomb-disposal unit and two civilians were killed in the Karada neighborhood when the second of a pair of bombs exploded while the officers were working to defuse them.

And in another Shiite neighborhood, men in a minivan and on a motorcycle opened fire on an outdoor market, killing at least 11 people, The Associated Press reported. News services gave conflicting accounts about whether that attack took place before or after the university bombing.

*Damien Cave reported from Baghdad and John O'Neil from New York. Sabrina Tavernise contributed from Baghdad.*

### ■ President 'disappointed'

President Bush, speaking in a television interview on the Public Broadcasting Service, criticized the circumstances of the hanging of Saddam, during which the former dictator was taunted by his executioners, as well as the execution of two top aides, including Saddam's half brother, who was decapitated, The Associated Press reported.

"I was disappointed and felt like they fumbled the — particularly the Saddam Hussein execution," Bush said.

"The message is that it's a confusing message," Bush said of the Saddam execution. "It basically says to people, 'Look, you conducted a trial and gave Saddam justice that he didn't give to others. But then, when it came to execute him, it looked like it was kind of a revenge killing.'"

Bush added, "And it just goes to show that this is a government that has still got some maturation to do."



Kareem Raheem/Reuters  
Bombing attack victims waiting Tuesday for treatment at a Baghdad hospital.



Le Monde  
18 janvier 2007

## Irak Un kamikaze et une voiture piégée font 60 morts dans une université de Bagdad

### Plus de 34 000 civils tués en Irak en 2006, selon l'ONU



Des soldats américains soignent les blessés après l'attentat, mardi, dans le quartier de Bab Al-Cheikh, à Bagdad. AHMAD AL-RUBAYE/AFP

PLUS DE 140 personnes ont été tuées à Bagdad au cours de la seule journée de mardi 16 janvier dans deux attentats à la bombe et une attaque à l'arme à feu. Il s'agit du bilan le plus lourd depuis l'attaque du 23 novembre 2006 qui avait fait plus de 200 morts dans le grand quartier chiite de Sadr City. Mardi, l'attentat le plus meurtrier a été perpétré à la sortie d'une université de Bagdad située à l'est de la ville. Quatre soldats américains ont également été tués mardi, ce qui porte à 3 019 le nombre de militaires morts en Irak depuis l'invasion de mars 2003.

Les violences de mardi ont coïncidé avec la publication d'un rapport des Nations unies selon lequel 34 452 civils ont été tués en Irak en 2006, soit une moyenne de 94 morts par jour. Alors que le président des Etats-Unis, George Bush, a dévoilé le 10 janvier un plan visant à stabiliser la situation, notamment à Bagdad, le rapport précise que près de la moitié des violences concernent la capitale irakienne. Plus de 36 000 Irakiens ont également été blessés en 2006, selon les Nations unies, et au moins 470 094 personnes ont été déplacées sous la contrainte.

« Il est très clair que le bilan des victimes civiles est beaucoup trop élevé », a admis le porte-parole de la Maison Blanche, Tony Snow. Sur la chaîne de télévision PBS, M. Bush a estimé que ces chiffres montrent qu'il faut « aider » le gouvernement irakien. M. Bush a cependant estimé que les modalités de l'exécution de Saddam Hussein, conquis au moment de sa pendaison, donnaient l'impression d'un « acte de vengeance » et témoignaient d'un manque de « maturité » de ce gouvernement. – (AFP, Reuters.) ■

Moyen-Orient La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, termine sa tournée dans la région

## Huit pays arabes aux côtés des Etats-Unis contre l'Iran

BEYROUTH  
CORRESPONDANTE

Même s'il n'est pas nommé, l'Iran est le principal Etat visé par l'appel lancé, mardi 16 janvier, par les Etats-Unis et huit pays arabes à « la non-ingérence dans les affaires intérieures irakiennes ». Cet appel a été lancé au terme d'une réunion qui a réuni au Koweït la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, et les chefs de la diplomatie du groupe dit des « 6+2 », c'est-à-dire les six monarchies pétrolières du Conseil de coopération du Golfe (CCG), ainsi que l'Egypte et la Jordanie. Mme Rice était venue solliciter leur soutien et leur contribution à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie américaine en Irak.

De l'avis de tous les participants, l'ingérence iranienne est un important facteur de déstabilisation. Le souhait, exprimé dans le communiqué commun, de

soustraire l'Irak aux affrontements entre « des pouvoirs régionaux ou internationaux » traduit néanmoins la crainte des Etats arabes de voir ce pays devenir le champ de bataille privilégié du conflit ouvert entre Washington et Téhéran. Conflit qui concerne aussi bien l'Irak lui-même que le programme nucléaire iranien ou le soutien de Téhéran au Hezbollah libanais et au Hamas palestinien.

Les pays arabes, plus particulièrement les six monarchies du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Oman, Emirats arabes unis, Bahreïn et Qatar) sont pris entre l'enclume iranienne et le marteau américain. Ils sont tributaires des Etats-Unis pour leur défense, et ils sont soumis aux pressions de la République islamique qui les a déjà mis en garde contre toute alliance avec les Etats-Unis qui serait dirigée contre elle. Le message a été transmis sur tous les tons ces dernières semaines.

« Les Etats de la région sont tous musulmans (...) et tous les musulmans doivent aujourd'hui plus que jamais se solidariser pour faire face aux autres [les Américains] qui sont des occupants et qui tentent de semer la discorde pour justifier leur propre présence », a déclaré, mardi soir, le président Mahmoud Ahmadinejad dans un entretien à la télévision satellitaire Al-Arabiya.

Quarante-huit heures plus tôt, Ali Larjani, conseiller à la sécurité nationale de la République islamique était allé remettre au roi Abdallah Ben Abdel Aziz d'Arabie saoudite un message, dont la teneur serait de la même eau que celui que Manouchehr Motaki, ministre des affaires étrangères iranien, avait transmis une semaine plus tôt aux Emirats arabes unis. Gare au « piè-

Les Etats arabes craignent de voir l'Irak devenir le champ de bataille privilégié du conflit entre Washington et Téhéran

ge » qui entraînerait « la dislocation de la oumma musulmane », avait déclaré M. Motaki. Autant de déclarations qui sont de pâles copies de propos tenus à la fin décembre par l'ayatollah Ali Khamenei, Guide de la République islamique.

Dans un message aux pèlerins iraniens à l'occasion du début du pèlerinage musulman, il avait qualifié de « mercenaires criminels » tous ceux qui s'allient aux Américains contre, selon lui, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien, « le gou-

vernement irakien issu [de la volonté] du peuple », ou encore, dans une allusion au roi Abdallah II de Jordanie, ceux qui s'alarment du danger d'un « croissant chiite » qui monterait en puissance.

Les « 6+2 » à écrasante majorité sunnite ont par ailleurs approuvé « les objectifs » de la nouvelle stratégie américaine en Irak, tout en soulignant, comme l'a fait le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud Al-Fayçal, que « la mise en œuvre de cette stratégie relève des Irakiens ». Manière de signifier la défiance

qu'inspire aux pays arabes le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, jugé peu désireux de réprimer les milices chiïtes, d'œuvrer à la réconciliation nationale et d'associer les sunnites à la définition de l'avenir de leur pays. Autrement dit, de faire le jeu de l'Iran.

M. Maliki n'est pas seul en cause. Il est souhaitable que « des amendements soient apportés à la Constitution irakienne » de manière à garantir, entre autres, « l'égalité entre tous les citoyens et une équitable distribution des richesses », a ajouté le prince. Le système fédéral instauré par la Constitution lèse les sunnites. ■

MOUNA NAÏM

## Bombing kills 17 in a Shiite area of Baghdad

The Associated Press

**BAGHDAD:** A suicide car bomb shattered a market in the Shiite district of Sadr City here and killed 17 people Wednesday, a day after explosions at a university killed 70 people in what appeared to be a renewed campaign of Sunni insurgent violence against Shiites.

Also in Baghdad, a three-car convoy carrying members of a U.S. democracy group was ambushed by gunmen. Four people in the convoy carrying members of the National Democratic Institute were killed — an American woman, a Hungarian, a Croatian and an Iraqi — said Leslie Campbell, the group's Middle East director.

The suicide bombing was carried out near the outdoor Mereidi market, one of the neighborhood's most popular commercial centers. It wounded 33 people, the police said.

On Tuesday, two car bombs struck Al Mustansiriya University in Baghdad, not far from Sadr City, as students lined up for rides home, leaving at least 70 dead and more than 130 wounded. That was the single deadliest attack on civilians here since Nov. 23, when a series of

car bombs and mortar attacks in the Sadr City slum killed at least 215 people.

In other violence Wednesday, a suicide car bomber blew himself up at a checkpoint in Kirkuk after guards opened fire as he approached a police station, the police said. That blast killed eight people and wounded at least 43.

The guards killed the driver as he approached the checkpoint, but his explosives detonated, causing part of the station to collapse and damaging nearby shops. Most of the casualties were caused by the collapse, the police said.

The violence in Kirkuk and Baghdad came as the Iraqi government and U.S. forces prepared to begin a massive security operation aimed at stopping sectarian attacks in the capital. It also accompanied the release of a United Nations report Tuesday asserting that an average of 94 civilians died each day in sectarian bloodshed alone in 2006.

Two more American soldiers were killed this week, the U.S. military said Wednesday. A soldier from the 1st Brigade, 1st Armored Division died Wednesday from wounds sustained in an operation in Anbar Province, the Sunni insurgent stronghold in the west. Another soldier from Regimental Combat

Team 5 died Monday, the military said, without elaboration.

With 21,000 more American troops heading to Baghdad, the U.S. arrest last week of six Iranians working at a liaison office in the northern city of Irbil drew criticism Wednesday from the leader of the Shiite bloc in Parliament, Abdul-Aziz al-Hakim. One of the six was released, but the U.S. military asserted that the five others were connected to an Iranian Revolutionary Guard faction that it said is financing insurgents in Iraq.

"Regardless of the Iranian position, we consider these actions as incorrect," Hakim, leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, told the BBC. "They represent a kind of attack on Iraq's sovereignty and we hope such things are not repeated."

Sudan, meanwhile, accused Washington of sending U.S. soldiers into its embassy in Baghdad on Wednesday and protested to Iraqi and U.S. diplomats, the official Sudanese news agency said.

The agency reported that nine U.S. soldiers raided the mission but gave no further details. It was not clear whether anyone was at the embassy at the time because Sudan has run its diplomatic

operations for Iraq from Amman since last year after several employees were kidnapped in Baghdad.

The U.S. military spokesman's office in Baghdad said that it had no knowledge of a raid on the Sudanese Embassy and that no Sudanese nationals were being held in any U.S. detention center.

In Khartoum, the Foreign Ministry protested to the U.S. Embassy and the Iraqi ambassador, Samir Khairi al-Nemaa, the Sudan News Agency said.

In other violence in Iraq, a mortar attack on a residential area in Iskandariyah, 50 kilometers, or 30 miles, south of Baghdad, killed a woman, the police said.

The U.S. Embassy in Baghdad said it was aware of the attack on the democracy group's convoy and was trying to determine the facts.

The National Democratic Institute is a federally financed unit affiliated with the Democratic Party.

Herald Tribune  
January 18, 2007



A U.S. marine waking another for guard duty Wednesday in a house in Ramadi held by U.S. and Iraqi forces. Troops huddled for warmth during an operation against insurgents.

# Irak : les Kurdes veulent étendre leur territoire

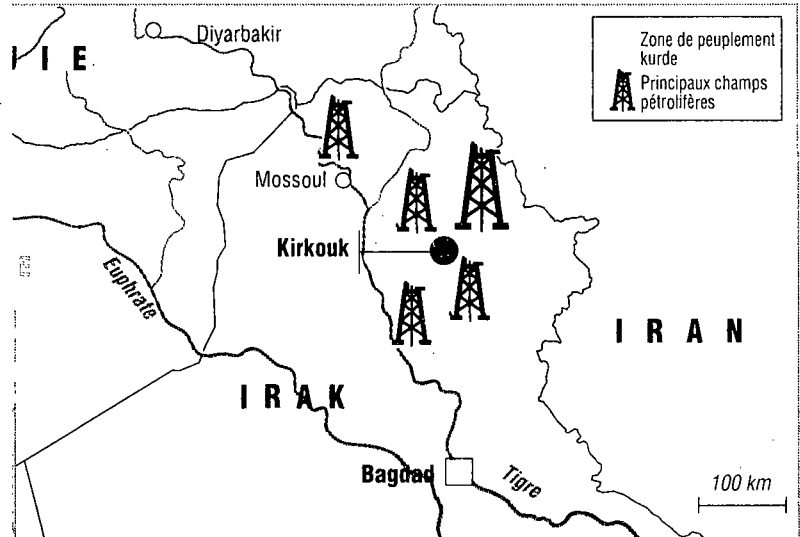
## PROCHE-ORIENT

Les Kurdes prévoient d'organiser cette année un référendum pour annexer Kirkouk à leur zone autonome, un projet mal vu en Irak comme dans la région.

De notre envoyé spécial à Kirkouk

MOINS TOUCHÉE par la violence que Bagdad ou Mossoul, Kirkouk reste sous tension. De sanglants attentats à la voiture piégée frappent régulièrement la cité pétrolière, où l'insécurité est entretenue par des enlèvements politico-crapuleux. Hier encore, dix personnes, dont quatre policiers, y ont été tuées dans l'explosion d'un camion piégé. Les rapt fréquents entretiennent la peur. Ils poussent les riches Kurdes à se replier plus au nord, au Kurdistan irakien autonome. Les groupes armés s'appellent Tawhid al-Djihad (unification du djihad), Kataeb Thawra Achrin (les phalanges de la XX<sup>e</sup> révolution), Ansar al-Sunna (les partisans de la souna) ou el-Awda (le retour). Ils sont financés par le kidnapping et par la contrebande des hydrocarbures, qui prend sa source à la raffinerie de Beji, une ville proche de Tikrit, dans le pays voisin.

Le centre-ville est sillonné par des patrouilles des forces spéciales kurdes roulant à tombeau ouvert. Au

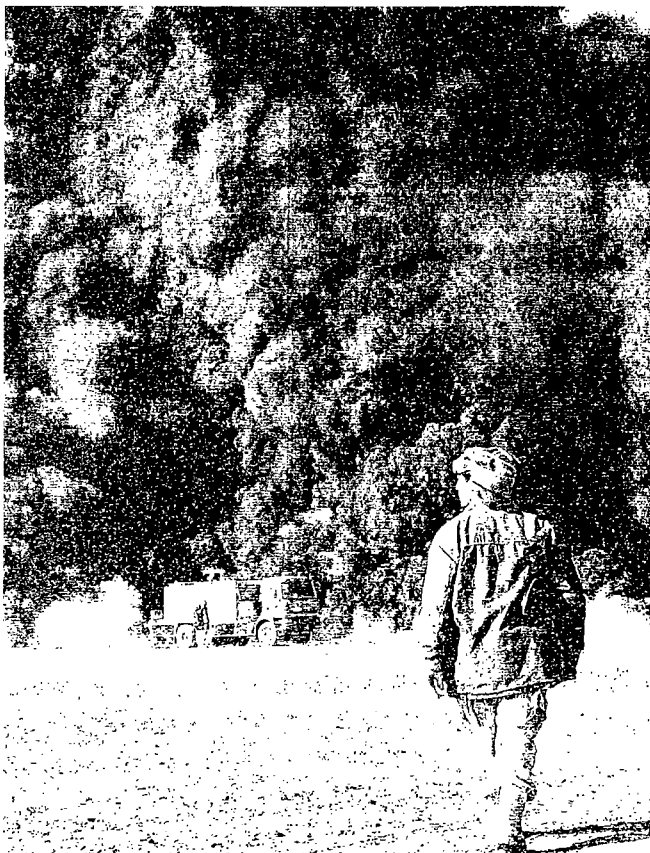


quartier général des services kurdes de renseignements, des gardes au visage encagoulés accueillent un convoi de blindés légers de l'armée américaine. Les officiers de liaison de la coalition effectuent leur tournée quotidienne de collecte d'informations sur la guérilla. « *La perspective du référendum sur le rattachement de Kirkouk au Kurdistan mobilise les terroristes. Ils tentent de déstabiliser la région pour empêcher le scrutin* », explique Halo Nadjat, le chef du renseignement des Peshmergas, les miliciens kurdes. L'insurrection sunnite n'est pas la seule à fourbir ses armes. « *L'Armée du Mahdi, la milice du chef chiite Moqtada al-Sadr, a installé depuis plusieurs mois des réseaux dormants à Kirkouk. Nous savons aussi que les extrémistes du Front turkmène sont en relation avec les Turcs* », précise le commandant kurde.

Prévu en principe cette année, le référendum doit sceller l'avenir d'une ville réclamée par les Kurdes. Ces derniers sont convaincus de rafler la mise : victimes d'une campagne d'arabisation sous Saddam, ils sont redevenus majoritaires à Kirkouk, grâce au retour d'anciens habitants et au départ d'« Arabes d'intérêt », ces populations implantées par l'ancien régime dans le seul but de modifier des données démographiques. Des milliers de réfugiés kurdes attendent un logement, sous les tribunes d'un stade ou dans des camps de tentes.

### Division ethnique

Mais le projet de référendum se heurte à de puissants intérêts, en Irak comme dans la région. À l'extérieur des frontières, les voisins Iraniens, Syriens et surtout Turcs, qui ont des minorités kurdes sur leur territoire, s'inquiètent de l'émergence d'une nouvelle puissance régionale possédant d'immenses réserves d'hydrocarbures. En Irak, les sunnites craignent de perdre tout débouché pétrolier. Et les chiites se méfient de l'émergence d'un contre-pouvoir



Un pipeline en feu dans la région de Kirkouk. Le sous-sol de cette zone pétrolière regorge de quelque 10 milliards de barils de réserve. Slahaldeen Rasheed/Reuters.

kurde. À Kirkouk, les représentants des Kurdes, des Arabes, des Turkmènes et des Assyro-Chaldéens se divisent sur la question au conseil du gouvernorat, un palais transformé en bunker. « Nous boycotterons le référendum s'il se tient. Les Turkmènes veulent que l'Irak reste uni et que les dividendes du pétrole soient redistribués équitablement », estime Eset Majid Djoumma, un conseiller du gouvernorat élu sur une liste turkmène indépendante. Craint-il une explosion de violence ? « Les Turkmènes redoutent avant tout d'être submergés par ces flots de Kurdes qui viennent de partout pour prendre nos maisons », affirme-t-il.

Les Kurdes qui incitent les « Arabes d'intérêt » à quitter la ville se considèrent dans leur bon droit. Certains ont plié bagage, par peur de représailles, après la chute de Saddam, pour s'installer dans les villages arabes des environs. D'autres souhaiteraient partir avec un pécule que le gouvernement central leur refuse. Quant aux Arabes originaires de la région, ils ne manifestent pas la moindre envie de s'en aller. Les Kurdes s'appuient sur l'article 140 de la Constitution pour justifier leur politique de repeuplement. Le texte leur offre également la possibilité d'organiser avant fin 2007 un référendum d'annexion. Mais les Arabes sunnites s'y opposent.

Élu au gouvernorat par les tribus arabes de Kirkouk, l'influent cheikh sunnite Abdullah Sani al-Hassi plaide pour un règlement national et non régional du désac-

cord. « Kirkouk peut être la cause du bonheur comme du malheur de l'Irak », résume-t-il en une formule. « Nous ne serons jamais d'accord avec un rattachement au Kurdistan. Il faut s'éloigner de cette proposition sous peine d'aller vers une épuration ethnique », ajoute-t-il.

Si elle paraît gagnée d'avance dans les urnes par les Kurdes, la partie est, en dépit de l'apparence institutionnelle, loin d'être remportée sur le terrain politique. Car le pouvoir central hésite à cautionner une nouvelle source de division ethnique dans un contexte de lutte des communautés pour le pouvoir.

Quant aux Américains, ils n'affichent pas d'enthousiasme pour le projet. Leur réticence contribue au refroidissement des relations avec leurs alliés kurdes. Le dépit kurde se manifeste par des changements sémantiques. Il n'est plus question de l'armée de libération américaine mais de l'armée d'occupation, une « force avec qui il faut composer ». « Les Américains doivent être plus réalistes s'ils ne veulent pas perdre leurs amis kurdes », prévient Khamen Zerar, député de l'Union du peuple du Kurdistan (UPK), le parti du président irakien Jalal Talabani. Une manière de rappeler qu'à Kirkouk, Washington reste, pour l'instant, le maître d'un jeu susceptible de dégénérer.

THIERRY OBERLÉ

LE FIGARO jeudi 18 janvier 2007

## Pétrole : le rappel à l'ordre américain

■ La lune de miel entre Kurdes et Américains a pris fin. Le dossier de l'avenir de Kirkouk mais aussi celui des hydrocarbures sont à l'origine du début de brouille. C'est que le gouvernement régional du Kurdistan misait sur une gestion décentralisée des ressources du pétrole pour conforter son autonomie. Interprétant les textes en vigueur, il pensait avoir les coudées franches pour signer des contrats avec des compagnies pétrolières pour l'exploitation de nouveaux gisements. Des accords ont ainsi été signés avec des émissaires occidentaux. Mais Condoleezza Rice vient de rappeler le gouvernement d'Erbil à l'ordre. « En paraphant des contrats, les Kurdes ont semé la confusion sur qui a l'autorité sur les champs de pétrole », a déploré le secrétaire d'Etat américain la semaine dernière devant le Sénat, à Washington. En clair, la signature du gouvernement kurde n'est pas valide. Et ces accords paraphés non pas avec des majors mais avec des compagnies de second plan devront être approuvés par Bagdad pour être entérinés. Le gouvernement central irakien garde ainsi les clés du coffre-fort pétrolier de Kirkouk. La future loi nationale sur les hydrocarbures va renforcer

les attributions de Bagdad dans la redistribution des dividendes de la manne pétrolière. L'argent serait distribué au prorata des régions. Soit un système qui ne satisfait pleinement ni les chiïtes, qui concentrent dans leurs zones la majeure partie des ressources, ni les Kurdes. Les nouvelles orientations sont confirmées par le plan Bush : le président américain a pressé les autorités de parvenir à une « juste répartition pour garantir l'unité de l'Irak ». Le rééquilibrage devrait passer par une révision de la Constitution fédéraliste de 2005 à laquelle les sunnites sont hostiles par crainte de se trouver isolés dans une région du centre du pays dépourvue d'or noir.

Les responsables kurdes n'abandonnent pas pour autant leur rêve de contrôle d'un sous-sol qui regorge de quelque 10 milliards de barils de réserve et fait de Kirkouk l'une des zones pétrolières les plus convoitées du monde. Leur marge de manœuvre semble cependant limitée.

T. O.

## Kurdistan : les craintes d'Ankara redoublent

En Turquie, le débat sur les frontières irakiennes a éclipsé la candidature à l'UE.

Istanbul

« À L'ÉVIDENCE, l'Irak représente désormais le problème numéro 1 en Turquie, il a pris la place de l'UE », concède-t-on au ministère des Affaires étrangères. Le calendrier politique turc est désormais rythmé par les soubresauts du pays voisin et le statut de Kirkouk cristallise les passions. L'arrivée à Ankara, jeudi, du sous-secrétaire d'Etat américain, Nicholas Burns, ne va pas infléchir les nouvelles priorités de la diplomatie turque, à quatre mois de l'élection présidentielle.

La session spéciale organisée aujourd'hui au Parlement sur l'Irak et la grande ville du Nord, à la demande de l'AKP, au pouvoir, et du Parti républicain du peuple (CHP), le principal mouvement d'opposition, est révélatrice de la surenchère à laquelle se livrent les différentes formations politiques. Mardi, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé ceux « qui tentent de voir la Turquie comme un simple spectateur regardant un match de foot depuis les gradins ».

### Un rôle passif

Cette critique s'adresse aux

Kurdes d'Irak, qui dénoncent l'ingérence de la Turquie dans les affaires intérieures irakiennes et aux Américains, dont la stratégie dans la région cantonne Ankara à un rôle passif. Revendiquant des « liens historiques et culturels » avec l'Irak, le chef du gouvernement a justifié le droit d'intervenir de l'autre côté de la frontière : « Nous n'hésiterons pas à protéger les citoyens turkmènes de Kirkouk. »

La modification de la composition ethnique de la ville, avec l'arrivée massive de Kurdes, fragilise la minorité turkmène de Kirkouk et

affaiblit l'influence turque. Ankara redoute la formation d'un Kurdistan indépendant à ses frontières. Le rattachement de Kirkouk et la mainmise sur ses immenses gisements d'or noir transformeraient l'État kurde embryonnaire en puissance économique régionale : le pire des scénarios pour les autorités turques, persuadées que ce redécoupage géogographique attiserait les projets indépendantistes des Kurdes sur le territoire national turc.

Un péril qui justifierait pour beaucoup un engagement de l'armée dans le nord irakien. Deniz Baykal, le leader du CHP, a de nouveau réclamé une intervention militaire, l'un de ses thèmes politiques favoris. D'autant qu'il y a d'autres motifs d'exaspération : la région autonome du Kurdistan sert

toujours de refuge à plusieurs milliers de combattants du mouvement séparatiste du PKK. Les promesses répétées de l'allié américain d'agir contre ses camps dans les monts Kandil n'ont jamais dépassé les déclarations de bonnes intentions.

On en oublierait presque le soutien apporté au nouveau plan de George W. Bush en Irak et à l'envoi de troupes supplémentaires. Séduit par le désir de maintenir l'intégrité territoriale de l'État irakien et d'assurer le partage des ressources pétrolières, le ministère des Affaires étrangères s'était félicité des « mesures prises dans la bonne direction ». La possibilité d'une réaction de la Turquie en cas de retrait anticipé des GI a d'ailleurs été brandie par Condoleezza Rice. Dans son dernier éditorial paru dans le *Turkish Daily News*, Dogu Ergil, professeur de sciences politiques à l'université d'Ankara, dénonçait les velléités des acteurs régionaux de modifier les frontières irakiennes : « Comment refermer la boîte de Pandore quand tous les esprits malveillants libérés deviennent fous furieux ? »

LAURE MARCHAND

## Le meurtrier présumé d'un opposant arrêté

Un des cinq Iraniens appréhendés à Erbil serait impliqué dans un triple assassinat en 1989 en Autriche.

Vienne

L'ORDRE venait de la Maison-Blanche. Les Iraniens présents sur le territoire irakien et apportant leur aide à la résistance devaient être mis hors d'état de nuire. C'est ainsi que cinq Iraniens, officiellement « diplomates », ont été arrêtés le 11 janvier à Erbil, capitale économique du Kurdistan irakien.

Parmi les suspects, affirment des sources américaines, un dénommé Mohammad Jafari-Sahroudi, dont le nom n'était pas tout à fait inconnu des services secrets occidentaux. « Gardien de la révolution », comme ses comparses, cet officier est présumé impliqué au premier chef dans l'assassinat de trois dirigeants kurdes à Vienne, il y a dix-huit ans.

### Intenses pressions de Téhéran sur Vienne

Dans la nuit du 13 au 14 juillet 1989, le docteur Abdulrahman Ghassemlou, dirigeant en exil du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), et deux autres Kurdes étaient abattus dans un appartement de la capitale autrichienne, alors qu'ils devaient entamer des négociations secrètes avec des émissaires de Téhéran. Le commando cagoulé responsable de l'opération, réfugié dans l'ambassade d'Irak, parviendra à quitter sans encombre le territoire autrichien. Vienne a fait l'objet d'intenses pressions de la part de Téhéran, qui menaçait de rompre les relations commerciales. L'enquête en restera là. Mais elle se réveille en 2005, sous l'effet d'une rumeur surprenante : le président iranien nouvellement élu, Mahmoud Ahmadi-nejad, aurait fait partie du commando viennois, dont il aurait assuré la logistique. Washington fit

la sourde oreille à cette révélation, une confusion regrettable ayant déjà conduit un ancien otage de l'ambassade américaine à Téhéran en 1980 à croire reconnaître en lui son ancien geôlier.

Au moment où l'Irak risque de se voir sanctionné par le Conseil de sécurité des Nations unies à cause de son programme nucléaire, il s'agit de ne pas envenimer la situation. Maria Berger, porte-parole du ministère autrichien de la Justice, refuse de confirmer l'arrestation de Jafari-Sahroudi en Irak. Elle ajoute cependant que « si cette rumeur s'avérait exacte, l'Autriche demanderait alors l'extradition du prévenu ». En novembre 1989, Mohammad Jafari-Sahroudi et les deux autres tueurs présumés ont fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, qui court toujours.

MAURIN PICARD

## M. Ahmadinejad critiqué pour son voyage « inopportun » en Amérique latine

ALORS QUE le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, effectuait, ces derniers jours, une tournée en Amérique latine, Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat américaine, se rendait au Proche-Orient pour plaider en faveur de la politique de George Bush et dénoncer le rôle de l'Irak dans la région.

Ce chassé-croisé a irrité la presse iranienne d'opposition - y compris certains journaux conservateurs - qui a critiqué les priorités du président ultraconservateur et ce voyage jugé « inopportun ». « Mahmoud Ahmadinejad cherche à se poser en leader du camp anti-américain en rendant visite à ses amis socialistes en Amérique latine mais, d'un autre côté, il s'isole de la communauté internationale par la tonalité radicale de son discours diplomatique », commente Mehran Ghassemi, journaliste au service international du quotidien réformateur *Etemad Melli*, joint par téléphone. « Ses amis de gauche sont bons pour des discussions de café mais non pour déterminer nos priorités sécuritaires, politiques, internationales et économiques », écri-

vait le journal, mardi 16 janvier.

Depuis son revers aux élections municipales du 19 décembre 2006, la pression s'accroît sur le président iranien. Réformateurs et modérés ont déjà recueilli 50 signatures (sur les 75 nécessaires) pour convoquer M. Ahmadinejad à une audition devant les parlementaires. « Les députés sont conscients qu'ils ne peuvent pas bloquer le président, poursuit Mehran Ghassemi. Mais, pour la première fois, ils peuvent le bousculer sur les questions du nucléaire, de l'image de l'Irak sur la scène internationale, et sur l'économie, en particulier la dépendance croissante du budget par rapport aux pétrodollars. » ■

CÉLIAN MACÉ

## Paris confirme son intention d'envoyer un émissaire en Iran

LE MINISTÈRE français des affaires étrangères a confirmé, mardi 16 janvier, que la France envisageait d'envoyer un émissaire à Téhéran, ajoutant qu'il serait chargé de discuter des « questions régionales », notamment du Liban, et du « droit d'Israël à exister ». Le Quai d'Orsay a par ailleurs fait état d'« entraves » au travail de l'ambassade de France à Téhéran, souhaitant que l'ambassadeur, Bernard Poletti « puisse avoir tous les contacts utiles » auprès des officiels iraniens. M. Poletti rencontre des difficultés pour obtenir des entretiens avec des officiels iraniens, alors que l'ambassadeur d'Irak à Paris bénéficie d'un accès

large aux responsables français, fait-on remarquer au Quai d'Orsay.

Aux Etats-Unis, l'initiative de Jacques Chirac d'envoyer un émissaire à Téhéran n'a pas été considérée comme une « grande idée », mais le porte-parole du département d'Etat, Tom Casey, s'est borné à rappeler, mardi, que la France, comme d'autres pays européens, entretient des relations diplomatiques avec Téhéran. « Nous espérons seulement, a-t-il dit, que tout contact diplomatique avec l'Irak, de la part de quelque pays que ce soit, s'attache à rappeler à ce pays qu'il doit respecter ses obligations internationales. Cela inclut les résolutions du Conseil

de sécurité sur le programme nucléaire. »

En France, la cellule diplomatique du candidat de l'UMP à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, admet avoir été informée « entre Noël et le jour de l'an » du projet d'envoyer le ministre des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, à Téhéran. Les conseillers de M. Sarkozy précisent qu'il n'est pas intervenu auprès de M. Chirac ou de M. Douste-Blazy pour s'y opposer. Ils ajoutent toutefois que « l'idée d'envoyer un ministre des affaires étrangères ne semble pas appropriée pour cette mission, ce serait disproportionné ». ■

N. NO. (AVEC CHRISTOPHE JAKUBYSZYN ET CORINE LESNES, À WASHINGTON)

## Editorial

### Cavalier seul en Iran

Le Monde  
19 janvier 2007

En se lançant dans une ouverture diplomatique vis-à-vis de l'Iran, Jacques Chirac poursuit deux objectifs. D'abord s'assurer que le régime des mollahs ne cherchera pas à s'en prendre, par l'intermédiaire du Hezbollah, son allié au Liban, aux soldats français de la Force internationale, à la frontière avec Israël. Ensuite, essayer de gagner le soutien des Iraniens à une stabilisation démocratique au Liban, où l'opposition est dans la rue pour renverser le gouvernement de Fouad Siniora.

Ces objectifs sont compréhensibles, voire louables. Mais la manière dont ils sont poursuivis est étrange. La France agit en solitaire, alors que, jusqu'à maintenant, elle avait étroitement coordonné sa politique libanaise avec les Etats-Unis et qu'elle était à l'origine de la tróika européenne, avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui a négocié pendant plus de trois ans sur le dossier nucléaire iranien. C'est précisément au moment où le Conseil de sécurité des Nations unies a imposé à l'Iran des sanctions, pourtant édulcorées sur l'insistance de Moscou, que Paris a décidé de faire cavalier seul.

La crainte d'un engrenage des sanctions conduisant, comme en Irak en 2003, à une intervention armée des

Etats-Unis peut expliquer que M. Chirac veuille faire une dernière tentative pour régler par la négociation la question iranienne. Après avoir été un champion de la fermeté contre les risques de prolifération nucléaire, le président français a changé de langage depuis la guerre au Liban. Il a été le premier à proposer des formules qui auraient permis au président Ahmadinejad de se conformer, sans perdre la face, aux exigences de la communauté internationale. Sans succès.

Que peut-il offrir à Téhéran en échange d'une éventuelle coopération au Liban ? La reconnaissance de l'Iran comme puissance régionale ? Les Iraniens la recherchent, mais l'attendent des Américains. Le président de la République française n'est pas en mesure de s'engager en leur nom. L'autorisation implicite de poursuivre leur programme nucléaire, et en particulier l'enrichissement de l'uranium, contrairement aux demandes réitérées de la communauté internationale ? A en juger par les déclarations des dirigeants iraniens, c'est en effet le prix qu'ils réclameront.

On peut juger qu'il n'est pas trop élevé. On peut même penser que l'Iran a le droit de développer une industrie nucléaire, que les puissances possédant l'arme nucléaire sont mal placées pour faire la leçon, voire que l'arme nucléaire est un facteur de stabilité en assurant la dissuasion mutuelle. Mais on ne peut pas tenir des discours contradictoires selon les circonstances. La France a été à l'avant-garde pour menacer l'Iran de sanctions s'il continuait à bafouer les règles internationales. En changeant de politique, elle prend le risque d'hypothéquer sa crédibilité. ■

### L'Irak cherche à contrôler l'argent du pétrole

LE FIGARO  
19 janvier 2007

#### MOYEN-ORIENT

La nouvelle loi sur le pétrole va être présentée devant le Parlement de Bagdad.

LE PROJET de loi irakien sur les hydrocarbures est enfin prêt. Sujet d'intenses tractations, le texte régissant la répartition des ressources pétrolières va être remis au gouvernement, puis doit être présenté au Parlement. Confirmée par le ministère du Pétrole, la nouvelle répartition des recettes de l'or noir se veut équitable. Il est prévu de partager les richesses équitablement entre les dix-huit provinces du pays en fonction du nombre d'habitants.

La loi programme également la relance de la Compagnie nationale du pétrole, une entreprise publique qui sera chargée du contrôle de la

production et de l'exportation du brut. La société nationale aura en charge les contrats à signer avec des compagnies internationales dans le cadre d'appels d'offres. Ce recadrage met un terme à un début de gestion décentralisée des gisements. Le gouvernement autonome du Kurdistan, une région quasi indépendante, avait en effet pris l'initiative de passer des accords avec des compagnies occidentales sans passer par Bagdad. Ces contrats sont aujourd'hui remis en cause. En proposant une nouvelle loi, le gouvernement irakien cherche à centraliser les pôles de décision afin d'éviter des déséquilibres entre communautés sus-

ceptibles de conduire à un éclatement du pays. Car les réserves d'hydrocarbures sont concentrées à 85 % dans le sud chiïte et le nord à

la population à majorité kurde.

Les ressources pétrolières de l'Irak constituent une formidable tirelire. Le pays possède les deuxièmes réserves mondiales de brut, mais sa production n'a pas retrouvé son niveau d'avant la guerre de 2003. Il est obligé d'importer de l'essence de Turquie en raison d'une pénurie de produits raffinés. Seul environ un quart du pétrole puisé dans les nappes est destiné à la consommation intérieure. Et la moitié de cette part file dans les circuits de la contrebande.

Chaque grande ville irakienne a son marché à ciel ouvert de revente parallèle d'hydrocarbures ouverts aux grossistes. À Erbil au Kurdistan irakien, le dépôt sauvage accueille de quatre à six camions-citernes

par jour en provenance de la raffinerie de Dorah à Bagdad ou de Beji. Les groupes armés contrôlent les filières. Ils ont infiltré le ministère du Pétrole et brassent des centaines de millions de dollars par an. Selon Burham Sakeh, l'un des principaux collaborateurs du premier ministre Nouri al-Maliki, les insurgés auraient détourné un milliard de dollars en pompant à leur profit le pétrole de la raffinerie de Beji. Et il est peu probable que la nouvelle loi remette rapidement de l'ordre dans le chaos général.

THIERRY OBERLÉ

#### Nouri al-Maliki critique George Bush

Le président américain George W. Bush n'a « jamais été aussi faible qu'aujourd'hui », a affirmé hier le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, dans une interview au *Corriere della Sera*. « J'ai l'impression que ce sont eux à Washington qui touchent à leur fin, et non

nous ici à Bagdad... », a-t-il ajouté. C'est la première fois que le premier ministre irakien attaque aussi durement l'Administration américaine. La Maison-Blanche a minimisé hier soir les propos de Maliki et lui a réaffirmé sa confiance.

(AFP.)

Un rapport de la commission des affaires étrangères et de la défense du Parlement iranien, dont « Le Monde » a eu connaissance, souligne la vulnérabilité du pays en cas de sanctions internationales

# L'embargo qui fait peur à Téhéran

**L'**Iran a beau défier la communauté internationale avec son programme nucléaire et faire mine de négliger les sanctions que celle-ci commence à lui imposer, les dirigeants de Téhéran se préoccupent néanmoins depuis plusieurs mois des conséquences des mesures coercitives qui leur seraient infligées.

Début septembre 2006 (bien avant les sanctions décrétées le 23 décembre par le Conseil de sécurité des Nations unies), la commission des affaires étrangères et de la défense du Majlis, le Parlement de Téhéran, a conclu un rapport de plus de 100 pages analysant les conséquences à la fois économiques, sociales et politiques de sanctions internationales.

Ce texte, dont *Le Monde* a eu connaissance auprès de sources proche-orientales, a été rédigé après six mois de discussions impliquant de nombreux économistes et spécialistes des questions pétrolières. Il a été transmis aux plus hautes autorités du régime, dont le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, mais a fait l'objet d'une diffusion restreinte.

On comprend pourquoi à la lecture des conclusions qui soulignent la vulnérabilité de l'économie iranienne face à des sanctions touchant en particulier le secteur pétrolier. A première vue, un pays qui possède les deuxièmes réserves mondiales de pétrole et de gaz ne devrait pas être si fragile, mais l'Iran est un colosse aux

pieds d'argile, dont 85 % des revenus d'exportation proviennent du pétrole. Le rapport du Majlis recommande « de faire tous les efforts politiques pour empêcher l'imposition de sanctions, tout en préservant les intérêts du pays et l'honneur national ». Il rappelle que l'Iran peut se servir à la fois des relations de dépendance économique qu'il a nouées avec un certain nombre de pays, et utiliser « une dissuasion politique et militaire » avec d'autres.

Un embargo, résume le Majlis, affaiblirait la stabilité économique du pays et son taux de change, tout en affectant l'investissement privé. L'Iran « serait forcé de modifier ses priorités nationales, et de consacrer l'essentiel de ses ressources à empêcher un important bouleversement social, qui pourrait causer une détérioration des conditions de vie pour une section importante de la population ». La commission souligne la nécessité de présenter à celle-ci « un tableau optimiste sur l'improbabilité de sanctions, sur les précautions prises par le gouvernement pour les anticiper et sur la capacité de l'Iran à les supporter ». Elle insiste également sur la nécessité de continuer à menacer l'opinion occidentale d'un « hiver glacial », une manière de souligner qu'une augmentation des prix pétroliers aurait de lourdes conséquences pour les économies occidentales.

Le rapport des parlementaires iraniens constitue un avertissement déguisé au régime qui, de leur point de vue, ne serait pas capable de résister à d'impor-

tantes pressions économiques, en raison des faiblesses structurelles de l'économie iranienne et de la fragilité de sa situation financière. Selon les auteurs, « les membres du régime qui ont été entendus par la commission ont indiqué que toute aggravation de la situation économique pourrait causer des troubles sociaux pouvant conduire à une détérioration et à un affaiblissement de la stabilité intérieure ».

La commission semble ainsi, à mots couverts, prendre ses distances avec la « ligne dure » incarnée par le président Ahmadinejad. Elle envisage notamment le scénario d'un embargo international sur les exportations pétrolières vers l'Iran (qui importe une grande partie de sa consommation de produits raffinés, comme l'essence), un secteur particulièrement sensible.

Plusieurs facteurs expliquent que, ces dernières années, la consommation de produits pétroliers a augmenté de 10 % par an : le prix de l'essence est l'un des plus bas du monde (800 rials, environ 7 centimes d'euros le litre), l'augmentation du niveau de vie d'une partie de la population, notamment de la classe moyenne, l'interdiction d'importer des voitures étrangères et l'augmentation du parc automobile.

L'Iran consomme un demi-million de barils de produits pétroliers par jour, dont 60 % sont produits par les raffineries nationales, et 40 % importés, à un coût de 3 à 4 milliards de dollars par an. La commission insiste sur la nécessité d'une diminution de la consommation d'essence, notamment par l'élimination des véhicules anciens, gros consommateurs de carburant.

Une telle politique aurait des conséquences politiques dangereuses pour un gouvernement attentif à son image sociale (le président Ahmadinejad s'est fait élire sur sa promesse d'aider les plus pauvres). L'autre option préconisée est le rationnement et l'augmentation du prix de l'essence. Jusqu'à présent, toutes les tentatives du gouvernement en ce sens – la dernière date de juillet 2006 – ont échoué. Par crainte de mouvements sociaux, le régime a préféré consacrer des millions de dollars à subventionner le car-

**L'Iran est un colosse aux pieds d'argile dont 85 % des revenus d'exportation proviennent du pétrole**



Le parc automobile a fortement augmenté à Téhéran comme dans le reste du pays. Le prix du carburant est l'un des plus bas du monde. Un embargo sur les exportations de produits raffinés vers l'Iran, qui importe une grande partie de sa consommation d'essence, aurait de graves conséquences sociales et économiques. STEPHANE LAGOUTTE

burant.

La fragilité de l'économie iranienne face aux conséquences de sanctions est illustrée par le fait que la moitié des importations proviennent des pays occidentaux : 40 % de l'Union européenne – sur un total de 15,4 milliards de dollars en 2005, la France, avec 2,39 milliards de dollars, arrive en 3<sup>e</sup> position, derrière l'Allemagne et l'Italie – et 10 % du Japon et de la Corée du Sud. Or plus de 60 % de

toutes les importations de l'Iran concernent des équipements industriels, notamment dans les domaines de l'électricité et de l'automobile, qui sont indispensables à l'expansion économique du pays. Les auteurs soulignent cette vulnérabilité, et insistent sur la complication que constitue les « conflits d'intérêts » (en clair, les divergences politiques) au sein du régime.

En cas de sanctions, l'essentiel de la production serait paralysé après utilisation des stocks existants de pièces détachées importées (suffisants pour tenir trois à quatre mois), et l'Iran perdrait des revenus évalués entre 1,5 et 2 milliards de dollars par an. Outre un embargo international sur l'exportation en Iran d'équipements industriels, la commission parlementaire envisage le scénario de sanctions à l'encontre des banques iraniennes, en particulier les banques Melli et Saderat, qui sont accusées de jouer un rôle dans le commerce nucléaire poursuivi par l'Iran.

S'agissant du pétrole, un embargo imposé par la communauté internationale sur les importations de brut iranien aurait des effets importants, quoique décalés dans le temps. L'Iran exporte 2,5 millions de barils par jour (3 % de la consommation mondiale), et en consomme 1,5 million de barils. Un embargo ne devrait pas avoir de conséquences majeures pour le pays pendant la première année de son application, en raison des importantes réserves de devises de l'Iran. « Il est important de retarder toute mesure qui pourrait affecter la population en raison des risques d'instabilité », notent les auteurs.

Le rapport du Parlement iranien conclut que la combinaison d'un gel des réserves étrangères, de l'imposition d'un embargo sur les importations de brut iranien et d'une interdiction des exportations de produits pétroliers raffinés vers l'Iran accélérerait les conséquences économiques et sociales négatives pour l'Iran. Ce rapport du Majlis tend à montrer que la politique de sanctions pourrait exercer les pressions souhaitées sur l'Iran (notamment en fragilisant le régime), sous réserve que Téhéran ne réagisse pas avec des représailles, notamment militaires, dirigées contre les intérêts occidentaux. ■

LAURENT ZECCHINI

## La tentation et les risques des « frappes militaires »

LA COMMUNAUTÉ internationale est engagée dans une sorte de poker stratégique avec l'Iran : elle table sur le fait que des sanctions de plus en plus pénalisantes amèneront le régime des mollahs à reconsidérer sa décision de développer son programme nucléaire militaire.

Mais les diplomates et les spécialistes du renseignement savent qu'une telle stratégie peut avoir l'effet inverse, en provoquant un réflexe d'« unité perse » autour d'une direction politique pourtant loin d'être homogène, mais qui aura tendance à s'engager dans une fuite en avant nucléaire. Dans ce cas, aux États-Unis et en Israël, les voix ne manqueront pas pour préconiser des frappes militaires afin d'annihiler, fût-ce pour gagner un répit de quelques années, le potentiel nucléaire de l'Iran.

A Washington, la Maison Blanche n'a manifestement pas l'intention de faire siennes les recommandations du rapport Baker-Hamilton s'agissant de l'ouverture d'un dialogue direct avec Damas et Téhéran. Au contraire, l'administration Bush semble se préparer à une confrontation croissante avec l'Iran. En témoignent l'action de l'armée américaine contre des éléments iraniens au

Kurdistan irakien et, surtout, la décision de déployer les porte-avions *Enterprise* et *Stennis*, avec leurs groupes navals, dans le Golfe, ainsi que des missiles antimissiles Patriot, deux mesures présentées comme un avertissement à Téhéran.

Un risque d'emballement politico-militaire à Washington n'est donc pas à exclure, d'autant que le président George Bush pourrait être tenté d'achever son mandat sur une « victoire » face à la « bombe iranienne », ce qui, vu de la Maison Blanche, aurait l'avantage d'atténuer le fiasco irakien.

A Tel-Aviv, les autorités israéliennes, qui ne cessent d'alerter l'opinion internationale sur le « danger nucléaire iranien », incitent les États-Unis à agir, ce qui éviterait à Tsahal d'avoir à le faire, du moins en première ligne. Les experts militaires savent que, quelle que soit l'ampleur de la campagne aérienne (bombardements et missiles de croisière) mise en œuvre par l'armée américaine pour détruire l'infrastructure nucléaire et balistique iranienne, il est illusoire de croire que celle-ci sera intégralement anéantie.

Il est au contraire plus réaliste d'ima-

giner que Téhéran conservera la possibilité d'engager des représailles contre les villes israéliennes avec ses missiles Shahab-3 (d'une portée testée à au moins 1 300 kilomètres, largement suffisante pour atteindre Israël et les intérêts américains dans la région). Cela signifie que le gouvernement doit accepter à l'avance les conséquences politiques d'un nombre indéterminé de victimes parmi la population civile israélienne.

### Installations secrètes

Si une telle conséquence est inéluctable, arguent certains experts, Israël doit se préparer à frapper les sites iraniens de manière préventive et le plus tôt possible, puisque, estime-t-on à Tel-Aviv, il est évident que la politique de sanctions n'entraînera aucun changement d'attitude de Téhéran, du moins avant des « frappes militaires ». Faute d'un feu vert de Washington, Tel-Aviv ne s'aventurera pas à violer l'espace aérien irakien, et la route la plus longue, via le sud de la péninsule Arabique, pose la question du ravitaillement en vol des F-15 israéliens. Ce n'est pas un problème techniquement insurmontable, même si un tel objectif représente un tout autre défi que le raid lancé

en juin 1981 par 8 F-16 israéliens pour détruire le réacteur nucléaire irakien d'Osirak. Profitant de ses bonnes relations avec la Turquie, Israël pourrait donc être incité à utiliser l'espace aérien turc (qui est ouvert à l'entraînement de ses avions), quitte à provoquer les protestations officielles d'Ankara.

Reste que les militaires israéliens reconnaissent n'avoir qu'une connaissance imparfaite des sites nucléaires iraniens. Ils tiennent pour acquis qu'au-delà des sites répertoriés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran dispose d'installations secrètes enterrées. Mais ils n'ont pas d'informations récentes sur le programme Shahab-3, et ne savent pas davantage si les dix-huit missiles BM-25 achetés par l'Iran à la Corée du Nord, en décembre 2005, sont ou non opérationnels.

Enfin, si les conséquences diplomatiques et militaires d'un affrontement armé avec l'Iran sont incalculables, le risque d'un embrasement de toute la région ne peut être exclu, et devrait inciter Tel-Aviv et Washington à la retenue. C'est sur celle-ci que tablent, peut-être à tort, les dirigeants iraniens. ■

L. Z.



# Turk-Armenian journalist is slain

## 'Bullet was fired at freedom of thought,' prime minister says

By Sebnem Arsu and Susanne Fowler

**ISTANBUL:** The charismatic editor of the best-known Armenian-language newspaper in Turkey was shot and killed Friday afternoon as he left his office in the center of Istanbul.

The editor, Hrant Dink, 53, had been the target of threats, friends and colleagues said, after receiving a suspended sentence last year for violating laws against insulting the Turkish state and Turkish identity by referring to ethnic purity and genocide.

A Turk of Armenian descent, Dink had been criticized by Turkish nationalist groups for making comments about the killing of Armenians by the Ottoman Army beginning in 1915, which several countries recognize as an act of genocide but which Turkey views as a result of war. The Turkish-Armenian border is closed and the countries have no diplomatic ties.

But Dink was critical of the Armenian diaspora, which lobbies strongly for Turkey to recognize genocide as a precondition to becoming a member of the European Union. Dink viewed entry into the EU as the clearest route to strengthening democracy in Turkey.

Official reaction to the daylight shooting was swift. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan condemned the shooting as a direct attack on Turkey's peace and stability.

"A bullet was fired at freedom of thought and democratic life in Turkey," he said in a nationally broadcast news conference. "Once again, dark hands have chosen our country and spilled blood in Istanbul to achieve their dark goals."

Olli Rehn, the European Union's commissioner for enlargement, was among the officials who condemned the killing.

"I am shocked and deeply grieved by this wild murder," Rehn said in a statement. "In spite of his conviction, Hrant Dink was a respectable intellectual defending his views and contributing to open discussion."

Several thousand people marched from Dink's office to Taksim Square on Friday evening to protest the killing.

Recent political slayings in Turkey have touched on topics other than Armenia.

In May, a gunman stormed the Council of State, the top administrative court in Ankara, the Turkish capital, killing



Reuters

one top judge and wounding four other judges in apparent anger at a ruling enforcing a ban on head scarves. The suspect, a lawyer named Alparslan Arslan, was captured.

A Turkish teenager was sentenced in October for the fatal shooting in February of a Catholic priest as he knelt in prayer in his church in the northeastern city of Trabzon; the assailant may have been enraged by the publication in European newspapers of caricatures of the Prophet Muhammad.

Two suspects in the Dink slaying were detained in central Istanbul after witnesses spotted a young man with a white cap running away following the gunshots, the television news station NTV reported, but they were later released.

Hours later, the Istanbul governor, Hilmi Guler, announced that three other suspects had been detained.

Investigators were monitoring surveillance tapes from shops on the busy commercial street where Dink was killed.

News reports quoted the owner of a restaurant close to the scene of the attack who said the assailant was a male of about 20 years in age and had run away shouting, "I shot the non-Muslim."

Dink edited Agos, a weekly newspaper containing both Armenian- and Turkish-language articles. It has a circulation of about 5,000. Shortly after his death, the Agos Web site showed only his photograph, framed in black.

The Armenian patriarch in Istanbul, Mesrob Mutfyan, declared 15 days of mourning for the small Armenian, Christian population of Turkey.

Nuran Agan, 47, a co-worker at the paper, sounded shaken as she described what had been an ordinary day at the office. "I heard three gunshots after he left, but never associated it with him," she said. Still, she rushed downstairs and saw Dink lying in a pool of blood with a wound in the back of his head.

"He received lots of threats and had requested protection," she said.

Television broadcasts from the site showed large crowds around an area

cordoned off by riot police and Dink's body covered by a white sheet.

Dink was the 61st journalist to be assassinated in Turkey since 1909. Last year, an Istanbul court sentenced him to a six-month jail term for insulting the Turkish identity. His sentence was then suspended.

Ipek Calislar, another journalist who was also prosecuted by Turkish courts for her writing, said Friday that she felt too angry about the killing of her friend Dink, she said, "was the only voice of democracy for the Armenian people in Turkey and also for the Turkish people."

Political leaders in Turkey have been changing laws to try to meet the EU's membership criteria, but they faced a setback last month when ministers in Brussels decided to freeze talks on 8 of 35 areas of discussion because of the refusal by Ankara to open Turkish airports and seaports to Cyprus, an EU member.

In one of his recent articles, Dink complained that his opponents were casting him as an enemy of Turks and expressed a fear that the threats against him were increasing.

"I do not know how real these threats are, but what's really unbearable is the psychological torture that I'm living in," he wrote. "Like a pigeon, turning my head up and down, left and right, my head quickly rotating."

Dink was born in Malatya, a city in an area of eastern Turkey famous for its pistachios and apricots. He moved to Istanbul at age seven. He attended Armenian schools and graduated from Istanbul University with a degree in zoology.

Haluk Sahin, a columnist for the Radikal newspaper, which had been a strong supporter of Dink's legal struggles, said that Turkey had been hit in the heart.

"Those who wanted to harm Turkey couldn't have chosen a better target," Sahin said. "As opposed to other killings in the past, Turkish public reaction against this murder will show us where Turkey stands in the world."

# Hrant Dink tué par un jeune chômeur nationaliste turc

Arrêté hier, Ogun Samast, 17 ans, a avoué l'assassinat du journaliste.



Istanbul de notre correspondant.

Un jeune paumé proche des milieux ultranationalistes a avoué. Il est l'assassin du journaliste Hrant Dink, voix des 60 000 Arméniens de Turquie. Filmé par les caméras de surveillance vendredi au moment de l'attaque et dénoncé par son propre père, Oğün Samast, 17 ans, a été interpellé trente-deux heures après son forfait à Samsun, sur la mer Noire, alors qu'il rentrait en car vers Trabzon, dont il est originaire. Il avait encore sur lui l'arme du crime. Selon le procureur de la ville, Ahmet Gökçinar, «il a admis avoir commis le meurtre» au cours d'un interrogatoire préliminaire réalisé avant son transfert vers Istanbul. Six autres personnes ont été arrêtées à Trabzon et quatre d'entre elles transférées à Istanbul.

«Pas de regrets». La célérité des enquêteurs a paradoxalement accru le malaise dans une opinion encore sous le choc de l'assassinat, vendredi après-midi à Istanbul, du directeur de l'hebdomadaire *Agos* qui, depuis des années, se battait pour la reconnaissance du génocide de 1915. «Cela semble trop tôt et trop rapide», a réagi Okay Gonensin, chroniqueur du quotidien populaire *Vatan*. «Le garçon a pu appuyer sur la détente, mais les

autorités devraient trouver ceux qui sont derrière lui», a estimé Erdal Dogan, l'un des avocats de Hrant Dink.

«Je l'ai abattu après avoir dit les prières du vendredi et j'en ai pas de regrets», aurait déclaré Oğün Samast, selon la chaîne d'information CNN-Türk, affirmant avoir subi l'influence de sites Internet qui accusent Hrant Dink d'être un «traître à la nation». «Je suis turc mais le sang turc est sale et c'est pour ça que j'ai décidé de le tuer», aurait aussi affirmé ce jeune chô-

**«En tant que nation, nous sommes face à une provocation ouverte et odieuse. [...] Les balles tirées sur Hrant Dink l'ont été sur nous tous.»**

Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre

meur, fils d'un ouvrier municipal, assurant avoir agi à l'instigation de Yasin Hayal, qui gérait le café du local du Parti d'action nationaliste (MHP - les Loups gris -, extrême droite) à Pelitli, près de Trabzon. Hayal a passé onze mois en prison pour un attentat à la bombe en octobre 2004 contre un McDonald's. De son côté, Samast aurait aussi été un assidu des Foyers Alperen, la branche de jeunesse du Parti de la grande union (BBP), une petite force politique islamofascisante.

Cette affaire rappelle à bien des égards celle de l'assassinat

en février 2005, toujours à Trabzon, du prêtre italien Andrea Santoro par un adolescent exalté de 16 ans criant: «Allah Akbar!» Les deux mineurs, qui d'ailleurs portent le même prénom, étaient fils de parents séparés, connus dans leurs entourages respectifs comme «calmes et gentils», mais renfermés, avec des problèmes psychologiques qui les rendaient très influençables.

**Fief.** Le grand port de la mer Noire est depuis des années l'un des principaux fiefs de l'extrême droite, qui recrute facilement des sicaires parmi les jeunes d'une ville de 1 million d'habitants en plein marasme.

«L'amour des habitants de Trabzon pour le drapeau et la patrie est aussi fort que celui qu'ils ont pour Dieu», répète volontiers Hüseyin Yavuzdemir, le gouverneur. En avril 2005, des émeutes avaient éclaté après l'arrivée de militants d'extrême gauche venus diffuser des tracts de soutien à des prisonniers politiques en grève de la faim. Il y a dans cette ville, encore plus nettement que dans le reste du pays, un climat général de haine contre les chrétiens et les minoritaires, suspectés de «vouloir démembrer le pays». «Ceux qui ont suscité des senti-

ments nationalistes en Turquie ont alimenté un monstre, à tel point qu'il y a dans les rues de nombreux jeunes qui ne jugent pas suffisant [...] le nationalisme d'Etat et sont prêts à appliquer la loi eux-mêmes», écrivait hier Ismet Berkan dans le quotidien libéral *Radikal*.

**Cercueil.** L'assassinat de Hrant Dink a été unanimement condamné en Turquie. «En tant que nation, nous sommes face à une provocation ouverte et odieuse. Je déclare une fois de plus, en réplique aux provocateurs qui ont du sang sur les mains, que les balles tirées sur Hrant Dink l'ont été sur nous tous», avait répété le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan devant les militants de son parti, l'AKP, issu du mouvement islamiste. Le vice-président du mouvement, Mir Dengi Firat, a par ailleurs demandé l'amendement urgent de l'article 301 du code pénal, sanctionnant les offenses à «l'identité turque», au titre duquel Hrant Dink avait été condamné à six mois de prison avec sursis. Omer Çelik, député et conseiller d'Erdogan, a même proposé de recouvrir le cercueil de Hrant Dink d'un drapeau turc, pratique normale et légalement réservée aux «martyrs» fonctionnaires civils ou militaires. ◀

RAGIP DURAN

## Rapprochement politique entre chiites au pouvoir à Bagdad

LE FIGARO

22 janvier 2007

**IRAK.** Le mouvement politique de l'imam chiite radical Moqtada Sadr, chef de file de l'Armée du Mahdi, a annoncé hier qu'il allait mettre fin à deux mois de boycott du parlement irakien, ce qui augure une sortie de crise entre alliés chiites au sein du gouvernement de Bagdad.

Pendant ce temps, une brigade d'environ 3 200 soldats américains est arrivée à Bagdad. Elle est le premier contingent du renfort de 17 000 soldats décidé par le président George Bush.

Le premier ministre irakien, le chiite Nouri al-Maliki, fait l'objet de pressions pour que rentre dans le rang l'Armée du Mahdi, que Washington considère comme la plus grande menace pour la sécurité de l'Irak. Les « sadristes » avaient annoncé à la fin de l'an dernier qu'ils boycottaient l'activité du Parlement afin d'obtenir un calendrier de retrait des forces américaines d'Irak, mais aussi pour protester contre une rencontre entre Maliki et le président américain. Il semble que les « sadristes » aient reçu des réponses à leurs revendications. Le pré-

sident du Parlement, Mahmoud al-Machhadani, a fait savoir qu'une commission multipartite allait discuter du retrait américain.

Cette réconciliation avec une organisation jugée suspecte par Washington a eu lieu au lendemain d'une des journées les plus meurtrières pour l'armée américaine : elle a perdu samedi 24 soldats en Irak, dont 12 à bord d'un hélicoptère qui s'est écrasé au nord-est de la capitale. Cinq soldats américains ont été tués samedi et trois autres blessés dans des affrontements à Kerbala, au sud de Bagdad, le jour où y débutaient les fêtes chiites de la Achoura qui commémorent le martyre de l'imam Hussein, mort en 680. Sept autres soldats américains ont été tués en d'autres points d'Irak samedi. Hier matin, un soldat britannique a été tué et quatre autres blessés par l'explosion d'une mine à Bassora, dans le Sud. À Bagdad, l'explosion d'une bombe à bord d'un bus a fait six morts dans le centre de Bagdad. Une voiture piégée a fait un autre mort dans la capitale.



Le mouvement politique de Moqtada Sadr a annoncé hier qu'il allait mettre fin à deux mois de boycott du parlement irakien. Reuters.

Courrier INTERNATIONAL

DU 18 AU 24 JANVIER 2007

TURQUIE

## Ankara tenté d'intervenir en Irak

**La Turquie sera peut-être obligée d'envoyer prochainement des troupes dans le nord de l'Irak pour empêcher la création d'un Etat kurde. Avec ou sans l'appui des Américains.**

Depuis le déclenchement de la guerre en Irak en 2003, Ankara a toujours eu la hantise de voir ce pays éclater en donnant naissance à un Etat kurde situé à sa porte. Les signaux en provenance de Washington ces derniers jours, l'extension des affrontements interconfessionnels et le climat qui s'est installé après l'exécution de Saddam Hussein font monter l'inquiétude. Cela remet à l'ordre du jour les objectifs affichés par le gouvernement turc au début de l'intervention américaine en Irak : préserver l'intégrité territoriale de l'Irak, empêcher le PKK [mouvement indépendantiste kurde] d'installer des bases dans le Kurdistan irakien et préserver le statut de Kirkouk [ville irakienne revendiquée à la fois par les Kurdes et par les Turkmènes].

La sauvegarde par l'Irak de son intégrité territoriale semble être une perspective de plus

en plus lointaine. La terreur du PKK, on en parle déjà depuis des années. Diverses propositions de coopération visant à éliminer ses bases dans le nord de l'Irak sont en cours d'examen. Que ces discussions servent ou non à quelque chose, il s'agit là d'un problème propre à la Turquie. Celle-ci a les moyens de le résoudre, même sans l'appui ni la collaboration des Américains. Quant à la ville de Kirkouk, que Masoud Barzani [leader kurde irakien] définit comme le "cœur du Kurdistan", la situation y est bien plus compliquée et plus délicate. Dans le climat de l'après-Saddam, les tensions ne cessent de croître. Et c'est dans ce climat qu'Erdoğan a fait une déclaration inattendue. "La question irakienne est devenue prioritaire, affirme le Premier ministre, davantage que le processus d'entrée dans l'Union euro-



▲ Dessin de Schrank paru dans The Economist, Londres.

péenne." Dans le discours qu'il a tenu lors de la réunion de son parti, Erdoğan a répété : "Une activité très intense se développe à Kirkouk en vue de changer la composition ethnique de la ville. On cherche à appliquer là-bas la même logique de fait accompli que dans le Haut-Karabakh [région de l'Azerbaïdjan, d'où les Azéris ont été chassés après une guerre territoriale qui les a opposés aux Arméniens majoritaires dans ce territoire]. Nous ne pouvons pas assister en spectateurs à de tels agissements. Sinon, l'Irak pourrait être l'objet

d'un plus grand éclatement encore et d'une guerre civile, avec des conséquences difficiles à prévoir pour la paix régionale et mondiale." Le message du Premier ministre est très clair : "Nous n'accepterons pas un fait accompli à Kirkouk, nous intervenons"... Ce message n'est pas seulement

adressé à l'administration irakienne et aux leaders kurdes, mais surtout à Washington et au président Bush. Le ministre des Affaires étrangères turc Abdullah Gül va bientôt rencontrer Condoleezza Rice à Washington. Il va une fois de plus faire part de ses inquiétudes à ses interlocuteurs. Il discutera avec eux du problème du PKK, mais surtout demandera le report du référendum sur le statut de Kirkouk, prévu pour cet automne.

Juste après le refus du Parlement turc d'accorder à l'armée américaine un droit de passage par la Turquie pour envahir l'Irak en 2003, le chef de l'état-major turc de l'époque avait déclaré : "C'est une décision que nous respectons. Tout ce que je souhaite, c'est que ce choix, qui vise en principe à nous éviter d'être impliqués dans cette guerre, ne nous oblige pas demain à nous opposer à ceux qui sont actuelle-

ment en guerre [les Etats-Unis]..." A présent, avec le non-règlement de la question de Kirkouk et la poursuite des activités du PKK en Irak, la Turquie approche rapidement de cette phase dangereuse.

Bilal Cetin, Vatan, Istanbul

LE FIGARO

23 janvier 2007

## Plus de cent morts dans des attentats en Irak

**MOYEN-ORIENT.** Un double attentat à la voiture piégée a ensanglanté Bagdad hier, tuant 88 civils et en blessant plus de 160. C'est vers midi que deux fortes explosions ont retenti à quelques secondes d'intervalle dans le quartier de Bab al-Charki, sur la rive est du Tigre, à proximité du marché aux puces de Haraj. Cette attaque, qui est la plus meurtrière depuis le début de l'année, survient alors que les États-Unis ont commencé à déployer à Bagdad les premiers renforts attendus dans le cadre du nouveau plan de sécurité censé rétablir l'ordre dans la capitale. Douze personnes ont également

été tuées et 29 blessées hier dans l'explosion quasi simultanée d'une bombe et la chute d'un obus de mortier à Khalès, à 80 km au nord de Bagdad. Les victimes étaient rassemblées dans un marché populaire. De son côté, le Pentagone a reconnu qu'un missile sol-air portable est sans doute à l'origine de la destruction samedi au nord-est de Bagdad d'un hélicoptère américain UH-60 Black Hawk. Douze soldats américains sont morts dans la chute de l'appareil. La branche irakienne d'al-Qaïda a revendiqué l'attaque hier soir sur Internet.

(AFP)



Après les attentats d'hier, un homme crie sa douleur près de l'hôpital de Bagdad. W. al-Okaili/AFP.

## Mahmoud Ahmadinejad de plus en plus critiqué par les Iraniens

DÉJÀ EN butte, ces dernières semaines, à de vives critiques dans la presse iranienne, y compris la presse conservatrice et la télévision d'Etat, le président Mahmoud Ahmadinejad vient d'essuyer une nouvelle rebuffade contre sa politique étrangère et intérieure.

Cette fois, il s'agit de l'un des personnages à l'aura la plus incontestée d'Iran, l'ancien dauphin de l'ayatollah Khomeiny, fondateur de la République islamique, le grand ayatollah Hossein Ali Montazeri. Écarté au profit du Guide actuel, l'ayatollah Khamenei, M. Montazeri, retiré à Qom, la ville sainte, passe aujourd'hui pour la référence intellectuelle de nombreux dissidents.

« Nous disons mort à l'Amérique, mais les Etats-Unis sont une puissance avec des moyens importants (...). Il faut agir avec raison face à l'ennemi et ne pas le provoquer », a-t-il dit récemment lors d'une rencontre avec des membres de l'opposition libérale,

ajoutant, dans une référence explicite à la position de confrontation de M. Ahmadinejad sur le nucléaire et à sa gestion contestée de l'économie : « Les extrémismes ne servent pas les intérêts du peuple. » Et l'ayatollah d'expliquer : « Certains responsables disent que l'inflation ne dépasse pas les 13 % (...), mais lorsqu'on examine la question on

voit que dans certains domaines comme le logement les prix ont augmenté de 50 % (...) On ne peut pas gouverner le pays avec des slogans. »

Depuis l'échec de la mouvance conservatrice qui lui est proche aux élections municipales ainsi qu'à l'Assemblée des experts, le 15 décembre, le président iranien est ouvertement contesté. L'adoption de sanctions des Nations unies contre le programme nucléaire semble même avoir exacerbé les tensions. En effet, en dépit des démentis officiels, l'économie iranienne paye déjà au moins le coût des sanctions financières

unilatérales américaines. Les banques iraniennes ont décidé depuis lundi de ne plus faire de virements en dollars vers l'étranger à cause des restrictions imposées.

Le 10 janvier, le quotidien conservateur *Jomhuri Eslami* avait vertement demandé au président de cesser de parler du nucléaire « à tout bout de champ » pour ne pas « fournir de prétexte » aux ennemis du pays.

### « Aventurisme du président »

De leur côté, après avoir laissé prévaloir leurs rivalités aux municipales – une des raisons de leur échec –, les conservateurs, majoritaires au Parlement, prenant acte

de leurs divisions, se sont scindés en deux groupes. De plus en plus de voix s'élèvent aussi contre la « dégradation » de l'image de l'Iran sur la scène internationale. Marzi Akbar Alami, un député modéré très écouté, critiquant « l'aventurisme du président », a dénoncé « l'organisation de la

conférence internationale sur l'Holocauste par le ministère des affaires étrangères ». Cette conférence sur la « réalité » de la Shoah qui s'est tenue à Téhéran, en décembre, fut une tribune pour les révisionnistes de nombreux pays et a suscité une vague de condamnations.

Les Etats-Unis ont fait circuler à l'Assemblée générale des Nations unies, mardi 23 janvier, un projet de résolution appelant les 192 Etats membres de l'ONU à « rejeter sans réserve toute négation totale ou partielle de l'Holocauste en tant qu'événement historique, et toute activité ayant cet objectif ». Le texte ne mentionne aucun pays, mais vise notamment les déclarations révisionnistes iraniennes. Le jour même, M. Ahmadinejad a qualifié une nouvelle fois la Shoah de « fabrication », prédisant que l'Etat d'Israël allait « tomber en morceaux ». L'Assemblée générale de l'ONU devrait voter, vendredi, sur le texte américain. – (AFP, Reuters.) ■

# Thousands mourn slain editor in Istanbul

## Armenians join with Turks in a rare display of unity

By Sebnem Arsu and Susanne Fowler

**ISTANBUL:** More than 50,000 mourners, including senior Turkish and Armenian officials in a rare display of unity, poured into the heart of Istanbul on Tuesday to bid farewell to Hrant Dink, the Turkish-Armenian journalist who was killed in front of his office last week, a death that many Turks hoped would be a catalyst for change.

The Armenian patriarch, Mesrob II, spoke out during Dink's funeral service against curbs on freedom of expression and urged an expansion of the potentially thawing relations between Armenia and Turkey that have become evident since the slaying.

"It is unacceptable to judge and imprison someone because of his thoughts, let alone to kill him," Mesrob said during the hourlong service at the Holy Mother of God Armenian Patriarchal Church. "It is mystical that his funeral turned into an occasion where Armenian and Turkish officials gathered together."

More than 600 people squeezed into the 175-year-old church, and hundreds more followed the service from loudspeakers in the side rooms, while still more waited in the nearby alleys of the diversified neighborhood.

Inside, white flowers in the shape of a cross lay on Dink's coffin, as three close friends stood on each side holding candles tied with black ribbons.

Diplomatic relations between Turkey and Armenia were frozen and their border closed in 1993, after years of grievances, chiefly the mass deaths of Armenians at Turkish hands in 1915, during World War I. Armenia claims that the Turks killed 1.5 million Armenians in a genocide, a subject Dink often addressed.

But senior Turkish and Armenian officials joined together to commemorate Dink.

Top Turkish officials — Deputy Prime Minister Mehmet Ali Şahin of Turkey, Interior Minister Abdulkadir Aksu, the Istanbul governor Muammer Guler and the head of security forces, Cemalettin Cerrah — were seated in the



Turks bearing placards saying "We all are Hrant Dink" and "We all are Armenians" at the funeral for Dink got under way Tuesday outside the office of his newspaper, Agos.

front row of the church. Two generals were also present. An adviser to the prime minister, Omer Telik, also attended.

The Armenian deputy foreign minister, Arman Kirakossian, was seated behind them, as was Karen Mirzoyan, the permanent Armenian representative to the Organization of the Black Sea Economic Cooperation.

Religious leaders included the archbishop of the Armenian Church of America, Khajag Barsamyan. Impressed by the strength of the public reaction against Dink's death, Barsamyan, in an interview, underlined the power of the positive feeling to achieve ideals.

"Hrant Dink was a man who supported dialogue and cooperation," he said. "His soul will be in peace when he sees

that his assassination created some positive steps between two countries."

Earlier, with hundreds of police officers in riot gear on duty and with traffic barred on the main thoroughfares, normally chaotic sections of the city took on a somber atmosphere as ethereal Armenian music played from loudspeakers along Republic Avenue and Turks of various ethnicities stood shoulder to shoulder, many in tears. Others leaned out windows or over balcony railings to watch the procession.

Dink's widow, Rakel, addressed the street gathering and said that unless the authorities could learn how the 17-year-old suspect "grew into a murderer, we cannot achieve anything."

"Do not be left with today, be satisfied with today," she said with a shaky voice in Armenian-accented Turkish. She urged the crowds to follow her husband's footsteps by working for democ-

racy and regional peace and by empathizing with, and not cursing, one another.

The Dink family had requested a silent vigil in front of the offices of Agos, the weekly bilingual newspaper edited by Dink, but the mourners did express their emotions with spontaneous bouts of whistling and applause. A few who did chant called for solidarity between the majority Muslim Turkey and its minority communities including the Kurds and Jews.

At the start of the procession, Dink's coffin lay inside a black hearse parked outside his newspaper offices. The hearse then moved in the direction of central Taksim Square, with at least one Armenian religious leader in the front seat. Family members followed on foot.

Dink's weeping daughter, Sera, carried a picture of her father as onlookers tossed flowers and applauded in tribute. At one point, the entourage passed a billboard several stories tall advertising blue jeans with the headline "Make History."

Many mourners held red carnations distributed by the local mayor's office or waved black and white placards reading, "We are all Hrant Dink" in Turkish on one side and in Armenian on the other.

Still other signs read "Murder 30I," a reference to the Turkish law under which scores of writers and intellectuals, including Dink and the Nobel laureate Orhan Pamuk, have been prosecuted in lawsuits filed by nationalists.

Many of Dink's friends and colleagues hold the government responsible to a degree for Dink's death because it allowed nationalist groups to sue him, forcing him to stand trial where he was convicted on the charge of insulting Turkishness, and earning notoriety among nationalists.

# Kurds reject claim of accord on Iraqi oil law blueprint

By Steve Negus, Iraq correspondent

Kurdish officials yesterday dismissed a suggestion that Iraq's main political factions had overcome their differences on a proposed oil law and said a final agreement could still be some time away.

Statements from Iraq's oil ministry last week said it had produced a draft of the long-awaited law governing the country's oil industry, seen as essential to restoring the economy and undermining insurgent violence.

"No, we have not [signed off on a draft of the proposed hydrocarbons law]. Absolutely not," Ashti Hawrami, the Kurdistan Regional Government's oil minister, told the Financial Times. "Several issues are still not resolved. The ministry of oil statement is unfortunately premature."

"The head of the [petroleum committee which is drafting the law] is going to organise new meetings to address these issues. Prob-

ably we will reconvene next week or after to discuss the remaining issues."

He said that there were several annexes to the legislation and three other associated laws governing revenue sharing, the status of the national oil company and the oil ministry's new role which needed to be drafted and agreed on before the whole package was finalised.

Iraq's oil ministry last week said that a law had been drafted to be presented to the cabinet this week.

The statement was initially viewed as a possible end to the deadlock between the main Kurdish parties and the Shia-led Baghdad government over a law that would allow large-scale foreign investment in Iraq, believed to have the world's second-largest oil reserves.

The passage of a law governing the distribution of petroleum revenue could also appease Sunni Arab concerns that their oil-poor heartland could be starved of revenue and undercut support for the insurgency.

However, the Kurds and the Shia have been at loggerheads for most of the past year over whether regional governments such as the KRG should have the right to enter contracts with oil companies. Officials in Baghdad say that signing contracts is the central government's natural role, but Kurdish leaders say they are unwilling to give Baghdad veto power over the development of a petroleum industry within their territory, and argue that they have the constitution on their side.

Mr Hawrami said a draft "which allows the KRG to negotiate and sign new contracts within the region and to receive its fair share of Iraq's oil revenue, to be guaranteed and regulated by law" had been presented to Nouri al-Maliki, Iraqi prime minister, in mid-December.

He said recent drafts, done in his absence, had been rewritten without Kurdish involvement.

Congress to grill commander in Iraq: [www.ft.com/mideast](http://www.ft.com/mideast)

Article 301 remains a roadblock to Turkish entry into the European Union, which is urging Turkey to amend it. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has shown some willingness to have the law reworded, asking nongovernmental organizations late last year to come up with a draft to submit to Parliament.

The security surrounding the events Tuesday was a counterpoint to the lack of protection given to Dink when he was receiving threats from nationalists during his trial in Istanbul last year.

Emotions overflowed during the march. An elderly woman of Armenian descent, crying on the street, said that it was "important to remember that Turkey became a republic with our blood, too." She asked not to be identified, saying that was afraid that if she talked, someone might shoot her, too.

The police say that Ogun Samast, 17, has confessed to shooting Dink, saying that he received the weapon from Yasin Hayal, a nationalist who bombed a McDonald's restaurant in 2004, and who has also been detained. Both are from Trabzon, a town on the Black Sea coast in eastern Turkey that is noted for strong nationalist sentiment.

The Turkish authorities said that Dink, 52, was killed for expressing his views. "His writings were full of democracy, peace and good nationalism," Aslihan Eker, 29, said, the edges of her red head scarf tightly tucked inside her coat, and her sunglasses hiding her tears. "That people are openly calling themselves Armenian today means something and I hope our cries bring a message for peace to those who see Armenians as enemies."

# President of Iran dismisses sanctions

## Action 'born dead,' Ahmadinejad says

By Nazila Fathi

**TEHRAN:** President Mahmoud Ahmadinejad brushed off United Nations sanctions on Iran's nuclear program as insignificant Sunday and vowed that Iran would not halt the program.

"The resolution was born dead," he said in Parliament of the Security Council action that established the sanctions. His remarks were part of his

presentation of a budget for the next Iranian year, which begins March 21.

"Even if they issue 10 more such resolutions, it will not affect Iran's economy and politics," he said.

Ahmadinejad appears to be under pressure from the highest authorities in Iran to end his involvement in its nuclear program, a sign that his political capital is declining as his country comes under increasing international pressure.

Just one month after the Security Council imposed sanctions, two hard-line newspapers, including one owned by the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, called on Ahmadinejad to stay out of all matters nuclear.

The United States and some European nations have said that Iran's nuclear program is for creating nuclear weapons. Iran contends that its program is peaceful.

In the hazy world of Iranian politics, such a public rebuke was seen as a sign that Khamenei, who has final say on all matters of state, might no longer support the president as the public face of defiance of the West.

It is the first sign that Ahmadinejad had lost any degree of Khamenei's con-

fidence, a potentially damaging development for a president who has rallied his nation and defined his administration by declaring nuclear power to be Iran's "inalienable right."

It was unclear, however, whether the rebuke was merely an effort to improve Iran's public image by lowering Ahmadinejad's profile or was a signal for a change in policy. The presidency is a relatively weak position with no official authority over foreign policy, which is the domain of the supreme leader.

But Ahmadinejad has used his post as a bully pulpit to insert himself into the nuclear debate, and as long as he appeared to enjoy Khamenei's support, he could continue.

Ahmadinejad said Sunday that using sanctions as a weapon against Iran was "a rusty instrument and has no effect."

"They thought that they could stop us with threats and pressure," he said.

"They thought that we will back down if they took our case to the Security Council," he said to reporters at Parliament, the television news reported.

However, Ahmadinejad proposed cutting the oil price in the budget for next year to \$33. Iran's budget depends

heavily on oil revenues and Ahmadinejad's budget last year was based on a price of \$44.

"It is signal to our enemies saying we are ready and we will manage the country, even if you lower the oil prices," he said.

The two dailies that called on Ahmadinejad to distance himself from the nuclear issue accused Ahmadinejad of using inflammatory rhetoric.

The daily Kargozaran, which represents the views of moderate forces in the country, warned Sunday that the alliance against Iran was reaching an alarming level.

"It appears that the pressure against Iran is increasing and unlike an optimistic view there is a tangible tendency among the countries in the region and in the international community toward America's policies against Iran," Jalal Khoshchereh, the foreign editor

wrote.

The state-run television also reported that Iran's Revolutionary Guards would begin three days of military exercise to test the country's missile capability.

The war games are expected to begin Monday and two missiles will be test-fired. The exercises will take place near the city of Garmsar, 100 kilometers, or 60 miles, southeast of Tehran.

The maneuvers are to be the first since the UN resolution was passed. Iran conducted three large-scale maneuvers last year as pressure over Iran's nuclear program intensified.

The exercise is seen in Tehran as a display of Iran's military capability as tension with the West and the United States increases. The United States announced it would deploy a second aircraft carrier, the Stennis, in the Gulf.

## ■ Report on sanctions' effects

The French newspaper Le Monde reported on its Web site Sunday that a confidential Iranian government report had highlighted the damaging effects that UN sanctions would have on the country if Iran continued its nuclear program. Reuters reported from Paris.

Le Monde said it had obtained a copy of the report, which was more than 100 pages long and whose production was led by Iran's Foreign Affairs and Defense Ministries.

Le Monde said the report recommended "making as much political effort as possible to avoid receiving sanctions, while maintaining the country's national interests and honor."

It said that the report had been given to Ahmadinejad but that the government wanted to keep the study low profile.

# Sectarian attacks kill more than 100 in Iraq

By Marc Santora

**BAGHDAD:** Raising the prospect of yet more intensified sectarian fighting here, two powerful car bombs ripped through a crowded market in central Baghdad on Monday, killing at least 88, wounding 160 and leaving the area littered with pieces of human bodies amid the flotsam of second-hand goods that had drawn customers to the area.

The bombings, among the most deadly in the past year, were timed to inflict maximum carnage in the Shiite neighborhood, occurring around noon local time, when shoppers and commuters, who use the area as an informal transportation hub, tend to gather.

"Bottles of perfumes and deodorants were flying in the air like small rockets," said Ali Hussein 47, a biologist who was heading home when he was knocked off his feet by the explosion. "I was wounded in my right leg," he said outside the Kindi hospital, which was quickly overwhelmed with victims.

Even with chaos enveloping the country, American soldiers began heading into some of Baghdad's most troubled areas, setting up new bases where they planned to work with the Iraqi security forces to restore order.

Possibly in anticipation of the American initiative, there were indications that Shiite militia members had taken a lower profile in recent weeks. American military officials said they had arrested major militia leaders, and judging by the numbers of bodies found on the

streets in Baghdad each morning, it appeared that the activities of the death squads had eased somewhat.

But the bombings in Baghdad on Monday, along with an attack on a Shiite town north of Baghdad that killed 15, followed a week of violent attacks on Shiite areas, including twin car bombings at a university in Baghdad last week that left 65 dead and threatened to spur yet more bloodletting.

In the past, attacks by Sunni Arab insurgents have been met with swift reprisals, a deadly cycle that left more than 34,000 Iraqis dead last year.

Now, however, the American military is positioning troops in outposts on Sunni-Shiite fault lines, and military officials privately express concerns that a renewed period of intense sectarian fighting could easily overwhelm their efforts.

Elsewhere in Baghdad, a Sunni mosque in Doura was blown up Monday night. There were no reports of casualties, and the mosque had been largely abandoned as Shiites took control of the area around it. Residents said the attack was probably revenge for the bombing of a Shiite mosque in the neighborhood last week.

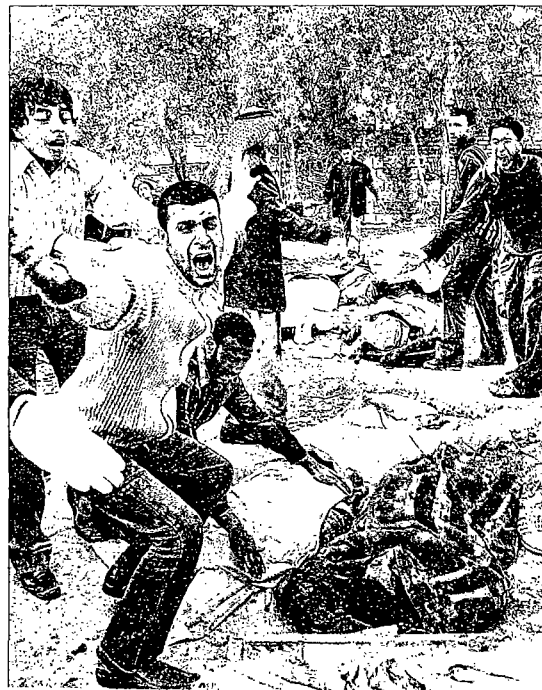
The bombings at the market Monday, directed so specifically at civilians, seemed explicitly intended to elicit a response from the Shiites, much like the bombings in Sadr City one day last fall that killed 144 people.

From the eastern banks of the nearby Tigris River, the two explosions Monday

could be heard going off in quick succession, with seconds between blasts. Police officials said they were so large that each of the cars probably contained more than 90 kilograms, or 200 pounds, of explosives. Huge clouds of smoke billowed high into the sky, and as the fires caused by the explosions engulfed at least a dozen cars, the cloud drifted over the heavily fortified Green Zone, a short distance away.

Elsewhere in the country, Iraqi security forces and government officials continued to come under attack.

The Sunni Arab mayor of Baquba, Khalid al-Sanjari, was abducted Monday, and after armed gunmen swept him away from his office, they burned it to the ground, according to a local police official. Residents in Baquba said he had close ties with armed groups from the regime of Saddam Hussein.



In Tal Afar, considered a success story in the American occupation of Iraq, the police were the targets in a bombing attack that left three dead and nine wounded.

The American military, which quelled much of the violence in Tal Afar after an intensive intervention, has been using its actions there as a model for a new strategy to secure Baghdad.

The bombing Monday in Baghdad was followed by prolonged gun battles. The fighting could be heard across the city, although officials did not release any casualty figures from the skirmishes.

At the site of the car bombings, which took place at the popular market in Bab

al-Sharji, next to Iraq's Museum of Modern Art, Iraqi Army troops spotted a man on a nearby rooftop shortly after the attack, filming the carnage.



Iraq

## May the government at last rein in the Shia militias?

CAIRO

There is a glimmer of hope that the prime minister has changed heart

LAST May, Iraq's newly-chosen prime minister, Nuri al-Maliki, declared his government's intention to "put an end to the militias" believed to be responsible for most of the country's hideous sectarian violence. Since then, as bodies have piled up in their thousands, it has become plain that most of the killers were members of the Mahdi Army, tied to a radical Shia movement led by Muqtada al-Sadr and a key partner in Mr Maliki's government.

Last August, this correspondent watched a flustered Iraqi battalion commander take a stream of telephone calls from the Ministry of Defence telling him to free a bunch of suspected kidnappers who had been brought in the night before by American forces and who worked at the Ministry of Health, a Sadrist fief; almost certainly, they were freed. Such protection helped ensure that American-Iraqi plans to secure the capital failed, with Sunnis fleeing from many of Baghdad's mixed districts and Shia families moving in.

Mr Maliki seems loth to say so outright, but both American officials and some of his aides have been telling journalists he has had a change of heart and has authorised a full-fledged crackdown on the militias. The American army says that 16 Mahdi Army commanders have been captured in recent weeks (out of a total of 22 arrested since October), and that Ameri-

can and Iraqi forces have carried out 52 operations against Mahdi Army targets in the past 45 days, compared with 42 against Sunni insurgents. Some 600 Mahdi Army members, the Americans say, are now awaiting trial. The Sadrists themselves say they are under siege, their military commanders on the run and no longer using mobile phones; their black-clad fighters, who used to patrol the streets of Shia districts like Baghdad's vast Sadr City slum in lieu of the police, are lying low.

What has changed? The American ambassador to Iraq, Zalmay Khalilzad, says that Mr Maliki has lost patience with trying to engage the Sadrists through dialogue, and has decided to "change the mix" to less talk and more arrests. Mr Maliki may also have been emboldened by the death of Saddam Hussein. However barbaric his execution, with at least one of the hangmen chanting a Sadrist religious invocation before the trapdoor opened, it seems to have reassured Shias that their political dominance as Iraq's largest sectarian block will be permanent. After eight decades of exclusion from power, many of them feared that the West would connive with Iraq's Sunni Arab neighbours to put a revamped Baath party back into power. Hussein's execution has convinced them that Sunnis no longer control Iraq's destiny. It has also boosted Mr Maliki's stand-

ing in his own community.

While Mr Maliki's popularity among Shias has risen, he seems unabashed by the decline in his standing among Iraqi Sunni Arabs: his efforts to conciliate Sunnis at home have made little headway, irrespective of Hussein's demise.

But he may be more rattled by the drop in his reputation abroad. For most of last year, the Americans have been telling him that the Shia militias were their main worry; American officials have been hinting ever more broadly that, if Mr Maliki did not rein them in, his government and fledgling army might lose American support. Meanwhile, Saudi Arabia, Jordan and other Arab states are getting angrier about the slaughter of their fellow Sunnis. If Mr Maliki fails to stem the slaughter, his government may lose its chance to persuade the Gulf states to forgive billions of dollars of debt. Even worse, Sunni states such as Saudi Arabia may actually start backing Iraq's Sunni fighters.

The Sadrists themselves may be changing heart too. Mr Sadr never seemed happy with the sectarian cleansing carried out by groups acting in his name and has struggled to control his loose-limbed movement. The Sadrists had always called for Sunni-Shia unity against the foreign occupier, and after insurgent attacks in the past had tried to prevent reprisals against Sunnis by declaring that they held the Americans responsible. More recently, Mr Sadr has told his followers not to attack American or Iraqi security forces, and has railed against Sadrist commanders who have disobeyed those instructions. So far he has failed to respond to the arrests of many Mahdi Army leaders in the past six months, suggesting he may have acquiesced in the Americans' effort to prune his

movement of rogue commanders.

At the same time, much of Mr Sadr's appeal is due to his success in tapping into the Shias' hostility to the American presence, so he has plainly been loth to let his militias be dismantled altogether. In October, they persuaded Mr Maliki's government to make American troops lift a blockade of Sadr City, where it was believed a kidnapped American soldier was being held. This week, by contrast, the Sadrist movement reacted quite mildly to the increasingly widespread arrests and also made a conciliatory gesture to Mr Maliki's government: several leading Sadrist politicians declared they would end a two-month boycott of parliament. The Sadrists may calculate that, just as Iraq does not want to be a pariah in the Arab world, they do not want to become a pariah among Shia Islamists for having made it so.

Most likely the American and Iraqi forces will go on arresting specific Mahdi Army commanders but will not directly assault Sadr City. The Americans admit they cannot put all the militia's estimated 60,000 members behind bars. They hope to buy off many of them through job-creation schemes that have been tried in the



past but rarely persevered with. Also, the Americans are setting up outposts in Sunni areas where Shia militias have been particularly active, even though that makes them vulnerable to Sunni insurgents.

The best gauge of success will not be the number of Mahdi Army people arrested but whether the number of bound Sunni bodies with signs of torture that turn up in the morgue, in the Tigris river, or in other favoured dumping grounds begins to dip in the coming months. The outgoing American general, George Casey, says it may not be until late summer that Iraqi civilians start to "feel safe in their neighbourhoods". That is what President George Bush's promised "surge" of American troops is meant to facilitate.

#### Still a city of gloom

But while the Mahdi Army may be quietening down, the Sunni insurgents are

not. Hundreds of people, most of them Shias in Baghdad, have been killed by bombings in the past fortnight. Shia civilians may soon start blaming such things on a dearth of Mahdi Army checkpoints for spotting suicide-bombers or on a reduction of Shia militia raids against "terrorist" Sunni mosques. Another devastating Sunni insurgent attack may be enough to persuade Mr Maliki's government to end his new get-tough policy against Shia militias or even provoke Mr Sadr's followers into flooding into the streets to attack Sunnis, Americans, Iraqi government forces or anyone else in their way. Iraq has had many false dawns in the past three years. Mr Maliki's apparent willingness to curb the militias is only a glint of light. ■

ship of Semdinli. Two intelligence officers and a PKK informant who planted the bomb were caught as they fled the scene. Speaking in Semdinli, Mr Erdogan vowed to get to the bottom of the affair "no matter how high the trail leads."

Emboldened by such words, in his indictment of the Semdinli bombers the chief prosecutor of nearby Van also implicated Turkey's hawkish chief of general staff, Yasar Buyukanit, who had called one of the bombers "a fine chap". An unscheduled "working visit" to the prime minister from the general prompted Mr Erdogan to back down; the prosecutor was sacked and the bookshop owner jailed. "The biggest chance to solve the Kurdish problem was squandered," says one prominent human-rights lawyer.

Adnan Demirkan, a local AK party official, disagrees. The government is expanding roads and has built 700 units of low-income housing. It has also launched a scheme throughout the south-east which gives poor families 30 lira (\$21) a month for each child to help with their education. The money is deposited in the mother's account to ensure it is properly spent.

In the nearby town of Yuksekova, Necip Capraz, who runs an online news service that broke the Semdinli scandal, has a different worry. He detects a link between the steady stream of anonymous threats that he has been receiving and the deteriorating relationship between Turkey and the EU. "The EU talks were our only shield," Mr Capraz commented.

Meanwhile, the climate of repression is pushing a growing number of Kurds to cross into northern Iraq in search of jobs and freedom—or, worse still, to join the PKK. Should Mr Erdogan keep breaking his promises for Hakkari, many more are poised to follow. ■

### Turkey's poorest corner

# The plight of the Kurds

HAKKARI

## Too many promises have been broken by the politicians

ON AN icy road snaking through the mountains that separate Turkey from Iran and Iraq, a military convoy rumbles along. Ragged children stand barefoot in the snow, waving at the conscripts as they peer through misted windows. They are headed towards Hakkari, the poorest corner of Turkey's predominantly Kurdish south-east and a launching pad for military operations against separatist PKK rebels in Kurdish-controlled northern Iraq. Decades of neglect and brutal repression have made the province synonymous with all that ails Turkey's 14m Kurds.

Four years ago, when he chose Hakkari to launch the election campaign that swept his AK party to power, Turkey's mildly-Islamist prime minister, Recep Tay-

yip Erdogan, joined a train of politicians pledging change for Hakkari.

"Not a thing has changed," however, according to Metin Tekce, the youthful mayor of the province's eponymous capital. Jobless youths fill coffee-houses. The stench of uncollected rubbish wafts through the air. Barely a fifth of homes have running water. Tens of thousands of refugees, expelled from surrounding villages by the security forces at the peak of the PKK insurgency in the 1990s, are surviving thanks to Hakkari's deeply rooted tribal culture—but their presence is straining the town's flimsy infrastructure to the point of collapse.

Mr Tekce says he might have had a shot at fixing things. But the mayor's debt-laden budget is eaten up by his bloated workforce and his time is spent running from one court hearing to the other. Mr Tekce has been slapped with at least 20 cases since being elected in 2004 on the ticket of Turkey's largest pro-Kurdish party, the DTP. Charges against him range from "membership of a terrorist organization" for saying "the PKK are not terrorists", to violating constitutional laws decreeing that "everyone who lives in Turkey is a Turk." Mr Tekce said he was a Kurd.

Fourteen months ago, Mr Erdogan returned to Hakkari with fresh promises. It was after the bombing of a bookshop frequented by pro-PKK activists in the town-



A burdensome life

Turkey and the Armenians

The Economist January 27th 2007

# How to honour Hrant

The best tribute for a brave journalist would be a change in the law



FOR those who care about Turkey, and its prospects of a European future, these are roller-coaster days. The country's well-wishers were shocked to the core by the assassination of a brave editor, Hrant Dink. Unbowed by a flawed judicial system and a crescendo of death threats, Mr Dink paid with his life for his efforts to make his fellow Turkish citizens, and his fellow ethnic Armenians, think anew about the horrors that unfolded in the final years of the Ottoman era.

But the public reaction to the murder, and the sight of 100,000 people walking through Istanbul to his funeral, affirmed one of the truths that Mr Dink upheld. Whatever fiery nationalists of any sort might claim, Turkey has never been a country of angels who can do no serious wrong, nor a nation of demons from which nothing good can come. Any honest look at history's hardest questions must start from there.

The same thought must surely have occurred to some Armenians from other places who went to Turkey, many for the first time, for this week's funeral. The fate of their forebears who endured death marches through Anatolia does not tell the whole story of relations between the Turks and the Armenians: the story has noble pages as well as black ones, and Mr Dink believed that both should be read. He was right.

If that history really is to be discovered, the least helpful thing a state can do is penalise those who question the official version. It is wrong to prosecute those who accept the view expressed by many contemporary observers: that in 1915, the authorities did not just relocate hundreds of thousands of Armenians, they tried to make sure most of them died. And it is just

as bad to prosecute those who deny the Armenians suffered genocide, as a new French law would do. Even against deniers of the Nazi holocaust, argument is a better weapon than heavy-handed law (see page 29).

There are clearly plenty of Turkish citizens who agree with all this: that was the message of hope from Mr Dink's funeral. It is not the first time that a display of Turkey's worst side has prompted a huge show of "people power" by ordinary citizens. A decade ago, when a car crash exposed links between the security forces and the criminal underworld, millions of Turks protested. What such demonstrations highlight is the irrelevance of much of Turkey's formal political debate to its real dilemma: will its future be shaped by the freely expressed will of its citizens—as behoves a candidate member of the European Union—or by more shadowy forces such as extreme nationalism or an uncontrolled state? Whatever the setbacks, hope for the better way is very much still alive.

But if Mr Dink is to be honoured in death, popular indignation will not suffice. Recep Tayyip Erdogan, Turkey's moderate Islamist prime minister, should rescind Article 301 of the penal code which outlaws "insults to Turkishness". This sinister provision in a new code, which was supposed to modernise Turkey's legal system, has been a huge step backwards. It gives fanatics the chance to haul before the courts some of Turkey's best journalists, including Mr Dink, as well as writers and scholars. Worse, noisy prosecutions have exposed many people to the rage of hotheads whose reaction to straight talk about history is to reach for their guns.

It will take courage to reverse Article 301. But the murder of a man of principle has created a new climate in which things previously inconceivable become imperative. Mr Erdogan's European friends will cheer if he seizes the moment. ■

## Ce génocide arménien qui hante encore les esprits turcs un siècle plus tard

LE FIGARO

21 janvier 2007

Enhardis par le rapprochement entre Ankara et l'Europe, quelques esprits éclairés tentent de faire sauter le tabou. Parfois au péril de leur vie.

de l'État turc, paraissaient souvent plus prompts à poursuivre des intellectuels pour des délits d'opinion, telles des allusions au génocide arménien de 1915 ou des insultes supposées à l'identité turque, qu'à condamner les auteurs de violences contre les minorités. Les écrivains et les universitaires qui cherchent à ouvrir le débat sur l'épisode le plus sombre de la fin de l'Empire ottoman se sont ainsi heurtés autant aux réticences des autorités, qu'à l'hostilité des mouvements nationalistes.

Ces crispations ne les avaient pourtant pas empêchés d'ouvrir un débat sur une question jusque-là occultée. En septembre 2005, un colloque inédit s'était tenu à Istanbul malgré des pressions et des menaces à l'origine de

plusieurs reports. Bravant les interdits, les chercheurs avaient osé ouvrir une brèche dans le mur des vérités officielles en proposant des analyses contradictoires sur le sujet. Les nationalistes, de droite et de gauche, avaient riposté en leur lançant des œufs. Ce n'était qu'un début.

Enhardis par le rapprochement entre Ankara et l'Europe, quelques esprits éclairés tentent depuis de faire sauter le tabou arménien. Il y a parmi eux des figures emblématiques comme le Prix Nobel de littérature, Orhan Pamuk, mais aussi des historiens et des journalistes soucieux de regarder la réalité en face. Réputé pour son indépendance, le journal *Bügün* estime, par exemple, que seule une introspec-

tion sans complaisance permettra à la Turquie de sortir du cauchemar arménien. «*Ne serait-il pas plus sain de crever maintenant l'abcès ?*», s'interrogeait en novembre le quotidien. Les extrémistes ont apporté hier leur réponse.

### L'héritage d'Atatürk

Ultramajoritaires, les tenants du dogme récuse le terme de génocide. Selon eux, 300 000 Arméniens – et non pas 1,5 million sur une population de 2 millions de personnes comme l'affirment les Arméniens – ont péri dans la répression d'un soulèvement organisé avec le soutien des Russes. La plupart des victimes seraient mortes de maladie et de faim, ou d'actes de brigandage, lors de l'exode des populations civiles. Il

n'y a donc eu ni ordre, ni programme d'extermination : critères d'un génocide. Et le nombre de tués doit être comparé avec les 400 000 soldats turcs tombés au champ d'honneur durant la Première Guerre mondiale. Couverts d'honneurs, une partie des responsables des tueries fut à l'origine de la création de la Turquie contemporaine aux côtés de Mustafa Kemal.

Cette lecture de l'histoire est inculquée dès le plus jeune âge à l'école dans le cadre d'un système

hérité d'Atatürk qui privilégie l'acquis de connaissances sans chercher à développer l'esprit critique. Elle conduit l'immense majorité des Turcs à assimiler toute remise en cause à une trahison. Et peut pousser des illuminés au meurtre.

#### Un rôle de modérateur

Souvent critiqué pour son « aveuglement » dans les pays occidentaux, Ankara rétorque que le pays est prêt à ouvrir ses archives et à réunir des commissions d'histo-

riens turcs et arméniens. Mais les relations entre la Turquie et l'Arménie restent gelées. Plus flexible que les représentants de l'État kémaliste, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan joue la carte d'une ouverture prudente. Mais son souci de coller à une opinion publique lasse des difficultés rencontrées dans les négociations d'adhésion avec l'Union européenne le pousse sur la voie du repli identitaire.

Connu pour sa modération, Hrant Blink s'était toujours déclaré favorable à l'Europe sachant qu'un

tel ancrage serait la meilleure protection pour l'avenir des minorités. Conscient que chaque nouvelle crise arménienne relançait les convulsions nationalistes, il s'efforçait de calmer le jeu et appelait ses interlocuteurs et détracteurs à la sagesse et à la réflexion. Son assassinat en plein cœur d'Istanbul vise à briser ce rôle de passerelle. Plus de quatre-vingt-dix ans après le génocide arménien, la Turquie n'a toujours pas vaincu ses vieux démons.

THIERRY OBERLÉ

## En Turquie, hommage populaire et émotion aux funérailles de Hrant Dink

Le Monde  
25 janvier 2007

Une foule de 100 000 personnes a traversé Istanbul lors de l'enterrement du journaliste d'origine arménienne assassiné

ISTANBUL  
CORRESPONDANCE

Une marée humaine silencieuse – 100 000 personnes selon les organisateurs – a suivi, mardi 23 janvier, le cercueil du journaliste Hrant Dink, qui avait voulu réconcilier Turcs et Arméniens. Le cortège, parti du siège de l'hebdomadaire *Agos*, devant lequel il a été assassiné le 19 janvier, a traversé Istanbul sur huit kilomètres. Ce fut la marche la plus importante dans cette ville depuis des années. Il n'y avait qu'un mot d'ordre, inscrit sur des milliers de pancartes : « *Nous sommes tous Hrant Dink* » ou « *Nous sommes tous arméniens* ».

Ce fut aussi la première fois qu'une messe chrétienne fut mon-

trée à la télévision en Turquie.

Une demi-douzaine de chaînes turques a transmis en direct l'événement, dont l'office à l'Eglise du patriarcat à Kumkapi, avant l'enterrement. Tout le pays pouvait ainsi entendre le patriarche Mesrob II lancer un appel sous forme d'accusation au pouvoir turc : « *Nous avons toujours espoir de voir d'urgence l'amorce d'efforts pour éradiquer l'animosité envers les Arméniens en Turquie, à commencer par les manuels scolaires et les écoles.* » D'une voix altérée par

l'émotion, il a appelé à ce que les Arméniens « *ne soient plus vus comme des ennemis potentiels et des étrangers sur les terres où ils vivent depuis des millénaires.* »

Ces Arméniens, qui furent des millions en Turquie avant la première guerre mondiale et 300 000 après, n'y seraient plus que 50 000 – sans compter la descendance de ceux qui furent convertis et turcisés pour échapper à la

mort. Ni les dizaines de milliers d'immigrés récents d'Arménie, venus en quête d'emploi. Beaucoup étaient dans le cortège, aux côtés de Kurdes, de membres de petits partis de gauche ou de syndicats, et de milliers d'« inorganisés » – unis par la quête d'une Turquie libérale où l'on ne tuerait pas pour une race ou des idées.

Il y eut beaucoup de larmes, notamment lors des adieux de Rakel Dink à son mari, qui a refusé d'émigrer après les injures et menaces qu'il recevait ces derniers temps par centaines : « *Tu as quitté ceux que tu aimais, tes enfants, nous tous, mais tu n'as pas quitté ton pays.* »

Evoquant l'assassin – un jeune homme qui, arrêté, aurait avoué sans hésiter, comme s'il était honorable de tuer « *un ennemi de la Turquie* » – elle a dit : « *Il fut d'abord un enfant. Nous n'arriverons à rien avant de savoir comment cet enfant a pu devenir un meurtrier.* »

La rumeur avait couru que le premier ministre finirait par trouver un moment pour se joindre aux deux ministres présents aux



funérailles. Il n'en fut rien, même s'il est probable que Recep Tayyip Erdogan, qui a vivement condamné ce premier assassinat d'une figure de proue arménienne en Turquie depuis des décennies, aurait aimé atténuer ainsi son effet désastreux à l'étranger, comme sur le moral des minoritaires et des libéraux en Turquie.

Mais le pays est en année électorale et la toujours puissante « opposition » nationaliste, peu

audible depuis vendredi, a redonné de la voix. Onur Oymen, numéro deux du parti « kémaliste », a ainsi demandé pourquoi « *tous ces gens n'ont pas manifesté quand nos soldats ont été tués* » dans la lutte contre les « terroristes » kurdes. Il a réaffirmé son opposition à l'abrogation du fameux article 301 (« insulte à l'identité turque »), en vertu duquel Hrant Dink fut condamné. ■

SOPHIE SHIHAB

# BUSH OSERA-T-IL ATTAQUER L'IRAN ?

■ Il est désormais évident, pour les enquêteurs du *New York Times*, que la Maison-Blanche se prépare très activement à effectuer une intervention musclée contre sa nouvelle bête noire, l'Iran d'Ahmadinejad. Et cela en évitant soigneusement tout débat au Congrès ■ Les hostilités pourraient être déclenchées dès le mois de mars, à l'expiration du délai accordé par la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui exige que Téhéran cesse tout enrichissement d'uranium ■ Une menace prise au sérieux par une armée iranienne mal entraînée mais qui reçoit actuellement d'importantes livraisons de missiles russes.

THE NEW YORK TIMES

New York

**P**endant les deux années qui ont suivi la chute de Saddam Hussein, l'objectif affiché de l'armée américaine a été de pourchasser les insurgés et les combattants d'Al-Qaida en Irak. Depuis 2006, elle a également œuvré pour mettre fin à la violence communautaire. Mais, depuis le début de cette année, deux séries de raids et la révélation de nouvelles consignes données par le président Bush montrent qu'un troisième front a été ouvert : contre l'Iran.

Le gouvernement américain dit que la mission de l'armée se limite à empêcher les Iraniens d'aider les insurgés à attaquer les forces irakiennes et américaines en Irak. Mais, lors de déclarations récentes, certains hauts fonctionnaires ont bien fait comprendre que le programme américain allait beaucoup plus loin. Il vise en fait à mettre l'Iran dans l'impossibilité de réaliser son rêve : devenir la plus grande puissance du Moyen-Orient. Dans une interview donnée le 12 janvier, juste avant son départ pour le Moyen-Orient, Condoleezza Rice a décrit une stratégie "qui évolue" pour faire face au "comportement déstabilisateur" de l'Iran dans la région. [La tournée de Rice a effectivement débouché, le 17 janvier, sur une déclaration "contre les ingérences" signée par l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et cinq autres monarchies du golfe.] Le conseiller à la sécurité nationale de George W. Bush, Stephen J. Hadley, a pour sa part expliqué sur la chaîne NBC News que les Etats-Unis voulaient résister aux tentatives de l'Iran "d'imposer son hégémonie" à tout le Moyen-Orient. Même certains des détracteurs les plus virulents du président ne remettent pas en question le fait que l'Iran nourrit de grandes ambitions. Quelques membres du gouvernement se demandaient déjà en 2003 s'il ne représentait pas une menace beaucoup plus importante que Saddam Hussein.

Avant l'invasion de l'Irak, en 2003, les responsables du gouvernement affirmaient que renverser Saddam Hussein enverrait un message fort à l'Iran et à la Corée du Nord, les deux pays dont Bush avait dit dans son discours sur l'état de l'Union de 2002 qu'ils formaient avec l'Irak "l'axe du mal". "Cet argument revenait dans toutes les réunions", se souvient un ancien membre du Conseil national de sécurité. "Aller en Irak était censé simplifier les problèmes plus compliqués qu'étaient l'Iran et la Corée du Nord." C'est le contraire qui s'est produit. La Corée du Nord a fait exploser sa première bombe atomique en octobre, et l'Iran a accéléré son programme d'enrichissement de l'uranium.

Maintenant, faisant fi des recommandations de la commission Baker-Hamilton, à savoir reprendre le dialogue avec l'Iran, le gouvernement américain a choisi une voie beaucoup plus conflictuelle : il a déployé de nouvelles batteries de missiles antinavires, antiaériens et antimissiles au large de la côte iranienne, persuadé de nombreuses multinationales de cesser tous liens commerciaux avec l'Iran et arrêté des Iraniens sur le territoire irakien. "Le gouvernement est vraiment obsédé par l'Iran, et je crois qu'il exagère l'ampleur de l'influence iranienne en Irak", affirme Kenneth M. Pollack, de la Brookings Institution. "Une telle attitude a de fortes chances d'aller à l'encontre du but recherché. Elle risque plutôt d'entraîner les Etats-Unis et l'Iran dans une spirale qui aboutira au conflit. Les Iraniens vont probablement vouloir montrer qu'ils ne se laisseront pas marcher sur les pieds." Washington est persuadé que fermer les yeux sur les activités de l'Iran ne peut que renforcer le pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad. "Il ne fait aucun doute que tout ce qui s'est passé en Irak a joué en faveur des Iraniens", a déclaré récemment un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche. "La question est : comment traiter cette situation ?"

La réponse a été donnée par le Conseil national de sécurité : l'armée américaine doit s'attaquer aux Iraniens qui soutiennent l'insurrection. Cette décision a été prise il y a plusieurs mois par le président Bush, mais n'a été rendue publique que début janvier. Les soldats américains ont arrêté des Iraniens au moins à deux reprises le mois dernier, dans le cadre d'opérations qui ont provoqué la colère des autorités locales. Le 14 janvier, le ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshyar Zebari, a demandé la libération des cinq Iraniens arrêtés trois jours plus tôt à Erbil.

Mais le risque d'un désaccord entre les Etats-Unis et l'Irak au sujet des prisonniers iraniens n'est que l'un des nombreux problèmes soulevés par la nouvelle stratégie de Washington. La première question qui se pose est de savoir si l'armée américaine s'arrêtera aux frontières de l'Iran. Le ministre de la Défense, Robert M. Gates, a déclaré devant le Congrès qu'il ne voyait aucune nécessité de pénétrer sur le territoire iranien. Le gouvernement américain n'a pourtant pas écarté la possibilité d'une action américaine en Iran. Interrogé à ce sujet sur la chaîne ABC le 14 janvier, Stephen J. Hadley a expliqué que l'Irak était pour les Etats-Unis "le meilleur endroit" où se battre contre les Iraniens pour l'instant. "Vous ne vous sentez donc pas autorisés à entrer en Iran ?" a demandé l'animateur George Stephanopoulos. "Je n'ai pas dit cela, a répondu Hadley. C'est un autre sujet. Dès qu'il s'agit de traverser des frontières, des considérations légales entrent en jeu."

La deuxième question est de savoir si le président Bush va redoubler d'efforts pour stopper le programme nucléaire iranien, officiellement ou secrètement. Jusqu'à présent, les données dont dispose l'Agence internationale de l'énergie atomique indiquent que les activités nucléaires de l'Iran se heurtent à des obstacles techniques, mais il est possible que les inspecteurs soient passés à côté d'installations secrètes. Une troisième question est de savoir ce que ferait Washington si l'Iran décidait de riposter. Les alliés des Etats-Unis dans la région craignent une escalade des tensions. Ils ont certes peur de ce que l'Iran pourrait faire, mais davantage encore de le provoquer.

Le vice-président Dick Cheney a assuré le 14 janvier que les actions des Etats-Unis avaient pour but de protéger leurs alliés dans le golfe Persique – même s'il n'y a aucune indication que les voisins arabes sunnites de l'Iran approuvent cette stratégie. "Lorsqu'on parle avec les pays du Golfe et les Saoudiens, ou lorsqu'on évoque la question d'Israël ou de la Jordanie, on s'aperçoit que toute la région est inquiète", a déclaré le vice-président sur Fox News. Il a décrit la façon dont l'Iran pourrait bloquer le détroit d'Ormuz et perturber le trafic pétrolier, et rappelé qu'il s'agissait d'un pays qui soutient le Hamas et le Hezbollah. "L'Iran représente donc une menace croissante", a-t-il déclaré, reprenant plus ou moins les termes qu'il avait employés dans son réquisitoire contre Saddam Hussein. "C'est une menace multidimensionnelle, qui, en fait, concerne tout le monde dans la région."

David E. Sanger

VIEWPOINT

Peter Beinart

# Stop Obsessing About Iran

Tehran's designs on Iraq face one major hurdle: Iraqis

**D**ISTINGUISHING IRAQIS FROM IRANIANS CAN BE HARD. Iraq's most revered cleric, Grand Ayatullah Ali Husaini Sistani, speaks Arabic with a thick Persian accent. (Sistan-Baluchestan is the name of a province in southeastern Iran.) Meanwhile, across the border, Iran's top judge, Ayatullah Mahmoud Hashemi Shahroudi, struggles with Persian, the residue of an Iraqi birth. Theological cross-pollination and political exile have created deep ties between the two Shi'ite communities—and that's exactly what the U.S. is afraid of. In his speech last week announcing plans to send more than 20,000 additional troops to Iraq, U.S. President Bush warned that if the U.S. left, "Iran would be emboldened." Hours later, U.S. troops raided an Iranian office in Iraq's north. The thrust of Bush's strategy now appears less to build democracy in Iraq than to prevent it from becoming a client state of Tehran.

The Administration should relax. Iraq poses big problems, but becoming Iran's flunky probably isn't one of them. There are three main reasons: Iraq's Sunnis, Shi'ites and Kurds.

Sunni Iraqis have feared Persian domination since before there was an Iraq. That fear reached fever pitch after the overthrow of Saddam Hussein. Sunni politicians regularly call their Shi'ite rivals tools of Tehran. If Iraq's Shi'ite leaders want the Sunnis to end their insurgency, they'll have to seriously distance themselves from the mullahs next door. If they don't, the Baghdad government will lack influence over large chunks of the country, since even with Iran's help, Iraq's Shi'ite militias won't easily defeat a Sunni insurgency stocked with Saddam's former officers and bankrolled by oil money from the gulf.

In fact, Tehran probably fears an Iraqi civil war more than it relishes calling the shots in Baghdad. One big reason is the Kurds. The more Iraq unravels, the closer Iraq's Kurds will edge toward outright secession. And the closer they get, the more likely it is that their Kurdish brethren across the border—who make up 7% of Iran's population—will try to join them. As non-Persians (and Sunnis to boot), Iran's Kurds get nothing but abuse from their Shi'ite masters in Tehran. In July 2005,

Iranian police killed a Kurdish opposition figure, strapped his body to a jeep and dragged it through the streets of a Kurdish town, sparking riots that lasted six weeks. Many Iranian Kurds would love a country of their own, and events next door could provide the inspiration they need. Instead of Iran's subverting Iraq's stability, it could turn out to be the other way around.

Were Iraqi Shi'ites really an Iranian fifth column, all this might be cold comfort. But the truth is more complicated. Though many Sunnis won't admit it, Iraqi nationalism runs deep among their long-repressed countrymen. As historian Reidar Visser has observed, Iraq's Shi'ites have never launched a broad-based movement to secede. When Baghdad and Tehran went to war in the 1980s, Iraq's Shi'ite soldiers fought

fiercely, especially after Iranian forces crossed onto Iraqi soil. It's true that one major Shi'ite party, Prime Minister Nouri al-Maliki's Dawa, took refuge in Iran during Saddam's rule. Another, SCIRI, was actually born there. But since entering government, leaders of both parties have carefully displayed their independence from Tehran.

There's another reason that Iraq is likely to resist Iran's influence: Muqtada al-Sadr. Ironically, the Shi'ite

leader America fears most is also the one feared most in Tehran. Al-Sadr is a thug, but he's a nationalist. He wants a strong central government in Baghdad, not a Shi'ite mini-state in Iraq's south. As Ray Takeyh notes in his book, *Hidden Iran*, Tehran's mullahs fund al-Sadr to cover their bets, but distrust and dislike him.

The thing driving al-Sadr and Iran together is the U.S. From the beginning, al-Sadr has made common cause with anyone fighting the occupation. (In 2004, when U.S. troops were battling Sunni insurgents in Fallujah, al-Sadr sent them aid.) Americans worried during the Vietnam War that if they left, Hanoi would become a puppet of its wartime patron, Beijing. Instead, four years after the U.S. evacuated Saigon, Vietnam and China were at war. When American troops are on your doorstep, it's easy to make common cause. But when they leave, deep-seated rivalries often re-emerge. The U.S.'s occupation of Iraq helps Iran pose as the patron of Iraqi nationalism. But once it leaves, Iran will become less of a patron and more of a target. That's in Iraq's interest, and America's. ■



**WAR GAMES** Clergymen outside the holy city of Qom, Iran, watch the test-firing of a missile during Iranian military exercises last November

FARS NEWS—AFP/GETTY

Beinart is a senior fellow at the Council on Foreign Relations

TURQUIE

Courrier  
INTERNATIONAL

DU 25 AU 31 JANVIER 2007

# Combattre l'injustice malgré les menaces

Le journaliste Hrant Dink a été assassiné le 19 janvier par un jeune extrémiste. Dans son dernier article, il évoque le harcèlement quotidien dont il était victime, le silence de l'Etat, la mauvaise foi de la justice. Il affirme surtout son attachement à la Turquie. *Courrier international* lui rend hommage en publiant ces lignes.

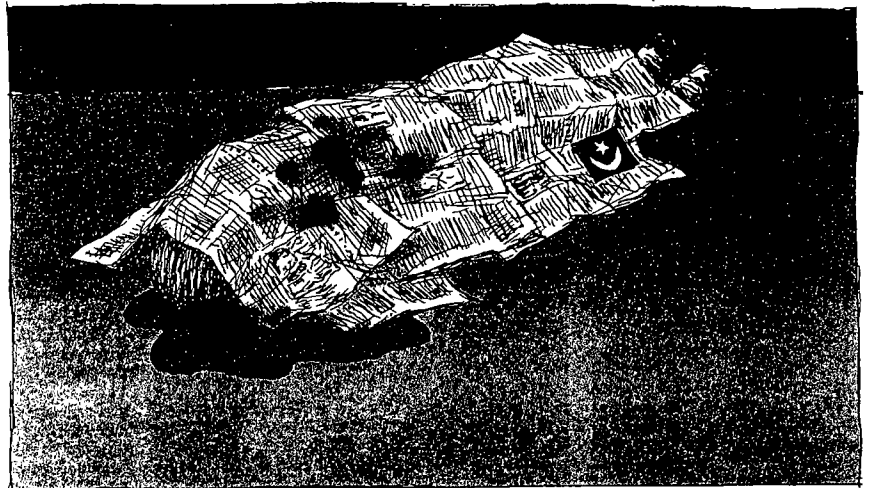
AGOS (extraits)  
Istanbul

**P**ourquoi Hrant Dink a-t-il été condamné, alors que toutes les autres personnes jugées au titre de l'article 301 ont bénéficié d'un non-lieu grâce à un artifice judiciaire ? Telle est la question que se posent non seulement l'auteur de ces lignes, les Arméniens mais aussi l'ensemble de l'opinion turque. Dans le cas du Prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, on a cherché mille astuces pour aboutir à un non-lieu avant même que son procès ne commence. On a assisté à un processus similaire, mais encore plus simplifié, dans le cas de la romancière Elif Safak. Commencé avec grand fracas, le procès s'est clos dès la première audience, sans même que l'auteure soit obligée d'être présente. Tout le monde semblait satisfait. Le Premier ministre lui a même téléphoné pour partager son émotion. Idem pour les journalistes et les académiciens après la conférence arménienne. Il ne faut pas y voir de la jalousie de ma part. Je veux juste essayer de comprendre pourquoi l'empressement avec lequel on a clos ces procès n'a jamais joué en ma faveur. Dès le lendemain de mon "invitation" à la préfecture [pour une mise en garde voilée], plusieurs journaux ont déclenché une campagne soulignant mon hostilité aux Turcs, en se fondant sur une phrase extraite d'un de mes essais consacré à l'identité arménienne selon laquelle "le sang pur qui remplacera le sang empoisonné du Turc coule dans les nobles veines que les Arméniens sont appelés à nouer avec l'Arménie". Au début de l'enquête commencée par le parquet, je n'étais pas inquiet. Après tout, je pouvais m'appuyer sur ce que j'avais écrit et sur ma bonne foi. Le procureur, qui lirait la totalité de mon article et non pas cette phrase dépourvue de sens hors de son contexte, comprendrait aisément que je n'avais aucune intention d'humilier l'identité turque et la comédie s'arrêterait là, sans ouverture d'un procès. Mais le parquet en a décidé autrement.

Cela ne m'a pas empêché de conserver mon optimisme, certain que j'étais qu'à un moment ou un autre du procès la cour prendrait conscience de son erreur. Un groupe d'experts constitué par trois professeurs de l'université d'Istanbul a d'ailleurs abondé

► *Dessin de Mayk paru dans Sydsvenskan, Malmö.*

■ **Harcèlement**  
Pour avoir déclaré en 2002 que, en tant qu'Arménien, il n'était "pas turc mais citoyen de la Turquie", Hrant Dink a subi trois ans de tracasseries judiciaires pour être finalement acquitté. En 2006, il a été condamné à six mois de prison avec sursis pour un article publié dans *Agos* et considéré comme "insultant à l'égard de l'identité turque". Un nouveau procès l'attendait, en mars 2007, à la suite de ses déclarations à l'agence Reuters concernant la réalité du génocide arménien. La justice avait requis contre lui une peine de trois ans de prison, en vertu de l'article 301 du Code pénal punissant les "insultes à l'identité turque".



dans mon sens. Mais, surprise, j'ai été condamné. Le juge qui s'est exprimé "au nom du peuple turc" a légalement confirmé que j'avais "humilié l'identité turque" ! J'aurais pu tout endurer, mais pas ça. J'ai donc choisi d'aller en appel et de me tourner vers la Cour européenne. J'ai aussi décidé qu'en cas d'échec je quitterais mon pays, car celui qui a été condamné pour un tel crime ne devrait pas avoir le droit

de continuer à vivre aux côtés des citoyens qu'il humilie.

La cour d'appel a confirmé le jugement, malgré la demande d'acquiescement du premier procureur. A chaque étape du procès, les journaux ont continué à citer la même phrase. J'étais celui qui aurait dit "le sang du Turc est empoisonné". Chaque fois on me rendait un peu plus célèbre en me présentant comme anti-Turc. Dans les couloirs du palais de justice, les fascistes m'agressaient avec leurs slogans racistes. Les menaces par courrier, par téléphone, par courriel n'ont pas cessé. Je me sens comme une colombe. Je regarde à droite, à gauche, devant et derrière moi, avec la timidité d'une colombe. Ce n'est pas facile de vivre tout cela. Surtout quand les menaces

commencent à viser vos proches. Il y a eu des moments où j'ai vraiment pensé à quitter le pays. Ma famille et mes enfants me soutenaient et étaient prêts à partir si je le décidais. Oui mais, où serions-nous allés ? En Arménie ? Une personne comme moi qui ne peut

pas se taire devant l'injustice pourrait-elle se taire face aux injustices dans ce pays ? Ne me serais-je pas retrouvé dans une situation encore plus difficile ? Quant à la possibilité de m'exiler en Europe, il n'en était pas question. Lorsque je me rends en Occident pour trois jours, je commence rapidement à étouffer, mon pays me manque, je suis impatient de rentrer. Rester en Turquie est donc mon réel désir et une obligation par respect à l'égard des milliers d'amis, connus ou

inconnus, qui me soutiennent et qui combattent pour la démocratie en Turquie. Mais si je devais un jour partir... Je me mettrais en route comme en 1915. Comme mes ancêtres, sans savoir où j'irais. En empruntant les mêmes chemins. En ressentant la douleur, en subissant la tourmente. J'irais non pas là où nous mènent nos cœurs, mais là où nous mènent nos pieds. Peu importe la destination. J'espère que je ne serai jamais obligé de vivre un tel déchirement. Même si je me sens comme une colombe, je sais que dans ce pays on ne touche pas aux colombes. Elles continuent à vivre au cœur de la cité, même au milieu des foules humaines. Un peu timides certes, mais d'autant plus libres.

Hrant Dink



Turquie

# LE CRIME QUI VIENT DES PROFONDEURS DE L'ÉTAT

Marianne

DU 27 JANVIER AU 2 FÉVRIER 2007

L'assassinat à Istanbul du journaliste arméno-turc Hrant Dink est tout sauf un hasard. Il était désigné comme cible et harcelé par les milieux nationalistes.

PAR ANNE DASTAKIAN

**P**rès de 100 000 personnes ont suivi, mardi 23 janvier à Istanbul, les obsèques du journaliste arméno-turc Hrant Dink, assassiné quatre jours plus tôt par un jeune chômeur originaire de Trabzon (Trébizonde), Oguz Samast, lié à des groupes nationalistes et âgé tout juste de 17 ans. La foule scandait « *Nous sommes tous des Hrant Dink, nous sommes tous des Arméniens.* » Le spectacle aurait ravi celui qui s'était fait le porte-parole de la communauté arménienne de Turquie, estimée aujourd'hui à 60 000 personnes, contre 2 millions avant le génocide de 1915. Hrant Dink rêvait d'une Turquie multiethnique, démocratique et européenne.

Quelques jours avant son assassinat,

**« Les Arméniens vivaient dans un repli de soi qui risquait de devenir le tombeau de leur identité. » Hrant Dink**

il avait déposé un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg, contre sa condamnation, en 2005, à six mois de prison avec sursis pour « insulte à l'identité nationale turque », selon le désormais fameux article 301 du code pénal turc. Pour récuser cette accusation qu'il jugeait infamante, il avait rédigé une note étonnamment prémonitrice, qu'il avait tenu à publier dans la presse turque la veille même de son assassinat. Elle résume une longue histoire de harcèlement de la part de juristes nationalistes, sous l'œil indifférent sinon complice des autorités d'Ankara.

À l'approche des échéances électorales de 2007, les tensions s'amplifient en Turquie. Lorsque Bruxelles, en novembre, a stigmatisé le peu de progrès d'Ankara en matière de droits de l'homme, le pays s'est drapé dans un refus pétri de fierté nationaliste. La perspective de voir le Congrès américain reconnaître le génocide arménien n'a

rien arrangé. Hrant Dink avait vivement dénoncé l'adoption, par l'Assemblée nationale française en octobre, d'une proposition de loi pénalisant la négation du génocide. Il la jugeait contre-productive. Conscient de l'ignorance de la majorité de ses concitoyens sur les massacres de 1915, il plaidait pour une démarche pédagogique. Homme

de dialogue, Dink est tombé victime du fanatisme orchestré par ce qu'il désignait comme « *l'Etat profond* », c'est-à-dire ces forces militaires, politiques et nationalistes présentes dans l'appareil d'Etat et opposées à toute ouverture de la Turquie, a déploré son avocate Fethiye Cetin. Si Dink fait remonter la première discrimination dont il a été victime en Turquie à son service militaire, en 1986, le lancement en 1996 de son journal, *Agos*, a, selon lui, marqué le début de ses véritables ennuis. Pourquoi avoir quitté une prospère carrière de libraire pour se lancer dans une profession à haut risque ? Ces quinze dernières années, 18 journalistes sont morts assassinés en Turquie. « *Les Arméniens, nous avait-il expliqué, vivaient ici dans un repli sur soi qui risquait de devenir le tombeau de leur identité. Agos a voulu les ouvrir sur l'extérieur. Nous n'y avons pas perdu notre identité et la Turquie a pris conscience de l'existence des Arméniens.* »

Un article intitulé « *Le secret de Mme Sabiha* », publié en avril 2004, mit le feu aux poudres. Dink y révèle que Sabiha Gökçen, la fille adoptive du fondateur de la Turquie moderne, Mustapha Kemal, était une orpheline arménienne ! Un crime de lèse-majesté dans ce pays épris de sa « turquité ». Repris par la presse populaire, l'article provoque un déferlement de haine contre son auteur et fait l'objet d'un communiqué indigné de l'état-major des armées.

Le lendemain, Hrant Dink est convoqué chez l'un des adjoints du préfet d'Istanbul. « *Je voulais parler de ceux qui sont restés, des survivants, et non pas, comme c'est l'usage, ne parler des Arméniens qu'au travers de leurs morts !* » se justifie-t-il. Un homme et une femme, qui ne lui sont pas présentés, assistent à l'entretien. Ces représentants de l'« Etat profond » le mettent alors en garde. « *Vous risquez d'attirer sur vous les foudres*



de la société », disent-ils. Une campagne de dénigrement, harcèlement médiatique et juridique, est engagée contre cet homme « *de trop* », comme il le dit à l'époque.

Hrant Dink continue d'appeler au dialogue. Il demande aux Arméniens de la diaspora (4 millions de personnes, dont les principaux points d'ancrage sont la Russie, les Etats-Unis et la France) de se libérer de la « *haine du Turc* » qui empoisonne leur sang. Les juristes nationalistes tordent ses propos et le poursuivent pour avoir parlé du « *sang infecté des Turcs* ». Ce sont d'ailleurs ces mots que son jeune meurtrier citera pour justifier son acte... Dink fait appel de chaque condamnation, persuadé d'être acquitté. En vain. Il note que tous ses cama-

**« Je suis de la race des hommes qui attendent que leur enfer se transforme en paradis. » Hrant Dink**

rades d'infortune, tels le prix Nobel de littérature Orhan Pamuk ou l'écrivaine turco-américaine Elif Shafak, poursuivis comme lui, ont été relaxés. « *Est-ce parce que je suis arménien ?*

*s'interroge-t-il. Je suis citoyen de ce pays, et je demande avec insistance à être traité à égalité avec tous les autres.* »

Aucun homme politique en Turquie ne songe alors à le défendre. Egalement menacé, Orhan Pamuk choisit prudemment d'écrire son nouveau livre aux Etats-Unis. Submergé de lettres de menaces, Dink songe à s'exiler. En Arménie ? « *Comment aurais-je pu tenir face aux injustices de l'autre côté de la frontière ?* » dit-il. En Occident ? « *Qu'aurais-je fait là-bas ?* » Il choisit de rester en Turquie. « *Je suis de la race des hommes qui attendent que leur enfer se transforme en paradis* », tranche-t-il •

**Moyen-Orient** Une stratégie contre l'influence iranienne dans le Golfe, en Irak et au Liban, et sur le nucléaire

# Les Etats-Unis accentuent leurs pressions sur l'Iran

WASHINGTON  
CORRESPONDANTE

Les Etats-Unis entendent reprendre la main au Moyen-Orient et montrer que, malgré les déboires en Irak, ils sont en mesure de contrer l'influence de l'Iran. Tel est le message que l'administration Bush a entrepris de faire passer, un mois avant la prochaine échéance à l'ONU sur le programme nucléaire de l'Iran.

La « nouvelle stratégie » vise à exercer « une pression croissante et multiforme » sur les Iraniens pour « renverser la perception qu'ils ont d'être invincibles », explique un diplomate. Selon le *Washington Post*, le sentiment dans l'administration Bush est que « les Iraniens ne répondent à la communauté internationale que lorsqu'ils sont sous pression, pas quand ils se sentent forts ».

Cette stratégie avait été exposée, le 15 janvier, par le secrétaire à la défense, Robert Gates. « Nous voulons simplement faire comprendre à tous les pays de la région que nous allons être présents dans le Golfe pour une longue période », avait-il dit en commentant le déploiement de deux porte-avions dans le Golfe et l'envoi d'un bataillon de défense aérienne équipé de missiles antimissiles Patriot.

Des propos repris, vendredi 26 janvier, par Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat, dans un entretien au *Washington Post*. Selon elle, la démonstration de force vise à

montrer aux régimes amis qu'ils peuvent compter sur Washington. « Les Etats-Unis doivent faire la démonstration qu'ils sont présents dans le Golfe et qu'ils entendent le rester. » M<sup>me</sup> Rice a utilisé le terme de « réalignement » – à la mode dans les cercles diplomatiques. Selon elle, la guerre du Liban a créé une fracture dans la région entre les « durs » et les modérés, inquiets de voir grandir l'ombre de l'Iran.

Si l'on en croit l'un de ceux qui ont employé le mot les premiers, le professeur Gary Sick, ex-membre du conseil de sécurité nationale, le « réalignement » vise à créer une alliance entre Israël et les sunnites modérés. « Les Etats-Unis, Israël et les principaux Etats sunnites sont d'accord sur une chose : l'Iran devient trop fort, trop menaçant, et il faut faire quelque chose », a-t-il expliqué sur la radio publi-

**Le « réalignement » viserait à créer une alliance entre Israël et les sunnites modérés**

que NPR.

De nouvelles révélations, vendredi dans le *Washington Post*, ont donné la mesure de la confrontation latente. « Des douzaines » d'agents iraniens auraient été arrê-

tés secrètement en Irak en 2006, fichés et photographiés, avant d'être relâchés, et des échantillons d'ADN collectés à leur insu. Depuis l'automne, l'autorisation a même été donnée aux soldats américains de « capturer ou tuer » ces agents. Ils seraient environ 150 officiers de renseignement, plus des membres du commandement des Gardiens de la révolution et de l'unité Al-Qods.

En recevant, vendredi, le général David Petraeus, nouveau commandant des forces américaines en Irak, après le vote de confirmation au Sénat, M. Bush a indiqué qu'il fallait « stopper » ceux qui s'en prennent aux soldats ou aux « objectifs » américains et qu'il n'était pas question pour les troupes américaines de franchir la frontière avec l'Iran. M. Gates a précisé : « Nos forces sont autorisées à poursuivre ceux qui essaient de les tuer. Nous essayons d'extraire ces réseaux qui posent des engins explosifs artisanaux qui causent 70 % de nos pertes. »

L'Irak n'est pas le seul lieu de la lutte d'influence. Au Liban, toujours selon le *Washington Post*, des opérations auraient été approuvées contre le Hezbollah. La

## LES CHIITES AU MOYEN-ORIENT

**Iran** : 90 % des musulmans.

**Irak** : 65 % des musulmans ; contrôlent le Parlement et le gouvernement.

**Bahrein** : 70 % des musulmans ; écartés du pouvoir contrôlé par les sunnites.

**Arabie saoudite** : 5 à 6 % des musulmans mais majoritaires (60 %) dans la province pétrolière du Hasa.

**Liban** : 60 % des musulmans ; représentés par deux partis, Amal et surtout le Hezbollah, dirigé par Hassan Nasrallah.

**Koweït** : 30 % des musulmans.

**Emirats arabes unis** : 20 % des musulmans.



Un soldat américain dans le cratère formé par l'explosion d'une bombe, au sud de Bagdad, le 26 janvier. Au moins 20 personnes ont été tuées en Irak, vendredi, dans des attaques, dont 15 dans un marché aux animaux, dans le centre de la capitale. ALLUPOZZO/AP

## Des insurgés irakiens ont exécuté quatre soldats américains

Des insurgés irakiens ont mené, le 20 janvier, un raid contre un centre de commandement américain à Kerbala, l'une des deux principales villes saintes chiites irakiennes. Un convoi de véhicules de marque GMC semblables à ceux utilisés par l'armée américaine a réussi à franchir les contrôles et à prendre d'assaut le bâtiment où se tenait une réunion consacrée aux commémorations de l'Achoura. Les assaillants, qui s'exprimaient en anglais, disposaient d'armes et d'uniformes américains. Au terme de l'assaut, au cours duquel un soldat américain a été tué, les

assaillants ont quitté les lieux en emmenant avec eux quatre soldats. Les corps de trois d'entre eux ont été découverts à proximité des lieux. Le quatrième, retrouvé grièvement blessé, est décédé pendant son transport vers un hôpital. L'armée américaine a reconnu les faits, vendredi 26 janvier, après avoir indiqué dans un premier temps que les cinq soldats avaient été tués dans l'assaut. Par ailleurs, un attentat a tué 15 personnes à Bagdad, où s'est rendue la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. – (AP.)

conférence des donateurs, à Paris, a aussi montré que les Etats-Unis et l'Arabie saoudite entendent rester les principaux bailleurs de fonds, alors que le Hezbollah bénéficie de l'argent du pétrole iranien.

Les Américains estiment que le rapport de forces est moins favorable au président Mahmoud Ahmadinejad. Avec un baril un tiers moins cher qu'il y a un an, ils espèrent que la baisse des cours va contenir les aides iraniennes au Hezbollah libanais et au Hamas palestinien. Le rôle de l'Arabie saoudite est prépondérant dans le maintien des cours au niveau actuel. ■

CORINE LESNES



## Quatre rebelles kurdes abattus lors de combats dans le sud-est de la Turquie



**DIYARBAKIR (Turquie), 15 jan 2007 (AFP) - 09h35** - Quatre rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dimanche lors de combats avec les forces de sécurité turques dans le sud-est anatolien, peuplé majoritairement de Kurdes, ont indiqué lundi les autorités locales.

Un premier affrontement a fait deux morts dimanche soir dans une zone rurale de Lice, petite ville dépendant de la grande province de Diyarbakir, a-t-on précisé de même source. L'armée mène des opérations de ratissage dans la zone, a-t-on ajouté.

Dans un autre incident, dans une zone reculée de la province de Bingöl (est), un autre rebelle a été abattu dans la soirée, a annoncé le gouvernorat local.

Dimanche en cours de journée un premier rebelle avait été tué et un soldat blessé dans la même zone.

Le PKK, qui lutte pour l'indépendance du Sud-Est, a annoncé un cessez-le-feu unilatéral le 1er octobre dernier, mais les autorités turques l'ont rejeté. L'armée a promis de pourchasser les rebelles jusqu'au dernier.

Les combats ont cependant sensiblement diminué en intensité depuis.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, Washington et l'Union européenne, a décrété quatre trêves dans le passé, qui ont toutes été rejetées par Ankara. Plus de 37.000 personnes ont trouvé la mort depuis le début de sa lutte armée en 1984.

---

## Le conseil de Kirkouk accuse la Turquie d'inciter aux violences en Irak



**KIRKOUK (Irak), 19 jan 2007 (AFP) - 14h00** - Le conseil de la province pétrolière irakienne de Kirkouk (nord) a accusé vendredi le gouvernement turc d'accroître les violences confessionnelles en Irak, dans un communiqué.

Razgar Ali, qui dirige le Conseil de la province, a notamment dénoncé la tenue les 15 et 16 janvier à Ankara d'une conférence sur l'avenir de Kirkouk.

"Organiser une conférence sur des bases sectaires ne rendra service à aucun groupe ethnique. Cela va accroître les violences confessionnelles initiées par les takfiris (extrémistes sunnites), les partisans de Saddam Hussein et leurs alliés", a estimé M. Ali, membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

"Cette conférence s'inscrit dans la lignée des efforts continus menés par le gouvernement turc pour perturber le processus engagé en accord avec l'article 140 de la Constitution irakienne", a-t-il ajouté, en demandant au gouvernement irakien de prendre position.

L'article 140 prévoit la tenue d'un référendum controversé avant le 31 décembre 2007, pour décider de l'avenir de la région pétrolière de Kirkouk (nord), revendiquée par les Kurdes, mais où vivent aussi des Arabes et des Turcomans.

Les Kurdes veulent rattacher Kirkouk, où vivaient de nombreux Kurdes mais qui a été victime d'une politique d'arabisation forcée, au Kurdistan.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré la semaine dernière que les tensions ethniques à Kirkouk ne pourraient que s'aggraver si un référendum devait déterminer le statut de la ville.

La Turquie accuse les Kurdes irakiens d'avoir installé à Kirkouk des milliers de membres de leur minorité en vue de modifier en leur faveur la composition démographique de la ville.

---

## Attaques contre des maisons en majorité kurdes à Kirkouk (Irak): 11 blessés



**KIRKOUK (Irak), 30 jan 2007 (AFP) - 08h13** - Des bombes placées devant neuf maisons habitées en majorité par des kurdes ont explosé mardi dans l'est de la ville multiethnique irakienne de Kirkouk, blessant 11 personnes, selon les services de sécurité.

Cette ville pétrolière, située à 250 km au nord de Bagdad, et où cohabitent des arabes, sunnites, chiites et chrétiens, des kurdes et des turcomans de souche turque, est revendiquée par les Kurdes qui veulent la rattacher à leur région autonome du Kurdistan dans le nord irakien.

Selon la même source, sept des habitations visées par les bombes appartiennent à des Kurdes et deux à des chiites arabes.

Parmi les blessés, figurent cinq enfants, a-t-on appris de source hospitalière.

Lundi soir, le fils d'un commandant des forces de sécurité kurdes a été tué dans cette ville dans l'explosion d'une voiture piégée qui a totalement détruit quatre habitations et endommagé sept.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, les violences interethniques sont fréquentes à Kirkouk où les Kurdes sont de nouveau majoritaires.

L'article 140 de la Constitution irakienne prévoit la tenue d'un référendum controversé avant le 31 décembre 2007, pour décider de l'avenir de cette région.

## Onze Kurdes chiites tués dans un attentat à Khaneqine



**SOULAIMANIYAH (Irak), 30 jan 2007 (AFP) - 09h14** - Onze Kurdes chiites ont été tués et 39 blessés mardi en fin de matinée dans l'explosion d'une bombe près d'un lieu de culte chiite dans le centre de Khaneqine, à 170 km au nord-est de Bagdad, a annoncé la police.

Selon le colonel de la police Azad Issa, la bombe était placée dans une poubelle.

L'attentat meurtrier a visé la communauté "fayli", des Kurdes chiites, au moment où elle commémorait le deuil de l'Achoura à Khaneqine.

Parmi les victimes, figurent une femme et un enfant, selon la même source.

En novembre 2005, un double attentat suicide dans deux lieux de culte chiites de cette localité frontalière de l'Iran avait fait 78 morts et 90 blessés. Deux kamikazes s'étaient alors faulés au moment de la prière de midi parmi les fidèles et avaient actionné leurs bombes.

Khaneqine ne se trouve pas dans la région autonome du Kurdistan, mais dans la province de Diyala. Elle n'est aujourd'hui habitée que par des "faylis", après l'expulsion juste après la chute du régime de Saddam Hussein des Arabes sunnites et chiites qui s'y étaient installés.



The Kurdish Globe January 30, 2007

# Can reality bring Turkey to reason?

## Globe Editorial

In a closed session last Tuesday the Turkish parliament voted against its army's impeding operations in South Kurdistan. Some information gleaned through the AK party of Kurdish MPs, revealed that the AK party high officials held other positions than the ones shown in the media, namely that they begin to realize that Kurdish achievements in South are there to stay.

We may feel a sense of relief for a while, but Turkey is not AK party; there are several actors in Turkish politics that can - and they have done it several times before - change course again. As long as Turkey measures its national interests in territorial dimensions, there will always be an imminent threat against

South and other neighboring countries.

Recent skirmishes about Kirkuk and PKK in Qendil Mountain is clear evidence for this expansionist discourse. As long as Saddam Hussein was in charge they seldom cared about Turkomen in Iraq, and they have several times entered South hunting PKK fighters before. PKK insurgencies in North did not end and the Turkomen are better off than during Saddam.

Here one should scrutinize Turkey's real intentions. The central authorities in Turkey are aware of the reason behind PKK's attraction for the Kurdish youth in North and Kirkuk can scarcely be compared with Cyprus; to have control over Kirkuk and founding Northern Iraq Turkomen Republic is not only an impossible under-

taking, it indicates the core of political lunacy.

When listening to the Turkish establishment one can get the idea that the Kurds and PKK are holding Turkomen hostage in Qendil Mountain; Turkish troops can, with a single operation, remove the PKK menace and save their Turkoman brethren. We know, and they know, that their biggest concern is what Kurds have achieved in South. Whether the achievements can be a threat against Turkey is dependent on the mentality of the Turkish authorities. During their entire history, Kurds have never undertaken any expansionist discourse; they have always struggled on their own land and their causes have been freedom and basic human rights not so much how much territory they should hold. Kirkuk is not an ex-

ception; Kirkuk's oil is not eternal; it is the Kurdish people of Kirkuk and their rights and liberties that are of greatest concern for Kurds and they have suffered enough. Whether they opt between Baghdad and Kurdistan Region is up to their democratic right.

Turkey is at the crossroads of a redefinition of its nationhood or continuation of its counter-productive discourse of denial. As long as it defines itself in contrast to its neighbors, particularly the Kurds, it will be more isolated. After centuries of misdeeds against their closest ally the Kurds, it is maybe the time to com-

pensate them for what they have done; the first step would be acceptance of them as equal neighbors. Through Ottoman megalomania considering them as tribal chieftains and not

even accepting them having central posts in the federal body of Iraq, they will harm their own interests. President Talabani has been in major Western countries and all neighboring countries, except Turkey.

Within the discourse of Turkish high officials he is still a minor actor in Northern Iraq, but times have changed. Talabani is President of Iraq and Barzani is President of Kurdistan region, legally stipulated in the constitution of Federal Iraq, democratically voted by the Iraqis. Yes Mr. Gul, the only way out from the region is Khabur border, but the residents in the other side of Khabur are also Kurds. The reality should bring Turkey to reason. After all, we all want to be on neighborly terms.

*By Behrooz Shojai  
Globe Political Desk*



# Iran and its malicious attitude vis-à-vis Iraqi Kurdistan

The Kurdish leaders and politicians in Iraqi Kurdistan should call into mind that urging the government of Iran to abolish the policy of denial and recognize the democratic rights of 10 million Kurds of the country is a legitimate gesture that drastically empowers the position of Kurdistan Regional Government (KRG) vis-à-vis non-democratic forces in the region, writes Globe's Khalid Khayati.



Khalid Khayati  
Globe Political Commentator

Depicting the political interaction between the Islamic Republic of Iran and the Kurdish de facto state in northern Iraq is a thorny task. It implies that we should at least survey the whole history of Kurdish state-building, which is no older than 15 years. Certainly, the history of the relationship between the Iranian regime and the political movement of Iraqi Kurdistan is much older, especially when considering the relationships that the PDK and PUK, two major Kurdish political parties, maintained with the Islamic Republic prior to the formation of the Kurdistan Regional Government (KRG) in 1991. However, the history of the political interaction between the Iranian regime and the Kurdish autonomous region should be separated into three different periods. They are 1991-1998, 1998-2003, and 2003-2007.

## The period of 1991-98

Except for a short time of exultance over regained freedom and the creation of the Kurdish Parliament in 1992, the first period (1991-1998) is characterized by the reign of continuous political and economic instability, chaos, internal rivalry, civil war, war economy, plundering and external interferences

from neighboring states. Paradoxically, it is during this period that Iraqi Kurdistan started on the road to reconstruction after it became an autonomous region following the 1991 Gulf war.

The approach that the Islamic regime held vis-à-vis the Kurdish region at that time exhibits a great deal of complexity, inconsistency, contradiction and maliciousness. It was sensitive to the political and cultural fluctuations in the region and prioritized constantly the political and economic interests of its own state. For example, following the 1991 Gulf war, Iranian authorities made perfect use of the political vacuum and economic chaos of the region and saw to it that looting became a widespread practice among a large number of Kurds. A large amount of stolen property was smuggled

over the border. Consequently, substantial damage was inflicted on the infrastructure of Kurdistan and it took many years to recover. During the reign of factional war between the KDP and PUK, the Islamic regime, through its flexible and combined strategy based on assistance, deprivation and sabotage, most often played a destructive role.

Moreover, the Iranian Islamic regime has during the years of chaos transformed Iraqi Kurdistan into a real "field of terror," an allusion to the fate of more than 300 Iranian Kurds assassinated by Iranian agents between 1991 and 1998. Additionally, this period of time bears witness to several military incursions that the Islamic regime undertook in pursuit of its own Kurdish citizens, settled in

different localities of Iraqi Kurdistan.

## The period of 1998-2003

This period gives evidence to some major changes in the Iranian regime's attitude toward the autonomous region of Iraqi Kurdistan.

The Islamic state ceased completely its direct terrorist actions, i.e., the assassination of Iranian Kurdish dissidents. Instead, it began to give some Kurdish-Islamic terrorist groups safe haven and to a certain extent logistical assistance, while it continued to exert its cultural and political charm vis-à-vis the Kurdish population and Kurdish leaders, striking strong roots in various economic sectors of Kurdish society. For example, the Kurdish Ansar-al-Islam that controlled part of Iraqi Kurdistan's territory was among those redoubtable organizations that received Iranian support. The American invasion of Iraq put an end to the brutal reign of Ansar-al-Islam.

## The period of 2003-2007

The invasion of Iraq and the overthrow of the Saddam regime by America and its allied military forces generated new political and social constellations in the Middle East. The new reality induced the Islamic regime on its part to elaborate a new strategy. This

time, the operational field for the Islamic regime extends to all of Iraq, where the toppling of the Sunni-Arab-dominated regime has given way for the majority Shiite Arabs to alter the classical balance of

power, and subsequently promote and consolidate their own political power.

In spite of all political, cultural and social divergences, the majority Shiite Arabs are said to be drastically pro-Iranian. Here the fore of paradox is evident. The intervention of America and its allies in Iraq has suddenly turned in favor of a state that otherwise was completely unable to achieve its own objectives in Iraq.

In this regard, the devastating 1980-1988 war between Iran and Iraq is a conspicuous example to be referred. However, the emergence of Shiite power and the daily sectarian carnage in Iraq, together with the menace of atomic weapons and military and political action that the Hezbollah in Lebanon periodically undertake with support of the Syrian regime, provide the Iranian state a redoubtable source of influence not only inside Iraqi territory but also in the entire Middle East. The final objective of the Islamic regime of Iran is to see the total defeat of American forces in Iraq.

## Recent

### developments

President George W. Bush made public on January 10 his frame-

work for a new American strategy. The framework, which calls for increasing the current 132,000 American troop level by an additional 21,500, and improving the capacity of the Iraqi security forces to protect the civilian population, indicates that the U.S. has already opted for a tougher confrontational policy vis-à-vis Iran. U.S.

military forces raided an Iranian government office in Irbil two weeks ago and captured six Iranian employees, accusing them of supporting Iraqi insurgents.

This, along with the pressure put upon America by the pro-Iranian Mehdî Army, can be seen not only as a general indicator to an ongoing global war on terrorism that the Bush administration claims to be carrying out, but also as a sign of a specific war against Iran that is about to emerge. Several other Iranian officials have already been detained over the last month. Outgoing U.S. Ambassador to Iraq, Zalmay Khalilzad, told reporters on Wednesday, January 24, that details of accusations against the Iranian officials would be made public in coming days.

Furthermore, President Bush has authorized the U.S. military forces to kill or capture Iranian agents active in Iraq. The Islamic regime of Iran continues to react against the external threats. The inspectors of the International Atomic Energy Agency (IAEA) are no longer allowed to look over the Iranian nuclear facilities. Moreover, Russia has recently delivered the modern, short-range, anti-aircraft system Tor-M1 to Iran, saying the country could use them against possible attacks.

## Final words

As for the Iraqi Kurds, it is essential to acquire a consistent and cohesive knowledge about the behavioral pattern of the Islamic Republic of Iran. Even if the biased phrases that Kurds use, such as "Persians suffocate their enemies with sugar" and

"Persians cut one's head with cotton," have no scientific value, they can explain to a limited extent the negative experiences that Kurds have accumulated in their historical memory about the subtlety and maliciousness of Persians.

Each time, it is a popular insurrection in Kurdistan; in the end, the leaders are enticed by the central government into a deadly trap. Iranian agents assassinated the famous Kurdish leader A. Qasemloo in 1989 in Wien, where he found himself and his

company at the negotiating table with supposed Iranian diplomats.

The majority of all political assassinations that the Iranian regime carried out against its dissidents during the 1980s and the early 1990s in Western Europe and other parts of the world were realized by people who traveled either as diplomats, businessmen, restaurateurs, cultural personalities or simple tourists. Therefore,

they can appear in some places as adorable friends while they smash one's

life into pieces in other places. It is also important to stress that the part of the national border that separates Iranian Kurdistan from Iraqi Kurdistan has always been treated as a security issue. While others enjoy the entrance and departure in accordance with international laws, crossing the border in the Kurdish areas is still a laborious and dangerous deed.

The Iranian regime does not lack the power of initiative to call on Turkey and Syria to form a joint anti-Kurdish and anti-Ameri-

can policy. Everybody remembers the words of the Iranian Ambassador to Turkey, Firouz Dawlatabadi, in an interview with the Turkish daily Milliyet in May 2006, "U.S. is looking to carve Kurdistan state from Turkey, Iran and Syria."

The Kurdish leaders and politicians in Iraqi Kurdistan should call into mind that urging the government of Iran to abolish the policy of denial and recognize the democratic rights of 10 million Kurds of the country is a legitimate gesture that drasti-

cally empowers the position of Kurdistan Regional Government (KRG) vis-à-vis non-democratic forces in the region. The process of political change in the Middle East is irreversible, and the Kurds will get stronger if they remain among those who struggle for peace, democracy and human rights.



The Kurdish Globe January 23, 2007

## Kirkuk 2007: Hosting a meeting on a lost city

### Globe Editorial

Turkish threats over the issue of Kirkuk and southern Kurdistan dramatically intensified last week as the Turkish National Assembly gathering last Thursday witnessed chauvinistic speeches delivered by Turkish MPs and leaders of opposition parties represented in Parliament. The Turkish National Assembly will have another session today on Kirkuk but this time closed to the public and media.

Ankara is also hosting a meeting called 'Kirkuk 2007'. The interesting aspect of the meeting was that not a single Kurdish representative from southern Kurdistan or Kirkuk was invited, whereas

a number of Sumi groups and Iraqi Turkmen Front alongside high-ranking Turkish officials attended.

Both the speakers at the Turkish Parliament and Kirkuk 2007 meeting suggested that either referendum to be cancelled or to be held not only in Kirkuk but all over Iraq. Neither of the propositions are acceptable to the Kurds or to the Iraqi constitution.

Despite the January and December 2005 elections results which clearly indicated the demographic map of Kirkuk

city where Kurdish List got more than 65% of the vote, some Turkish politicians at the Parliament session last Thursday claimed that Kirkuk is a Turkoman city and that

Turkey has a right to be involved in the its future. The main opposition party, Republican People's Party, CHP, asked the government to call on Parliament to issue authority to send troops to northern Iraq and Kirkuk.

The recent sense of anxiety in Turkey, with regard to Iraq, resulted mainly from a perception that Iraq is moving towards separation, which in such eventuality the establishment of an independent Kurdistan would be imminent. Some Turkish Parliamentarians and oppositional party leaders sincerely believe that the division of Iraq means the division of Turkey.

They are not so wrong about this perception either. The three countries of the region,

Turkey, Iraq and Syria were established after WWI mainly because of the imperialist power struggle. These regions were part of the Ottoman Empire. Following the defeat of the Axis powers in WWI the Ottoman's Asiatic lands were partitioned amongst Britain and France and new mandated and arbitrary states were established which served the

interests of the Great Powers. The main characteristic of these states is that they possessed parts of Kurdistan and enforced upon the Kurds their forceful state nationalism. Kemalism in Turkey, Ba'athism in Iraq and Syria and Pehlevism and Islamism in Iran.

Arbitrary divisions and establishments in the region did not evolve towards healthy and democratic institutions, contrary they developed undemocratic dictatorial regimes. These state-led economies which enjoyed a post 1945 period of national development policies that were promoted by world capitalism faces crisis as their model of national economic development with huge amounts of bureaucracy no longer correspond with the workings of a global economy.

Both Iraq and Turkey share some common characteris-



Former ambassador and parliamentarian Onur Oymen of Turkey, center, is flanked by two Iraqis during a panel of experts and politicians from Turkey and Iraq to discuss the current situation and the future of the oil-rich northern Iraqi city of Kirkuk in Ankara, Monday, Jan. 15, 2007.

tics. Both countries include multi-national groups alongside religious factions. Both countries, ruled by a kind of state nationalism mixed with secularism, have shown no sensitivity towards others outside of state nationalist discourse. Both Kurds and Shiites (Alawis in Turkey) were stripped from their ethnic and religious freedoms. Both countries faced serious Kurdish revolts and their as-

similation policies did not work out as a Kurdish sense of nationality proved to be more stubborn than their oppressive attitudes.

As Ba'athism, out of political power, gamble and the Kurds move towards their self-rule with a prospect of Kirkuk being incorporated into such new political entity, Turkey has all the reasons to be anxious and worry about its own future.

Despite the explicit threats that Turkey may occupy southern Kurdistan and send troops to Kirkuk such scenario would be almost impossible. As one retired Turkish general stated should Turkish troops enter northern Iraq they must fight against 6 million Kurds. It is clear that without US consent occupation of any part of Iraq by other regional powers cannot be tolerated. Such an act would destroy US

interests in Iraq and the region as a whole.

The Kurds should concentrate on the issue of Kirkuk and not pay serious attention to Turkish threats. It is obvious that such threats are nothing but empty bluffs and should not be allowed to distract the Kurds from their main agenda.

Azad Aslan  
Globe Political Editor

As Ankara hosts meetings on the future of Kirkuk



The Kurdish Globe January 30, 2007

## Kurdistan Parliament holds its emergency gathering on Turkish troop deployment

Kurdistan parliament held an emergency session last Wednesday, as part of the KRG response to the recent meetings in Turkey on the future of the oil rich city of Kirkuk. The session, attended by the Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani was focused on Turkey's recent deployment of troops along Iraq's Northern borders.

In the session, members of Kurdistan parliament sharply criticized Turkish officials' statements and conferences on Kurdistan Region indicating such meetings could harm the relations between the two nations.

"Turkey's threats over Kurdistan region are not new. Turkey is threatening Kurdistan region because they consider themselves militarily superior," Kurshid Shera, an MP, said

Some of the MPs complained about Iraqi Central Government for being "passive" in the face of Turkey's threats to invade Kurdistan region and urged Baghdad to "punish" Iraqi officials who participated at the conference held in Ankara on Ira-

and neighboring countries to discuss what they described as Turkey's "increasing threats" against Kurdistan region.

The meeting came a day after Turkish parliament held a closed debate on Iraq's future. The Turkish Prime Minister, Recep Tayyip Erdogan, was scheduled to speak on behalf of the government and Deniz Baykal, the chairman of the Turkish Republican People's Party, was to address it on behalf of his party.

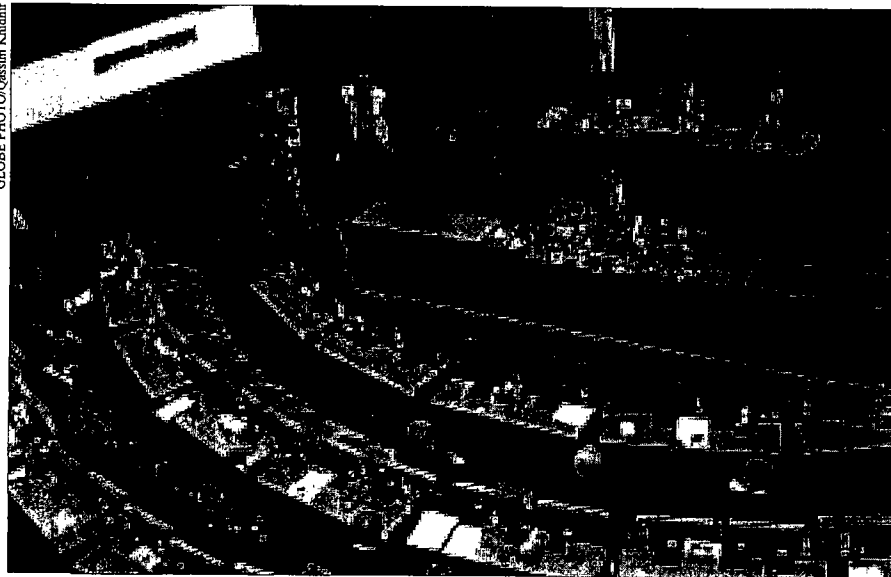
Turkish Parliament's closed session came after the government voiced growing concern over the continuing presence of the Kurdistan Workers Party (PKK) in Iraqi Kurdistan region and prospects for Kurdish control over the oil rich city of Kirkuk.

During the Kurdistan Parliament's emergency session, Prime Minister, Nechirvan Barzani,

stipulated that Kurds are not demanding to take back Kirkuk for oil, but because Kurds were dispossessed from their homes in Kirkuk city during former Iraqi regime. Barzani said that the era of threats had

ended. "Claiming Kirkuk is all about land and it is one of the hardest things when someone comes and

GLOBE PHOTO/Qassim Khidhir



Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani seen here addressing the Parliament in Erbil January 24, 2007.

occupies your land," said the PM.

Barzani said that PKK issue is a political question and could not be solved through military operations, trying to assure the public that the political situation in Iraq will not allow Turkey to perform military operations inside Kurdistan region.

Kurdish officials say Turkey uses the Turkoman issue in Iraq as a pretext to interfere in Iraq's domestic affairs whereas Turkey says it is defending what they call as "the national rights" of the Turkoman in Iraq.

Talhat Qassab, a member of Kurdistan Parliament of the Turkoman origin, who also spoke in Turkomani

during the parliament's emergency session, said they are Turkomans and not Turks, and Turkey by interfering in Kurdistan region's internal affairs is doing more harm than good. Qassab said that Ankara has never helped Turkomans in Iraq, especially during Saddam's era.

On the same issue, Karkhi Abdullah, head of Turkoman List in Kurdistan Parliament, slammed Ankara for its policies in regard to Kirkuk saying that Turkey has never helped Turkoman people in the past.

Iraqi government spokesmen have repeatedly urged neighboring countries not

to interfere in the wartorn country's internal affairs by hosting meetings that Baghdad believes encourages sectarian tensions.

Ali Dabbagh, the spokesman for Iraqi government, said in an interview the Iraqi government expresses anxiety over statements made by Turkish officials, referring to the possible Turkish military intervention in Iraq.

Washington has cautioned Turkey over any unilateral military operations, fearing that such actions could destabilize Kurdistan region, one of the few stable regions in Iraq.

ERBIL



Qassim Khidhir

qassim@kurdishglobe.net

# Military Intervention in Iraq: A Disastrous Idea

By: SAHIN ALPAY / Zaman Jan 29, 2007

Speculation that Turkey is preparing for a military intervention in northern Iraq abounds. Last Tuesday the Turkish Parliament held a closed session to debate developments in Iraq.

The intervention is thought to have not one but several declared and undeclared objectives: to finish off the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Iraq, to prevent Kirkuk from becoming a Kurdish city, to protect the rights of the Turkmen minority and to stop the Iraqi Kurds from advancing on the road to independence.

According to a report by Lale Sariibrahimoğlu, the Bush administration is about to allow the Turkish military to cross into northern Iraq for an operation against the PKK in the region. The operation will last no more than two weeks and is expected to take place in late February or early March. The cross-border operation is to be carried out by airborne Turkish troops supported by attack helicopters. The US administration believes that the Iraqi Kurdish leadership will not object to such a US-coordinated intervention. (Today's Zaman, Jan. 22, 2007.)

What results can we expect from an operation targeting the PKK in Iraq. During the 1990s the Turkish military conducted a number of operations in northern Iraq, all with the support of the Iraqi Kurdish leadership, but the objective of finishing off the PKK could not be achieved. Today the Iraqi Kurdish leadership considers a Turkish military intervention in the region to be a threat to its autonomy and aspirations of eventual independence. They are not at all happy with the existence of the PKK but they want to avoid a war pitting Kurd against Kurd. They tell Ankara that the best way to render the PKK ineffective is to take measures that would enable militants to return to normal, civilian life. In these circumstances a military operation, even if it is carried out with the approval of the US, is not likely to be any more effective than previous ones. Sariibrahimoğlu reports that in fact neither Ankara nor Washington are convinced that the operation would achieve its objective. The Turkish military, however, thinks if something is not done about the PKK in northern Iraq, this would damage the confidence the Turkish people have in the military. On the other hand, the Bush administration's intentions behind allowing the operation are to make up for some of the lost credibility in Turkish public opinion.

For a moment, let us take the supposition that Turkey will intervene for the sake of Kirkuk seriously. Ankara may be justified in insisting that Kirkuk belongs to all its ethnic groups, that Kirkuk's oil is owned by all Iraqis, and that the territorial integrity of Iraq must be preserved. It is certainly entitled to say so and should do all in its power to achieve these objectives by diplomatic means. Iraq's future, however, is eventually going to be decided by its people and not by any outsiders. It is evident that even the superpower that could invade the country, topple the regime and destroy the state is unable to shape the future of Iraq.

There are good reasons to believe that the vast majority of Turkey's Kurds do not want to separate from Turkey but want to gain full democratic rights within Turkey. Turkey's Kurds, however, just like the Turkmen of Turkey, are concerned with the fate of their kinsmen in Iraq. They certainly do not want the Kurds of Iraq to once again fall under dictatorial rule. Turkey has so far avoided any involvement in the invasion of Iraq. Such involvement carried the risk of a war within a war, that is to say, a Turkish-Kurdish war with disastrous consequences for Turkey's democracy and economy, which so far the PKK has not been able to provoke. A Turkish military

intervention in Iraq for the sake of Kirkuk today would almost certainly lead to such disastrous consequences. The most effective way for Ankara to achieve its objectives in Iraq is to win the trust and friendship of the Iraqi Kurds. Turkey's most effective power is not its military but its soft power; its ability to attract and persuade others to adopt its norms and goals. If Turkey continues to strengthen and consolidate its democratic regime and thus serve as a model, the broad autonomy or eventual independence of Iraqi Kurds may not be against but in favor of Turkey's interests.

THE WALL STREET JOURNAL.

JANUARY 30, 2007

# The 'American Iraq'

By Fouad Ajami

So this government in Baghdad, fighting for its life, has not mastered even the grim science of the gallows, and has no knowledge of the "drop charts" used for hangings around the world. The Tikritis had been much better at this sort of thing. They had all the time in the world to perfect the skills and techniques of terror; they had done it against the background of relative indifference by outside powers. And they had the indulgence of the neighboring Arabs who gave their warrant to all that played out in Iraq under the Tikriti despotism.

Pity those men hunkered down in Baghdad as they walk a thin line between the yearning for justice and retribution in their land, and the scrutiny of the outside world. In the annals of Arab history, the Shia have been strangers to power, rebels and dissidents and men on the run hunted down by official power. Now the ground has shifted in Baghdad, and an Arab world steeped in tyranny reproaches a Shia-led government sitting atop a volcano. America's "regional diplomacy" will not reconcile the Arab regimes to the rise of the Shia outcasts.

In the fullness of time, the Arab order of power will have to come to a grudging acceptance of the order sure to take hold in Baghdad. This is a region that respects the prerogatives of power. It had once resisted the coming to power of the Alawites in Syria and then learned to accommodate that "heretical" minority sect; the Shia path in Iraq will follow that trajectory, and its justice is infinitely greater for it is the ascendancy of a demographic majority, through the weight of numbers and the ballot box. Of all Arab lands, Iraq is the most checkered, a frontier country at the crossroads of Arabia, Turkey and Persia. The Sunni Arabs have never accepted Iraq's diversity. The "Arabism" of the place was synonymous with their own primacy. Now a binational state in all but name (Arab and Kurdish) has come into being in Iraq, and the Shia underclass have staked a claim commensurate with their numbers. The Sunni Arabs have recoiled from this change in their fortunes. They have all but "Persianized" the Shia of Iraq, branded them as a fifth column of the state next door. Contemporary Islamism has sharpened this feud, for to the Sunni Islamists the Shia are heretics at odds with the forbidding strictures of the Islamists' fanatical variant of the faith.

\* \* \*

Baghdad, a city founded by the Abbasid Caliph al-Mansour in 762, was sacked by the Mongols in 1258: The invaders put it to the sword, and dumped its books and libraries in the Tigris. In the (Sunni) legend, a Shia minister by the name of Ibn Alqami had opened the gates of the city to the in-

vaders. History never relents here. In a commentary that followed the execution of Saddam, a Palestinian commentator wrote in a pan-Arab daily in London that a descendant of Ibn Alqami (read Nouri al-Maliki) had put to death a descendant of al-Mansour.

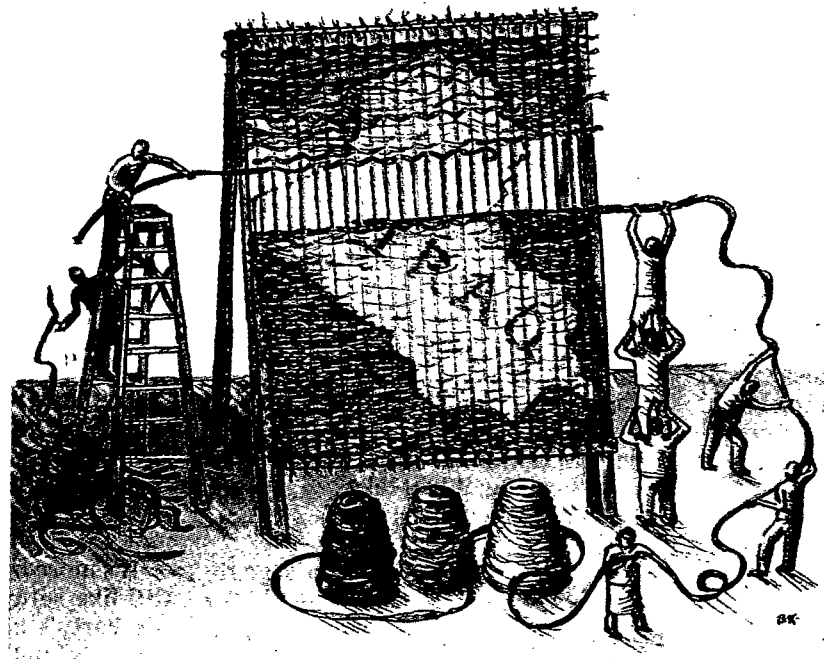
These kinds of atavisms cannot be conciliated. The truth of Iraq will assert itself on the ground, but the age of Sunni monopoly on power has passed. One of Iraq's most respected scholar-diplomats, Hassan al-Alawi,

has put the matter in stark terms. It is proper, he said, to speak of an "American Iraq" as one does of a Sumerian, a Babylonian, an Abbasid, an Ottoman, and then a British Iraq. Where Iraq in the age of the Pax Britannica rested on an "Anglo-Sunni" regime, this new Iraq is by the logic of things an American-Shia regime. The militant preachers railing against the fall of Baghdad to an alliance of the "American crusaders" and the "Shia heretics" are the bearers of a dark but intensely felt conviction. Americans should not be apologetic, in Arab lands seething with bigotry and rage, about their expedition into Iraq. The U.S. shouldn't fall for Arab rulers who say they would have had the ability to call off the furies had it had in place a "process" for resolving the claims of the Palestinians, and had it been able to "deliver" Israel. Those

furies have a life of their own: They are aided and abetted by these same rulers in the hope of tranquilizing their own domains and buying off the embittered in their midst.

The Sunni Arab regimes are not of one mind on Iraq. Curiously, the Arab state most likely to make peace with the new reality of Iraq is Saudi Arabia; those most hostile are the Jordanians, the Egyptians and the Palestinians. The Saudi monarch, King Abdullah, has read the wind with accuracy; he has a Shia minority in his domain, in the oil-bearing lands of the Eastern Province, and he seems eager to cap the Wahhabi volcano in the Najdi heartland of his kingdom. In contrast, Jordan and Egypt present the odd spectacle of countries heavily invested in an anti-Shia drive but with no Shia citizenry in their midst. The two regimes derive a good measure of their revenues from the subsidies of Pax Americana. The threat of Shiism is a lucrative scarecrow for Cairo and Amman. The promise of standing sentry in defense of the Sunni order is what these two regimes have to offer both America and the oil states.

The Palestinians, weaker in the scale of power and with troubles of their own, are in the end of little consequence to the strategic alignment in the region. But to the extent that their "street" and their pundits matter, they can be counted upon to view the rise of this new Iraq with reserve and outright hostility. For six decades, the Palestinians have had a virtual monopoly on pan-Arab sentiments, and the Arabic-speaking world indulged them. Iraq has been a direct challenge to the Palestinians and to their conception of their place in the Arab scheme of things. To the bitter end, the Palestinian street remained enanored of Saddam Hussein. Iraq's Shia majority has returned the favor, and has come to view the Palestinian cause with considerable suspicion.



For its part, the Pax Americana has not been at peace with the Shia genie it had called forth. The U.S. did not know the Shia to begin with; it saw them through the prism of its experience with Iran. Moqtada al-Sadr in Baghdad and Hassan Nasrallah in Beirut: This was the face of the new Shiism and the U.S. was spooked by it.

This was odd: America had been in the midst of a searing battle with al Qaeda and the Taliban, zealous Sunni movements, but it was still giving credence to Arab warnings about the threat of Shiism. Nor were the Shia who finally claimed power in Iraq possessed of an appreciable understanding of American ways. Nouri al-Maliki speaks not a word of English; after years of exile in Syria, he was at considerable disadvantage in dealing with the American presence in his country. He and the political class around him lacked the traffic with U.S. diplomacy that had seasoned their counterparts in Cairo, Amman and the Arabian Peninsula. Without

that intimacy, they had been given to premonitions that America could yet strike a bargain with the Sunni order of power.

America held aloft the banner of democracy, but in recent months its faith in democracy's possibilities in Iraq has appeared to erode, and this unnerves the Shia political class. President Bush's setback in the congressional elections gave Iraqis cause for concern: Prime Minister Maliki himself wondered aloud whether this was the beginning of a general American retreat. And there was that brief moment when it seemed as though the "realists" of the James Baker variety were in the midst of a restoration. The Shia (and the Kurds) needed no deep literacy in strategic matters to read the mind of Mr. Baker. His brand of realism was anathema to people who tell their history in metaphors of justice and betrayal. He was a known entity in Iraq; he had been the steward of American foreign policy when America walked away, in 1991, from the Kurdish and Shia rebellions it had called for. The political class in Baghdad couldn't have known that the Baker-Hamilton recommendations would die on the vine, and that President Bush would pay these recommendations scant attention. The American position was not transparent, and there were in the air rumors of retrenchment, and thus legitimate Iraqi fears that the American presence in Baghdad could be bartered away in some accommodation with the powers in Iraq's neighborhood.

These fears were to be allayed, but not put to rest, by the military "surge" that President Bush announced in recent days. More than a military endeavor, the surge can be seen as a declaration by the president that deliverance would be sought in Baghdad, and not in deals with the rogues (Syria and Iran) or with the Sunni Arab states. Prime Minister Maliki and the coalition that sustains his government could not know for certain if this was the proverbial "extra mile" before casting them adrift, or the sure promise that this president would stay with them for the remainder of his time in office.

But there can be no denying that with the surge the landscape has altered in Baghdad, and that Mr. Bush is invested in the Maliki government as never before. Mr. Maliki's predecessor was forced out of office by an American veto and Mr. Maliki could be forgiven his suspicion that the Americans might try this again. It was known that he had never taken to the American envoy, Zalmay Khalilzad, and that he fully understood that American officials would rather have other Shia contenders in his post. So if this is America's extra mile in Baghdad, it has to be traversed with a political leader whose abilities and intentions have been repeatedly called into question by American officials.

This marriage of convenience may be the best that can be hoped for. Mr. Maliki will not do America's bidding, and the U.S. should be grateful for his displays of independence. He straddles the fence between the things it wants him to do—disarming the militias, walking away from Moqtada al-Sadr—and the requirements of political survival. The U.S. has been waiting for the Iraqis to assume responsibility for their own affairs and should not be disconcerted when they take it at its word. The messages

put out by U.S. officials now and then, that Mr. Maliki is living on borrowed time, and the leaks of warnings he has been given by President Bush, serve only to undermine whatever goals America seeks in Baghdad.

With Saddam's execution, this prime minister has made himself a power in the vast Shia mainstream. Having removed Ibrahim Jaafari from office last year, the American regency is doomed to live with Mr. Maliki, for a policy that attempts to unseat him is sure to strip Iraqis of any sense that they are sovereign in their own country. He cannot be granted a blank check, but no small measure of America's success in Iraq now depends on him. If he is to fall, the deed must be an affair of the Iraqis, and of the broad Shia coalition to be exact. He may now be able to strike at renegade elements of the Mahdi Army, for that movement that once answered to Moqtada al-Sadr and carried his banners has splintered into gangs led by bandit warlords. In its concern with Sadr and the Mahdi Army, the U.S. ought to understand the reluctance of Mr. Maliki's ruling coalition to take on the Shia militias. The terror inflicted on the Shia makes it extremely difficult for a Shia-led government to disarm men who pose as defenders of a community still under brutal siege.

Boldness and despair may have come together to carry forward this new drive in Baghdad. Fear of failure often concentrates the mind, and President Bush's policy could yet find its target right as the skeptics have written off this whole project in Baghdad. Iraq has had its way of meting out disappointments at every turn, but the tide of events appears to be working in the president's favor.

There is a "balance of terror" today between the Sunni and Shia protagonists. More and more Sunni Arabs know that their old dominion is lost, and that they

had better take the offer on the table—a share of the oil revenues, the promise that the constitution could be amended and reviewed, access to political power and spoils in return for reining in the violence and banishing the Arab jihadists. The Shia, too, may have to come to a time of reckoning. Their old tormentor was sent to the gallows, and a kinsman of theirs did the deed with the seal of the state. From the poor Shia slums of Baghdad, young avengers answered the Sunni campaign of terror with brutal terror of their own. The old notion that the Sunnis of Iraq were a martial race while the Shia were marked for lamentations and political quiescence has been broken for good.

The country has been fought over, and a verdict can already be discerned—rough balance between its erstwhile Sunni rulers and its Shia inheritors, and a special, autonomous life for the Kurds. Against all dire expectations, the all-important question of the distribution of oil wealth appears close to a resolution. The design for sharing the bounty is a "federal" one that strikes a balance between central government and regional claimants. The nightmare of the Sunni Arabs that they would be left stranded in regions of sand and gravel has been averted.

This is the country midwived by American power. Iraq will never approximate the expectations projected onto it in more innocent times. But the U.S. should be able to grant it the gift of acceptance, and another dose of patience as it works its way out of its current torments. It is said that much of the war's nobility has drained out of it, and that America now fights not to lose, and to keep intact its larger position in the oil lands of the Arabian Peninsula and the Persian Gulf. This may not be the stuff of glory, but it has power and legitimacy all its own.

*Mr. Ajami, a 2006 recipient of the Bradley Prize, teaches at Johns Hopkins and is author of "The Foreigner's Gift: The Americans, the Arabs and the Iraqis in Iraq" (Free Press, 2006).*



# Europe is at odds with U.S. over Iran

## Continent resists Washington's effort to isolate Tehran commercially

By Steven R. Weisman

**WASHINGTON:** European nations, opening a new rift with the United States, are resisting the latest Bush administration drive to curtail European government support, often in the form of loan guarantees, for exports to Iran.

European countries are also rebuffing requests from the United States to block bank transactions and freeze the assets of certain Iranian companies and individuals, officials on both sides say.

The American effort is aimed at persuading European nations to step up their participation in a campaign to isolate Iran commercially at a time when Iranian officials concede that Western sanctions have already hurt their economy.

The West is pressing Iran to give up its nuclear weapons program in return for political and economic benefits. Iran has refused and says its nuclear program is for civilian purposes only.

"We are telling the Europeans that they need to go way beyond what they've done to maximize pressure on Iran," said a senior administration official, asking not to be identified because the talks with Europe are sensitive. "Up until now, the European response on the economic side has been pretty weak."

European officials have countered that they do not at present have the legal tools employed by the U.S. Treasury Department to go after banks to freeze assets or block transactions between European and Iranian banks. But they say that they have begun the process of adopting such tools this year.

"We want to squeeze the Iranians," said a European official, asking not to be identified by name or country, citing the sensitivity of the discussions. "But there are varying degrees of political will in Europe about turning the thumbscrews. It's not straightforward for the European Union to do what the United States wants."

Another official said: "We are going to be very cautious about what the Treasury Department wants us to do."

The American effort to press Iran economically is of a piece with its other forms of pressure on the Tehran government, American officials say. These include the arrest of Iranian operatives in Iraq and the sending of American naval vessels to the Gulf.

In addition, American officials say that while diplomatic pressure is the policy of the Bush administration, mil-

itary action cannot be ruled out in the future.

Several European officials say they believe that the United States and Saudi Arabia have reached an unwritten deal to keep oil production up, and prices down, to further squeeze Iran, which is dependent on oil for its economic solvency.

The Bush administration has called on Europe to do more economically as part of its two-year bargain in which the United States agreed to support European efforts to negotiate a resolution of the crisis over the Iranian nuclear program.

But as an act of good faith, American officials say, Europe must do more in the economic sphere.

Europe has many more commercial and economic ties with Iran than the United States, which severed all relations after the Iranian revolution and the seizure of hostages in 1979. The U.S. State Department estimates that European governments provided \$18 billion in government export credits for Iran in 2005.

In addition to purchasing oil from Iran, European countries export to Iran machinery, equipment and commodities which they say have no military application. Credits supplied by semi-independent government agencies for such items are granted to Iran and other countries because they are considered at risk, European officials say.

Europeans acknowledge that European companies are dependent on Iran for lucrative business deals, but they also say that Europe has no legal framework for curbing the activities of financial institutions or businesses based on classified information not useable in courts.

Indeed, they say that past efforts to go after businesses and banks in Europe based on secret information have been overturned by European courts.

American officials counter that some of the export credits issued by European governments may have facilitated illicit business and that European governments must do more to acquire the tools to stop such transactions.

"They've told us they don't have the tools," said a senior American official. "Our answer is: Get them."

At least five Iranian banks have branches in Europe that have facilitated export credits and engaged in transactions with European banks, American and European officials say. The five include Bank Saderat, cited by the United States last year as involved in terrorism,

and Bank Sepah, cited as being involved in ballistic missile programs.

American citation of these banks has virtually halted all transactions with them involving dollars, American and European officials say.

In addition, the ripple effect of American actions has halted transactions involving dollars with other Iranian banks, many experts say.

But the United States wants Europe to go further and halt all sorts of transactions with Bank Sepah, and possibly, in the future, with other banks. They say Bank Sepah should be barred from doing business in Europe — where it has branches in Rome, Frankfurt, London and Paris — because of its record on missile programs.

UN Security Council Resolution 1737, adopted in December, calls for sanctions against a dozen companies and several individuals involved in Iran's nuclear and arms programs, many with ties to Iranian banks. As a start, the administration wants Europe to freeze assets and block transactions involving these entities and persons.

How far Europe will be willing to go is in some doubt, British officials say, though some European officials say that the European Commission, the executive branch of the European Union, will approve a measure paving the way for such actions when it meets in mid-February.

A week ago, European foreign ministers met in Brussels to adopt a recommendation that the European Union act to implement UN Security Council Resolution 1737 against Iran, approved in New York in December.

But Bush administration officials said that they were disappointed with the watered-down language of that measure.

European officials now say that the European Union will act in mid-February to bar transactions of the entities and individuals cited in the Security Council resolution. If this happens, it would meet some but not all the demands of the Bush administration.

In visits to Europe, several senior American envoys have pressed the Europeans to move aggressively against Iranian bank and business transactions.

The envoys involved have been the deputy treasury secretary, Robert Kimmitt, the under secretary of state, R. Nicholas Burns, and the Treasury under secretary for terrorism and financial intelligence, Stuart Levey.

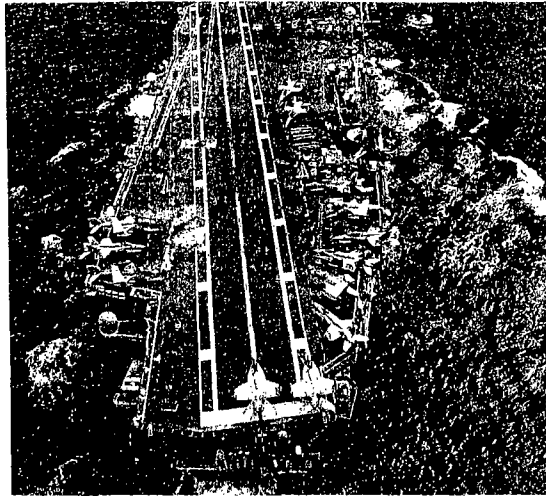
"Once we have adopted the regulations implementing 1737 in February, it becomes part of the national administrative law in Europe," a European official said.

"Then it's a question of European countries acting on their own. But I think this is going to move swiftly."

European officials also say that they are already cutting back on government credits for exports to Iran. Germany maintains that it supplied only \$450 million in new credits in the first half of 2006, compared to \$564 million in the same period in 2005. Germany also says that its overall exports to Iran have also declined.

LE FIGARO 30 janvier 2007

# L'Iran s'alarme des menaces américaines



Washington a décidé d'envoyer un second porte-avions dans les eaux du golfe Persique. Paul J. Perkins/AP.

## GOLFE

La perspective d'une confrontation avec les États-Unis est de plus en plus évoquée, à tous les échelons de la République islamique.

Téhéran

IL S'EN SOUVIENT comme si c'était hier. Mais les temps ont changé. En avril 2003, c'est avec envie qu'Ali regarda la statue de Saddam Hussein se faire déboulonner à Bagdad. « Avec les copains, on ne rêvait que d'une chose : voir débarquer à Téhéran les blindés américains pour nous débarrasser des mollahs et pour goûter, enfin, à la liberté ! », raconte le jeune vendeur iranien de 20 ans, baskets à l'occidentale et cheveux coiffés en brosse. Mais « aujourd'hui, quand je vois le chaos irakien, je dis : Non merci. Les GI's, on n'en veut pas ! », ajoute-t-il, appuyé au comptoir de sa boutique de vêtements, près de la place Imam-Khomeiny, au Sud de Téhéran.

Ici, les rumeurs sur les menaces de frappes américaines vont bon train. Elles sont alimentées, entre autres, par la décision de Washington d'envoyer un deuxième porte-avions dans les eaux du Golfe persique. On est encore loin de la paranoïa qui pousserait les Téhéranais à quitter la capitale. Mais, signe d'une inquiétude croissante, certaines figures politiques, jusqu'ici muettes sur la question, commencent à évoquer sérieusement la probabilité d'une attaque. À commencer par Mohsen Rezaï, l'actuel secrétaire du Conseil de discernement iranien et ancien commandant en chef des Pasdaran (gardiens de la révolution) pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988). « La nation ira-

nienne est sur le point de vivre une nouvelle confrontation », déclarait-il la semaine dernière lors d'un déplacement à Dacht-é Azadegan, le long de la frontière irano-irakienne. Quelques jours plus tôt, il avait parlé d'un « affrontement inéluctable » dans une interview accordée au quotidien gouvernemental de Dubaï, *Al Bayan*.

Cette perspective inquiète également les détracteurs du Président Mahmoud Ahmadinejad, de droite comme de gauche, qui lui reprochent déjà d'avoir envoyé le dossier du nucléaire iranien au Conseil de sécurité. Aujourd'hui, ils craignent de voir ses slogans provocateurs sur le nucléaire et la Shoah servir de prétexte à George W. Bush pour s'attaquer à l'Iran, malgré l'opposition du Congrès américain et des pays européens. « Bush a montré, avec l'invasion irakienne, qu'il est capable de faire cavalier seul », s'alarme, dans un éditorial, le quotidien *Kargozaran*. D'après le journal réformateur en ligne *Aftabnews*, l'ancien président Ali Hashemi Rafsandjani aurait également fait part, lors d'une rencontre récente avec cent députés iraniens, de « la prise au sérieux des menaces américaines par le guide

suprême, l'ayatollah Ali Khamenei ». Ce dernier, qu'on dit malade et fragilisé par un cancer de la prostate, n'a pas démenti cette information.

## « La région va s'embraser »

La population iranienne demeure incapable de décrypter les tenants et les aboutissants du combat entre Bush et Ahmadinejad. Avec cette peur, au final, de se retrouver otage d'une guerre qu'elle n'aura pas souhaitée. « Si l'Amérique attaque l'Iran, c'est toute une région qui va s'embraser », s'inquiète Sadegh Tirafkan. Pour cet artiste iranien de 41 ans, les risques d'une guerre sont trop grands pour se permettre de rester silencieux. Sa dernière œuvre, entre peinture et photomontage, présente des images d'Iraniens et Iraniennes de tous les jours, encadrées par des graphiques persans, telles les figurines contemporaines d'une miniature à l'ancienne. À chaque extrémité du tableau, la photo de soldats américains en tenue de combat vient menacer cette sérénité apparente. « J'ai voulu montrer qu'une guerre ferait partir en fumée toute la riche culture du Moyen-Orient », confie

Sadegh Tirafkan. En ajoutant : « Peut-être que nos dirigeants ont des problèmes entre eux, mais pas nos peuples ! Une guerre, ça voudrait dire des milliers de jeunes Iraniens et Américains forcés d'aller mourir au front... Regardez ce qui se passe en Irak ! »

Dans sa petite boutique du Sud, Ali dit ressentir les conséquences des menaces américaines. « Ma clientèle a déjà chuté de moitié depuis le vote, en décembre dernier, de la résolution onusienne favorable à des sanctions. Aujourd'hui, ça s'empire avec les craintes d'une attaque. Les affaires vont mal ! », dit-il. Mohammad, un client du coin, portant barbe et chemise noire, et fervent défenseur du régime iranien, a son mot à dire. « Dites aux Américains qu'on n'a pas peur d'eux. S'ils nous attaquent, on défendra notre honneur (« nâmous », en persan) jusqu'à la dernière goutte de sang ! Notre pays, c'est comme notre mère. Si une personne la viole, on est prêt à tuer ! », lâche-t-il. « Vous savez, il n'a pas tort », murmure Ali, une fois le client éclipsé. « C'est plus fort qu'eux, les Iraniens sont très nationalistes. Moi-même, j'ai beau être contre le gouvernement, et j'ai beau rêver d'un changement de régime, je prendrai les armes s'il le faut », dit-il. « J'adore les chansons de Madonna, et les films de Spyke Lee. Mais Bush, je ne peux pas le voir en peinture ! », poursuit-il. Une jeune femme vient de pousser la porte de la boutique. C'est Narguess, la sœur d'Ali. Elle se plaint d'avoir à supporter son foulard tout au long de la journée. Mais la démocratie à l'américaine, imposée par la force, elle n'en veut pas. « Par les temps qui courent, notre sécurité est plus importante que notre liberté », dit-elle.

## Bush à Téhéran : « Nous réagissons fermement »

Le président Bush a déploré, hier, les récentes violences au Liban et a dit que l'Iran, la Syrie et le Hezbollah devaient « rendre des comptes » pour leurs tentatives de déstabilisation. De son côté, l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU, John Bolton, a assuré que les discussions sur le programme nucléaire iranien ayant « échoué », la seule solution

désormais réside dans un « changement de régime » à Téhéran. Le vice-président américain, Dick Cheney, vient, quant à lui, d'expliquer la signification de l'envoi récent d'un second porte-avions dans le Golfe : « Nous avons des capacités importantes pour répondre à la menace iranienne. » Et de préciser que « toutes les options restaient sur la table ».

DELPHINE MINOUI

**TURQUIE**

**Ankara refuse la nouvelle politique pétrolière irakienne au Kurdistan**

ISTANBUL  
CORRESPONDANCE

La Turquie a menacé l'Irak, lundi 29 janvier, de mesures de rétorsion au cas où Bagdad persisterait à demander aux sociétés turques qui lui vendent des produits pétroliers de s'adresser aux autorités du Kurdistan d'Irak pour le renouvellement de leurs contrats. Or Ankara refu-

se tout contact officiel avec ces autorités régionales kurdes de peur de favoriser leur glissement vers l'indépendance. « *Ceux qui veulent mettre la Turquie à l'épreuve en paieront le prix, la Turquie ne cède jamais devant les faits accomplis* », a déclaré le ministre turc du commerce extérieur, Kürsad Tüzmen.

Dès le 11 janvier, des sociétés turques ont reçu des lettres de la compagnie irakienne de commercialisation du pétrole, SOMO, leur suggérant de passer par les Kurdes d'Irak s'ils voulaient renouveler leurs contrats. M. Tüzmen a écrit à la SOMO qu'il s'agissait d'une rupture des accords bilatéraux signés au niveau ministériel en novembre 2006 et que cela menace le maintien des livraisons. Il a déclaré, lundi, ne pas avoir reçu de répon-

se de la SOMO; « *où l'on ne répond pas aux appels téléphoniques* ».

La portée des menaces turques est limitée par le fait que les ventes à l'Irak de produits raffinés en Turquie avaient déjà très fortement diminué en 2006 à la suite de retards de paiement et de rivalités pour les commissions financières afférentes. Le Kurdistan est un passage obligé pour les camions turcs qui vendent de l'essence en Irak. Celui-ci en importe désormais beaucoup plus de ses autres voisins dont l'Iran. Cette crise s'ajoute aux vives tensions provoquées ces dernières semaines par les menaces turques d'intervention militaire dans le nord de l'Irak, agitées de nouveau dans les médias et au Parlement turcs. ■

SOPHIE SHIHAB

**David Brooks**

**Parting ways in Iraq**

**D**uring the summer of 1995, Edward Joseph was serving as a UN peacekeeper in Bosnia. He was asked to help Muslim women and children flee from an area near Srebrenica, where 7,000 Muslims had already been slaughtered by Serb forces.

It was a controversial mission. The UN High Commissioner for Refugees refused to participate, believing the evacuation would just complete the ethnic cleansing. But the high commissioner didn't see the crowds of Muslim women shrieking in terror as Serb jeeps rolled by. Joseph did. It might seem high-minded to preach ethnic reconciliation from afar, Joseph now says, but in a civil war, when you can't protect people, it's immoral to leave them to be killed.

Gradually, leaders on all sides of the Bosnian fight came to see it was in their interest to separate their peoples. And once the ethnic groups were given sanctuary, it became possible to negotiate a peace that was imperfect, but which was better than the reverberating splashes of blood.

Today, many of the people active in Bosnia believe they have a model that could help stabilize Iraq. They acknowledge the many differences between the two places, but Iraq, they note, is a disintegrating nation. Ethnic cleansing is dividing Baghdad, millions are moving, thousands are dying and the future looks horrific.

The best answer, then, is soft partition: Create a central government with a few key powers; reinforce strong regional governments; separate the sectarian groups as much as possible.

In practice, that means, first, modifying the Iraqi Constitution.

As Senator Joseph Biden points out,

the constitution already goes a long way toward decentralizing power. It gives the provinces the power to have their own security services, to send ambassadors to foreign countries, to join together to form regions. Decentralization is not an American imposition, it's an Iraqi idea.

But, he adds, so far the Constitution doesn't yet have legislation that would do things like equitably share oil and gas revenue. The Sunnis will never be content with a strip of sand unless they're constitutionally guaranteed 20

**Many of the people active in Bosnia believe they have a model that could help stabilize Iraq.**

percent of the nation's wealth.

The second step is getting implicit consent from all sects that separation and federalism are in their interest. The Shiites would have to accept that there never will be a stable Iraq if the Sunnis are reduced to helot status. The Kurds would have to accept that peace and stability are worth territorial compromise in Kirkuk. The Sunnis would have to accept that they're never going to run Iraq again, and having a strong Sunni region is better than living under a Shiite jackboot.

As a former president of the Council on Foreign Relations, Les Gelb, says, unless the thirst for vengeance has driven the leaders in Iraq beyond the realm of reason, it should be possible to persuade them to see where their best interests lie.

The third step in a soft partition would be the relocation of peoples. This would mean using U.S. or Iraqi troops to shepherd people who want to flee toward areas where they feel safe. It would mean providing humanitarian assistance so they can get back on their feet.

As Edward Joseph and Michael O'Hanlon note, in this kind of operation, timing is everything. Move people in a certain neighborhood too early, and militias could perceive a vacuum and accelerate the violence. Move too late and you could be moving corpses.

The fourth step is getting Iraq's neighbors to buy into the arrangement. Presumably neither Iran nor Saudi Arabia really relishes complete chaos in Iraq and a proxy war with each other after the United States withdraws. The Turks would have to be reassured that this plan means no independent Kurdistan will ever come into being.

The most serious objection to soft partition is that the Sunni and Shiite populations are too intermingled in Baghdad and elsewhere to really separate. This objection, sadly, becomes less of a problem every day. But it would still be necessary to maintain peacekeepers in the mixed neighborhoods, be open to creative sovereignty structures, and hope that the detoxification of the situation nationally might reduce violence where diverse groups touch.

In short, logic, circumstances and politics are leading inexorably toward soft partition. The Bush administration has been slow to recognize its virtues because it is too dependent on the Green Zone Iraqis. The Iraqis talk about national unity, but their behavior suggests they want decentralization. Sooner or later, everybody will settle on this sensible policy, having exhausted all the alternatives.

Le Monde  
Mercredi 31 janvier 2007

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
January 30, 2007